

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°453

DECEMBRE 2022

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **PARIS : ASSASSINAT DE TROIS MILITANTS KURDES**
- **IRAN : EXECUTIONS DE MANIFESTANTS - REPRESSION A HUIS CLOS AU KURDISTAN**
- **TURQUIE : FAIRE PLACE NETTE AVANT LES ELECTIONS**
- **IRAK : VERS UNE NORMALISATION ENTRE ERBIL ET BAGDAD**
- **ROJAVA. : LA MENACE D'UNE ENTENTE TURCO-RUSSO-SYRIENNE**
- **COLLOQUE ET WEBINAIRE SUR LA SITUATION AU KURDISTAN**

PARIS : ASSASSINAT DE TROIS MILITANTS KURDES

La communauté kurde de France est à nouveau endeuillée. Dix ans après l'assassinat de trois militantes kurdes en janvier 2013, trois autres militants kurdes ont été assassinés le 23 décembre, rue d'Enghien, dans le 10^e arrondissement de Paris.

Un homme de 69 ans, William Malet, retraité de la SNCF, s'est présenté vers 11h30 devant le Centre culturel Ahmet Kaya, siège du Conseil démocratique

kurde de France (CDKF), et a tiré à bout portant sur les trois personnes qui se trouvaient devant la porte d'entrée en tuant deux, Mme Emine Kara et M. Abdulrahman Kizil, et blessant grièvement un troisième, le chanteur Mir Perwer qui a tenté de se réfugier dans le restaurant kurde AVESTA, situé en face. Poursuivi par le meurtrier, il a été achevé. Le meurtrier armé d'un pistolet Colt 45 s'est ensuite dirigé vers un salon de coiffure kurde situé à l'autre bout de la rue pour tuer d'autres Kurdes. Il

a été maîtrisé par le patron du salon et ses proches et remis à la police qui est venue sur place un peu plus tard.

D'après des témoins oculaires, dont une concierge française, l'homme était venu deux jours plus tôt faire des repérages. Le jour de la tuerie, il aurait été déposé par une voiture au coin de la rue. Ce jour-là, à l'heure où il s'est présenté, une réunion des femmes kurdes de France avec une trentaine de participantes était prévue. Elle a été reportée à

la dernière minute en raison des mouvements de grève dans les trains. La présidente de ce mouvement Mme Emine Kara fait partie des victimes de la tuerie.

Le tueur portait une mallette contenant deux autres chargeurs approvisionnés et plus de 70 cartouches, de quoi commettre un carnage si la réunion des femmes prévue avait bien lieu à cette heure là.

Présenté par le ministre de l'Intérieur qui s'est rendu sur place comme « un homme raciste n'aimant pas les étrangers », William Malet s'avère être plus qu'un raciste. Il dit être devenu « pathologiquement raciste » après le cambriolage de son appartement en février 2016 par des Maghrebins. En décembre 2021, il avait attaqué au sabre un camp de migrants installé dans le parc de Bercy, à Paris, où il avait grièvement blessé un Erythréen et un Soudanais aux cris de « Morts aux migrants ». Arrêté et placé en détention provisoire, il a été libéré le 12 décembre 2022, dix jours avant la tuerie, sans être jugé et malgré son caractère de dangerosité. La justice française est manifestement défaillante. Comment relâcher, sans prendre le temps de juger, un homme qui s'est rendu coupable d'une tentative d'homicide et chez qui la police avait déjà en 2021 découvert tout un arsenal ?

Les mobiles qu'il avance pour expliquer son expédition meurtrière contre les Kurdes ne tiennent pas debout non plus. Les racistes français s'en prennent généralement aux Maghrebins et aux immigrants musulmans d'Afrique noire et s'attaquent à des mosquées. Le 23 décembre était un vendredi, jour de la prière musulmane hebdomadaire où les mosquées de Paris et de banlieue grouillent de monde. Pourquoi prendre pour cible les Kurdes qui constituent une com-

munauté beaucoup moins nombreuse et moins visible ?

William Malet affirme « parce qu'ils auraient dû tuer tous les djihadistes de Daech en Syrie au lieu d'en faire des prisonniers ». Cette ligne de défense (volontairement ?) incohérente apparaît comme un écran de fumée visant à occulter les véritables mobiles et les commanditaires éventuels de cette tuerie, tout comme la thèse d'un « acte de déséquilibre » évoqué ça et là pour psychiatriser donc déresponsabiliser des crimes odieux.

La communauté kurde est d'autant plus perplexe que cette tuerie intervient presque 10 ans après le triple assassinat de janvier 2013 qui a coûté la vie à trois militantes kurdes dans le 10^e arrondissement de Paris. L'auteur du crime, Omer Guney, a été arrêté et emprisonné, mais ses commanditaires, malgré de nombreux indices indiquant clairement l'implication des services de renseignements turcs (MIT) n'ont pas été poursuivis et punis. La Turquie n'a pas répondu aux commissions rogatoires de la justice française. L'enquête a trainé en longueur et l'unique suspect, Omer Guney, souffrant d'une tumeur au cerveau, est décédé en prison quelques jours avant l'ouverture de son procès.

Ce déni de justice nourrit la colère des Kurdes de France et de leurs amis qui se sont mobilisés. Une manifestation, le 24 décembre Place de la République, a réuni des milliers de Kurdes et des personnalités politiques et associations françaises. Elle a été suivie d'une « marche blanche » quelques jours plus tard entre la rue d'Enghien et le local du Centre d'information sur le Kurdistan, sis 147 rue La Fayette où Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soylemiz ont été assassinées en janvier 2013.

La tuerie de la rue d'Enghien a

également suscité une vive émotion dans l'ensemble du Kurdistan. Le président de la Région du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, le Conseil des ministres du Kurdistan, tous les partis kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak ainsi que le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes, le général Mazloum Kobani, ont réagi pour exprimer leur indignation et leur solidarité avec les victimes et leurs proches appelant les autorités françaises à faire toute la lumière sur ce drame.

En France, le président Macron dans un tweet a dénoncé « une odieuse attaque contre les Kurdes en France ». Le ministre de la Justice Eric Dupont-Moretti a reçu une délégation des proches des victimes et lui a déclaré que la France était en deuil. Le préfet de police de Paris a également reçu les proches des victimes.

L'enquête doit éclaircir les nombreuses zones d'ombre entourant cette tuerie, notamment les fréquentations de William Malet pendant son séjour en prison et après sa libération.

La dépouille de Mme Emine Kara a été rapatriée au Kurdistan irakien où sa famille avait trouvé refuge après la destruction de leur village dans la province de Hakkari par l'armée turque dans les années 1990 où plus de 3.400 villages kurdes ont été rayés de la carte. Emine Kara, dite Evin Goyi, était une figure de la résistance contre Daech qu'elle a combattu pendant quatre ans. Blessée et malade, elle était venue se faire soigner en France.

L'autre victime, le chanteur Mir Perwer, 29 ans, père d'un enfant, réfugié politique en France a été enterré dans son village de la province de Mus. Abdulrahman Kizil, troisième victime a été également rapatrié au Kurdistan de Turquie.

IRAN : EXÉCUTIONS DE MANIFESTANTS - RÉPRESSION À HUIS CLOS AU KURDISTAN

Les manifestations suscitées par la mort en garde-à-vue à Téhéran le 19 septembre 2022 de la jeune kurde Jina Mahsa Amini se sont poursuivies sans répit tout au long du mois de décembre. Du Kurdistan, foyer initial de la contestation, au Belouchistan à la frontière pakistanaise toutes les provinces de l'Iran ont, à des degrés divers, connu des mouvements de mobilisation populaires contre le régime de la République Islamique aux cris de « Femme, Vie, Liberté » et « Abas la dictature ». Une grève générale lancée le 5 décembre a été largement suivie dans l'ensemble du pays pendant trois jours. Au Kurdistan, tous les commerces avaient baissé leurs rideaux. Les universités, y compris l'université d'élite Sharif ont pris part à des manifestations (Le MONDE du 15.12.22)

Pour terroriser les manifestants et mâter la révolte entrée dans son troisième mois, le régime a décidé de se montrer « sans merci ». Le 8 décembre un jeune manifestant, Mohsen Shakeri, a été exécuté dans la prison de Téhéran. Un autre manifestant, Majid Reza Rahmovard, 23 ans, a été pendu le 12 à l'aube dans la prison de Mashhad, onze autres condamnés attendent dans le couloir de la mort tandis que les prisonniers continuent de subir les tortures les plus cruelles (voir reportage dans le MONDE du 4.12.22).

Dans ce contexte, l'annonce médiatisée de « l'abolition de la police des mœurs » (Le MONDE du 6.12.22) présentée comme un geste d'apaisement n'a eu aucun impact sur la contestation, d'autant qu'elle n'a pas été suivie d'effet. Il en a été de même pour la visite au Kurdistan le 1^{er} décembre du président iranien

officiellement pour inaugurer un projet d'eau potable.

Selon RFI, le président iranien Ebrahim Raïssi, en visite à Sanandaj, chef-lieu de la province iranienne du Kurdistan, a rappelé, le jeudi 1^{er} décembre 2022, que « *lors des récentes émeutes, les ennemis ont commis une erreur de calcul en croyant pouvoir semer le chaos et l'insécurité. Mais ils ignoraient que le Kurdistan avait sacrifié le sang de milliers de martyrs et que ses habitants avaient dans le passé vaincu l'ennemi* », allusion faite à la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988). Le journaliste iranien Vahid Salemi estime que « c'est en suivant ce même discours guerrier que le régime a concentré un important dispositif militaire dans les régions kurdes.

Le Kurdistan iranien est toujours coupé de communication avec le reste du monde et face à l'ampleur de la contestation et la participation massive de la population civile, la République islamique a renforcé la militarisation de toute la zone habitée par les Kurdes.

Le couvre-feu a été instauré à Javanroud, Mahabad et Bukan, villes kurdes encerclées par les gardiens de la révolution. Des attaques à grande échelle, menées par des forces gouvernementales contre la population civile, illustrent la pleine concentration de l'ultra violence de République islamique dans ces zones. Aux arrestations arbitraires, suivies de tortures et de traitements dégradants et inhumains dans les prisons, s'ajoute la disparition de certains de personnes arrêtées et emprisonnées.

Selon HENGAW, le 31 décembre 2022, lors de la cérémonie de la quarantaine de l'assassinat de sept citoyens de la ville de Javanroud,

située dans la province de Kermanshah, les forces gouvernementales ont ouvert le feu sur les participants. Lors de cette fusillade, Burhan Eliasi, un commerçant de 22 ans, a été tué et huit autres citoyens, dont un enfant, ont été gravement blessés. De nombreuses personnes ont été arrêtées. Aucune information n'est cependant divulguée sur le sort des détenus ni sur les conditions de leur détention. En revanche, les familles de détenus sont sous pression et menacées de représailles et doivent garder le silence.

Les représentants du clergé, des enseignants, des artistes, des universitaires, du corps médical, des étudiants, des commerçants et d'autres représentants de la société civile de Javanroud, avaient réclamé, dans un communiqué, en novembre 2022, l'égalité des droits pour les Kurdes au sein de la société iranienne. Ils ont demandé « la fin de blocus économique et la militarisation des villes Kurdes » ainsi que « la fin de la répression et des scènes d'horreur ». Le communiqué a qualifié d'échec la politique ultra violente du régime à l'encontre de ses citoyens après 110 jours de manifestation.

La République islamique a qualifié ces revendications comme « autant d'obstacles à la paix et à la sécurité » de cette ville opprimée.

Une liste de victimes de la violence et de la répression des forces de sécurité iraniennes est présentée à partir de diverses sources, comprenant Balouch Activists Campaign, Kurdistan Human Rights Network, Kolbernews, Herana, Hangaw Human Rights Organization, Iran Human Rights Organization, Iran Human Rights Association, Iran wire, Amnesty International, etc. La liste est basée

sur des témoignages des familles de victimes, ceux des organisations locales et internationales de défense des droits humains et des reportages dans les médias.

Il s'avère que dès le début des manifestations, les forces de sécurité ont utilisé des balles réelles et des armes de guerre pour réprimer les manifestants à Baloutchistan et au Kurdistan.

Selon les sources relatives à la violation des droits humains, au moins 476 personnes ont été tuées dans 26 provinces du pays, dont 128 manifestants à Baloutchistan et 125 au Kurdistan.

La plupart des victimes étaient âgées de 25 ans. La liste dénombre 49 enfants victimes de la répression. Le nombre de prisonniers est estimé à trente mille personnes. Elles sont torturées, menacées, violées et subissent d'autres formes de violences verbales et psychologiques.

Plusieurs informations diffusées par le Iran Wire concernent les villes kurdes. Ainsi, en décembre 2022 un garçon de 18 ans a été arrêté lors d'une manifestation violemment réprimée à Kermanshah. De même, Alan Waissi, un jeune lycéen de 16 ans, originaire de Javanroud, a été arrêté, lui-aussi, par les forces de sécurité.

Par ailleurs, les organisations de défense des droits humains ont signalé que Shahryar Adili, âgé de 25 ans, libéré sous caution, après avoir été sévèrement torturé en prison à Sardasht, est décédé des suites de tortures quelques jours seulement après sa libération. Selon le rapport de HENGAW du vendredi 10 décembre 2022,

Mohammad Haji Rasoulpour originaire de Bukan, est décédé des suites de blessures graves dues à la torture dans la prison centrale de cette ville.

Le courrier international, dans un article publié le 2 décembre 2022, signale que le régime iranien tente d'enlever et d'assassiner ses opposants à l'étranger. Cette information est corroborée par The Washington Post qui affirme qu'au cours des deux dernières années, Téhéran a multiplié les opérations visant les dissidents iraniens installés à l'étranger, ainsi que des intellectuels ou des responsables politiques hostiles à la République islamique.

Pour ce faire explique le quotidien, les services de renseignements et de sécurité iraniens s'appuient en grande partie sur des mandataires, comme des voleurs de bijoux, des trafiquants de drogue ou des criminels payés pour tuer, à qui des centaines de milliers de dollars sont offerts.

En 2022 ont été déjoués une tentative d'assassinat de l'ancien conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, une autre visant l'écrivain et philosophe français Bernard Henri Lévy à Paris ainsi qu'une tentative d'enlèvement de la journaliste irano-américaine Masih Alinejad à New York. Toutes les personnes visées sont hostiles à Téhéran.

Dans un article paru sur le site d'Iran Wire sous le titre « Pourquoi la ville de Saqqiz est-elle disposée à la manifestation et à la grève générale ? » la journaliste, Tara Awrami, estime que la population de la ville de Jina Mahsa Amini est confrontée depuis des années au chômage, à la pauvreté, à la toxicomanie et au suicide.

Avec ses 234 000 habitants, Saqqiz est la deuxième ville de la province du Kurdistan. Outre sa situation stratégique, la ville est riche en ressources naturelles et en minéraux. Cependant, placée dans une zone sensible et soumise à une politique sécuritaire, à l'instar de toute la zone habitée par les Kurdes, la ville est privée de la richesse de son sous-sol. Le volume d'exploitation minière est considérable mais les minerais sont transportés vers d'autres provinces. Leur exploitation, loin de générer une richesse pour les locaux, provoque des risques majeurs de détérioration de l'environnement.

Saqqiz est naturellement riche en eau, mais la ville souffre de la sécheresse et des conséquences qui en découlent, tout comme d'autres villes et villages du Kurdistan, touchés, eux-aussi, par ce phénomène écologique.

Le massacre systématique des kolbars par des gardes frontalières iraniennes continue.

Kolbar News estime le nombre de victimes à 258 personnes pour l'année 2022. Le centre de statistiques et de documentations de HENGAW, Organization for Human Rights, avance, lui, le chiffre de 290 personnes, dont 46 tuées et 244 blessées. Selon la même source le pourcentage du nombre de Kolbars tués ou blessés par la fusillade a augmenté de 49 % par rapport à l'année précédente.

Selon Keyvan Weisi, le représentant de la province du Kurdistan au sein du Conseil suprême des provinces d'Iran, environ 40 000 personnes vivent de ce métier.

>>>>>

TURQUIE : FAIRE PLACE NETTE AVANT LES ELECTIONS

A l'approche des élections parlementaires et présidentielles de mai 2023, le régime turc cherche à faire taire journalistes et opposants en instrumentalisant un appareil judiciaire qui tourne désormais à plein régime.

Après avoir embastillé dès 2016 les leaders kurdes Selahettin Demirtas et Gultan Kisanak, dirigeants du parti démocratique des peuples (HDP), une trentaine de maires et députés de ce parti et des milliers de ses partisans, le président turc demande désormais l'interdiction pure et simple de ce parti qui a obtenu 6 millions de voix aux dernières élections et qui représente la deuxième formation de l'opposition derrière le Parti républicain du peuple (CHP) dans le Parlement d'Ankara. Sur instruction du Palais présidentiel, le procureur général auprès de la Cour de Cassation a instruit le procès en inquisition de ce parti pacifique représentatif de toutes les minorités ethno-linguistiques, religieuses et sexuelles du pays qu'il accuse de « liens organiques avec l'organisation terroriste » (PKK). Le dossier est vide. Tout au plus lui reproche-t-on ses relations avec le PKK pendant la période où à la demande du gouvernement turc il servait de médiateur pour trouver un règlement pacifique au conflit et obtenir la fin de la lutte armée. Un protocole d'accord avait été signé et annoncé publiquement en février 2015 au palais Dolmabahçe d'Istanbul par le vice-Premier Ministre de l'époque Bulent Arinç. Mais dès sa défaite électorale de juin 2015, le président turc a préféré renverser la table et s'allier au parti d'extrême droite MHP pour s'as-

surer une nouvelle majorité et sa survie politique en s'alignant, au passage sur l'agenda ultranationaliste et anti-kurde de ce parti.

La cour constitutionnelle qui a, depuis 1994, déjà interdit 7 partis pro-kurdes s'est saisie de cette demande d'interdiction. La procédure suit son cours mais reste tributaire de l'agenda politique du président turc. Le HDP a présenté sa défense et il est appelé à formuler oralement ses ultimes remarques à la mi-mars. La décision d'interdiction pourrait alors intervenir au moment le plus opportun pour le calendrier électoral du pouvoir dont l'objectif est de rendre inéligible plusieurs centaines de dirigeants de ce parti afin de rafler, même avec des scores mineurs, un maximum de sièges dans les provinces kurdes où les autres partis d'opposition n'ont guère d'assise. En attendant, le HDP est totalement absent des écrans de télévision squattés par Erdogan et ses collaborateurs. Une quinzaine de députés d'opposition, pour la plupart du HDP, font l'objet d'une procédure de levée de leur immunité. Ils pourraient ensuite être poursuivis et jugés pour des motifs divers et condamnés afin de les rendre inéligibles et favoriser ainsi leurs rivaux de l'AKP présidentiel.

Dans cette optique, le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu a été condamné le 16 décembre à 2 ans et 7 mois de prison et inéligibilité pour « insulte » envers le Haut Conseil électoral (Le MONDE). Il avait qualifié d'« idiots » les membres de ce conseil qui avait invalidé sa première élection qui avait conduit à un second scrutin où sa victoire a été encore plus nette. Le prési-

dent turc, qui insulte à longueur de journée ses opposants politiques qualifiés de « terroristes », de « traîtres à la nation » ses principaux rivaux, y compris le chef de la principale force de l'opposition (CHP), Kemal Kiliçdaroglu, n'a jamais été inquiété par un tribunal turc.

Autre cible du pouvoir : la presse d'opposition et ce qu'il en reste dans un pays où 95% des médias sont contrôlés par le régime. Un pays qui se classe au 149ème rang de l'index des Reporters sans Frontières de la liberté de presse et d'opinion, entre Sri Lanka et Soudan ou Bélarus

Dans son édition du 5 décembre, le quotidien LIBERATION publie une longue enquête sur la répression contre les journalistes locaux et internationaux et dénonce des arrestations des journalistes sous des prétextes fallacieux.

De son côté, l'ONG Committee to Protect Journalists, basée à New York, indique qu'au 1er décembre 40 journalistes étaient emprisonnés en Turquie qui arrive juste derrière l'Iran, la Chine et le Myanmar dans le peloton de tête des Etats persécutant le plus de journaliste (Voice of America 15.12.2022). Triste score pour un pays membre de l'OTAN qui se présente comme l'alliance de la grande famille des démocraties. Un pays qui est toujours considéré comme candidat à l'entrée dans l'Union européenne et qui à ce titre continue de recevoir chaque année des centaines de millions d'euros de fonds de pré-adhésion.

➤➤➤➤

IRAK : VERS UNE NORMALISATION ENTRE ERBIL ET BAGDAD

A le nouveau gouvernement irakien formé après près d'un an de tensions, de conflits intra-communautaires et de tractations semble disposé à amorcer un processus de normalisation des relations entre Bagdad et Erbil, il a besoin des voix des députés kurdes au Parlement irakien pour enfin faire adopter le budget 2023. Après d'âpres négociations entre les parties, il a été convenu que 14% de ce budget sera affecté à la Région du Kurdistan qui, si l'accord est appliqué sans accroc, disposera enfin d'une dotation financière régulière pour payer les salaires de ses fonctionnaires et des Peshmergas et mettre en œuvre des projets d'infrastructure en souffrance depuis des années faute de financement.

C'est le message qu'a livré Fallah Mustafa, conseiller diplomatique en chef du Président du Kurdistan et ancien ministre kurde des relations extérieures à l'occasion d'un [colloque international](#) organisé le 12 décembre par l'Institut kurde à l'Assemblée nationale à Paris.

L'accord de gouvernement signé entre les divers partis kurdes, sunnites et chiïtes qui forment la coalition gouvernementale prévoit également une loi irakienne sur les hydrocarbures afin de donner un cadre juridique pérenne aux compagnies pétrolières et du gaz qui veulent investir au Kurdistan et en Irak ainsi qu'une clé de répartition de ces ressources. Le Kurdistan s'était, dès 2008, doté d'une telle loi qui a ouvert la voie à des investissements internationaux importants faisant de la région un acteur pétrolier significatif et un acteur gazier potentiellement aussi important que l'Azerbaïdjan selon les estimations courantes.

Selon la constitution irakienne de 2005, adoptée par référen-

dum, les ressources pétrolières et gazières nouvelles, découvertes après 2005 au Kurdistan sont du ressort du gouvernement régional, les ressources antérieures relèvent de l'autorité du Gouvernement central dont les revenus doivent être partagés équitablement entre toutes les régions de l'Irak au prorata de leur population. Cette interprétation est contestée par Bagdad qui a depuis multiplié les litiges avec des compagnies pétrolières opérant au Kurdistan. D'où la nécessité urgente d'une loi irakienne sur les hydrocarbures attendue depuis des années.

Il est également prévu d'adopter une loi sur la création d'une Cour Suprême fédérale avec des compétences précises, un mode de saisine, de fonctionnement et une procédure de nomination claires. Il appartiendra alors à cette cour d'interpréter la constitution et de statuer sur les litiges relatifs à son interprétation. L'actuelle cour suprême ad hoc n'a aucune base constitutionnelle, elle est fortement politisée et elle se mêle de tout ajoutant des tensions et de la confusion à une situation politique irakienne déjà passablement confuse et précaire.

Concernant la pomme de discorde du sort des territoires dits disputés, à majorité kurde mais actuellement sous contrôle du gouvernement central, un processus de règlement est annoncé sans davantage de précision et sans référence claire à l'article 140 de la constitution qui prévoyait une consultation par référendum des populations concernées avant le 3/12/2007 et qui n'a jamais été appliqué. En attendant, Bagdad promet de nommer « bientôt » un nouveau gouverneur de Kirkouk, en remplacement de l'actuel gouverneur intérimaire arabe nommé en octobre 2017 accusé de corrup-

tion, de népotisme et surtout de discriminations graves envers la population kurde.

Grâce à la remontée des cours de brut, l'Irak dispose actuellement de ressources financières nécessaires pour lancer enfin un plan de reconstruction de ses infrastructures, notamment de l'électricité et de l'eau potable. Pour cela il a besoin d'une forme de stabilité à l'intérieur de ses frontières et de la non-ingérence des États voisins dans ses affaires intérieures. La corruption, endémique, mine la confiance de la population. Le modèle libanais d'une oligarchie des chefs de partis détournant une partie des richesses du pays à leurs profits hante également les irakiens. Le dernier premier ministre Kazemi est accusé d'avoir détourné 2,5 milliards de dollars. Les diverses milices pro-iraniennes se livrent à la contrebande avec l'Iran d'une partie des ressources pétrolières. L'épée de Damoclès de Téhéran pèse sur la tête des dirigeants de Bagdad qui craignent d'être déstabilisés s'ils s'engagent dans la voie d'une souveraineté irakienne affirmée.

Le nouveau gouvernement irakien compte sur les pays arabes voisins et sur les occidentaux, y compris la France, pour équilibrer l'influence iranienne. Lors d'un sommet des chefs d'État et de diplomatie des pays voisins de l'Irak, réuni à l'initiative de la France, le 19 décembre à Amman, le président Macron a ouvertement dénoncé les ingérences de l'Iran dans les affaires irakiennes et exhorté tous les États de la région à respecter la pleine souveraineté de l'Irak. De son côté, Washington surveille de près l'utilisation des revenus en dollars de Bagdad afin qu'ils ne soient pas détournés vers la République islamique soumise aux sanctions occidentales.

C'est dans ce contexte régional instable que le gouvernement du Kurdistan essaie d'assurer la sécurité et la stabilité de sa région. Les bombardements de l'aviation et de l'artillerie turques dans des zones frontalières, avec leur lot de destructions, de morts et de déplacements de villageois, sont devenues une routine macabre. L'Iran aussi envoie de temps en temps quelques missiles ou drones bombardier les zones frontalières ou les camps des réfugiés kurdes iraniens, voire des quartiers d'Erbil pour rappen-

ler sa capacité de nuisance aux dirigeants kurdes et à leurs alliés américains.

Faute de services de base assurés et de sécurité ni les Yézidis déplacés de Şengal (Sinjar) ni des Arabes sunnites des provinces de Mossoul et d'Anbar réfugiés depuis 2014 au Kurdistan ne peuvent regagner leurs foyers. Le sort de ces quelque 700.000 déplacés n'est pas encore à l'ordre du jour du gouvernement irakien. Quant aux quelque 250.000 Kurdes syriens qui, pour

la plupart d'entre eux, ne vivent plus dans des camps, ils sont appelés à rester et ils sont déjà largement intégrés à la vie économique et sociale du Kurdistan.

La guerre, à bas bruit, contre Daech s'est poursuivie tout au long du mois de décembre où il y a eu de nombreux accrochages dans la province de Kirkouk. La police kurde a, de son côté, démantelé une série de cellules dormantes de Daech et les a mises hors d'état de nuire.

ROJAVA. : LA MENACE D'UNE ENTENTE TURCO-RUSSO-SYRIENNE

La situation dans le Rojava (Kurdistan syrien) reste très précaire. La Turquie continue de bombarder la région par son artillerie à longue portée à partir des territoires kurdes syriens occupés de Serê Kaniyê (Ras al-Ayn) et Girê Spî (Tell Abyad) et par des drones.

Outre des objectifs militaires comme les bases des Forces démocratiques syrienne (FDS), alliées de la Coalition internationale contre Daech, des infrastructures civiles comme des routes, des centrales électriques, des silos à grains sont visées pour déstabiliser davantage la région et provoquer de nouveaux déplacements de population.

Cette guerre à la Poutine (voir le FIGARO du 2.12.22) exaspère les FDS qui ont annoncé le 2 décembre suspendre leur collaboration avec la Coalition internationale contre Daech pour concentrer leurs forces contre l'agression incessante de la Turquie. L'inaction des Alliés est d'autant plus incompréhensible que les drones turcs ont osé bombarder une base commune aux FDS et au contingent américain. Les Américains ont dénoncé l'attaque, qui n'a pas fait de victimes américaines sans aller jusqu'à abattre les drones turcs qui circulent librement dans un espace

aérien censé être contrôlé par les forces américaines. Le Pentagone et le Département d'Etat américains ont, à maintes reprises, exprimé leur opposition à toute nouvelle intervention turque dans le Rojava « qui ne ferait que déstabiliser davantage la région et affaiblir la lutte commune contre Daech ». Ces déclarations qui n'ont pas été suivies d'actes concrets ou de menaces de sanctions ne semblent pas avoir eu d'effet sur Ankara qui se dit prêt à intervenir à nouveau « pour nettoyer la région du terrorisme qui constitue une menace existentielle pour l'Etat turc ». Le président turc négocie avec son homologue russe un feu vert pour une nouvelle intervention dans le canton kurde de Kobani et à Membij.

Jusqu'à présent la Russie et l'Iran, tout en comprenant les « préoccupations de sécurité » d'Ankara, s'opposent à une nouvelle intervention turque qui aboutirait à une occupation pour une durée indéterminée d'une nouvelle portion du territoire syrien. Moscou pousse Ankara à nouer le dialogue avec Damas pour parvenir à une normalisation des relations turco-syriennes. Cette normalisation se fera au détriment de l'opposition syrienne et, bien sûr, des Kurdes syriens, ennemis communs d'Ankara, de Damas, de Téhéran

ainsi que de Moscou qui veut punir les Kurdes pour leur alliance avec les Américains. Le régime syrien dont la survie dépend dans une large mesure du soutien russe va-t-il suivre docilement les conseils du Moscou au risque de faire un cadeau électoral à son pire ennemi le président turc Erdogan ? La Turquie va-t-elle mettre en exécution sa menace d'une nouvelle intervention militaire au risque de compromettre cette amorce de dialogue ? Comment vont réagir les multiples factions de l'opposition syrienne soutenues et armées par la Turquie face à la « trahison » de leurs protecteurs turcs ?

Ces questions vont se poser avec acuité dans les mois à venir.

Côté kurde, Mme Ilham AHMED, présidente du Comité exécutif du Conseil démocratique syrien, s'est exprimée sur ces sujets lors d'un Webinaire organisé par l'Institut kurde de Paris et l'Institut kurde Washington le 15 décembre 2022.

Extraits :

« Nous sommes très sceptiques quant au rapprochement entre les gouvernements syrien et turc. Cependant, nous pensons qu'Erdogan utilise cela afin de faire pression sur les gouvernements européens et occidentaux. Pour dire qu'ils normalisent leurs relations

avec le régime et Damas. Je pense que la normalisation entre ces deux régimes est risquée non seulement pour les Kurdes syriens mais aussi pour l'ensemble des peuples de la région. Les deux régimes ne sont pas encore parvenus à une solution pour cette question. En Turquie, il y a une question kurde, en Syrie, il y a une question kurde, donc nous pensons que cela peut comporter des risques pour l'ensemble de la région ».

Interrogée sur les relations avec les Etats-Unis et l'avenir de ces relations, Mme Ahmed a déclaré :

Les FDS sont partenaires de la coalition dans la lutte contre Daech. La durabilité de cette relation est très importante et le fait que nous ayons déclaré la défaite de Daech ne signifie pas que Daech a disparu. Daech essaie toujours de réapparaître. Ils sont maintenant dans des camps et des centres de détention et l'Occident ne doit

pas être laissé entre les FDS et la Turquie. La Turquie est membre de l'OTAN et les FDS peuvent encore jouer un rôle important dans la lutte contre Daech. L'Occident peut jouer un rôle dans l'arrêt de l'agression turque contre nous et nos territoires.

Je dois ajouter que la Turquie est un membre de longue date de l'OTAN. L'OTAN devrait maintenant pouvoir lui dire que l'élargissement de l'OTAN ne devrait pas se faire au détriment d'autres alliés, d'autres partenaires comme le SDF qui s'occupe actuellement d'une question très importante, à savoir les centres de détention de prisonniers de Daech et les camps. Donc, le choix ne devrait pas être entre nous et la Turquie.

- Nous savons qu'Erdogan fait du chantage à l'OTAN sur les adhésions de la Finlande et de la Suède. Quant à la pression américaine sur la Turquie,

oui, ils font pression sur la Turquie mais nous avons besoin de voir un mécanisme clair sur la façon dont nous pouvons arrêter l'agression turque. Qu'il s'agisse d'une invasion terrestre ou de frappes aériennes, jusqu'à présent, il n'y a rien de clair sur ce mécanisme. La Turquie peut être arrêtée et c'est ce que nous demandons. Nous tendons la main à tous nos amis et alliés afin d'y parvenir. Aucune mesure concrète n'a été prise pour l'instant en vue d'une médiation entre nous. En ce qui concerne le dialogue, la Turquie refuse toute forme de négociation, que ce soit avec la DDC, le FSD ou toute autre entité de l'administration autonome. Elle cherche et appelle à la guerre, et le gouvernement actuel compte sur le résultat de cette guerre. Ils cherchent une éventuelle victoire dans cette guerre pour l'utiliser comme un outil dans leurs relations internes et leurs élections ».

COLLOQUE ET WEBINAIRE SUR LA SITUATION AU KURDISTAN

Pour mieux comprendre l'évolution de la situation politique dans toutes les régions du Kurdistan, l'Institut kurde de Paris a organisé un colloque à Paris et un débat par Webinaire en partenariat avec l'Institut kurde de Washington.

Le colloque international sur « la situation au Kurdistan et en Irak, état des lieux et perspectives », s'est tenu le 12 septembre dans la Salle Lamartine de l'Assemblée nationale avec environ 200 participants.

Une première table ronde, présidée par Mme Nazand Begikhani, visiting Professor à Sciences-Po, Paris a été consacrée à la situation actuelle. Adel Bakawan, directeur du Centre français de recherche sur l'Irak, a décrit avec des informations et faits précis la situation politique actuelle en Irak, les rapports de force entre les divers partis politiques dans les camps chiite,

kurde, sunnite, les relations entre Bagdad et Erbil ainsi que les ingérences de l'Iran et de la Turquie. Dr. Nagham Nawzad Hassan et Mme Binafsh Alo Khalaf ont évoqué le sort de la minorité yézidie et Mme Florin Seudin le statut de l'ensemble des minorités du Kurdistan.

Dans la deuxième table ronde, présidée par Kendal Nezan, M. Fallah Mustafa, conseiller diplomatique en chef du président du Kurdistan, a longuement évoqué les perspectives des relations entre Bagdad et Erbil avec un certain optimisme (voir plus haut). Après un mot de bienvenue et de soutien de M. Boris Vallaud, président du Groupe des députés socialistes de l'Assemblée nationale, le sénateur de Paris Rémi Féraud a parlé du rôle de la diplomatie française en Irak et de l'importance des relations entre le Parlement français, kurde et irakien. Le professeur Hamit

Bozarslan a ensuite présenté ses remarques de conclusion du colloque (voir l'intégralité des interventions au colloque sur notre site <https://www.institut-kurde.org/conference>).

Le 15 décembre, un Webinaire en anglais modéré par Andrew Apostolose, historien et expert des affaires iraniennes, a réuni trois intervenants de premier plan : Mme Ilham Ahmed, présidente du Comité exécutif du Conseil démocratique syrien, qui a longuement évoqué la situation au Rojava (voir plus haut), M. Asso Hassanzadeh, universitaire kurde iranien et Mme Sonia Rostami de l'importante ONG des droits de l'homme HEN-GAW qui ont témoigné de la situation au Kurdistan iranien.

Toutes ces interventions sont consultables sur [Webinaire](#)

Voir aussi p. 39 une interview d'Asso Hassanzadeh.

1/12/2022

Par Romain David

Crédits photo principale : Wlad Simitch / Capa Pictures

Syrie : une délégation parlementaire se rendra au Kurdistan en début d'année

En marge du regain de tensions entre la Turquie et les forces kurdes du nord de la Syrie et de l'Irak, un groupe de quatre sénateurs et d'une députée, issus de différents horizons politiques, envisagent de se rendre dans la région du Rojava au mois de janvier. Ils veulent rappeler le rôle essentiel des Kurdes dans la lutte contre Daesh, alors qu'Ankara semble sur le point de lancer une offensive contre le Kurdistan.

« Nous voulons voir de près ce que nous sentons de loin, à savoir le risque de résurgence de Daesh », explique la sénatrice UDI de La Réunion Nassimah Dindar. Cette élue va participer au début du mois de janvier, avec un petit groupe de parlementaires, à un déplacement au Rojava, territoire kurde de Syrie. La délégation, composée de quatre sénateurs - outre Nassimah Dindar, les communistes Pierre Laurent et Laurence Cohen, ainsi que le socialiste Rémi Féraud - et d'une députée, l'écologiste Marie Pochon, a sollicité un entretien avec la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, pour obtenir l'appui du gouvernement et définir les conditions de sécurité de ce voyage. « On parle souvent de diplomatie parlementaire. Nous avons aujourd'hui un rôle d'interpellation », a martelé Rémi Féraud à l'occasion d'une conférence de presse commune, ce jeudi 1^{er} décembre.

L'objectif : faire montre du soutien français aux Kurdes, sous le coup de bombardements turcs depuis plusieurs jours. Et alerter sur les risques liés à un regain de tensions dans la région, ce qui pourrait favoriser le retour des combattants djihadistes. Cette démarche s'ins-

crit dans la suite de la tribune publiée par [Le Journal du Dimanche](#) fin juillet, baptisée « Il faut contrer la folie guerrière d'Erdogan », et signée par 102 parlementaires de tous bords. Une initiative lancée par la sénatrice du Val-de-Marne Laurence Cohen. « La situation est extrêmement tendue. Nous voulons en montrer la gravité à travers une mobilisation des parlementaires de toutes sensibilités confondues. Erdogan profite des regards braqués sur l'Ukraine pour bombarder infrastructures, hôpitaux, écoles », pointe-t-elle.

« Pour le moment, nous jugeons que la réaction internationale, dont celle de la France, n'est pas à la hauteur de l'enjeu », abonde Pierre Laurent, qui rappelle que [Paris a déjà été en mesure de freiner les prétentions du président turc Recep Tayyip Erdogan, en Méditerranée orientale notamment](#). Le sénateur a également adressé une question écrite au gouvernement, afin que la France appuie la mise en place d'une enquête internationale, alors que des allégations sur l'emploi d'armes chimiques par la Turquie au Kurdistan irakien se multiplient.

Les visées expansionnistes de la Turquie

La Turquie semble désormais prête à lancer une nouvelle offensive terrestre contre la Syrie. Le président Erdogan a ordonné le 20 novembre une série de raids aériens dans le nord-est du pays et le nord de l'Irak, une zone aux mains des rebelles kurdes, alliés des Occidentaux dans la lutte contre le groupe Etat islamique, mais qu'Ankara continue à considérer comme des « terroristes ». Ces bombardements constituent des représailles à l'attentat du 13 novembre dernier à Istanbul, qui a fait 6 morts et 80 blessés. Officiellement, l'attaque n'a pas été revendiquée, mais Ankara estime qu'elle a été planifiée depuis le Kurdistan. Depuis des mois, le président turc se dit « déterminé » à créer un « corridor de sécurité » de 30 km le long de la frontière turco-syrienne, une ambition à laquelle le désengagement des Américains dans la région et le conflit ukrainien semblent laisser le champ libre.

Les Occidentaux redoutent que de nouveaux combats ne se fassent à la faveur des djihadistes. Sébastien Lecornu, le ministre français des Armées, s'en est ouvert à son homologue turc, Hulusi Akar, au cours d'un entretien téléphonique mardi. « Il a prévenu qu'une intervention, en particulier à

l'Est de l'Euphrate, risquait de mettre en danger la sécurité des personnels de la Coalition internationale opérant dans le Nord-Est syrien et de favoriser l'évasion de combattants de l'Etat islamique compromettant ainsi la sécurité de nos concitoyens en France », indique un communiqué du ministère.

Un « modèle » kurde

Le programme et la durée du voyage parlementaire restent encore à préciser, mais les élus entendent se rendre dans des sites clefs de la résistance à Daesh, échanger avec différents responsables locaux, « mais aussi se porter à la rencontre des populations ». « Il y a une tentation à abandonner les Kurdes à leur sort. Ce serait une faute morale vis-à-vis d'alliés qui ont été et sont encore absolument indispensables dans la lutte contre le djihadisme », plaide Rémi Féraud. Les parlementaires veulent également faire valoir « les initiatives en matière de démocratie participative » mise en place au Rojava et qui doivent, selon eux, servir de « modèle » dans [une région bouleversée par l'extrémisme politico-religieux, sur fond de guerre civile syrienne](#).



1/12/2022

Contestation en Iran: Raïssi en visite dans un Kurdistan soumis à une intense répression

Le président iranien était dans la province du Kurdistan ce jeudi. Feignant une situation normale, Ebrahim Raïssi a inauguré un projet d'eau potable et en a profité pour appeler à déjouer les plans des « ennemis » accusé d'avoir fomenter les « émeutes » qui secouent le pays depuis plus de deux mois.

Le président iranien Ebrahim Raïssi a appelé ce jeudi dans la province du Kurdistan, berceau des manifestations qui secouent la République islamique depuis le décès de Mahsa Amini, à contrecarrer « les ennemis » de l'Iran qu'il accuse de fomenter les troubles dans le pays.

« Lors des récentes émeutes, les ennemis ont commis une erreur de calcul en croyant pouvoir semer le chaos et l'insécurité », a dit le président iranien en lançant la mise en service d'un projet d'eau potable à Sa-

nandaj, chef-lieu de la province iranienne du Kurdistan. « Mais ils ignoraient que le Kurdistan avait sacrifié le sang de milliers de martyrs et que ses habitants avaient dans le passé vaincu l'ennemi », a-t-il ajouté dans son discours retransmis par la télévision, en faisant allusion à la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-88).

Le Kurdistan coupé du monde

C'est en suivant ce même discours guerrier que le régime a concentré un important dispositif militaire dans les régions kurdes d'où était originaire la jeune Mahsa Amini. Ces dernières semaines, la zone toujours coupée de communication avec le reste du monde a été soumise à une répression d'une intense violence.

Çà et là, des Kurdes iraniens exilés ont pu raconter à RFI le quotidien de leurs familles res-

tées sur place et la peur qu'ils éprouvent pour eux. Azhin Shekhi et ses collègues de l'ONG Hengaw tentent d'établir des rapports officiels de la situation. « Les forces militaires sont extrêmement présentes dans les villes kurdes. Tous les mouvements sont contrôlés par les forces du gouvernement. Elles entrent aussi dans les maisons des gens la nuit. Ils arrêtent des citoyens et les enlèvent, explique-t-il. On ne sait pas ce qui leur arrive ensuite. Cela nous inquiète beaucoup parce que ces gens disparaissent et on ne sait plus rien d'eux ensuite. »

121 morts dans les zones kurdes

Depuis le début des manifestations, 121 personnes sont mortes dans les zones kurdes, la grande majorité durant les deux dernières semaines. Certains blessés meurent par manque de soin. « Les routes

principales d'accès aux villes de la région sont contrôlées par les forces du gouvernement et les gens ont peur de se faire arrêter s'ils vont à l'hôpital. Donc beaucoup de gens se cachent ou restent chez eux, raconte Azhin Shekhi. Selon certains rapports, le gouvernement empêche également le transfert de sang depuis d'autres régions. Ils ont arrêté beaucoup de blessés. Des gens qui devraient être à l'hôpital sont maintenant en prison. »

Difficile pour Azhin Shekhi de nous dire si par la violence le régime est arrivé à stopper les manifestations. Il est cependant certain que dans les zones kurdes comme ailleurs, nombreux sont ceux qui continuent de rejeter le régime.

➔ **À lire aussi : Contestation en Iran: «À chaque nouveau mort, la colère monte et la violence avec elle»**

LE FIGARO

1/12/2022

L'Iran aurait tenté de faire assassiner Bernard-Henri Lévy, selon le Washington Post

Lors de l'une de ses dernières interviews, le célèbre philosophe français avait confié au *Figaro* : « seule la mort m'arrêtera ». L'a-t-il frôlé sans le savoir ? Selon le *Washington Post*, qui publie ce jeudi une longue enquête sur les exactions iraniennes au cœur du monde occidental, Bernard-Henri Lévy aurait été la cible d'une tentative

d'assassinat orchestrée par la force Al-Qods, l'unité d'élite des Gardiens de la révolution islamique en Iran - les services clandestins de l'armée idéologique du régime de Téhéran.

À en croire les informations du *Washington Post*, qui dit avoir consulté des « documents gouvernementaux » et interviewé

« une quinzaine de responsables des services de renseignement américains, européens et au Moyen-Orient », le gouvernement iranien aurait intensifié dans des proportions inquiétantes ses projets d'assassinat ou de kidnapping dirigés contre des personnalités occidentales hostiles à ses intérêts, en particulier des activistes ou

des journalistes. Téhéran aurait aussi récemment ciblé d'anciens hauts dirigeants des États-Unis, ainsi que des dissidents ayant fui le pays. Chaque fois selon un procédé qui se répète : des agents iraniens approchent des dealers et leur proposent une somme d'argent importante en échange de l'exécution du crime.

À VOIR AUSSI - Iran : le régime peut-il survivre à la révolte ? Retrouvez le Club Le Figaro International

À lire aussi Bernard-Henri Lévy: «Seule la mort m'arrêtera»

Parmi les cibles, donc, de ces tentatives infructueuses, figureraient l'ancien conseiller de la Maison-Blanche John Bolton, des hommes d'affaires israéliens ayant séjourné à Chypre, et donc également BHL. Les forces spéciales iraniennes auraient approché un dealer iranien à Paris pour le charger de la besogne, en échange de 150.000 dollars pour lui et ses complices. L'intellectuel et journaliste n'a jamais caché son aversion pour le gouvernement des mollahs en Iran, et appelait encore en octobre dernier, dans les colonnes du Point, à un



Bernard-Henri Lévy en conférence à Buenos Aires, en 2017. Flickr - CC

«soulèvement émancipateur» dans les rues du pays, secouées par un mouvement de contestation sans précédent à la suite de la mort d'une jeune femme arrêtée par la police du régime.

Ce n'est pas la première fois que ce projet d'assassinat est évoqué, mais il l'avait chaque fois été à mots couverts : ainsi en avril dernier, les médias israéliens avaient mentionné l'existence d'un complot iranien

visant à éliminer, entre autres cibles, «un journaliste français juif». L'on retrouvait déjà citée la somme de 150.000 euros. Citant le réputé analyste israélien Yossi Melman, Le Figaro avait alors rapporté que le meurtre par Israël d'un officier iranien en mai était lié à ce projet d'assassinat, éventé par un tueur à gages travaillant pour le colonel Khodayari, qui conduisait des opérations extérieures pour le compte de Téhéran.

Le Washington Post rapporte en outre qu'une tentative d'enlèvement aurait été déjouée à l'encontre de Masih Alinejad, une journaliste américaine d'origine iranienne, connue également pour son engagement en faveur des droits de l'homme en Iran.

Challenge^S

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

avec Reuters
2/12/2022

Syrie : Les FDS cessent de coopérer avec la coalition après des frappes turques, selon porte-parole

QAMISHLI, Syrie (Reuters) - Les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance à prédominance kurde soutenue par les Etats-Unis, ont interrompu leur coopération avec la coalition dirigée par Washington après des bombardements turcs dans les territoires qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie, a annoncé vendredi un porte-parole du groupe.

"Toute coordination et toutes les opérations de contre-terrorisme conjointes avec la coalition" dirigée par les Etats-Unis) ont été arrêtées, a déclaré Aram Henna à Reuters, en précisant que "la totalité des opérations spéciales conjointes qui étaient menées régulièrement sur le terrain" ont également été stoppées.

Le porte-parole du Pentagone,



Un immeuble endommagé suite aux frappes aériennes turques, dans la campagne de Derik, en Syrie. /Photo prise le 21 novembre 2022/ REUTERS/Orhan Qereman

le général de brigade Patrick Ryder, avait auparavant précisé à des journalistes que les opérations contre l'Etat islamique (EI) se poursuivaient sur le terrain.

La Turquie a intensifié ces der-

nières semaines ses bombardements sur la région frontalière contrôlée par les FDS.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui promet régulièrement de mener une offensive terrestre contre les forces kurdes "terroristes", a accentué ses menaces depuis l'attentat du 13 novembre à Istanbul, qu'Ankara impute aux séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à leurs alliés syriens des milices YPG (Unités de protection du peuple), principale composante des FDS, en dépit des démentis des deux organisations.

Les FDS ont déjà prévenu à plusieurs reprises qu'engager des troupes sur un nouveau front face à une incursion turque se ferait aux dépens de la surveillance des camps de prisonniers djihadistes sous leur contrôle ou du ciblage des cellules dormantes de djihadistes de l'EI, qui mènent encore des attaques éclair en Syrie.

Le chef des FDS, Mazloum Abdi, a demandé mardi à ce que Washington se montre plus ferme pour tenter de dissuader Ankara de lancer une offensive en Syrie.

(Reportage Orhan Qehreman, rédigé par Maya Gebeily ; version française Myriam Rivet, édité par Blandine Hénault)



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kirkuk Minute December 2, 2022

Kirkuk

- On November 25, heavy rain caused floods on several main roads in Kirkuk, including the central tunnel in front of the governorate building, where water levels rose eight meters high. Activists on social media described the floodings as “a symbol of corruption in the projects” of Kirkuk’s administration. The tunnel project was completed two months ago, costing \$80 million. Kirkuk’s acting governor Rakan al Jabouri described it as “the most prominent project.” Meanwhile, four other tunnels were flooded, and the authorities issued a travel warning in the Daquq district. Two children drowned in flash floods in the Hasar village north of Kirkuk.
- On November 26, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al Sudani removed Brigadier General Ali al Freji, the commander of Kirkuk operations, and replaced him with Brigadier General Jabbar Naima al Tai. It was unclear the motive of the decision, but unconfirmed reports suggested that the removal of al Freji was in response to the slaughter of four Iraqi soldiers near Qarahanjir by ISIS (Da’esh) terrorists. Separately, al Sudani reactivated the High Committee to implement Article 140 of the Constitution and appointed new staff. After the decisions, the committee will submit its budget for the year. The issue of Article 140 of the constitution was neg-

lected in three cabinets led by former prime ministers Haider al-Abadi, Adil Abdul Mahdi, and Mustafa al Kadhim. The reactivation of the committee was one of the conditions for the Kurdish parties to participate in the new government formation.

- On November 29, the Daquq court in Kirkuk province decided “no case” on 21 complaints filed by Arab settlers for agricultural land in the area, thus settling 1,113 dunams of land in favor of the native Kurdish owners. Shikar Mardan, the lawyer of Kurdish farmers, told Rudaw that 3500 dunams (864 acres) of agricultural land are disputed in Daquq, and the new ruling settles 1,113 dunams (275 acres).
- On November 29, fourteen Kurdish parties in Kirkuk sent a letter to Iraqi president Latif Rashid on the situation in Kirkuk, complaining about the raids of the security forces in Kurdish neighborhoods, resulting in the migration of the Kurds. In their letter, the parties rejected the administrative changes in the provincial and the way primary services are delivered, calling them “discrimination” policies that “marginalizes” the Kurdish neighborhoods. Moreover, the parties raised “illegal measures” by the checkpoints outside the city, including collecting “fees and taxes from farmers, traders, and traders.” Lastly, the parties demanded the president review the issues “to

achieve balance and justice.”

- According to the latest statistics released by the State Organization for Marketing of Oil (SOMO), Kirkuk exported 2,363,020 barrels via the Cihan pipeline in November, grossing \$196,319,701. The average price of oil was \$83.08 per barrel. Meanwhile, exports to Jordan reached 300,230 barrels, earning \$22,718,404 at an average price of \$75.67 per barrel. However, the oil exports to Jordan fell by 42,000 barrels in November compared to October.

Khanaqin

- On November 28, Arab settlers demonstrated in front of the Khanaqin mayor’s office, demanding the renewal of agricultural contracts signed with them on Kurdish lands by the former Ba’ath regime. After 2003, all contracts given by the former regime to settlers were annulled. Since October 16, 2017, the settlers have been working to renew their contracts and have repeatedly used the Iraqi army to occupy Kurdish farmers’ lands.
- On November 26, a senior military committee from Baghdad visited Khanaqin, assigned by the prime minister’s office to coordinate the presence of the Peshmerga and the Asayesh forces in the district. The move comes after the Diyala operations commander

called for the withdrawal of the Peshmerga and Asayesh from the district in October. The committee aims to “coordinate” the presence of the Kurdish forces with the Iraqis.

TuzKhurmatu

- On November 26, the director of Khurmatu General Hospital, a Kurdish doctor, was removed from his post and replaced by a Turkman. Last year the “balance committee,” responsible for a fair distribution of government posts, granted the position to the Kurds. However, after a year, the Kurdish director was removed.

Shingal(Sinjar)

- The Iraqi Martyrs’ Foundation has issued a letter to the Supreme Judicial Council requesting to halt the recent decision to dissolve all committees responsible for compensating victims of military and terrorist organizations. The Martyrs’ Foundation demanded exclusion for Sinjar from the decision since many of the victims of the genocide are yet to receive compensation.
- On November 30, the Turkish National Intelligence Organization (MIT) announced the killing of a female military leader of the Sinjar Resistance Units (YBS) named Fatim Onur, whom the Turkish intelligence agency (MIT) called in charge of “intelligence” in the PKK.

Patrice Franceschi : «La guerre d'Erdogan contre les Kurdes rappelle étrangement celle de Poutine en Ukraine»

ENTRETIEN - Alors que le gouvernement turc a lancé une nouvelle offensive contre les groupes armés kurdes, l'écrivain estime qu'en laissant ce peuple à son sort, nous avons contribué à laisser prospérer l'islamisme dans le nord de la Syrie.

Patrice Franceschi est écrivain, engagé auprès des Kurdes. Il est notamment l'auteur de S'il n'en reste qu'une (Grasset, 2021).

LE FIGARO. - Des frappes aériennes menées par la Turquie ont vidé des combattants kurdes dans leurs fiefs du nord de l'Irak et de la Syrie, après un attentat le 13 novembre à Istanbul, attribué par Ankara à des groupes kurdes. Près de 500 cibles ont été visées par l'aviation et l'artillerie turques dans ces régions depuis dimanche, a affirmé mercredi le ministre turc de la Défense Hulusi Akar. Comment analyser ce regain de tensions ?

Patrice FRANCESCHI. - Un fait devrait frapper tous les esprits : le parallèle existant entre la façon de procéder d'Erdogan pour mater les Kurdes et la manière dont s'y prend Poutine pour tenter de faire de même avec les Ukrainiens. Dans les deux cas, le prétexte victimaire est identique pour imposer à la communauté internationale – si tant est qu'elle existe – une politique du fait accompli qui n'hésite plus à employer la force armée de manière particulièrement désinhibée et en violation de toutes les lois internationales : Poutine a attaqué l'Ukraine pour se protéger de la «nazification» de ce pays, Erdogan pour se défendre contre les «terroristes» kurdes. Cela rappelle fâ-



Une manifestation pro-kurde contre l'action militaire de la Turquie sur les positions kurdes dans le nord de la Syrie et le nord de l'Irak, et contre l'interdiction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à Berlin, en Allemagne, le 26 novembre 2022. CHRISTIAN MANG / REUTERS

chusement les raisons invoquées jadis par Hitler quand il s'en est prit à la Pologne... Lorsqu'on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage, l'adage est plus que jamais valable. Cela traduit également un fait nouveau : les Occidentaux, américains compris, ne font plus peur aux dictatures.

L'emploi de l'outil militaire par Erdogan est également de même nature que celui de Poutine: détruire par l'aviation, les drones et l'artillerie, toutes les infrastructures civiles existantes et pas seulement les positions militaires. Il s'agit d'épuiser les populations pour faire craquer leur esprit de défense. Les 500 cibles visées par les Turcs tout le long des 800 kilomètres de frontière séparant la Turquie de la Syrie – il s'agit donc bien d'une attaque massive – sont essentiellement des silos à grain, des centrales électriques, des hôpitaux, des écoles, tout ce qui permet une vie normale. Je partage le combat des Kurdes depuis le début de la guerre il y a

dix ans et je peux vous assurer que nous n'avions jamais vu un tel déferlement de violence que tout caractérise comme des crimes contre l'humanité – ce que tout le monde se garde bien de condamner : la Turquie est membre de l'Otan, elle a su se rendre indispensable dans le conflit ukrainien, elle bloque toujours l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'Otan et continue son infernal chantage aux migrants qui nous tétanise. Erdogan est d'une redoutable efficacité dans la poursuite de ses objectifs. C'est un homme d'État qui sait ce qu'il veut sur le temps long, contrairement à nos dirigeants.

Les Kurdes ont été à la pointe du combat contre l'islamisme au levant contrecarrant ainsi l'expansionnisme turc.

Patrice Franceschi - Il faut souligner ici que les Turcs ont également bombardé les postes de garde des camps où sont emprisonnés les milliers de jihadistes

capturés par les Kurdes pendant la guerre contre Daech. En la matière, l'intention affichée est de faire en sorte que ces jihadistes puissent s'échapper pour être «recyclés» par Ankara contre les Kurdes, bien sûr, mais aussi contre nous. Dans cette affaire, nos intérêts sécuritaires sont en jeu, il ne faut surtout pas croire l'inverse. Cette guerre nous concerne de bout en bout. Contre ces attaques, les Kurdes sont totalement démunis, ne disposant d'aucun moyen de lutte anti-aérienne. Ils subissent.

L'objectif central du MIT (NDLR, le Millî İstihbarat Teşkilatı ou MIT, en français est le service de renseignement de la Turquie) – et il ne date pas d'hier – est d'anéantir autant que faire se peut les Kurdes de Syrie. Il y a à cela plusieurs raisons. La première est le mépris quasi ontologique dans lequel les Turcs tiennent les Kurdes depuis toujours. Il faut comprendre ce sentiment profond pour saisir le processus mental dans lequel se trouve Erdogan. Comme les Arabes et les Perses – pour parler à l'ancienne – les Ottomans haïssaient ces «sous-hommes» que sont à leurs yeux les Kurdes. Ils leur font subir depuis des décennies une répression dont on peine à mesurer la cruauté, provoquant naturellement en réaction une résistance armée qui, par un retournement des choses, est devenue le prétexte sur lequel s'appuient les Turcs pour se «défendre». Magnifique falsification du réel.

À lire aussi [Comment les Kurdes ont été trahis par les États-Unis](#)

Ensuite, les Kurdes ont été à la pointe du combat contre l'isla-

misme au levant contrecarrant ainsi l'expansionnisme turc qui reposait, et repose toujours, sur l'aide aux islamistes, leur manipulation constante et la maîtrise de leurs antagonismes internes. Nos alliés kurdes, avec le soutien de la coalition internationale dont la France faisait parti, sont parvenus à vaincre Daech après cinq années d'inimaginables combats qui leur ont coûté 36.000 tués et blessés, et les ambitions d'Erdogan en ont été considérablement freinées. Toutes ces années-là, les Kurdes ont été nos «troupes au sol» pour éliminer nos ennemis communs, les jihadistes responsables des attentats sur le sol français. Victoire insupportable pour Erdogan puisqu'il instrumentalisait et soutenait à son profit tous les groupes terroristes de la région – je l'ai vu cent fois – pour étendre son influence au Cham – comme disent les islamistes.

Enfin, les Kurdes de Syrie, après leur victoire à nos côtés, ont installé sur les territoires qu'ils avaient libérés dans le nord de la Syrie – grands comme quatre fois le Liban, ce n'est pas rien – un modèle politique lui aussi exécrable pour la Turquie et tous les régimes de la région puisqu'il repose sur quatre piliers issus de la matrice de pensée occidentale : démocratie réelle, égalité homme/femme, laïcité et respect des minorités. Du jamais vu au Moyen-Orient. C'est ainsi qu'au Kurdistan syrien l'Araméen, la langue du Christ, est reconnu comme langue officielle au côté du Kurde et de l'Arabe. Pour les Turcs, ce modèle politique révolutionnaire doit être anéanti à tout prix avant de «contaminer» les peuples de la région.

Le désordre règne et l'insécurité ne cesse d'augmenter, les Kurdes ne contrôlant plus qu'une mince partie des régions qu'ils avaient libérées de Daech.

Patrice Franceschi

Le président turc Recep Tayyip Erdogan menace également de lancer une opération terrestre dans le nord de la Syrie. Cette hypothèse est-elle crédible ?

Plus que crédible, elle est probable. Tôt ou tard, Erdogan fera ce qu'il a dit : occuper le nord de la Syrie sur une bande de 800 kilomètres de long et 30 kilomètres de large afin de bénéficier d'une zone tampon pour «défendre» la Turquie des incursions kurdes contre son pays – incursions dont en dix ans je n'ai personnellement jamais été témoin. Les Kurdes se gardent bien de provoquer leur puissant ennemi.

Cette opération terrestre ne sera d'ailleurs que la quatrième depuis 2016. Il faut rappeler ici que cette année-là, les Turcs et leurs alliés jihadistes de l'époque, ont profité d'un moment d'inattention des Occidentaux – je dis cela poliment – pour s'emparer de la région du Shabbat, puis en 2018 du canton d'Afrine où ils continuent de mener un impitoyable nettoyage ethnique qui ne trouble guère le reste du monde. Mais le pire est survenu en octobre 2019 lorsque Trump, dans l'une de ses fougades coutumières, a ordonné le retrait de la majorité des soldats américains qui protégeaient encore les Kurdes – nous, Français, avons d'ailleurs suivi benoîtement. Il a donc laissé Erdogan lancer une vaste opération terrestre qui s'est achevée par l'occupation du territoire central du Rojava – le pays charnel des Kurdes. Depuis, le désordre règne et l'insécurité ne cesse d'augmenter, les Kurdes ne contrôlant plus qu'une mince partie des régions qu'ils avaient libérées de Daech. Les cellules dormantes de l'organisation islamique ne cessent donc de se renforcer à notre détriment. Le feu couve depuis trois ans.

Par-delà le plan moral, le manque de soutien des Kurdes syriens ne constitue-t-il pas une faute stratégique qui va permettre une résurrection de l'influence de l'État islamique ?

Lorsque le 9 octobre 2019 nous avons abandonné d'un seul coup les Kurdes, en une nuit, en dépit de toutes les promesses de sécurité que nous leur avons faites pour compenser les pertes humaines considérables qu'ils avaient consenties pour mener

la guerre contre Daech en première ligne, nous avons commis une irréparable faute morale. Je peux vous garantir que tous les soldats français qui ont connu ce qu'est la fraternité d'arme avec les Kurdes ont vécu cet abandon comme une tragédie humaine, voire personnelle – et je m'inscris bien évidemment dans cette catégorie.

En ce moment même, seuls les Américains et les Français s'activent en coulisse pour empêcher l'invasion terrestre qui se prépare

Patrice Franceschi

Mais laissons cela et parlons de la faute politique que constitue aussi cet abandon des Kurdes. En 2019, après plusieurs années d'une campagne militaire exemplaire, nous avons fini par disposer dans le nord de la Syrie d'un «bouclier» anti-islamiste redoutable d'efficacité. Nous avions-là des alliés sûrs, fiables, déterminés et amicaux, qui avaient su regrouper autour d'eux les Chrétiens de la région – qu'on oublie trop souvent – et les Arabes opposés aux Jihadistes – il y en a beaucoup. C'étaient les fameuses Forces démocratiques syriennes qui nous protègent encore comme elles peuvent de la résurgence de nos ennemis communs. Si nous n'avions pas abandonné les Kurdes aux mains des Turcs nous en serions toujours là. Nous sommes revenus aujourd'hui à ce qu'était, grosso modo, la situation dans le nord de la Syrie en 2013. Il faudra méditer un jour cette étrange manière que nous avons de perdre toutes nos guerres, même en les gagnant...

À lire aussi Bataille d'Afrin : «Silence, on ne massacre que des Kurdes...»

Tout est à recommencer pour protéger nos intérêts sécuritaires. En la matière, il ne faut pas oublier que les attentats de 2015 en France avaient été fomentés dans cette région par des jihadistes qui ne rêvent aujourd'hui que d'une chose : prendre leur revanche sur nous – c'est-à-dire de pouvoir à nouveau organiser des attentats de masse en France

et en Europe, pays détestables par leur démocratie autorisant les hommes à décider de leurs propres lois en lieu et place de celles qu'ordonne la charia.

Quel peut-être le rôle de la France et de l'Europe dans ce conflit ?

Il faut commencer par rappeler le «tropisme» kurde de notre président, quoi qu'on pense de ce dernier. Il a été le seul chef d'État à recevoir officiellement à Paris, et à plusieurs reprises, les dirigeants Kurdes et leurs alliés Chrétiens et Arabes pour leur apporter son soutien – ce qui l'honore. Il s'est beaucoup opposé à Erdogan à ce sujet – souvent de façon violente – et reste en lien avec les chefs militaires kurdes pour tenter de trouver des solutions à cette nouvelle crise. Il a également maintenu sur place quelques éléments de nos forces spéciales au côté des Américains. Cela protège au moins le petit sanctuaire kurde adossé au Kurdistan irakien, le seul qu'il leur restera si nous n'empêchons pas Erdogan d'atteindre ses objectifs. On peut reprocher à notre président de ne pas s'être exprimé publiquement ces derniers jours contre Erdogan, mais la plupart des dirigeants occidentaux qui ont pris la parole l'ont fait pour exprimer leur «compréhension» des intérêts sécuritaires de la Turquie. Des positions aussi invraisemblables que honteuses. Elles ne font pas honneur à nos démocraties.

En ce moment même, seuls les Américains et les Français s'activent en coulisse pour empêcher l'invasion terrestre qui se prépare – raison pour laquelle celle-ci n'a pas encore eu lieu. Il est à redouter que dans ce bras-de-fer nous ne finissions par céder, mais le pire n'est jamais sûr. Une once d'espoir subsiste. Elle ne dépend que de notre volonté à défendre sans crainte nos intérêts, et de notre capacité à accepter ce qui nous déplaît tant : l'implacable retour des rapports de force dans un monde de plus en plus violent.

À VOIR AUSSI - Le président turc Erdogan s'engage à vaincre l'inflation en Turquie



Théo Renaudon
2 Décembre 2022

Répression en Iran : Téhéran frappe la résistance kurde jusqu'en Irak

Depuis septembre, l'Iran bombarde des camps du PDKI, parti d'opposition réfugié dans le nord irakien, qu'il accuse de fournir des armes aux contestataires.

Ce sont des dizaines de sacs de vêtements, de casseroles et quelques bidons d'eau que Karim Kayffe charge précipitamment dans son pick-up blanc. Ce combattant kurde de 68 ans récupère les affaires de sa famille. Il quitte le camp Azadi à Koya, dans le Kurdistan irakien, bombardé à plusieurs reprises par Téhéran. L'Iran est tout proche, derrière les montagnes jaunies par le soleil qui dessinent l'horizon. La vie ici a basculé le 28 septembre à 10 h 20. C'était la première attaque, mais aussi la plus violente. Les Gardiens de la révolution, corps armé à la solde du Guide suprême, ont lancé une salve de missiles et de drones suicides contre ce camp du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). Le régime les accuse d'envoyer des armes par-delà les montagnes aux protestataires du mouvement né après la mort en détention de Mahsa Amini, très suivie dans la région kurde iranienne, où la répression est la plus violente. Bilan : 13 morts, surtout des femmes et des enfants, et 58 civils blessés.

La menace vient du ciel

Car, en réalité, il s'agit plus d'un village que d'un camp. Il y a encore quelques semaines, 700 familles vivaient ici, dont une majorité d'Iraniens réfugiés. Femmes et enfants de peshmergas, abrités par le PDKI depuis 1995. Les maisons sont faites de parpaings, les toits sont en taule. Certaines ont même des petits jardins abrités par des grenadiers, des vignes



Des habitations détruites à Koya, au Kurdistan irakien, après les bombardements iraniens du 28 septembre. (Keiwan Fatehi/Middle East Images)

et des oliviers. Il y a l'eau courante, l'électricité et la télévision. Mais aujourd'hui, tout est désert : les familles se sont enfuies dès les premiers bombardements. En marchant au milieu des gravats qui jonchent les rues, Karim passe devant une école, une infirmerie, un parc pour enfants et une petite bibliothèque. Le silence sourd n'est interrompu que par les pick-up de combattants revenus pour récupérer les affaires de leurs proches. Des déménagements qui se font en vitesse, fusil de guerre à l'épaule et un œil toujours tourné vers le ciel : c'est de là que vient la menace. Les drones kamikazes iraniens peuvent surgir à n'importe quel moment. Personne ne sait ce qui se prépare de l'autre côté des montagnes.

Le PDKI, ancré à gauche et qui a toujours milité pour la défense des droits humains et

pour une région kurde iranienne autonome, soutient ouvertement le mouvement de contestation contre la République islamique. Pour autant, les dirigeants du parti démentent formellement envoyer des armes ou préparer une incursion armée en Iran pour soutenir les manifestants.

Karim Kayffe a pris les armes à l'âge de 17 ans. Il a le cœur lourd de devoir quitter sa maison, dont certains murs ont fondu sous la chaleur des bombardements : «Ils savent que nous, les peshmergas, nous n'avons pas peur d'eux. Alors ils frappent là où ça fait mal en s'en prenant à nos familles, à nos femmes, à nos enfants ! Même ceux qui ne sont pas encore nés : ma voisine enceinte a été tuée dans un bombardement.»

«J'ai vu la mort dans toutes ses couleurs»

Pour rencontrer les familles qui ont fui le camp Azadi, il faut s'éloigner et gagner la confiance des combattants kurdes. La méfiance règne : les services de renseignement iraniens sont partout. Les femmes et les enfants ont été dispersés pour plus de sécurité. Certains ont trouvé refuge chez des Kurdes irakiens qui ont ouvert leurs portes par solidarité.

La maison de Faranak, une mère de famille, était juste à côté du point d'impact du premier missile balistique. «J'ai vu la mort de très près. J'avais juste peur pour Joni, ma fille de 3 ans. Rien d'autre ne comptait plus que la sauver. L'ensemble des faux plafonds se sont écroulés sur nous. Heureusement, nous n'avons pas été blessés.» En entendant sa mère parler, la petite fille se bouche les oreilles. En larmes, Faranak explique que le blast des explosions l'a profondément marquée : «Le soir, elle fait des cauchemars en continu. Au moindre bruit un peu fort, elle court se cacher en se bouchant les oreilles.» Aujourd'hui, Faranak aimerait que les Nations unies leur offrent une aide d'urgence : en dépit du statut de réfugiés accordé par l'ONU aux Iraniens du PDKI, aucune assistance ne leur a été offerte après les bombardements. Malgré le traumatisme, la foi de la mère de famille dans le combat mené des deux côtés de la frontière iranienne reste le même : «Ce sera la mort ou la liberté.»

En Irak, Mossoul retrouve ses accents français

La France se prépare à rouvrir un consulat général l'an prochain dans la ville martyre irakienne où l'attachement à la culture française reste profond.

Erbil (Kurdistan irakien)

C'est une histoire entamée durant la monarchie de Juillet qui s'apprête à reprendre sa marche : après plus d'un siècle de présence diplomatique ininterrompue, entre 1828 et 1956, la France se prépare à rouvrir un consulat général à Mossoul. Jean-Christophe Augé, cadre d'Orient anciennement en poste à Damas, Beyrouth et Jérusalem, avait été nommé consul le 17 mai. Depuis sa prise de fonction, il débute sa mission à Bagdad en vue de l'installation pérenne du consulat à Mossoul l'an prochain.

Cette réouverture a une valeur symbolique pour la ville martyre, libérée en 2017 au prix de plus de 10 000 morts civils. Elle s'inscrit dans un contexte de forte collaboration humanitaire, culturelle et universitaire.

« Cela fait presque quatre cents ans que le français a commencé à être enseigné par des pères dominicains, dans les couvents et églises de la région de Ninive, explique Mohammed Zuhair Zaidan, enseignant et cofondateur de l'Institut culturel franco-irakien (Icfi). L'histoire de la francophonie dans la région est intimement liée à la présence des populations assyriennes et chaldéennes. Jusqu'à ce jour, les Mossouliotes ont gardé le goût de la culture et la langue française. »

En effet, la deuxième ville d'Irak compte soixante enseignants



de français répartis dans cinquante écoles. Le français est même, au côté de l'arabe et de l'anglais, l'une des seules langues disposant d'un département spécialisé à l'université. Fondé en 1973, celui-ci accueille plus de 200 étudiants.

« La présence française à Mossoul est déjà très active, abonde Jean-Christophe Augé. Notre enjeu sera de relayer l'action de la France dans la région. » L'itinéraire suivi par le diplomate pour sa première visite officielle fournit une illustration éloquentes des projets menés sur place par des acteurs français. Jean-Christophe Augé a successivement visité l'Icfi, l'université de Mossoul (riche de plus de 65 000 étudiants) et le Musée archéologique, victime de destructions majeures exécutées et diffusées par Daech en 2014, désormais en réhabilitation avec l'expertise du Musée du Louvre. Son déplacement s'est conclu

par la visite d'un symbole de l'histoire commune franco-irakienne : l'église Notre-Dame-de-l'Heure, construite au XIXe siècle par les pères dominicains et célèbre pour son horloge offerte par l'impératrice Eugénie.

« La présence de la France à Mossoul va contribuer au développement de la région et à la consolidation de la sécurité, espère Mohammed Zuhair Zaidan. La population est rassurée de voir un pays puissant comme la France revenir ici. Les Mossouliotes, y compris ceux qui sont déplacés dans le nord de l'Irak ou réfugiés à l'étranger, sont touchés par le message qu'incarne ce retour, et se sentent encouragés à rentrer sur leurs terres. »

Jean-Christophe Augé assure que « l'appui au retour des populations déplacées dans leur région d'origine est un volet essentiel de notre action ».

D'après le Norwegian Refugee Council (NRC), plus de 100 000 Mossouliotes ne sont pas retournés dans leur ville d'origine.

Après la Finlande et la Turquie, la France sera le troisième pays, depuis la libération de la ville, à rouvrir une représentation diplomatique. Certains y voient l'ambition de la France de reconstituer, dans le nord de l'Irak, une sphère d'influence aux contours proches de ceux établis en 1916 par l'accord secret Sykes-Picot, qui prévoyait alors le découpage du Proche-Orient à l'issue de la guerre.

L'implication de la France dans le gouvernorat de Ninive répond aussi à des enjeux économiques. En 2021, le groupe Aéroports de Paris s'est vu attribuer le chantier de reconstruction de l'aéroport de Mossoul, longtemps courtisé par des opérateurs turcs... qui sont finalement parvenus à se voir réattribuer le marché un an plus tard.

« Renforcer la présence économique française dans la région » et « montrer aux entreprises françaises les opportunités qui existent » font partie des ambitions du consul. Certaines compagnies françaises actives en Irak, comme Alstom, Total ou Carrefour, pourraient accroître leur présence dans la région. La manne financière dédiée à la reconstruction de la ville martyre aiguise les appétits.

En Iran, la répression racontée par des manifestants : « En sortant de prison, je ne pesais plus que 46 kg »

Arrêtés après avoir participé aux manifestations sans précédent qui secouent le pays, depuis près de trois mois, Samin, 35 ans, et Araz, étudiant, ont raconté au « Monde » leurs conditions de détention.

Il était 6 heures du matin, en cette fin du mois de septembre, lorsque des coups sourds ont retenti à la porte de l'appartement familial de Samin – un pseudonyme pour protéger l'intéressée –, à Téhéran. Sur le seuil, cinq femmes et six hommes. L'un met son pied dans l'embrasure de la porte, tandis que l'agent qui se comporte en chef du groupe explique qu'ils travaillent tous pour le ministère du renseignement.

Samini, 35 ans, s'attendait à être interpellée après avoir participé à plusieurs manifestations. Depuis le 16 septembre, et la mort de Mahsa Amini, battue par la police pour un voile jugé « mal porté », l'Iran est secoué par un soulèvement sans précédent. Au moins 448 civils ont été tués et 18 000 ont été arrêtés. Samini passera presque deux mois en prison. Elle est relâchée après avoir eu recours à une grève de la faim de vingt-sept jours pour obliger les autorités à la libérer sous caution jusqu'à son procès.

Après avoir fouillé l'appartement de sa famille, les agents du ministère sont partis avec ses appareils électroniques, ceux de sa mère et de son frère. Samini est conduite à la prison tristement célèbre d'Evin, située dans le nord de la capitale. La jeune femme est placée dans la section 209, réservée aux prisonnières politiques, dans une cellule de 8 mètres carrés, avec sept autres femmes.

Lire aussi le long format :



Un des bâtiments de la prison d'Evin, à Téhéran, le 16 octobre 2022. La veille, un incendie a ravagé l'établissement, où sont détenus de nombreux prisonniers politiques. KOOSHA MAHSHID FALAHI / AFP

Iran : de l'interdiction à l'obligation, un siècle de déchirements autour du voile

Quelques heures plus tard, les yeux bandés, elle est emmenée dans un autre bâtiment pour son premier interrogatoire. « Ils étaient trois. Deux assis, un debout. Ils m'ont hurlé dessus dès le début et me disaient : "On va arrêter ta mère, ton frère et tes amis. Ça ne te fait rien si l'on fait ça ? Eh bien, c'est normal, parce que vous qui cherchez à renverser le régime ne comprenez pas ce qu'est la famille." » Au bout de quatre heures, Samini est conduite, avec trente autres femmes devant un juge. Toutes sont accusées des mêmes charges : « rassemblements et collusions dans le but de perturber l'ordre public ».

Maltraitements et intimidations

Le lendemain, Samini est de nouveau interrogée. « Ecoute

bien, quand tu es dans ta cellule : c'est ta mère que l'on a arrêtée qui pleure à côté », lui disent ses interrogateurs. « Ma mère souffre d'une maladie cardiaque. J'avais très peur pour elle », explique Samini, depuis Téhéran, sur la messagerie cryptée Telegram.

Privée d'appel à sa famille, l'Iranienne imagine tous les scénarios. Mais elle ne cède pas aux pressions et refuse de faire des aveux forcés devant une caméra. Certaines de ses codétenues acceptent, dans l'espoir d'être libérées comme promis par leurs geôliers : elles expliquent avoir été payées par les services secrets de pays ennemis et disent regretter d'avoir manifesté.

« Une de mes codétenues a parlé devant la caméra trois fois. Elle n'a toujours pas été relâchée. Que des mensonges ! », s'emporte Samini. Pendant sa détention, elle croise une jeune de 21 ans qui avait très

peur d'être violée, parce que les agents avaient découvert sur son téléphone portable des photos nues d'elle-même. Les interrogateurs n'arrêtaient pas de lui montrer ces clichés, de les commenter et de se moquer de son corps.

Pour protester contre sa détention, qu'elle jugeait « illégale », Samini a commencé une grève de la faim, à la mi-octobre, en se limitant à ne boire que de l'eau sucrée. Souffrant de diabète, elle est très souvent privée par l'infirmerie de la prison de ses injections d'insuline. Elle est hospitalisée une journée, mais ses geôliers ne cessent de jouer avec ce « levier » pour faire pression sur elle.

Lire aussi : [En Iran, le soulèvement a « déjà un impact sur l'ensemble de la société »](#)

Une semaine plus tard, Samini, qui continue sa grève de la faim, est de nouveau privée d'insuline. Pour la punir davantage, elle est placée dans une cellule d'isolement. « Certains jours, ils étaient obligés de m'emmener aux interrogatoires sur un fauteuil roulant, car j'étais incapable de marcher », se rappelle-t-elle.

Le ton des agents est de plus en plus menaçant. « Ils n'arrêtaient pas de mettre des coups de pied dans ma chaise, explique Samini. Ils m'appelaient "Débile ! Connasse !" Et quand ils parlaient de Mahsa [Amini] et des filles tuées dans les manifestations, ils les traitaient de "prostituées" ! »

Pendant ses interrogatoires –

elle en a eu une vingtaine –, Samin entend le bruit des gifles que l'on administre aux hommes dans les pièces voisines. Dans une des cellules, pas loin de la sienne, elle entend aussi la voix d'une journaliste connue qui n'arrête pas de hurler : « J'ai été tabassée. On m'a cassé des dents ! »

Lire aussi : [En Iran, le mouvement de contestation s'intensifie et provoque des dissensions au sein du régime](#)

Au vingt-quatrième jour de sa grève de la faim, Samin est transférée à l'hôpital. Sur son lit, deux agents attachent ses pieds et ses mains au lit avec des menottes et tentent de lui faire une perfusion. Elle résiste et décide de commencer une grève de la faim sèche, sans eau. Le lendemain, le chef de

la section 209 de la prison d'Evin se rend à son chevet et lui demande ce qu'elle veut. « *Relâchez-moi jusqu'à mon procès* », répond-elle. Deux jours plus tard, elle est libérée sous caution. « *En sortant de la prison, je ne pesais plus que 46 kg contre 58 kg le jour de mon arrestation.* » Bientôt, Samin devra comparaître devant un juge.

Nombre de morts inconnus

Araz (un pseudonyme également), étudiant dans une ville du centre du pays, a été arrêté dans la rue, lors d'une manifestation, à la mi-novembre. Il a passé moins d'une semaine en prison, sans subir de tortures physiques. Mais, parmi ses codétenus, ceux qui ont été arrêtés avec des cocktails Molotov ou en train d'écrire

des slogans sur les murs ont été violemment tabassés. Agé d'une trentaine d'années, Araz, lui, a subi des pressions. « *Mes interrogateurs me bombardaient d'insultes sexistes. Parce que j'ai les cheveux longs, ils me disaient : "Prends-toi un homme. Tu n'es forcément pas attiré par les femmes."* »

Le soir, Araz et ses 78 codétenus dormaient à même le sol, serrés les uns contre les autres, faute de place. « *Une nuit, on s'est plaint du froid. Les geôliers ont allumé la clim. Ils fermaient les portes pour que l'on n'ait pas accès aux toilettes. Une fois, on ne nous a rien donné à manger pendant trois jours* », se souvient l'étudiant, aujourd'hui en liberté conditionnelle dans l'attente de son procès.

Lire aussi : [En Iran, les régions kurdes soumises à une répression inédite](#)

Depuis le début du soulèvement, la nouvelle de détenus morts en prison se répand de plus en plus, notamment dans les provinces où les informations sont plus rares et où les Iraniens sont moins enclins à utiliser Internet pour témoigner de leur situation. Leur nombre reste pour le moment inconnu. Le dernier en date concerne Hamed Salahshouri, 22 ans, arrêté à Izeh, dans le nord-ouest du pays, le 25 novembre. Cinq jours plus tard, sa famille a appris son enterrement à son insu. Le 1^{er} décembre à l'aube, ses parents, accompagnés de quelques proches, ont déterré son corps pour l'inhumer dans le cimetière de leur choix.



Carlotta Morteo

Notre correspondante à Stockholm
4/12/2022

La Suède expulse un Kurde vers la Turquie où il avait été condamné

Pour Recep Tayep Erdogan, c'est une victoire politique. Un Kurde, accusé par la Turquie d'être un membre du PKK, a été expulsé de Suède samedi et renvoyé à Istanbul. Les médias turcs, proches du pouvoir, ont expliqué que l'homme a été présenté à un tribunal, avant d'être mis en prison. Si cette expulsion est à comprendre dans le cadre de la demande d'adhésion de la Suède à l'Otan, conditionnée à l'accord de la Turquie, il semble surtout que le gouvernement suédois profite en fait d'une décision administrative qui fait plaisir à Ankara.

Mahmut Tat, c'est le nom de cet homme kurde, qui aurait

dû quitter par lui-même le territoire suédois il y a un an. En effet, sa demande d'asile, déposée en 2015 suite à sa condamnation par la Turquie à six ans de prison pour avoir entretenu des liens avec **le PKK**, des liens qu'il a toujours niés, avait été rejetée par la Suède.

Comme d'autres déboutés, ne sachant où aller, ce Kurde de Turquie était donc resté en Suède, où il travaillait et avait refait sa vie. Le 22 novembre, il est contrôlé sur la route, et arrêté, étant en situation irrégulière. Au vu de la politique de durcissement des renvois voulue par le nouveau gouvernement, les services de l'im-

migration l'ont mis dans un avion, avec un autre Turc, direction Istanbul.

Une expulsion administrative aux airs d'extradition

Sur le papier, c'est donc une expulsion administrative, et non pas une extradition qui a eu lieu. Une extradition est régie par tout un ensemble de règles : elle ne peut notamment pas être accordée pour des offenses politiques et militaires et elle doit être approuvée par la justice : un procureur général, voire la Cour suprême.

Probablement parce que Mahmut Tat était une cible facile - ni réfugié, ni citoyen suédois,

et sans papiers - la Suède laisse volontiers la Turquie instrumentaliser cette situation comme une victoire. En usant d'une justification légale auprès de son opinion, le gouvernement suédois réussit à satisfaire Ankara, qui n'avait même pas demandé Mahmut Tat dans sa liste de personnes extraditables.

Pour la communauté kurde de Suède, qui a immédiatement réagi sur les réseaux sociaux, c'est un très mauvais signal. Ils s'indignent de voir que les services de l'immigration ne prennent visiblement plus en compte pour les renvois le fait que les Kurdes sont opprimés en Turquie et torturés en prison.

Tribune collective pour rendre hommage au mouvement « Femme, Vie, Liberté » en Iran

Un collectif d'intellectuels souligne la force du slogan « Femme, Vie, Liberté » et appelle à une soirée de soutien le 12 décembre, à Paris.

Il y a une dizaine d'années, lorsqu'un peuple se soulevait au nom de la Liberté, on analysait systématiquement son combat à travers la même grille géopolitique. La Liberté était un camp, celui de l'Occident et des Etats-Unis. Aujourd'hui encore, les mollahs utilisent l'argument face au mouvement du peuple iranien. Mais qui les croit ? Ce qui se joue avec le mouvement « Femme, Vie, Liberté » va bien au-delà. Le monde entier est concerné car l'enjeu est celui d'un nouvel âge de la Liberté.

Si nous vivons une crise de la démocratie et de la Liberté, c'est que tout un cycle s'achève qui avait commencé au lendemain de la guerre. Sous l'impulsion d'un petit nombre d'intellectuels qui proposaient une vision forte de la Liberté, Friedrich Hayek, Milton Friedman, Karl Popper, Ludwig von Mises et la Société du Mont-Pèlerin avaient mené un travail théorique approfondi, entendant démontrer la supériorité des interactions souples entre individus sur les grands projets conçus et imposés d'en haut. Trente ans plus tard, ce travail intellectuel a débouché sur un triomphe électoral, avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. A compter des années 1980, l'ultralibéralisme a régné sur le monde et rares étaient ceux qui en appelaient à une autre vision de la Liberté. C'est cette période qui prend fin aujourd'hui.

Une trilogie féconde

Aux Etats-Unis, les libertariens ont été le noyau radical de cette vague libérale dont ils furent les apprentis sorciers. Violentement anti-Etat, ils prônaient la Liberté individuelle totale, depuis l'économie jusqu'aux mœurs. Très présents dans la Silicon Valley et dans les milieux d'affaires, poussant à la dérégulation sans limites, à l'expression sans tabous et à la mondialisation sans règles, ils ont fragilisé la société et fait le lit de la réaction populiste que l'on connaît aujourd'hui. Dans le sillage de personnages comme Donald Trump, on assiste désormais au mariage improbable de l'ultralibéralisme économique et de l'ultraconservatisme social et culturel. Bastion de la Liberté, l'Amérique menace de se recroqueviller paradoxalement en terre de mission de l'illibéralisme.

C'est pourquoi il est aujourd'hui impératif de repenser la Liberté. Le travail est engagé¹ et d'autres régions du monde, d'autres mouvements comme celui du peuple iranien contribuent puissamment à ce renouveau. Le slogan « Femme, Vie, Liberté » est une trilogie particulièrement féconde. D'origine kurde, le mot d'ordre a été adopté avec enthousiasme et traduit en persan. Il affirme d'abord que « Liberté » est étroitement lié à « Femme ». En Iran, les hommes s'impliquent dans le mouvement mais le point de départ vient des femmes qui déchirent leur voile,

qui osent sortir de la soumission, qui se révoltent contre la mort d'une adolescente qui a eu le malheur de ne pas cacher sa tête de la bonne façon. Cet élan est vital tant la Liberté ne peut rester le pilier immobile du temple séculaire que forment le monde occidental et l'humanisme masculin !

L'écologie et le numérique

Dans cette nouvelle trilogie, « Liberté » se conjugue également avec « Vie », point essentiel au moment où la catastrophe écologique menace la planète. L'humanité elle-même doit se considérer avec un autre regard et admettre qu'elle appartient à l'ordre du vivant. Il faut lutter contre la tentation de croire que les régimes autoritaires se saisiraient mieux des enjeux d'avenir !

Ce qui se passe en Iran soulève, enfin, un dernier enjeu majeur pour l'avenir de la Liberté, celui du numérique. En Iran comme ailleurs, Big Brother rode. Le régime n'envisage-t-il pas d'utiliser à grande échelle l'intelligence artificielle pour la reconnaissance faciale et le contrôle des tenues vestimentaires ? Pourtant au-delà de cette menace, c'est bien le nouvel esprit sous-jacent au numérique qui inspire la révolution iranienne. Le chant du mouvement, « Baraye », a été écrit par un rappeur iranien à partir des tweets et des messages collectés sur les réseaux sociaux. En les rassemblant, le musicien a su reconnaître une

intelligence collective et en faire l'instrument d'une évidence et d'une émotion partagées.

La suite après la publicité

Femme, diversité, vie, écologie, numérique : le combat du peuple iranien illustre toutes les dimensions de la réinvention en cours de l'idée de Liberté. Nous invitons les intellectuels qui se sentent concernés par cette cause, à s'impliquer pour écouter, échanger et soutenir. A Paris, une grande soirée « Femme, Vie, Liberté » aura lieu au Trianon le 12 décembre. Ce sera un moment privilégié de solidarité avec le peuple iranien et le point de départ de tout un cheminement d'engagement, d'interrogation et de débats sur l'avenir de la Liberté.

Philippe Lemoine, *Essayiste* ; **Farhad Khosrokhavar**, *Sociologue franco-iranien* ; **Adeline Baldacchino**, *magistrate et poétesse* ; **Mathilde Imer**, *militante pour le climat et la démocratie* ; **Laure Leroy**, *éditrice* ; **Charlotte Marchandise**, *militante associative* ; **Valérie Peugeot**, *prospectiviste* ; **Dominique Christian**, *philosophe clinicien* ; **Régis Chatellier**, *prospectiviste* ; **Marc Guillaume**, *économiste et éditeur* ; **Jean Lassegue**, *philosophe* ; **Jacques-François Marchandise**, *ex-fondateur de la FING* ; **Yann Moullet-Boutang**, *socioéconomiste(1)* « *Repenser la Liberté* », ouvrage collectif sous la direction de Philippe Lemoine, éditions Descartes, 2022.



Par Sonia Delesalle-Stolper
Paru le lundi 5 décembre 2022

IRAN

Les étudiants défient les règles des mollahs

L'appel à la grève générale lancé pour trois jours a démarré lundi, avec notamment la fermeture des magasins. «Libération» a échangé avec des élèves retranchés dans leur université à Téhéran.

Il y a deux cantines dans l'université de Téhéran, en plein cœur de la capitale iranienne. En principe, l'une accueille les femmes, l'autre les hommes. En principe, dans la République islamique d'Iran, les étudiants et étudiantes ne déjeunent pas ensemble. Sauf que, depuis plusieurs semaines, les étudiants iraniens, quel que soit leur sexe, laissent tomber tous les principes du régime des mollahs. Lundi, ils étaient tous rassemblés, femmes et hommes, dans la cantine des hommes, la plus grande des salles. Là, on discute, on s'échauffe, on dessine des pancartes qui appellent à la libération des nombreux étudiants arrêtés depuis le début des manifestations fin septembre. Ou qui reprennent le slogan «Femme, vie, liberté», devenu le signe de reconnaissance de tous depuis le 16 septembre et la mort de Mahsa Amini, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait un foulard mal ajusté.

Slogans scandés encore et encore

Sur les murs jaunâtres, de grandes trainées fraîches de peinture blanche ont été balayées à la va vite pour cacher les slogans insultants contre le régime. Qu'à cela ne tienne, les étudiants les inscrivent à nouveau, au même endroit : «Mort au Guide suprême, mort au régime des mollahs.» Les étudiantes ont laissé tomber le voile, garçons et filles, cigarettes allumées, rien ensemble. Bref, on fait tout ce qui est interdit. La plupart des étudiants dorment sur place et ont bien l'intention de ne pas bouger pendant les trois pro-



Des Gardiens de la révolution tout le long de l'avenue Enghelab près de l'université de Téhéran, le 5 décembre 2022. (DR)

chains jours. Mercredi est la journée nationale des étudiants. Elle devrait signer l'apothéose de ces trois jours de grève, de cette mobilisation toujours aussi vibrante.

Dans les salles d'études désertées, des professeurs esseulés et désœuvrés consultent leurs téléphones portables. On entend en fond sonore le brouhaha de la cantine, les slogans scandés encore et encore. Parfois, c'est la chanson Bayareh, hymne des révoltés, qu'on entend dans les couloirs déserts. Dans certaines classes, un ou deux «bons élèves» tiennent compagnie aux professeurs. On les reconnaît facilement. Les garçons portent la barbe et sont vêtus de longues tuniques à manches boutonnées jusqu'au col. Les filles portent le tchador noir et un long manteau sombre par-dessus. Il fait froid à Téhéran. Il a neigé lundi. Ces «bons» et très rares étudiants sont aussi ceux qui sortent sans problème de l'université. Depuis le matin, des hordes de Gardiens de la révolution (les pasdaran), en tenue de combat, casqués et masqués, se sont postés devant

la fac mais aussi tout le long de l'avenue Enghelab qui y mène, jusqu'à la place Ferdowsi. En farsi, enghelab signifie «révolution». Ils sont debout, menaçants, devant les magasins dont plusieurs ont fermé leurs portes en solidarité avec le mouvement de contestation.

Dans le centre-ville, les rideaux de fer ont tous été tirés dans le bazar. La scène s'est aussi reproduite dans d'autres grandes villes d'Iran, à Tabriz, sixième ville la plus peuplée d'Iran, dans le nord-ouest du pays ; à Shiraz, dans le sud-ouest ; à Ispahan, au centre du pays ; à Kermanshah, dans l'ouest, partout l'appel à la grève générale semble avoir été entendu.

Et l'annonce, dimanche, par le procureur général de la suppression de la police des mœurs (lire ci-contre) n'a en rien entamé la mobilisation. «C'est un mensonge ! s'indigne Nahid, 21 ans. Nous demandons au régime de libérer nos camarades de classe, nous n'avons plus de nouvelles d'eux depuis plus d'un mois. Les étu-

dants n'ont pas à passer ne serait-ce qu'une heure en prison !»

Pour elle, comme pour tous ses camarades en grève et qui manifestent sans relâche depuis bientôt trois mois, la révolte va bien au-delà des restrictions vestimentaires. «Nous en avons marre de ce système corrompu et de cette dictature, nous boycottons nos professeurs et nos cours. Il faut libérer les prisonniers, il faut que le régime s'excuse auprès du peuple pour avoir tué des enfants, des adolescents», s'exclame Ahmad.

Record d'exécutions cette année

Pour eux, le régime n'a montré aucun signe d'assouplissement. Dimanche, il a ainsi exécuté quatre personnes qui, selon des médias officiels, avaient été condamnées pour «coopération» avec Israël, ennemi juré de la République islamique - une accusation souvent utilisée par le régime pour discréditer ses opposants. L'ONG Iran Human Rights a indiqué lundi que le pays avait mis à mort plus de 500 personnes en 2022, un record. Selon Amnesty international, l'Iran exécute désormais davantage de condamnés que n'importe quel autre pays, excepté la Chine.

Lundi soir, dans les quartiers résidentiels de Ekbatan et Tehranpars, et aussi dans celui de Sattarkhan, dans la capitale iranienne, des témoins racontaient à Libération que des tirs se faisaient entendre alors que les forces de l'ordre tentaient de disperser les manifestants.



5/12/2022

Face à la répression policière, des jeunes Iraniens rejoignent la résistance armée kurde en Irak

Le mouvement de contestation se poursuit en Iran malgré la suppression de la très décriée police des mœurs. Un appel à la grève générale a été lancé pour trois jours et ce, malgré l'intensification de la répression policière. Et certains Iraniens kurdes partent rejoindre un parti d'opposition armé retranché en Irak.

Malgré la décision des autorités de supprimer la [Gasht-e Ershad](#), la très décriée police des mœurs mise en cause dans [la mort de Mahsa Amini](#) le 16 septembre dernier, un appel à la grève générale a été lancé en Iran à partir de lundi 5 décembre pour trois jours afin de paralyser le pays. Les Iraniens ne faiblissent pas face la répression de la police qui s'intensifie. Les ONG parlent pourtant de plus de 300 morts.

>> Iran : la suppression de la police des mœurs est "cosmétique" et ne mettra pas fin au mouvement de protestation, estime une politicienne

Face à cette violence, [de jeunes Iraniens kurdes](#) ont même décidé de rejoindre les rangs de la résistance du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, [le PDKI](#), un parti d'opposition armé retranché en Irak. Ils traversent les montagnes pour venir au Kurdistan d'Irak où se trouvent les camps militaires du PDKI. Ces jeunes recrues ont bien souvent participé aux manifestations. "J'ai participé aux premiers jours de soulèvement", raconte Kakaouat qui manifestait encore il y a encore quelques semaines. Aujourd'hui il fait ses premiers entraînements militaires dans les montagnes.

"Le troisième jour, je suis allé manifester avec trois autres amis. Et vous savez quoi ? Je suis rentré seul. Mes compagnons se sont fait tuer dans la manifestation."



Des combattants de la résistance iranienne kurde en Irak à l'entraînement (illustration). (MUSTAFA OZER / AFP)

Kakaouat, récente recrue du PDKI, à franceinfo

"Je savais que j'étais la cible d'après, explique Kakaouat. C'est ce qui m'a fait prendre la décision de partir et de venir me préparer au combat ici."

"Aujourd'hui, l'espoir n'a jamais été aussi puissant"

À en croire le régime de Téhéran, le PDKI envoie des armes aux manifestants de l'autre côté de la frontière et préparent une incursion armée en Iran. Une version fermement démentie par la résistance kurde. "Même si nous sommes un mouvement armé opposé à la république islamique, nous privilégions un

soulèvement civil", affirme le chef des forces armées du PDKI Kawa Bahrami.

"C'est le peuple qui doit mener cette bataille ! Tout notre combat est tourné vers la démocratie ! Pas question de mener une politique de coup d'État militaire."

Kawa Bahrami, chef des forces armées du PDKI, à franceinfo

"Nous ne voulons pas donner raison au régime pour qu'il accentue encore plus sa répression sur notre peuple, ajoute celui que les Gardiens de la révolution d'Iran désignent comme l'ennemi n°1. Aujourd'hui l'espoir n'a jamais été aussi puissant

dans le cœur des combattants kurdes. L'ensemble de l'Iran se soulève contre la république islamique. Ça va vraiment dans le bon sens : ce régime va s'écrouler. La population n'en veut plus. Ça nous conforte dans la lutte que nous menons ici."

Cet affrontement armé entre la résistance kurde et le pouvoir iranien se déroule malgré tout plutôt en Irak depuis le début du mouvement de contestation car Téhéran bombarde depuis septembre des camps abritant les familles des combattants kurdes hébergés sur le sol irakien. Le tout sous l'œil impassible de la communauté internationale.

Challenge^s

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

Avec Reuters
5/12/2022

Iran: Les commerces ferment après un appel à la grève

DUBAÏ (Reuters) - Des commerces iraniens ont fermé leurs portes lundi dans plusieurs villes après que des manifestants ont appelé à une grève de trois jours contre les autorités religieuses du pays, confrontées à la vague de contestation la plus importante depuis la révolution islamique de 1979.

Des centaines de personnes ont été tuées en Iran depuis le mois de septembre dans des affrontements avec les forces de l'ordre qui ont éclaté après la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour avoir porté un voile non réglementaire.

Selon l'agence de presse semi-officielle Tasnim, un parc d'attractions situé dans un centre commercial de Téhéran a été fermé lundi par les autorités parce que ses employées ne portaient pas correctement le voile.

Le procureur général iranien a annoncé dimanche que la police des mœurs était abolie mais le ministère de l'Intérieur n'a pas confirmé cette information.

Le procureur général n'était pas responsable de la supervision de cette brigade, selon les médias d'État.

Le journal réformiste Hammihan a pour sa part rapporté

que la police des mœurs avait renforcé sa présence dans les villes situées en dehors de Téhéran, où elle a été moins active ces dernières semaines.

Le compte Twitter 1500tasvir, qui compte 380.000 abonnés et est consacré aux protestations qui secouent le pays, a publié lundi des vidéos de magasins fermés dans des zones commerciales telles que le Bazar de Téhéran, et d'autres grandes villes comme Karaj, Isfahan, Mashhad, Tabriz et Shiraz.

Reuters n'a pas pu vérifier immédiatement ces images.

Le chef de l'Autorité judiciaire iranienne, Gholam-Hossein

Mohseni Ejei, a accusé les "émeutiers" de menacer les commerçants afin qu'ils ferment leurs magasins.

Il a également dit que les manifestants condamnés à mort seraient bientôt exécutés.

La police anti-émeute et la milice Bassidj, qui se trouve sous le commandement des Gardiens de la révolution iranienne, ont été déployés en nombre dans le centre de Téhéran, ont dit des témoins à Reuters.

(Reportage rédaction de Dubaï, version française Diana Mandiá, édité par Kate Entringer)

LA
VOIX
DU
NORD

La Voix du Nord
6 décembre 2022

Police des mœurs : Washington et Berlin doutent d'un tournant en Iran

Des puissances occidentales ont mis, hier, en doute la portée de l'annonce surprise d'une abolition de la police des mœurs en Iran après bientôt trois mois de manifestations, « rien n'indiquant » selon Washington que la situation des femmes dans le pays allait s'améliorer.

Des militants soutenant le mou-

vement de contestation déclenché par la mort de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, le 16 septembre, après son arrestation par la police des mœurs, n'attendaient eux non plus aucune amélioration des droits des femmes.

Une répression sanglante, déjà 448 morts

L'annonce de la dissolution de

ce corps de police très redouté, chargé notamment de faire respecter le port du voile dans la République islamique, « ne changera rien » à la mobilisation des Iraniens, a estimé une porte-parole du gouvernement allemand. « Malheureusement, rien n'indique que les dirigeants iraniens améliorent la façon dont ils traitent les femmes et jeunes filles ou cessent la vio-

lence qu'ils infligent aux manifestants pacifiques », a déclaré un porte-parole du département d'État américain.

Malgré une répression sanglante qui a déjà fait 448 morts, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR) basée à Oslo, le mouvement ne faiblit pas et des appels ont été lancés hier pour une grève de trois jours.

En Turquie, la question kurde toujours dans l'impasse

Le parti présidentiel a récemment multiplié les gestes de conciliation envers le parti prokurde. Mais l'attentat du 13 novembre à Istanbul et la réponse militaire en Syrie et en Irak sapent la reprise du dialogue avec cette minorité.

A Diyarbakir, la grande ville du sud-est du pays à majorité kurde, les yeux sont rivés sur la frontière avec l'Irak et la Syrie. Le 20 novembre, la Turquie a lancé l'opération militaire « Griffe-Épée », en représailles à l'attentat perpétré dimanche 13 novembre sur l'avenue Istiklal, dans le centre d'Istanbul, qui a fait 6 morts et 81 blessés.

Les premiers raids aériens ont causé la mort de plusieurs dizaines de personnes dans le nord de l'Irak, dans les régions tenues par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et en Syrie, dans celles contrôlées par les Unités de protection du peuple (YPG). « *Il n'est pas question que nous nous limitions uniquement à une opération aérienne* », déclarait le président Recep Tayyip Erdogan, le 21 novembre, à son retour du Qatar. Le porte-parole du président, Ibrahim Kalin, a réitéré ces propos, lundi 28 novembre, assurant que les forces armées étaient prêtes à intervenir dans le nord de la Syrie « *à tout moment* ».

Un électoral déterminant

Bien qu'une telle opération nécessite l'aval des Etats-



Dans la ville syrienne à majorité kurde de Qamishli, des Kurdes manifestent en solidarité avec les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le 13 novembre 2022. DELIL SOULEIMAN / AFP

Unis et de la Russie, militairement présents dans la région, les autorités turques maintiennent avec constance depuis le mois de mai leur intention de lancer une nouvelle offensive militaire, la quatrième depuis 2016. Ankara poursuit deux objectifs : élargir la zone tampon existante afin de sécuriser la frontière avec la Syrie, et utiliser le territoire nouvellement conquis pour y renvoyer une partie des 4 millions de réfugiés syriens présents sur le sol turc.

L'annonce d'une interven-

tion extérieure influence très directement les dynamiques internes au jeu politique turc, et notamment la position de l'électorat kurde, dont le vote sera déterminant lors des élections présidentielle et législatives prévues au printemps 2023.

Lire aussi : [Répliques à la frontière turque après les frappes d'Ankara contre les bastions kurdes de Syrie et d'Irak](#)

Depuis la reprise des combats dans le sud-est de la Turquie entre les forces armées turques et les

combattants du PKK en 2015, plusieurs composantes du mouvement kurde, notamment le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), ont été méthodiquement marginalisées par le pouvoir. Une dizaine de députés, les deux coprésidents du parti, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, ainsi que des milliers de cadres et de militants sont en prison. Des administrateurs nommés par le gouvernement ont remplacé la quasi-totalité des 65 maires démocratiquement élus dans les régions kurdes.

Lire aussi : [Les Kurdes syriens manifestent contre les frappes aériennes de la Turquie](#)

Enfin, une procédure judiciaire lancée en juin 2021 menace le HDP de fermeture. L'évolution du dossier dépendra largement de la stratégie adoptée par les islam-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, en vue des élections du printemps 2023. Les premiers jours de novembre avaient pourtant laissé croire à une embellie. Surtout quand le ministre de la justice, Bekir Bozdag, a rendu visite au groupe parlementaire du HDP dans le cadre des négociations sur la rédaction d'un nouveau projet de constitution.

Donné au coude-à-coude avec la coalition d'opposition dans les enquêtes d'opinion, le parti présidentiel peut difficilement ignorer le vote kurde

Plus surprenant encore, Devlet Bahçeli, le chef du Parti d'action nationaliste (MHP, ultranationaliste, en coalition avec l'AKP), qui est habituellement prompt à faire l'amalgame entre le HDP et le PKK, a accueilli la nouvelle avec philosophie, qualifiant la visite de « *tout à fait naturelle* ». Puis il y a eu des gestes de conciliation. L'ancienne députée du HDP Aysel Tugluk, emprisonnée et atteinte de démence, a été libérée de prison. Selahattin Demirtas, ancien coprésident du HDP emprisonné depuis 2016 à

plus de 1 600 kilomètres de chez lui, a été autorisé à rendre visite à son père, victime d'une crise cardiaque à Diyarbakir. Le ministère de la justice a même fait affréter un avion et un hélicoptère pour qu'il puisse s'y rendre dans les plus brefs délais.

Donné au coude-à-coude avec la coalition d'opposition dans les enquêtes d'opinion, le parti présidentiel peut difficilement ignorer le vote kurde. Si les 12 % de voix acquises au HDP venaient à se reporter sur le candidat de l'opposition au second tour, Recep Tayyip Erdogan pourrait perdre l'élection présidentielle, à laquelle il compte se présenter afin de briguer un troisième mandat.

L'attentat du 13 novembre a ravivé les tensions

« *L'AKP est dans une situation difficile. Son allié, le MHP, le pousse à privilégier un mode de gouvernance autoritaire. En même temps, le parti ne peut pas faire fi du vote kurde. C'est une situation quasi intenable* », analyse Reha Ruhavioglu, directeur du Centre d'études kurdes à Diyarbakir. Selon le chercheur, « *l'objectif d'Erdogan, n'est plus tellement de gagner la sympathie des Kurdes. Pour lui, l'essentiel est que cet électorat ne vote pas pour la coalition d'opposition* ».

Le ralliement du vote kurde à l'opposition est pourtant loin d'être acquis. La présence au sein de la coalition

d'opposition du Bon Parti (Iyi Parti), d'obédience nationaliste, constitue d'emblée une fragilité pour rallier le vote kurde. Sa cheffe de file, Meral Aksener, était ministre de l'intérieur durant la période la plus noire de la répression antikurde dans le Sud-Est durant les années 1990.

La désignation immédiate du PKK et de l'YPG comme les commanditaires de l'attentat du 13 novembre a relancé les soupçons d'une crise au sein du pouvoir

Alors que la stratégie de l'AKP vis-à-vis de l'électorat kurde reste encore floue, la désignation immédiate du PKK et de l'YPG comme les commanditaires de l'attentat du 13 novembre, notamment par le ministre de l'intérieur, Süleyman Soylu, a relancé les soupçons d'une crise au sein du pouvoir. Question lancinante de l'histoire de la République turque, la problématique kurde reste une ligne de faille indépassable entre les différents acteurs de la scène politique du pays.

La guerre d'information qui a suivi l'attentat du 13 novembre a surtout relancé les théories du complot. « *Il y a des luttes au sein du pouvoir. Un camp souhaite adoucir la politique envers les Kurdes, l'autre s'inscrit dans une politique de refus et de négation de la question kurde qui dure depuis un siècle et qui favorise l'approche militaire. Ce sont des cercles extrêmement puissants* », soulignait Mah-

mut Alinak, avocat et ancien député kurde, dans une émission diffusée le 21 novembre sur le site d'information en ligne *Medyascope*.

Lire aussi : [Turquie : la base électorale du président Erdogan gagnée par le désenchantement](#)

Parmi ceux qui nient la question kurde, l'« *Etat profond* » (expression désignant des réseaux d'influence informels concentrés au sein des institutions sécuritaires) est connu pour son hostilité au mouvement kurde. « *Ils [le gouvernement] ne veulent pas que l'on sache que trois frères de la personne qui a posé la bombe sont morts en combattant dans les rangs de l'organisation Etat islamique et qu'un autre frère était un commandant de l'Armée syrienne libre. La motion que nous avons soumise au Parlement pour révéler la vérité sur le massacre a été rejetée par les votes AKP-MHP* », s'est indigné Garo Paylan, député du HDP, sur Twitter, le 23 novembre.

« *C'est la première fois que la version officielle inspire autant de méfiance auprès de l'opinion publique. Le fait que cela débouche sur une intervention militaire laisse penser que cela a été utilisé comme prétexte* », poursuit Reha Ruhavioglu. Il en est certain : « *C'est sans doute la voie sécuritaire qui va continuer à être privilégiée dans les prochains mois.* »



Anne-Sophie Faivre Le Cadre
lundi 5 décembre 2022

En Turquie, journalistes locaux et internationaux étouffent sous le même bâillon

Evangelos Areteos a été banni. Après vingt-trois ans à sillonner le pays où sont nés ses deux enfants, le journaliste grec a été arrêté à l'aéroport d'Istanbul le 26 août, interrogé par la police sept heures durant et notifié de son interdiction de revenir dans le pays où il a construit toute sa vie professionnelle. «Je n'ai pas compris, je n'ai rien fait ou écrit de différent par rapport à d'habitude. Il n'y a eu aucun signe avant-coureur. Que s'est-il passé ?» s'interroge le journaliste.

«Arrestations sous des prétextes fallacieux»

Le bannissement du journaliste grec est l'un des derniers exemples du durcissement des conditions d'exercice des journalistes turcs et internationaux, latent depuis le mouvement protestataire de Gezi, en 2013. «De manière générale, on peut dire que la Turquie va vers une consolidation politique et idéologique, et le pouvoir met tous les moyens pour mener ce processus qui impose à toute la société, à l'opinion publique, aux médias et à la société civile une idéologie islamo-nationaliste», expose Erol Onderoglu, journaliste franco-turc et représentant en Turquie de Reporters sans frontières, ayant lui-même été arrêté puis emprisonné en 2016. «Cela a poussé à une polarisation inédite au sein du secteur et conduit à une répression très forte où apporter un autre point de vue sur la politique quotidienne du président et de son entourage devient interdit», déplore-t-il.



Depuis le mouvement protestataire de Gezi, en 2013, les conditions de travail des journalistes en Turquie se sont durcies. (Yasin Akgul /AFP)

Les médias étrangers font face à un nombre grandissant de procès intentés par le gouvernement turc. Dernier en date, le journal Charlie Hebdo, dont le procès pour «insulte au Président» est prévu pour le mois de juin 2023. Les journalistes étrangers travaillant à Istanbul ou Ankara se savent, quant à eux, très suivis par les services turcs. «La Turquie est l'un des pays les mieux équipés au monde en termes de surveillance et de haute technologie. Il ne faut pas se faire d'illusions», avertit Erol Onderoglu. La conséquence la plus insidieuse de ce climat de plomb ? Une autocensure, consciente ou inconsciente. «Quelque part, on a tous développé ces réflexes de ne pas parler de certaines choses, ce qui montre que cette situation nous préoccupe», abonde Evangelos Areteos.

«C'est un miracle qu'il y ait encore des journalistes en Turquie. Ils risquent la prison, de très lourdes amendes, des procès... C'est une stratégie

consciente de la part du gouvernement, car elle fait perdre du temps et de l'énergie aux journalistes. Et la nouvelle loi sur la désinformation donne des armes supplémentaires au pouvoir pour arrêter les journalistes sous des prétextes fallacieux», estime pour sa part Emre Kizilkaya, journaliste turc et vice-président de l'IPI, un réseau de journalistes défendant la liberté de la presse.

«On n'ose plus rien dire»

Bien que les grands médias soient presque totalement contrôlés par Erdogan et ses alliés, une nouvelle génération de reportages indépendants fleurit sur divers supports et formats numériques, des newsletters aux vidéos en passant par les podcasts, apportant une bouffée d'air frais dans ce paysage morose. Un espoir tout relatif, selon Emre Kizilkaya, car ces nouveaux médias ne touchent qu'une population urbaine et éduquée.

«On n'ose plus rien dire. On se

pose tellement de questions, on fait tellement attention avant de publier qu'on finit par se demander si on est vraiment journalistes», souffle Basak (1), qui a longtemps travaillé pour un journal d'opposition avant qu'il ne soit réduit au silence. «Aujourd'hui, je ne collabore plus qu'avec des médias étrangers, sur des sujets qui n'ont rien à voir avec mon pays. J'ai l'impression de le trahir et de me trahir, mais ma paix d'esprit est à ce prix», regrette la trentenaire stambouliote. Comme Basak, combien de journalistes turcs ont racroché les gants, épuisés par les pressions du gouvernement, ses menaces physiques et psychologiques, les lourdes amendes qu'il inflige aux journalistes coupables d'informer ?

«Les journalistes turcs risquent de longues peines de prison. Les journalistes étrangers, eux, sont protégés par leur passeport – et plus encore quand ils sont européens. Le pire qui puisse leur arriver est d'être expulsé puis interdits de séjour en Turquie», nuance le correspondant de Reporters sans frontières à Istanbul. Comme Evangelos Areteos qui, trois mois après son arrestation, tente de se reconstruire loin d'un pays qu'il considérerait comme le sien. «Je ressens une profonde inquiétude à l'endroit de la situation de la liberté de la presse en Turquie, qui va avec une profonde tristesse. C'est comme si on m'avait coupé d'une partie de moi-même – car ce pays, je l'aime encore.»

(1) Le prénom a été modifié.

Iran : après l'annonce de l'abolition de la police des mœurs, des doutes et des débats

Les déclarations du procureur général sur une supposée abolition de la brigade interrogent, car les arrestations liées au port du voile se poursuivent. De nouveaux appels à manifester ont été lancés pour cette semaine.

Recul ou tactique pour faire baisser la pression ? Depuis le 3 décembre, [la publication des déclarations du procureur général iranien, Mohammad Jafar Montazeri, sur une supposée abolition de la police des mœurs, suscite débats et questions](#). Interrogé deux jours plus tôt sur l'« inactivité de la police des mœurs », le procureur général avait répondu : « Cette police n'a rien à voir avec le pouvoir judiciaire et ses activités ont été arrêtées par l'organisme qui l'avait mise en place (...) », sans plus de précisions. Avant d'ajouter : « Bien sûr, le pouvoir judiciaire continue de surveiller les comportements [de citoyens] dans la société. »

Ces dernières semaines, alors que l'Iran est traversé par un soulèvement sans précédent à l'échelle nationale, de plus en plus de femmes sortent sans voile dans les rues de grandes villes du pays. Il semble que les activités de la police des mœurs, chargée de veiller au respect des codes vestimentaires, aient fortement diminué. La République islamique pourrait avoir fait le choix d'utiliser toutes ses forces pour réprimer la contestation. Selon les organisations de défense des droits humains, au moins 450 civils ont été tués et 18 000 personnes arrêtées au cours de ces manifestations organisées [après la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, âgée de 22 ans, à l'issue de sa](#)



Une femme dans les rues de Téhéran, le 3 décembre 2022. ATTA KE-NARE / AFP

[garde à vue à Téhéran](#) pour un voile jugé « mal porté » par la police des mœurs. Depuis, hommes et femmes descendent dans la rue, avec le slogan phare : « Femme, vie, liberté. »

Dans ce contexte, aucune organisation, aucun responsable officiel n'a confirmé les propos du procureur général et la suppression des activités de la police des mœurs. Le 4 décembre, la chaîne de l'Etat iranien en arabe, Al-Alam, a rejeté l'interprétation faite par certains des déclarations du procureur général. « Des médias étrangers ont essayé de qualifier les mots du procureur général comme un quelconque recul de la République islamique sur la question du hijab à la suite de récentes émeutes. Or aucun officiel de la République islamique d'Iran n'a

confirmé la suspension de la police des mœurs », peut-on lire sur le site d'Al-Alam.

Lire aussi : « [En Iran, le cri de ralliement "Femme, vie, liberté" illustre la prise de conscience de toute une nation](#) »

« Déclarations ambiguës »

Sur place, les déclarations du procureur général ne convainquent guère les Iraniens quant à la disparition de cette brigade. Certains avocats vivant dans le pays, à l'instar d'Ali Mojtahedzadeh, ont qualifié les propos du procureur général de « non transparents » et « ambigus ». « Pourquoi il ne dit pas quelle organisation est à l'origine de cette police ? Quels sont les détails de l'ordre de l'abolition de la police des mœurs ? Quel est le sens de cette abolition alors que des décisions illégales comme le li-

[cenciement \[à Qom, fin novembre\] du directeur d'une banque pour avoir reçu une cliente mal voilée existent toujours ? », a-t-il écrit sur Twitter](#). Un autre avocat, Mohsen Borhani, voit dans les déclarations du procureur l'attitude des dirigeants iraniens qui, par leurs politiques, « créent des crises » et qui, ensuite, « fuient toute responsabilité ». Selon lui, « personne ne prend la responsabilité de la police des mœurs », écrit-il sur Twitter.

Lire aussi le long format : [Iran : de l'interdiction à l'obligation, un siècle de déchirements autour du voile](#)

Cet organe a été fondé en 2005 sous l'ancien président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), mais dès le début de la prise du pouvoir par l'ayatollah Ruhollah Khomeyni en 1979, d'autres forces militaires, sous d'autres noms, se chargeaient de surveiller les apparences des femmes et des hommes en Iran. Une loi de 1984, toujours en vigueur, rend le port du voile obligatoire. Celles qui désobéissent à cette règle risquent l'arrestation et 72 coups de fouet. Le Guide suprême, Ali Khamenei, qui décide de toutes les grandes lignes de la politique intérieure et de la diplomatie du régime, reste, à ce jour, intraitable sur la question du voile. La police des mœurs, comme toutes les forces de

police, dépend non pas du pouvoir judiciaire, mais du gouvernement. Ce dernier est resté pour le moment silencieux et ne montre aucun signe de fléchissement.

Lire aussi : [En Iran, la prise de conscience de la jeunesse : « C'est une génération qui n'accepte pas facilement ce qu'on lui dicte »](#)

Même si les propos du procureur général restent pour le moment sans effet réel, ils reflètent « la confusion de la République islamique face à la loi sur le port obligatoire du voile », analyse toutefois Mojtaba Najafi, docteur en sciences de l'information et de la communication. « Les déclarations de Mohammad Jafar Montazeri sont ambiguës et invitent à être interprétées. Cela montre que les centres de

prise de décision en République islamique d'Iran sont multiples et que le mouvement civil autour de "Femme, vie, liberté" arrive à exercer la pression sur le système », explique ce spécialiste de l'Iran contemporain vivant à Paris.

« **Briser les normes** »

Les déclarations du procureur général ont été rendues publiques alors qu'un appel à manifester et à faire grève du lundi 5 décembre au mercredi 7 décembre circule sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, de nouveaux cas de répression contre le « dévoilement » des femmes ont été révélés publiquement. Dimanche soir, l'agence de presse semi-officielle Fars, proche des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), a publié sur son site la convocation par

la justice de l'actrice de cinéma Shaghayegh Dehghan. L'Iranienne avait quelques heures plus tôt publié sur sa page Instagram une photo d'elle sans voile et sans manteau. Elle est accusée de « briser les normes ». Le même jour, dans la ville de Hamadan (ouest), des commerçants dans un centre commercial ont été poursuivis par la justice pour avoir servi des femmes sans voile.

Lire aussi : [Dans les rues d'Iran, la liberté et la rage de la jeunesse : « Je me bats, je meurs, je récupère l'Iran »](#)

Dans le même temps, au moins une dizaine de manifestants ont été condamnés à la peine capitale. Le dernier cas connu concerne Sahand Nour Mohammadzadeh. Cet Iranien de 27 ans, arrêté à Téhéran, a

été condamné à mort, le 3 décembre, pour avoir incendié une poubelle et des pneus dans une manifestation. Selon la chaîne persanophone BBC Persian, diffusée depuis Londres, le jeune homme a, durant ses interrogatoires, subi trois fois un simulacre de pendaison.

Dimanche matin, Téhéran a exécuté quatre Iraniens à Karadj, à 30 kilomètres à l'ouest de Téhéran ; ils étaient accusés d'avoir entretenu des liens avec Israël. Leur exécution a été jugée illégale et leur procès inéquitable par l'ONG Iran Human Rights.

Lire aussi : [En Iran, « le voile est devenu l'un des rares vestiges religieux d'un régime abusivement présenté comme celui de mollahs »](#)

The New York Times

By Vivian Yee and Farnaz Fassihi
Dec. 7, 2022

Iran Has Abolished Morality Police, an Official Suggests, After Months of Protests

The move, which the government did not confirm, might be a concession to the protest movement that erupted after the death of a young woman in the custody of the morality police.

A senior Iranian official said this weekend that Iran had abolished the [morality police](#), the state media reported, after months of protests set off by the death of a young woman who was detained by the force for supposedly violating the country's strict Islamic dress laws.

The morality police "was abolished by the same authorities who installed it," Attorney General Mohammad Javad Montazeri said on Saturday during a meeting at which officials were discussing the unrest, according to state media reports.

It was unclear whether the statement amounted to a final deci-

sion by the theocratic government, which has neither announced the abolition of the morality police nor denied it. But if the force is abolished, the change will be unlikely to appease protesters who are still clashing with other security forces and have become so emboldened that some are calling for an end of the Islamic Republic.

The morality police is overseen by the Iranian police, not the attorney general, and there were suggestions on Sunday that the government might be trying to play down the significance of Mr. Montazeri's remarks. One state television channel,

the Arabic-language Al Alam, said that the comments had been taken out of context, and other state channels said the government was not backing down from the mandatory hijab law.

Iran's foreign minister, Hossein Amir Abdollahian, when asked about the abolishment of the morality police at a news conference in Belgrade, Serbia, where he was on an official visit, did not deny it, but said, "In Iran, everything is moving forward well in the framework of democracy and freedom."

For his part, Mr. Montazeri said on Saturday that the judiciary would still enforce restrictions

on "social behavior." Days earlier, he said that the authorities were reviewing the law requiring women to cover their bodies in long, loose clothing and their hair with a head scarf or hijab, and would issue a decision within 15 days. But it was not clear whether the authorities were planning to relax the law.

Mr. Montazeri's comments appeared to suggest the government was making its first major concession to the protest movement ignited by the death of [Mahsa Amini](#), 22, in September in the custody of the morality police. The unrest has become one of the biggest challenges in decades to Iran's system of authoritarian clerical rule.

But the government's silence after Mr. Montazeri's remark left analysts puzzled, with some suggesting he had inadvertently drawn attention to a decision the regime wanted to keep quiet for fear of being seen backing down, and others concluding it reflected internal debate at a moment of crisis.

There have been many reports from residents of Iran that the morality police have scarcely been seen on the streets since the protests erupted nearly three months ago, and women have increasingly been appearing in public with their hair uncovered. But other security forces, including the notorious Basij militiamen, have been beating and arresting women who go out with their hair uncovered, videos show.

And for all the symbolism, the announced abolition of the morality police would probably do little to appease the ordinary Iranians who have been flooding the streets since Ms. Amini's death to demand sweeping change.

On Sunday, Iranian women and activists took to social media to dismiss talk of disbanding the force as a propaganda tactic by the government to distract from the larger demands of protesters for an end to the Islamic Republic's rule. The concession would be too little, too late, many said.

Shadi Sadr, a prominent human rights lawyer who has fought for women's rights in Iran for decades, [said on Twitter](#) that scrapping the morality police would not be big news because "hijab is still compulsory and enforced by other means such as expulsion from university or school."

The protest will not end, she said, "until the regime is gone."

A member of the Iranian Parliament, Jalal Rashidi Koochi, said that abolishing the morality police would be "a praiseworthy action but late."



Enforcing the Islamic dress code near Tehran in 2007. Behrouz Mehri/ Agence France-Presse — Getty Images

"I wish we had seen this action before all these events took place," he added, "because we can see how some policies and behaviors damage the nation's stability and the public's trust in the government."

Gissou Nia, a human rights lawyer who leads the board at the U.S.-based Iran Human Rights Documentation Center, said the demonstrations had evolved since the early days

system, and the extreme gender discriminatory laws that mandate compulsory hijab and restrictions on women's rights to marriage, divorce, custody and inheritance are all still in place."

Abolishing the morality police could have a major effect on the state's ability to control what women wear. Their primary role has been to enforce the laws related to Iran's conservative dress code, which was imposed

The dress code for women became an ideological pillar of the ruling clerical establishment, and is central to its identity.

Iranian women have been challenging the dress code since its inception, embracing colorful robes, barely covering their hair in loose wraps and, in some cases, letting their head scarves drop onto their shoulders. The enforcement of the code has always been uneven and arbitrary, ranging from warnings, to fines and to arrests.

When Ms. Amini died after being arrested by the morality police on a Tehran street, nationwide protests soon followed. "Woman, life, freedom," protesters have chanted. Women have torn off their hijabs, burning them in street bonfires, and have cut their hair in acts of defiance.

And university [students](#) have chanted, "Killings after killings, to hell with morality police!" The demonstrators, fed up with political repression, censorship, corruption and economic mismanagement, have been taking



Tehran on Sunday. EPA, via Shutterstock

after Ms. Amini was killed.

"The bottom line," she said, "is that the protests are now about challenging the entirety of the

after the 1979 Islamic Revolution and recently invigorated by the country's new ultraconservative president.

direct aim at the most powerful man in Iran, Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader.

Before the unrest, women's

rights activists had managed to carve out some flexibility around the hijab, defying the law by exposing their hair in social media videos or in the street. But last year, after the election of a hard-line president, [Ebrahim Raisi](#), the government cracked down.

In the months before the protests began, videos of the morality police dragging women into vans bound for re-education centers — in one case, while the woman's mother begged them to stop — stirred fresh outrage among Iranians.

The crackdown by security forces against the protest movement has left hundreds dead, and the government has threatened harsh punishment for dissent, [including executions](#).

Rights groups say that at least 400 people have been killed since the protests began, including 50 minors, and the United Nations has said that about 14,000 people have been arrested. The government says at least 30 members of the security forces have been killed. In September, the United States imposed sanctions on the morality police.

The tensions have even seeped into the World Cup in Qatar, where Iranian players tried to find a middle ground between protesters' urging them to use their platform and a government intolerant of dissent. The team declined to sing the Iranian national anthem before its opening game, though days later, it appeared to grudgingly go through the motions before another match.

Emma Bubola contributed reporting from London.

Vivian Yee is the Cairo bureau chief, covering politics, society and culture in the Middle East and North Africa. She was previously based in Beirut, Lebanon, and in New York, where she wrote about New York City, New York politics and immigration.

Farnaz Fassihi is a reporter for The New York Times based in New York. Previously she was a senior writer and war correspondent for the Wall Street Journal for 17 years based in the Middle East.

Le Monde

**Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)
06 décembre 2022**

[Read in English](#)

En Turquie, Erdogan, le diplomate acrobate, remis en selle par la guerre en Ukraine

Confronté à une baisse de sa popularité, le président turc tente de raffermir son image en interne et de s'arroger une plus grande visibilité sur la scène internationale. L'invasion russe de l'Ukraine, qu'il a qualifiée d'« illégale », lui a aussi permis de revenir en grâce auprès de ses alliés européens et de l'OTAN.

L'un des plus grands talents de l'insaisissable et inusable Recep Tayyip Erdogan est sa capacité à transformer les crises en opportunités politiques. Combien de fois, en vingt années de pouvoir, le dirigeant turc n'a-t-il pas changé de cap, provoqué de coups d'éclat ou exacerbé les tensions, tant sur la scène intérieure qu'en dehors, dans le but de se sortir d'une mauvaise passe ?

Encore une fois aujourd'hui, alors qu'il se débat avec une popularité en berne, le président de la Turquie multiplie les acrobaties diplomatiques. Il joue tout à la fois au chef de guerre, en menaçant les Kurdes syriens d'une nouvelle intervention militaire, en représailles à [l'attentat meurtrier](#)

[perpétré à Istanbul à la mi-novembre](#) ; au faiseur de paix entre la Russie et l'Ukraine, avec une aisance à faire pâlir d'envie les plus vieux routiers de la diplomatie ; et au grand seigneur magnanime, en servant, tout sourire, les deux mains du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, lors de l'ouverture du Mondial de football à Doha, après avoir pourtant martelé qu'il ne rencontrerait jamais un dirigeant issu d'un coup d'Etat.

Il a les « *qualités uniques d'un caméléon* », dit de lui Cengiz Candar, célèbre journaliste et ancien conseiller du président Turgut Ozal (1927-1993). La marque d'un animal politique redoutable, changeant constamment de couleur pour survivre, pourrait-on ajouter.

N'a-t-il pas séduit, tour à tour, un George W. Bush, lui-même très croyant, qui voyait en lui le « *fervent musulman* », Barack Obama, pour qui il représentait « *la fenêtre sur le monde islamique* », et le président homme d'affaires Donald Trump, qui louait ses talents de « *dealmaker* » ?

Adversaires ou thuriféraires, tous en conviennent : le chef de l'Etat turc parvient à s'engouffrer dans les failles d'un ordre mondial chamboulé avec un aplomb imposant. Il est cette figure récurrente du dirigeant autoritaire, dure et ambivalente, disruptive et dédaigneuse, mais aussi « *intrigante* », comme le décrit Soner Cagaptay de l'Institut de Washington pour la politique du Proche-Orient, dans sa

façon « *de braver les obstacles et de déjouer les pronostics* ». Lui-même a encore récemment affirmé, en évoquant une possible rencontre avec son ennemi juré d'hier, le président syrien, Bachar Al-Assad, qu'il n'y avait « *pas de place pour le ressentiment en politique* ».

« La seule chose qui compte, se maintenir au pouvoir »

Le bel aveu ! « *Erdogan n'a pas ce que l'on appelle une vision du monde, ce n'est pas un idéologue*, souligne Gönül Tol, autrice d'un ouvrage minutieux intitulé *Erdogan's War* (Oxford University Press, 332 pages, 35,90 €, non traduit). *C'est un populiste dans le sens où il utilise précisément différentes idéologies pour arriver à la*

seule chose qui compte pour lui, se maintenir au pouvoir. Il ne pense, n'agit et ne voit le monde qu'à travers cette unique lentille. En bon pragmatique, il classe, compartimente, règle les problèmes au cas par cas, et qu'importe les contradictions du moment tant qu'il garde la main. »

L'ascension d'Erdogan sur la scène diplomatique n'a pas été une promenade de santé. Durant ses premières années au pouvoir, stimulé par une formidable croissance économique et une popularité à toute épreuve, il joue la carte européenne et ses standards en matière de droits pour s'affranchir de la tutelle des militaires.

A partir des années 2010, débarrassé de l'emprise des généraux, déçu et vexé par les tergiversations bruxelloises, il se tourne vers la région proche-orientale, l'Eurasie aussi et l'Afrique, mettant en avant un retour à l'identité musulmane turque et une « diplomatie multi-axiale », plus équilibrée avec son environnement immédiat. C'est l'époque du « zéro problème avec les voisins », mot d'ordre popularisé par Ahmet Davutoglu – ministre des affaires étrangères puis premier ministre entre 2009 et 2016.

Erdogan s'impose et prend des mesures pour accroître la visibilité de l'islam dans l'espace public. Il cherche le soutien dans les urnes des Kurdes conservateurs. A l'extérieur, il soutient les Frères musulmans dans les révoltes arabes en cours. Il sape, par là même, les liens que la Turquie entretenait jusque-là avec Israël, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. En Syrie, il fournit armes et assistance aux rebelles, djihadistes ou pas.

Fragilisé par la crise financière

Avec son premier revers politique aux élections législatives de juin 2015, le président entreprend un rapprochement avec l'extrême droite du Parti

d'action nationaliste (MHP). Le pays se tend, les violences et la répression s'accroissent. C'est l'ère de la polarisation. « En s'associant avec les nationalistes qui voient les Kurdes comme une menace existentielle, avance Gönül Tol, Erdogan change de nouveau de plan. Il développe une rhétorique antiélite avec des re-lents nationalistes pour lancer une guerre contre les Kurdes qui deviennent l'ennemi numéro un. »

Ankara négocie avec le régime de Damas un feu vert tacite à ses offensives dans le Nord syrien, fief de la minorité kurde. A cinq reprises, entre 2015 et 2022, Recep Tayyip Erdogan sonne la charge, dans les airs ou au sol – à chaque fois, peu avant des échéances électorales. Les récentes frappes turques ont commencé le 20 novembre, avec la menace toujours un peu plus pressante d'une intervention au sol.

Comme il l'avait fait en 2019, quand il avait poussé – en vain – l'administration Trump à établir une zone tampon contrôlée conjointement le long de la frontière avec la Syrie, le président turc s'emploie aujourd'hui à obtenir de Moscou l'organisation d'un sommet avec le président Bachar Al-Assad, consacré à la sécurité entre les deux pays. Une rencontre rejetée, jusqu'à présent, par Damas qui, selon plusieurs sources, refuse d'octroyer à Erdogan un succès diplomatique susceptible d'accroître ses chances aux élections de 2023.

De fait, le chef d'Etat turc traverse une situation délicate. Fragilisé par la crise financière qui ébranle le pays et le ressentiment croissant de la population vis-à-vis des 3,7 millions de réfugiés syriens installés sur son sol, il tente de raffermir son image. Adeptes de la manière forte en interne, Erdogan cherche à s'arroger une plus grande visibilité sur la scène internationale.

Déjà en début d'année, au

Proche-Orient, où la Turquie avait fini par être très isolée, il s'est efforcé de retisser les liens qu'il avait lui-même endommagés. Avec l'Égypte, mais aussi avec Israël, qu'il avait qualifié par le passé d'« Etat terroriste » ; avec les Emirats arabes unis, qu'il avait accusés d'avoir trempé dans le coup d'Etat raté de 2016 ; et même l'Arabie saoudite, qu'il avait défiée en diffusant des enregistrements audio établissant la responsabilité de ses agents dans la liquidation, à Istanbul, du journaliste Jamal Khashoggi. Autant de rabibochages qui n'ont pas empêché la Turquie de violer régulièrement l'espace aérien de la Grèce, cherchant à imposer une solution à deux Etats à Chypre, à rebours des intérêts du camp occidental.

Un intermédiaire indispensable

Et puis vint le coup de tonnerre du 24 février, l'invasion de l'Ukraine par Moscou. En condamnant dès le début l'agression russe, qualifiée d'« illégale », le président turc est habilement revenu en grâce auprès des Européens et de l'OTAN qui n'ont eu de cesse, ces dernières années, de fustiger sa politique étrangère abrasive et son aventurisme régional.

Gardien du détroit du Bosphore, désormais interdit aux navires de guerre russes ainsi qu'à ceux de l'OTAN, et partenaire militaire majeur de Kiev, il joue un rôle-clé dans les négociations sur le déblocage des ports en mer Noire et les échanges de prisonniers entre Russes et Ukrainiens. Avec son refus d'appliquer les sanctions contre Moscou, il s'est imposé comme un intermédiaire indispensable, soulignant la nécessité de maintenir des liens étroits avec son homologue russe, Vladimir Poutine. En quatre mois, les deux hommes se sont rencontrés autant de fois.

En froid avec l'OTAN après avoir acheté, en 2019, des

missiles russes antiaériens S-400, conçus à l'origine pour détruire les avions de l'Alliance atlantique, M. Erdogan avait créé lui-même une situation hors norme au sein de l'institution. Critiqué pour sa relation ambiguë de « confiance et solidarité » avec son « cher ami Poutine », le président turc avait fini par semer le doute sur sa fiabilité.

Son retour accéléré dans le giron atlantiste a suscité un soulagement. Au point de voir les alliés effacer les contentieux passés – en Libye, en Méditerranée orientale, en Syrie – et fermer les yeux sur le démantèlement méthodique de l'Etat de droit dans son propre pays et sur ses agissements, du moins jusqu'à une certaine limite, contre les forces kurdes à sa frontière sud.

« Précieux, jusqu'au prochain dérapage »

« Le temps de l'indulgence est revenu, même si celui-ci est parfois difficile à avaler », admet, sous couvert d'anonymat, un diplomate occidental en poste en Turquie. Ankara étant redevenu fréquentable, pas moins de cinq dirigeants de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN sont venus rendre visite à leur « précieux allié » turc, selon l'expression de Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique.

« Précieux, jusqu'au prochain dérapage », relativise cette même source. Les sujets de discorde ne manquent pas, ils se sont même accumulés. Du blocage en cours du processus d'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande, à la menace d'intervention en Syrie, en passant par le chantage à la rupture du pacte migratoire scellé depuis 2016 avec l'UE, le président turc teste à chaque fois un peu plus la patience de ses alliés traditionnels. A force de caprices et de foucades, il pourrait finir par se prendre les pieds dans le tapis. Aussi habile soit-il.

Iran: tollé après la première exécution d'un homme impliqué dans la contestation

L'Iran a exécuté jeudi pour la première fois un homme condamné à mort pour son implication dans le mouvement de contestation, suscitant un tollé à l'étranger et des mises en gardes d'ONG sur de nouvelles pendaisons imminentes.

La République islamique d'Iran est le théâtre de protestations déclenchées par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans décédée trois jours après son arrestation par la police des moeurs. Celle-ci lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes le port du voile en public notamment.

Mohsen Shekari, 23 ans, avait été reconnu coupable et condamné à mort pour avoir bloqué une rue et blessé un paramilitaire au début des manifestations, à l'issue d'une procédure judiciaire dénoncée comme un procès-spectacle par des groupes de défense des droits humains.

D'autres personnes risquent d'être exécutées de manière imminente après avoir été condamnées à la pendaison en lien avec les manifestations, ont averti ces groupes.

"Mohsen Shekari, un émeutier qui avait bloqué le 25 septembre le boulevard Sattar Khan et poignardé avec une machette un Bassidj, a été exécuté à Téhéran", a annoncé l'organe de l'autorité judiciaire, Mizan Online. La milice des Bassidji est liée aux Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran.

L'ONG Amnesty International s'est dite "horrible" par l'exécution et a dénoncé un "simulacre de procès injuste". "Son



Iran: tollé après la première exécution d'un homme impliqué dans la contestation © AFP/ Archives/ Kenzo TRIBOUILLARD

exécution expose l'inhumanité du soi-disant système judiciaire iranien alors que des dizaines d'autres risquent le même sort."

"Escalade sinistre"

Mahmoud Amiry-Moghaddam, directeur du groupe Iran Human Rights (IHR) basé à Oslo, a appelé à une forte réaction internationale, sinon "nous ferons face à des exécutions massives de manifestants". "Mohsen Shekari a été exécuté à l'issue d'un procès expéditif sans avocat."

L'exécution a aussi suscité l'indignation de pays occidentaux et de l'ONU.

Les Etats-Unis ont dénoncé une "escalade sinistre" et affirmé que le pouvoir iranien aurait à rendre des comptes.

Berlin a estimé que "le mépris du régime iranien pour l'humanité est sans limite", Londres s'est dit "scandalisé" et Rome a jugé que la "répression inacceptable de la part des autorités iraniennes ne peut laisser

indifférente la communauté internationale".

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a jugé que la peine de mort était "incompatible avec les droits de l'homme".

Le média en ligne 1500tasvir a publié des images de ce qu'il a présenté comme le moment où la famille Shekari a appris la nouvelle de l'exécution devant sa maison à Téhéran. Elles montrent une femme se torturant de douleur et criant maintes fois "Mohsen !"

Selon Mizan Online, Mohsen Shekari avait été accusé d'être un "ennemi de Dieu" et condamné par le tribunal révolutionnaire de Téhéran le 1er novembre. Son appel a été rejeté par la Cour suprême le 20 novembre.

"#Ne pas exécuter"

L'Iranien a été reconnu coupable d'avoir dégainé "son arme avec l'intention de tuer" et "de provoquer la terreur", d'après l'autorité judiciaire.

L'agence iranienne Fars, proche des autorités, a diffusé une vidéo de Mohsen Shekari évoquant l'attaque, alors qu'il était en détention. Des "aveux forcés", a dénoncé l'IHR.

Mardi, la justice iranienne a condamné à mort cinq personnes pour avoir tué un paramilitaire lors des manifestations, portant à onze le nombre de condamnations à mort liées aux protestations.

Le pouvoir iranien qualifie ces manifestations d'"émeutes" encouragées surtout par les Etats-Unis, son ennemi juré.

La répression du mouvement a fait au moins 458 morts depuis le 16 septembre, selon un dernier bilan de l'IHR.

L'Iran exécute davantage de condamnés que n'importe quel autre pays, excepté la Chine, selon Amnesty International. Plus de 500 personnes y ont été exécutées en 2022, d'après l'IHR.

Le groupe de défense de la liberté d'expression "Article 19" a appelé à une action urgente "car la vie des autres condamnés à mort est en danger imminent".

Sur Twitter, l'ex-star du football iranien Ali Karimi a averti : "si nous restons silencieux aujourd'hui, demain nous utiliserons le hashtag +Ne pas exécuter+ pour les autres enfants d'Iran".

En Syrie, le troisième opérateur de téléphonie mobile sous contrôle des Gardiens de la révolution iraniens

Une enquête de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project et de l'Observatory of Political and Economic Networks montre que, derrière un montage financier opaque, se cache une société malaisienne liée au bras armé de la République islamique.

Le président Bachar Al-Assad ne fait pas mystère de son intention de faire main basse sur le secteur des télécommunications en Syrie. L'octroi, en février, d'une licence à la société Wafa Telecom comme troisième opérateur de téléphonie mobile du pays a conforté sa mainmise sur ce secteur lucratif, après la reprise en main des deux autres opérateurs, Syriatel et MTN Syria. L'Etat et des hommes d'affaires syriens liés au clan Assad figurent au nombre des actionnaires, dont le désormais incontournable Yasser Ibrahim, conseiller économique du président et homme-clé de l'empire que ce dernier s'est bâti avec son épouse, Asma.

Le secret était en revanche bien gardé sur l'actionnaire majoritaire. A dessein. [Une enquête menée par l'Organized Crime and Corruption Reporting Project \(OCCRP\) et l'Observatory of Political and Economic Networks \(OPEN\)](#), publiée vendredi 9 décembre, révèle que, derrière un montage financier opaque, se cache une société malaisienne liée aux gardiens de la révolution iraniens, le bras armé de la République islamique.

Ce partenariat avec le pouvoir syrien constitue un « retour sur investissement » attendu par l'Iran en contre-

partie du soutien qu'il a apporté au régime Assad dans la guerre civile. Depuis le déclenchement du conflit en mars 2011, Téhéran a financé les milices chiites qui ont combattu dans les rangs loyalistes et soutenu l'économie du pays, notamment par l'importation à crédit de pétrole. En mai 2020, le député iranien Heshmatollah Falahatpisheh estimait que l'Iran avait aidé la Syrie à hauteur de 20 milliards à 30 milliards de dollars. Le commerce bilatéral est pourtant resté à un niveau symbolique, entravé par les sanctions occidentales. L'Iran s'est vu ravir de nombreux projets par la Russie, dont le soutien diplomatique et militaire a été décisif au maintien du régime Assad.

« Difficile de dire non aux Iraniens »

L'entrée dans ce secteur de premier plan, par ailleurs stratégique en matière de surveillance, conforte donc les ambitions de Téhéran en Syrie. Les télécommunications restent rentables malgré le déclin économique entraîné par la guerre, les coupures fréquentes d'électricité, et la destruction de près de 60 % des infrastructures. En 2021, le profit cumulé par les actionnaires de MTN Syria et Syriatel s'est élevé à 46 millions de dollars, après qu'ils ont versé

à l'Etat sa part, près de 38 millions de dollars. « Cela représente 3 % des revenus de l'Etat, ce qui n'est pas négligeable », souligne l'économiste Jihad Yazigi, rédacteur en chef de la lettre économique en ligne *Syria Report*. Des conditions très favorables ont été accordées au nouvel opérateur pour se faire une place face au duopole qui domine ce marché de 12 millions d'utilisateurs depuis 2001 : Wafa Telecom a obtenu un monopole de trois ans pour déployer le réseau 5G et l'autorisation d'offrir un forfait à moitié prix à ses trois premiers millions d'utilisateurs.

Lire aussi : [Syrie : la confession des fossoyeurs du régime Assad](#)

La création de Wafa Telecom est le dernier acte d'une entreprise de captation de l'économie par le clan Assad et les hommes d'affaires qui lui sont liés, sur fond de guerre et de recompositions géopolitiques. L'Iran convoitait cette licence depuis 2010, lors de la publication du premier appel d'offres. La société iranienne Mobin Trust Consortium (MTC), un conglomérat affilié aux gardiens de la révolution placé sous sanctions européennes, alors en lice avec des opérateurs de Turquie et du Golfe, de même que France Télécom (aujourd'hui

Orange), avait été écartée. « C'était l'époque de la libéralisation économique : Bachar Al-Assad voulait attirer les investissements du Golfe et de l'Occident et il n'avait alors pas à se plier aux exigences iraniennes », commente M. Yazigi. L'irruption de la guerre a douché ses ambitions.

Par son intransigeance, et sa répression meurtrière, le régime Assad s'est mis au ban de la communauté internationale. En janvier 2017, le premier ministre syrien de l'époque, Imad Khamis, signe, à Téhéran, un protocole d'accord pour attribuer cette licence à la société Mobile Telecommunications Company of Iran (MCI), en partie contrôlée jusqu'en 2018 par le consortium iranien MTC. Le projet est abandonné quelques mois plus tard, sans explication. « Les services de renseignement n'étaient pas à l'aise avec cette option, du fait des possibilités de surveillance offertes via le réseau téléphonique. Rami Makhlouf [cousin du président et alors actionnaire principal de Syriatel] ne voulait pas d'un autre concurrent sur le marché », précise Jihad Yazigi du *Syria Report*. Lire l'entretien : « [Tant que les services de renseignement ne seront pas démantelés, il n'y aura pas de transition sérieuse en Syrie](#) »

La crise économique a réduit la marge de manœuvre des autorités syriennes. Les mauvaises nouvelles s'accumulent : la pandémie de Covid-19 ; l'effondrement du secteur bancaire au Liban qui héberge d'importants avoirs syriens ; l'imposition de sanctions mi-2020 dans le cadre de la loi américaine dite « César », qui freine les velléités d'investissement de la Chine et des pays du Golfe. Les dettes contractées par Damas auprès de la Russie et de l'Iran se creusent. « *Tout cela a eu un impact très négatif sur la Syrie, qui s'est retrouvée avec moins d'options. Il était difficile de dire non aux Iraniens, qui n'ont pas tiré beaucoup de bénéfices de leur soutien et tentent de s'impliquer davantage dans l'économie syrienne* », poursuit M. Yazigi.

Une famille sous sanctions américaines

Bachar Al-Assad exhorte l'élite des affaires à Damas à mettre la main à la poche pour renflouer les caisses de l'Etat, vides. La consolidation de sa mainmise sur l'économie, contre la vieille garde des affaires, sera brutale. Dès la fin de l'année 2019, la dispute qui l'oppose à son cousin, le magnat Rami Makhlouf, éclate au grand jour. Sa société Syriatel, ainsi que son concurrent MTN Syria, propriété du groupe sud-africain MTN, se voient réclamer mi-2020 des dizaines de millions de dollars d'arriérés de taxes. Leurs avoirs sont gelés et des mandataires judiciaires nommés à leur tête. Leur actionnariat est restructuré au profit d'hommes d'affaires liés au couple Assad, dont Yasser Ibrahim et ses sœurs, Nesrine et Rana.

Jusqu'alors inconnue du milieu des affaires, la famille Ibrahim règne aujourd'hui en maître sur le secteur des télécoms. Officiant à des postes de conseillers du président Assad et de son épouse, la fratrie est tombée sous le coup des sanctions américaines en 2020, épinglée comme « *façade* » de l'empire économique du couple présidentiel. Le nom de Yasser Ibrahim, aujourd'hui âgé de 39 ans, apparaît à nouveau dans la liste des actionnaires de Wafa Telecom dont la structure repose sur un montage complexe, qui comprend notamment des sociétés syriennes créées entre 2017 et 2020 avec des capitaux jugés dérisoires pour ce secteur.

Lire aussi [Assad aux Emirats, étape-clé dans la normalisation du régime syrien](#)

M. Ibrahim a cofondé la société Wafa Invest, qui détenait 48 % des parts de Wafa Telecom à sa création en 2020. En janvier 2021, Wafa Invest a cédé 20 % des parts à la compagnie étatique de télécommunications, qui opère les lignes de téléphone fixe et le réseau de fibre optique. L'Etat sera aussi rétribué sur une part des revenus de l'opérateur. Les autorités de Damas ont refusé de dévoiler l'identité de l'actionnaire majoritaire, la société Arabian Business Company (ABC, au capital de trois millions de dollars) qui détient 52 % des parts restantes, évoquant des « *sociétés locales et internationales* ». ABC a été enregistrée en octobre 2019 dans la zone franche de Damas, échappant ainsi à la législation syrienne. Selon un registre de la société obtenu par

l'OCCRP auprès du ministère syrien de l'économie et du commerce extérieur, ses actionnaires sont un homme d'affaires syrien proche du régime, Abbas Fadel Assaf, et la société malaisienne Tioman Golden Treasure, créée en février 2013.

Société-écran

Jusqu'en août 2019, 99 % des parts de Tioman étaient détenues par un officier des gardiens placé sous sanctions américaines, Azim Monzavi. Le Trésor américain le décrit comme « *un responsable des gardiens de la révolution qui facilite la vente de pétrole pour le compte des gardiens* », notamment avec le Venezuela. Ses parts ont été transférées à un autre investisseur iranien, Amir Mohammadi, avec qui il est aussi partenaire dans une entreprise enregistrée à Istanbul. Celle-ci a été fondée par la société PetroGreen dont le directeur est sous sanctions américaines en raison de ses liens avec les gardiens de la révolution. Or, PetroGreen compte parmi ses actionnaires le Malaisien Jusephen Binti Antahamin, qui détient les 1 % de parts restantes de Tioman. Le secrétaire de Tioman, le Malaisien Chan Che San, est quant à lui lié à une société qui a été poursuivie en 2015 par la justice américaine pour l'achat de « *technologie sensible contrôlée à l'exportation* » des Etats-Unis vers l'Iran et placée sous sanctions en 2018.

La Malaisie est devenue un hub pour les agents iraniens cherchant à contourner les sanctions américaines et à s'approvisionner en biens militaires et en technologies sensibles

Aux yeux des experts, la société Tioman présente toutes les caractéristiques d'une société-écran. Les liens avec la Malaisie renforcent ces soupçons. Le pays est devenu un hub pour les agents iraniens cherchant à contourner les sanctions américaines et à s'approvisionner en biens militaires et en technologies sensibles. Le montage opaque réalisé pour masquer l'investissement de l'Iran dans Wafa Telecom vise, sans nul doute, à échapper aux sanctions occidentales. « *Il y a notamment la question des fournitures en équipements, qui pourraient être soumises à des sanctions, ou des frais de roaming pour les communications internationales. Il faut aussi considérer que beaucoup de Syriens ne se sentiraient pas à l'aise avec un opérateur contrôlé par les gardiens de la révolution* », observe Jihad Yazigi.

L'arrivée de Wafa Telecom sur le marché est encore loin d'être chose faite. Son lancement, initialement prévu fin novembre, a été reporté sine die. Le PDG de l'entreprise, Ghassan Saba, auparavant assistant du ministre des communications, a invoqué des « *défis (...) tels que les sanctions injustes qui entravent la facilité d'obtention des fournitures nécessaires dans les délais impartis* ». Selon une source bien informée, le contournement des sanctions occidentales induit des coûts supplémentaires élevés que ni l'Iran, aujourd'hui aux prises avec une grave crise économique et sociale, ni la Syrie ne semblent prêts à débours.

Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante)

The New York Times

Dec. 9, 2022
By Ben Hubbard

Skyrocketing Prices in Turkey Hurt Families and Tarnish Erdogan

Annual inflation is around its highest level in decades, devaluing salaries and devouring savings less than a year before President Recep Tayyip Erdogan runs for re-election.

As Turkey's annual inflation rate has soared above 80 percent, families are being forced to stick with worn-out clothes and shoes and to cut meat from their diets while some struggle to afford school lunches for their children.

Exacerbating the country's worst inflation crisis in more than two decades, economists say, are the unorthodox financial policies of President Recep Tayyip Erdogan, who has insisted on lowering interest rates in defiance of a broad economic consensus that inflation is best controlled by raising them.

The belt-tightening is so severe that it has soured many voters on Mr. Erdogan, Turkey's paramount politician for nearly two decades, leaving him politically vulnerable as he prepares to run for re-election next year.

"Living conditions are difficult, paying rent is difficult, paying at the market is difficult — everything is difficult," said Ese Gucer, a resident of the southern city of Adana who has long voted for Mr. Erdogan and his party. "My faith in Erdogan has been shaken because of the economy," added Ms. Gucer, 32. "He lost me."

Year on year, inflation was 84.4 percent in November, according to [data](#) released on Monday by the Turkish Statistical Institute. That was a slight decline from 85.5 percent in October, the highest rate in 24 years. Some economic monitors say the real rate for many



A currency exchange office in Istanbul. With the Turkish lira's fall, the minimum wage is now worth less than \$300 a month. Sergey Ponomarev for The New York Times

of Turkey's roughly 85 million people is much higher.

The lower rate was unlikely to provide immediate relief for most people, but the government said it represented a turning point.

"We have entered a downward trend in inflation, leaving the peak behind, unless there is an unexpected global development," Turkey's finance minister, Nureddin Nebati, wrote [on Twitter](#).

The blow of rising prices has fallen particularly hard on the poor and the middle class.

More than half of working Turks earn around the minimum wage, which is worth less than \$300 a month because of the Turkish lira's vast devaluation against the dollar. As the lira has sunk, people have watched their salaries lose purchasing power and the value of their savings evaporate.

"There is no way to earn a decent rate of return on what you have saved in this country, so there is this massive wealth destruction," said Atilla Yesilada, an analyst with GlobalSource Partners. "I am sure there are winners in this, but the vast part of society is seeing their savings melt away by the day."

Turkey's crisis has been years in the making, as political turmoil and what critics call Mr. Erdogan's slide toward authoritarianism have made the country less attractive for many investors. Turkey has a substantial trade deficit and significant foreign debt, and the government has tapped its foreign currency reserves to try to slow the collapse of the currency.

The coronavirus pandemic cut deeply into tourism income, and upheaval in global markets exacerbated by Russia's war in Ukraine made inflation a threat

to economies around the globe.

But while other countries raised interest rates to keep prices in check, Mr. Erdogan has repeatedly cut them.

Last month, the International Monetary Fund [recommended](#) that Turkey raise the interest rate to counter inflation and grant more independence to its central bank, which is widely seen as doing Mr. Erdogan's bidding. But in late November, the central bank lowered rates yet again, [to 9 percent](#), the most recent of a series of cuts that have brought the rate down from 14 percent in August.

In a range of interviews, Turks mourned the once-normal items that rising prices have turned into luxuries or pushed from their budgets altogether: chicken, weekend outings with their children, deodorant.

"Every day, the money is melting," said Mehmet Kaya, a car mechanic in Adana.

The price of motor oil had gone up four times since the crisis began in 2018, he said, and prices had also risen for everything else he needed for his shop. At home, the amount of money required last year to fill his car's trunk with groceries now bought only two bags.

"I am very depressed, pensive, stressed out," said Mr. Kaya, 40.

In speeches and interviews, Mr. Erdogan has described low



Shopping for used clothing at a market in Istanbul. Once-ordinary items have become luxuries. Sergey Ponomarev for The New York Times

interest rates as part of a plan to foster economic growth by stimulating manufacturing and making Turkish products more attractive for export. He has blamed the country's economic woes on unspecified foreign forces while suggesting that Turkish families are in fact better off than people in wealthier countries.

Mr. Erdogan has tried to play down inflation, saying it is not a crippling economic threat and vowing that the government would take action against exorbitant price increases.

"We expect from our citizens a bit more patience and strength," he said in a televised statement last month.

But in the U.S., inflation has fallen to under 8 percent annually, after interest rate increases, while yearly inflation in Turkey is more than 10 times that rate.

To soften the blow, Mr. Erdogan's government has increased the minimum wage twice since January, funded accounts to protect savings in local currency from devaluation, launched a multibillion-dollar housing subsidy program and backed other projects to help the poor. The economy has continued to grow, expanding by 11 percent in 2021, suggesting a recovery from the pandemic; economists expect

more modest growth of around 5 percent this year.

But the spiraling prices for many Turkish families threaten to tarnish the legacy of Mr. Erdogan, who was lauded during much of his two decades in power for overseeing vast economic growth that moved millions of Turks from poverty toward more comfortable, middle-class lifestyles.



A campaign van for the governing party in Istanbul, bearing an image of President Recep Tayyip Erdogan. Inflation has eroded his popularity. Sergey Ponomarev for The New York Times

Many of those people now see those gains slipping away, which has damaged Mr. Erdogan's political standing to such an extent that a number of polls now suggest that he could lose next year's election.

One recent poll by Mehmet Ali Kulat, who has consulted for both Mr. Erdogan's governing party and members of the op-

position, found that 36 percent of respondents said they would vote for Mr. Erdogan and 44 percent would vote against him, regardless of who his competitor was. Fourteen percent said they would decide based on who his challenger is, and 6 percent were undecided.

In another recent poll by PanoramaTR, a risk analysis organization, about half of respondents said they would not vote for Mr. Erdogan and less than 35 percent said they would. The group also found that two potential challengers polled significantly higher than Mr. Erdogan.

"It is mainly the economy," said Osman Sert, the group's research director and a former media adviser in Mr. Erdogan's government. "If there were not an economic crisis, I do not think that Erdogan would be losing the election. The economy is making all the other problems visible."

Some analysts caution that much could change between now and the presidential and parliamentary elections to be held in or before next June.

A new coalition of opposition parties challenging Mr. Erdogan has yet to choose a candidate and could struggle to remain unified. Mr. Erdogan has a long history as a deft political survivor

and now sits at the top of a system that gives him tremendous power to make moves that could help him win votes.

He can also count on a vast party infrastructure and a core base of loyal voters who will stick by him regardless of the economy.

Melike, who cleans staircases to support her family in Istanbul, acknowledged that times were tough, pointing to a large crack in her worn-out shoes that she said she could not afford to replace.

"I don't buy anything for myself unless I have to," said Melike, 33, declining to give her last name. "I buy for the children first."

But she didn't blame Mr. Erdogan, saying that many countries were suffering from inflation and that unnamed "external powers" were making Turkey's problems worse.

"It is not about the rulers of this country," she said.

Also in Istanbul, three women in their 20s had spent the afternoon looking for an affordable watch for one of them — to no avail. All three worked to help their families and struggled to get by, they said.

"My salary is gone in two days and then I live on the credit card," said Bahar Ecevit, 24, a clerk in a clothing store. Prices had gotten so high in relation to her salary that she could not afford a new winter coat, she said.

Like many young Turks, she hoped to move abroad and find a more secure future.

"We are just living for the moment," she said. "We don't know what we will do tomorrow."

Safak Timur contributed reporting from Istanbul and Nimet Kirac from Adana, Turkey.

Turkish Aggression in Syria Is a Gift to ISIS

Turkey launched airstrikes against targets in northern and eastern Syria on November 19. The bombardment, using warplanes, drones, and artillery, killed many civilians and members of the Syrian Democratic Forces (SDF), America's primary partner in the multilateral coalition against ISIS. Turkish president Recep Tayyip Erdogan warned that airstrikes are "just the beginning."

There has been well-documented collusion between Turkey's National Intelligence Agency (MIT) and Syrian jihadists. Beginning in 2016, approximately 60,000 militants from more than 100 countries passed through Turkey to Syria. MIT provided them with logistical support, funds, and weapons, even arranging medical care in Turkish hospitals for jihadis wounded on the battlefield.

In contrast to Turkey's duplicity, the Kurds are America's indispensable allies. The SDF—with Kurds at its core—has been the tip of the spear against ISIS. Gen. Mazloum Abdi, the SDF's commander-in-chief, told me that 12,000 SDF members have been killed and 24,000 have been seriously injured fighting ISIS at America's behest.

Now, Turkey is massing more troops on the Syrian border, threatening a massive cross-border operation. Turkey wants to inspire a jailbreak so ISIS members can join this stage of the fight.

Located in northern Syria, the Al Hol camp is a reservoir of Islamists ready to fight. The camp was established in 1991 during the Gulf War as a haven



Image: Reuters.

for Iraqi refugees. It is twelve kilometers from the Iraqi-Syrian border and seventy kilometers from the regions occupied by the Turkish military east of the Euphrates River in Syria.

There are 55,000 ISIS family members at Al Hol. The ISIS population is comprised of 25,000 Iraqi refugees, 20,000 Syrian families, and 8,000 foreign families. The camp is home to more than 10,000 hardcore fighters from fifty-two countries. Turkey seeks to advance its objectives by creating chaos so these fighters can escape.

In 2019, Turkey invaded Gire Spi (Tal Abyad) and bombed the vicinity of the Ain Issa camp. ISIS families took advantage of the chaos and fled toward Turkey, but were apprehended by the SDF. In January 2022, Turkish-backed jihadis organized a prison break from the Hasakah camp. Again, the SDF thwarted the operation. The area around Jerkin Prison in Qamishlo was also targeted by Turkish air strikes, which helped ISIS fighters escape and join the Syrian National Army, a

terrorist force under Turkey's control.

SDF members have families in Syrian villages along the border with Turkey. They fear for the safety of their wives and children and feel compelled to protect their loved ones.

Turkey's armed forces are massing at the border, ready to invade. They will attack the SDF unless the United States deters them.

The SDF expects more from the Biden administration. President Joe Biden should make a public statement exposing Turkey's warmongering, while Secretary Antony Blinken should visit Ankara to warn that there will be a steep price for aggression against the SDF.

Turkey justifies its aggression by claiming that the SDF was responsible for the Istanbul bombing that killed six people and wounded eighty-one on November 13. The SDF laments the loss of life and has called for an investigation. This claim is fake news that Erdogan is using to justify Turkish aggression.

Turkey's interior minister, Suleyman Soylu, has accused the United States of colluding with the Kurds to organize the bombing. This absurd accusation should be investigated; by implicating the United States, Soylu has opened the door for the Federal Bureau of Investigation to look into the incident.

We can speculate about Erdogan's motives. Domestic support for Erdogan's Justice and Development Party (AKP) is eroding dramatically during the run-up to Turkey's June 2023 national elections. He believes that calling Kurds terrorists and killing Kurds will rally Turkey's nationalist base in support of the AKP.

A full and independent investigation will exonerate the Kurds of any involvement in the bombing. Meanwhile, the United States should support the SDF to maintain order at camps where ISIS families reside. Erdogan wants to create chaos so ISIS families can escape and join the fray.

The United States and the SDF are natural allies. They share a commitment to democratic federalism, the emancipation of women, and environmental sustainability. Turkey may be a NATO ally, but Kurds are America's friends in the fight against violent extremism.

David Phillips is Director of the Program on Human Rights and Peacebuilding at Columbia University. He served as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert at the State Department during the Clinton, Bush, and Obama administrations.

The New York Times

By Farnaz Fassihi
Dec. 12, 2022

Iran Turns to Public Executions, Enraging an Already Protesting Public

In the second execution in just a few days, a 23-year-old protester was hanged from a construction crane at dawn in the city of Mashhad, galvanizing a new wave of demonstrations.

After months of protests in Iran that have only escalated as the government's crackdown has turned deadlier, officials have begun publicly executing protesters, including a 23-year-old man who was hanged on Monday from a construction crane, bringing a new wave of outrage from an Iranian public calling for the end of the country's theocratic regime.

The hangings — the first was on Thursday at a prison near Tehran, the second on Monday in the northeastern city of Mashhad — have brought intense condemnation from the public and human rights groups, and even criticism from some senior figures within Iran's clerical establishment who questioned the religious validity of the death sentences.

Since the protests began in September, Iran's security forces have killed hundreds of Iranians, in a harsh response characterized by mass arrests and beatings, military assaults and [the killing of dozens of teenagers and children](#). Human rights groups say at least 450 protesters have died, and the United Nations says 14,000 have been arrested.

Now, the public executions are widely being taken as a last-ditch effort by the government to suppress an uprising that has become the most profound and widespread since the 1979 revolution that brought the clerics to power. In addition to street protests in dozens of



This image was taken from a video reportedly showing protesters marching in Zahedan, southeastern Iran, on Friday. Agence France-Presse — Getty Images

cities several times a week, [a general-strike campaign has picked up momentum](#) across the country, further threatening a regime already on shaky economic ground.

On Monday, after the dawn call to prayer, Majid Reza Rahnavard, 23, was hanged in public in Mashhad. Photos by state media showed a crowd of on-lookers gazing at his body hanging from a crane with a sack covering his head. The time from his arrest to execution, on charges of killing two plainclothes Basij militia, spanned less than a month. He worked at a fruit shop.

Four days earlier, [Mohsen Shekari, a 23-year-old](#) who worked at a coffee shop in Tehran, was executed at a prison 20 miles from the capital on allegations that he blocked the road and stabbed a member of the Basij militia during protests in Tehran.

Rights groups say the trials of the two men resembled [“lynching committees”](#) with no judicial due process. The men were tried behind closed doors with lawyers assigned by the government who barely defended them and without members of their families present, advocates say, adding that prosecutors made use of confessions coerced while the men were in detention.

The public hangings have shaken Iran and sparked widespread fury that risks further fueling the unrest instead of containing it. Both executions spawned immediate and large street protests in the two men's home neighborhoods. Demonstrators marched and chanted [“with each person killed a thousand will rise up,”](#) and [“those who are sitting, you will be next,”](#) according to [videos](#) posted on social media.

At several university campuses on Monday, students kept vigil for Mr. Shekari and Mr. Rahnavard, hanging their photos on walls next to rose petals and candles. A sign read, [“the blood of our nation's youth”](#) next to red handprints, videos showed.

“None of us are scared. We are all more angry and resolved,” said Mona, a 39-year-old graphic artist in Tehran in a telephone interview. [“They are killing our children, what else is there to lose? What more can they do?”](#)

At least 11 other protesters, men mostly in their early 20s, have been sentenced to death, [according to Amnesty International](#).

Three others have been convicted of charges that could carry the death penalty but have not yet been sentenced, and six other men are awaiting trial on potential capital offenses.

“These trials and executions are designed to repress the protests and create a climate of fear and intimidation in the society,” said Raha Bahreini, a human rights lawyer and Iran researcher for Amnesty International. [“The Iranian authorities show they are adamant about continuing their violent campaign of mass killings both on the streets and behind prison bars.”](#)

Women and young people have been at the forefront of the protest movement since its start

in September, after the death of a 22-year-old, [Mahsa Amini](#), in the custody of the country's morality police. That police force is in charge of enforcing the country's strict clothing restrictions on women, which have been seen as central to the clerical regime's identity.

In a sign of growing urgency by the Iranian authorities, [officials said this month that the morality police force was being abolished](#), a step widely derided by protesters and human rights groups as propaganda that would do little to placate demonstrators. But at the same time, the security forces have not held back on arrests or violence to dispel protests, and the executions are adding to a sense that the authorities will stop at nothing to crush the uprisings.

Some Iranians describe a growing climate of fear. Mina, a 26-year-old resident of Tehran, said her parents had cried after the first execution and asked her to stop going to demonstrations at night in the neighborhood. She was undecided but admitted she and her friends were shaken after watching [videos](#) of Mr. Shekari's mother screaming his name and crying when she heard the news of his execution.

[Videos](#) of grandmothers of two of the young men facing imminent execution have gone viral. In the [videos](#) the grandmothers wail and plead with judicial officials to spare the lives of their grandsons, saying they made a mistake and should be forgiven.

The father of another protester on death row — Mehdi Karami, a 20-year-old karate champion — told the newspaper Etemad on Monday that the lawyer assigned to his son's case by the government won't answer family members' calls and they do not know the address for his law practice.

"Every night I fear they will tell me the news of my child's ex-



Photographs of Mohsen Shekari, left, and Majid Reza Rahnavard during a demonstration on Monday in Berlin, Germany. Sean Gallup/Getty Images

ecution," Etemad quoted the father, Mashallah Karami, as saying. Mr. Karami described himself as a peddler who sells napkins and tissues on the streets and has another son who is disabled. "I beg you in God's name, don't execute my child! Give him a life sentence instead."

The executions have even appeared to shake parts of the country's clerical establishment. A prominent collective of scholars and senior clerics from the theological schools in the city of Qom issued [a statement](#) condemning the executions on charges that the two hanged men were "moharebe," enemies of God. The clerics criticized the hasty pace of the trials and said the charges and punishment were not proportional to the crimes committed, and called on the judiciary to halt further executions.

The head of the clerical judiciary, Gholam-Hossein Mohseni-Eje'i, said on Monday that it was well within the authority of the judges to decide what constitutes being an enemy of God. And the deputy interior minister, Majid Mirahmadi, was quoted by Iranian news outlets on Saturday as saying that the media

and international outrage around executing protesters would have no effect on the decisions of judiciary officials.

But the executions have caused deep anxiety among the public and the Iranian diaspora. And some Iranian news outlets have seized on the case of a Basij plainclothes militia member, Mohamadreza Ghanbartalab, pleading to reverse the death sentence of a protester charged with assaulting him. After testifying against the accused assailant, Mr. Ghanbartalab withdrew his judicial complaint and forgave the defendant, Mahan Sadrat, Iranian media have reported.

In a social media account identified by state media as authentic, Mr. Ghanbartalab has pleaded repeatedly to spare the life of Mr. Sadrat, 20. "I urgently beg you not to execute Mahan," one post read. Mr. Sadrat had been scheduled for execution on Sunday, but media outlets say it was suspended just hours beforehand.

The Iranian medical community, at home and abroad, has mobilized to stop the execution of [Dr. Hamid Ghare Hassanlou](#), a well-known radiologist and charity volunteer who has built

several schools in rural areas. Dr. Ghare Hassanlou was also charged with being an enemy of God.

On their way home from work early this month, Dr. Ghare Hassanlou and his wife, Farzaneh, got caught in traffic because of a massive protest, got out of their car to walk, and saw a clash between protesters and a Basij militia member, who was fatally wounded, according to Amnesty International. The next day, the security forces arrested them, accusing them of participating in the killing, with Dr. Ghare Hassanlou sentenced to death and Ms. Ghare Hassanlou sentenced to 25 years in prison with no contact or visitation rights.

"Medical professionals are revered in Iranian society. They want to execute a physician who is completely innocent to send a message that nobody is immune and to scare doctors from protesting," said Dr. Nouradin Pirmoazen, a former lawmaker from the reformist faction who is now living in exile in California.

Emma Bubola, Leily Nikounazar and Christopher F. Schuetze contributed reporting.

Iran : deuxième exécution publique en représailles des manifestations

Un homme de 23 ans, condamné pour avoir tué à l'arme blanche deux membres des forces de l'ordre, a été pendu à Machhad, au nord-est de l'Iran.

Majid-Reza Rahnavard, âgé de 23 ans, avait été condamné à mort pour avoir tué à l'arme blanche deux membres des forces de sécurité et blessé quatre personnes, selon l'agence de l'Autorité judiciaire Mizan online. Il a été pendu en public à Machhad, dans le nord-est de l'Iran. Il s'agit de la deuxième personne exécutée en lien avec [les manifestations qui secouent le pays depuis trois mois](#), malgré le tollé suscité par [le recours à la peine capitale](#) contre des personnes impliquées dans ce mouvement. C'est en revanche la première exécution publique.

Depuis la contestation déclenchée par la mort de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini le 16 septembre, [un homme avait déjà été pendu le 8 décembre](#) : Mohsen Shekari, 23 ans lui aussi, reconnu coupable d'avoir attaqué et blessé un paramilitaire. Son exécution avait suscité l'indignation à l'étranger.

L'UE promet des « sanctions très, très dures »

Mizan online a publié des images de l'exécution, visiblement prises avant l'aube, montrant un homme aux mains liées derrière le dos suspendu à une corde attachée à une grue. Les [États-Unis](#) ont dénoncé lundi la deuxième exécution en Iran. « Ces peines sévères, et maintenant la première exécution en public (liée aux manifestations NDLR), sont conçues pour intimider le peuple d'Iran. Elles sont conçues pour réduire l'opposition au silence et montrent simplement à quel point les di-

rigeants iraniens ont en fait peur de leur propre peuple », a affirmé à des journalistes le porte-parole du département d'État Ned Price.

[La France](#) a affirmé lundi que ces exécutions ne pouvaient « tenir lieu de réponse aux manifestations » en cours en Iran et la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a dénoncé « une tentative flagrante d'intimider » les manifestants.

Le chef de la diplomatie européenne, [Josep Borrell](#), a annoncé lundi que l'UE s'apprêtait à approuver « un ensemble de sanctions très, très dures » contre Téhéran. Le bureau du haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme s'est dit « horrifié » par cette nouvelle exécution.

« L'exécution publique d'un jeune manifestant, 23 jours après son arrestation, est un nouveau crime grave commis par les dirigeants de la République islamique et une escalade significative du niveau de violence contre les manifestants », a déclaré à l'[AFP](#) Mahmood Amiry-Moghaddam, le directeur du groupe de défense des droits humains Iran Human Rights (IHR), basé à Oslo. « Majid-Reza Rahnavard a été condamné à mort sur la base d'aveux obtenus sous la contrainte, à l'issue d'une procédure grossièrement inéquitable et d'un procès-spectacle », a-t-il dénoncé.

À LIRE AUSSI « [Notre inaction donne le feu vert à l'Iran pour exécuter les manifestants](#) »

Depuis presque trois mois, l'Iran est secoué par des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini, 22 ans, décédée après son arrestation par [la police des mœurs](#) pour [infraction au Code vestimentaire du pays](#). Depuis ses débuts en 1979, la République islamique a été régulièrement secouée par des poussées de fièvre. Mais cette crise est inédite par sa durée, sa dispersion à travers les provinces, la participation de différents groupes ethniques et classes sociales et les appels directs à la fin du régime. [Au moins 458 personnes ont été tuées dans la répression des manifestations](#), selon un bilan établi par IHR, et au moins 14 000 ont été arrêtées d'après l'ONU. Un général des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, a fait état de plus de 300 morts.

11 personnes condamnées à mort, selon la justice iranienne

Des témoignages ayant circulé avant son exécution ont décrit Majid-Reza Rahnavard comme un jeune homme passionné de sport et amateur de lutte, qui avait remporté des compétitions. Le média en ligne 1500tasvir affirme que sa famille n'a été informée de l'exécution qu'après la pendaison, publiant des photos d'une dernière rencontre entre Majid-Reza Rahnavard et sa mère et précisant que cette dernière ignorait que son fils était sur le point d'être exécuté.

La justice iranienne affirme avoir condamné à mort au

total 11 personnes en lien avec les récentes manifestations. Des défenseurs des droits humains assurent qu'une dizaine d'autres personnes risquent la peine de mort. « Pas de procédure régulière. Des procès fictifs. C'est comme ça qu'ils veulent arrêter les manifestations à l'échelle nationale », souligne Omid Memarian, analyste de l'Iran au Democracy for the Arab World Now (DAWN).

À LIRE AUSSI « [La révolte en Iran a aussi fait 66 morts côté régime](#) »

Plusieurs pays occidentaux ainsi que l'Union européenne et l'ONU ont condamné l'exécution de Mohsen Shekari. Mais des militants des droits humains et ONG ont souhaité des mesures fortes, allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran.

L'Iran a annoncé de son côté lundi avoir sanctionné l'agence du renseignement intérieur britannique MI5, des responsables militaires britanniques ainsi que des personnalités politiques allemandes en représailles aux « sanctions illégales » prises par les Européens.

Avant l'annonce de la deuxième exécution, le réalisateur iranien oscarisé Asghar Farhadi a exhorté sur Instagram les autorités à mettre fin aux exécutions : « Tuer et exécuter des jeunes sans défense et des opprimés ne vous apportera que plus de colère et plus de haine. »

Kurdistan au féminin 13/12/2022

Le Kurdistan à travers le regard féminin

PARIS

Exposition « Arts kurdes en exil »

PARIS – L'Institut kurde de Paris organise une exposition d'œuvres d'artistes kurdes exilés en janvier prochain à la Mairie du 10ème arrondissement de Paris.

L'exposition « *Arts kurdes en exil* » réunira les œuvres d'une vingtaine de peintres et sculpteurs kurdes que l'on pourra voir entre le 7 janvier et 2 février 2023.

Vernissage le 6 janvier 2023, à 18h30

Lors du vernissage de l'exposition, on croquera au moins une partie des artistes dont les œuvres sont exposées, à savoir, Abdin Mostafa, AVAN, Eido Alhussein, Inayat Attar, Jihad Moussa (Genco), Joseph Bakir, Kaniwar Alan, Khalil Hemsork, Nesrin Mahmoud, Niaz Bayat, Nour Jaafar, Rodi Khalil, Saleh Nemr, Seywan Saedian, Srour Alwani, Tara Salih, Waleed Ibrahim, Walid Agha et Yahia Alselo (Silo).

Exposition à voir du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures

Entrée gratuite

Adresse:

*La Mairie du 10ème arrondissement de Paris
72, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 PARIS*



Un-tableau de Seywan Saedian 2022 Suède - 696x597.



L'artiste kurde Seywan Saedian avec une des ses sculptures – 2017

Iran : 400 personnes emprisonnées à la suite de manifestations à Téhéran

Les tribunaux de Téhéran ont condamné 400 personnes à des peines de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans pour leur implication dans les manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini il y a près de trois mois, a annoncé ce mardi la justice iranienne.

L'Iran est confronté à des manifestations qualifiées d'« émeutes » par les autorités. La mort en détention le 16 septembre de cette Kurde iranienne de 22 ans, après son arrestation pour infraction au code vestimentaire de la République is-

lamique, a provoqué un mouvement de contestation sans précédent ces dernières années.

À VOIR AUSSI - Première exécution d'un homme impliqué dans les manifestations en Iran

À lire aussi [Iran: le régime des mollahs impuissant face à la révolte](#)

« Lors des audiences concernant les émeutiers dans la province de Téhéran, 160 personnes ont été condamnées à des peines allant de cinq à dix

ans de prison, 80 personnes à des peines de deux à cinq ans et 160 personnes à des peines allant jusqu'à deux ans », a déclaré le chef de la justice de Téhéran, Ali Alghasi-Mehr, cité par le site Mizan Online de l'autorité judiciaire.

L'exécution ces derniers jours de deux hommes de 23 ans en lien avec les manifestations a provoqué une vague de condamnations internationales. Majidreza Rahnavard et Mohsen Shekari ont été pendus pour « moharebeh » (« guerre contre Dieu ») en vertu de la

charia islamique iranienne.

Avant les deux exécutions, la justice iranienne a déclaré avoir condamné à mort 11 personnes dans le cadre des manifestations, mais selon des militants, une douzaine d'autres sont visées par des accusations leur faisant encourir la peine capitale. Depuis le début du mouvement de contestation, des milliers de personnes ont été arrêtées. La plus haute instance de sécurité iranienne avait indiqué le 3 décembre que plus de 200 personnes avaient été tuées lors des manifestations.

L'Iran, expulsé d'une commission de l'ONU sur les femmes, se dit furieux

« Cette action unilatérale des États-Unis contre la République islamique d'Iran est une tentative d'imposer des exigences politiques unilatérales et d'ignorer la procédure électorale dans les institutions internationales », a déploré l'Iran, après avoir été expulsé d'une commission de l'ONU sur les femmes.

L'Iran a fustigé jeudi les États-Unis après son expulsion d'une commission de l'ONU sur les droits des femmes pour sa gestion des manifestations déclenchées par la mort, en septembre, de Mahsa Amini.

Le Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) a voté mercredi, sous l'impulsion des États-Unis, l'expulsion « immédiate » de l'Iran de la Commission de la condition de la femme (CSW) pour le reste de son mandat (2022-2026).

« Cette action unilatérale des États-Unis contre la République islamique d'Iran est une tentative d'imposer des exigences politiques unilatérales et d'ignorer la procédure électorale dans les institutions internationales », a déclaré jeudi le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, dans un communiqué.

Il a fermement condamné les efforts du gouvernement américain visant à obtenir le retrait de l'Iran de cette commission, créée exclusivement pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et dans laquelle Téhéran avait été élu en avril.

Il a estimé que cette décision manquait de « justification légale », dénonçant « une hérésie politique qui discrédite cette organisation internationale et crée également

un précédent pour les futurs abus des institutions internationales ».

Une majorité simple était nécessaire pour adopter la décision, qui a été approuvée après que 29 membres de l'Ecosoc ont voté pour, huit pays dont la Russie et la Chine ont voté contre et 16 se sont abstenus.

Veillez fermer la vidéo flottante pour reprendre la lecture ici.

Une réponse aux manifestations en Iran

Le texte affirme que les autorités iraniennes « sapent continuellement et répriment de plus en plus les droits humains des femmes et des filles, y compris le droit à la liberté d'expression et d'opinion, souvent en recourant à une force excessive ».

L'Iran a connu des vagues de manifestations depuis la mort en détention le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique pour les femmes.

Des milliers de personnes ont été arrêtées et des centaines tuées au cours des trois mois de manifestations, selon des responsables iraniens.

En outre, la semaine dernière, [deux hommes de 23 ans ont été pendus en lien avec les troubles](#).

Le chef du Haut conseil iranien des droits de l'Homme, Kazem Gharibabadi, a considéré jeudi sur Twitter que les États-Unis, en soutenant la résolution onusienne, poursuivaient leurs propres intérêts.



December 15, 2022
Hilmi Hacaloglu
Can Kamiloğlu

Number of Journalists Jailed in Turkey Doubles, Report Finds

New York / Istanbul

The number of journalists jailed in Turkey more than doubled in the past year, as experts warn that the government is increasing pressure on free expression.

Data released from the New York-based [Committee to Protect Journalists \(CPJ\)](#) on Wednesday shows 40 journalists in prison in Turkey in relation to their work as of Dec. 1, 2022 — a steep increase from the 18 behind bars in 2021.

The data makes Turkey the fourth most prolific jailer of journalists globally behind Iran, China and Myanmar. Globally, CPJ found 363 journalists in prison for their work.

The new cases in Turkey are the result of two investigations that took place in June and October, said CPJ's Turkey representative, Özgür Ögret.

"When we look at the first half of this year, new arrests of journalists in Turkey were rare," Ögret told VOA, noting that the CPJ even saw releases at that time.

Operations in the capital Ankara and the predominately Kurdish city of Diyarbakır, however, changed that course.

"These two investigations were almost as extensive as the operations carried out against the Kurdish press as part of the KCK operations in the early 2010s," he said.

The KCK, or Kurdistan Communities Union, is a political group aligned with the Kurdistan Workers Party, or PKK, a militant group that Turkey and the United States have designated as a terrorist organization.



Riot police officers block the way as journalists try to report on a protest, in Istanbul, Turkey, Oct. 26, 2022.

The new arrests in Turkey this year involve journalists working for or associated with Kurdish media, CPJ data shows. In many cases, Ögret said, the journalists are still waiting for indictments in their cases.

The media freedom advocate said he traveled recently to Diyarbakır, where more than a dozen journalists were arrested in June. He said that media in the city fear more harassment and investigations will come as Turkey prepares for elections.

Parliamentary and presidential elections are scheduled for June 2023.

Kurdish media in Turkey often face accusations of supporting or promoting terrorism related to the PKK.

But Veysel Ok, co-director of the Turkish legal nonprofit, the Media and Law Studies Association (MLSA), told VOA earlier this year that police often fail to recognize Kurdish media.

"The problem here is the identification of Kurdish and Kurdish journalism with terrorism," he said.

Turkey's embassy in Washington did not immediately respond to VOA's request for comment.

David Phillips, director of Columbia University's Peace-Building and Human Rights Program, said that media freedom is "suffering" in an increasingly authoritarian Turkey.

"The freedom of press is seized by the government in Turkey and this way the freedom of press of the other media outlets are blocked," said Phillips, who served as a senior adviser to the U.S. Department of State under Presidents Bill Clinton, George W. Bush and Barack Obama.

Phillips and other analysts have cited how Turkey's Radio and Television Supreme Council, known as RTUK, has revoked licenses and the country's press advertising agency has withdrawn ad revenue from critical media.

In June, RTUK blocked VOA's Turkish-language content and the German news agency DW's websites after the public broadcasters declined to apply for licenses as requested by the regulator.

The regulator has previously dis-

missed claims that its actions are aimed at censoring critical outlets.

RTUK's chair has said on social media that the regulator "protects the rights of legal broadcasters against illegal broadcasters in our country."

Phillips said that some of Turkey's laws are used against media and opposition voices, including terrorism laws and those against insulting "Turkishness" or the president.

The expert believes that a disinformation law approved by parliament in October is "designed to restrict freedom of expression in Turkey."

Ögret agreed that the new law is troubling, saying, "It stands as a tool that can be used against the whole society."

A court Wednesday ordered the arrest of journalist Sinan Ayyül, in the Kurdish-majority Bitlis province, for allegedly spreading disinformation, over comments he posted and later retracted on Twitter.

It is the first time the law has been cited in a case.

The Reuters news agency reported that Ayyül later posted about the incident, saying that after he made the comments public, a local governor told him the story was untrue.

Ayyül, who is chair of the Bitlis Journalists Association, apologized for writing on Twitter without confirming the story with authorities.

Noting that Ayyül had deleted his post and apologized, Progressive

Journalists Association chair Can Gülerüzlü said, "No one can be arbitrarily arrested, especially someone who corrected himself."

"The Constitutional Court should immediately annul the said legal regulation in order to prevent it

from turning into a source of new disproportionate penalties," Gülerüzlü said.

Turkey's record on media freedom and human rights came under scrutiny when a delegation of 11 international media and

human rights groups visited the country in October.

"Following their visits to Turkey, these organizations raised concerns about the ongoing arrests and investigations of journalists, as well as concerns about the

safety of journalists and the independence of the judiciary," Phillips said.

Pinar Kızılcıcalı contributed to this report, which originated in VOA's Turkish service. Some information is from Reuters.



par Huseyin Hayatsever
et Ali Kucukgocmen
15/12/2022

Turquie : Un journaliste arrêté dans le cadre d'une nouvelle loi sur la désinformation

ANKARA (Reuters) - La justice turque s'est appuyée pour la première fois sur une nouvelle loi condamnant la "désinformation" pour ordonner l'arrestation d'un journaliste, a déclaré jeudi l'avocat de ce dernier.

Le Parlement turc, dominé par l'AKP, le parti du président Recep Tayyip Erdogan, et ses alliés nationalistes du MHP, a adopté en octobre cette loi prévoyant jusqu'à trois ans de prison en cas de diffusion d'information fautive ou trompeuse. Les détracteurs de ce texte dénoncent une menace contre la liberté d'expression et soupçonnent le pouvoir de vouloir ainsi étouffer toute contestation.

Sinan Aygul, journaliste dans la province à majorité kurde de Bitlis, dans le sud-est de la Turquie, a été arrêté mercredi matin après avoir écrit sur Twitter qu'une jeune fille de 14 ans aurait été victime d'agression sexuelle de la part de plusieurs hommes, dont des policiers et



Des députés assistent à la réouverture du parlement turc après les vacances d'été à Ankara, en Turquie. /Photo prise le 1er octobre 2018. REUTERS/Umit Bektas. UMIT BEKTAS

des militaires. Il a par la suite retiré sa publication.

Dans une série de tweets, Sinan Aygul a rapporté que le gouverneur local lui avait affirmé que ce récit était faux.

Sinan Aygul, président de l'Association des journalistes de Bitlis, a ensuite présenté ses

excuses pour avoir diffusé ce récit sans en avoir vérifié la véracité au préalable avec les autorités.

Un tribunal local a ordonné mercredi l'arrestation du journaliste dans l'attente de son procès en jugeant que ses actions auraient pu semer la peur et la panique au sein de la po-

pulation et troubler la paix dans le pays en raison de sa popularité, montre un document judiciaire.

Dans une déclaration à la cour, Sinan Aygul a dit avoir corrigé son erreur après des contacts avec les autorités, supprimé son tweet initial et ne pas avoir eu l'intention d'enfreindre la loi.

Son avocat, Diyar Orak, a déclaré que cette détention était illégale.

"L'application de cette loi (...) qui a été utilisée pour la première fois à notre connaissance, en étant interprétée de cette manière par l'appareil judiciaire, éveille en nous l'inquiétude que des enquêtes et des arrestations similaires se multiplient à l'avenir", a-t-il dit à Reuters.

(Reportage Huseyin Hayatsever et Ali Kucukgocmen, version française Bertrand Boucey, édité par Blandine Hénauld)

En Iran, des exécutions publiques pour terroriser les manifestants et mater la révolte

Deux hommes ont été pendus, onze personnes sont dans le couloir de la mort ; les manifestations ont cessé.

Ces jours-ci, nombre d'Iraniens se réveillent, effrayés, pour vérifier si de nouvelles exécutions ont eu lieu. En Iran, elles sont organisées lors de la prière du matin, un peu avant la levée du soleil. Aux premières heures du jour, Mohsen Shekari et Majidreza Rahnavard, âgés de 23 ans, ont été pendus, respectivement le 8 et le 12 décembre. Ils faisaient partie des milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues du pays après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, à l'issue de sa garde à vue pour son voile jugé « *mal porté* ».

Le premier a été exécuté dans la prison de Gohardacht, à 30 kilomètres de Téhéran, à l'abri des regards. Majidreza Rahnavard, lui, a été tué sur une place publique dans sa ville natale, Mashhad, dans l'est du pays. Aucune communication officielle n'a annoncé son exécution, et il semble que la population locale n'ait pas été informée. Pourtant, selon les photos publiées par les agences officielles iraniennes, plusieurs dizaines de personnes étaient présentes lors de la pendaison.

On y voit des femmes portant le tchador, le vêtement qui couvre tout le corps, tenue des femmes les plus religieuses et fidèles au régime. Tous les visages sont floutés. Compte tenu de l'heure très matinale de la pendaison, il semble que les autorités locales aient invité, par le biais de leurs réseaux, les partisans de la République islamique d'Iran à se déplacer pour assister à la pendaison. Sur l'un des clichés, le corps inanimé de Ma-



Majidreza Rahnavard, âgé de 23 ans, a été pendu en public, le 12 décembre 2022, à Mashhad (dans l'est du pays), sa ville natale. - / AFP

jidreza Rahnavard est accroché à un poteau, ses yeux bandés.

Lire aussi : En Iran, un premier manifestant de 23 ans exécuté, des dizaines d'autres condamnés risquent la mort

Mauvais traitements

Aucun des deux hommes,

condamnés pour « inimitié à l'égard de Dieu », n'a eu accès à l'avocat de son choix. Mohsen Shekari a été tué dix-huit jours après sa condamnation en première instance alors que, selon le code pénal iranien, les condamnés disposent de vingt jours pour faire appel. Majidreza Rahnavard, lui, a été exécuté sept jours avant la fin de ce délai. Quelques heures



Majidreza Rahnavard, âgé de 23 ans, pendant son procès, le 29 novembre 2022. Il a été pendu sur une place publique à Mashhad (dans l'est du pays), sa ville natale, le 12 décembre 2022. MIZAN NEWS AGENCY

après les pendaisons, la télévision nationale a diffusé les aveux des deux hommes pour justifier la sévérité du pouvoir judiciaire. Mohsen Shekari est apparu, face caméra : sa joue droite portait les traces d'une blessure, preuve pour certains Iraniens que l'homme a été torturé et que les autorités ne cherchent plus à dissimuler les mauvais traitements qu'elles réservent aux prisonniers. Majidreza Rahnavard a, lui, été filmé les yeux bandés et son bras gauche plâtré, alors qu'il confessait avoir tué deux membres des *bassidji*, les milices paramilitaires attachées aux gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays). Selon les organisations des droits humains et des anciens prisonniers politiques, la République islamique d'Iran a régulièrement recours à la torture pour obtenir des aveux de la part des détenus.

Lire aussi : « En Iran, le pouvoir des gardiens de la révolution transforme progressivement le pays en une dictature militaire »

Depuis le début du soulèvement, au moins 485 civils ont été tués, rapporte l'organisation non gouvernementale Human Rights Activists News Agency (HRANA). Selon la même source, plus de 18 000 personnes ont été arrêtées, dont des centaines d'enfants de moins de 18 ans. Parmi les forces de l'ordre, 67 personnes ont été tuées, estime le chercheur de l'Arab Gulf States Institute Ali Alfoneh.

Mohsen Shekari et Majidreza Rahnavard ont été enterrés à l'insu de leurs familles. Ces

dernières n'avaient pas été informées de la confirmation de la peine capitale pour leurs enfants. Il a été reproché aux deux hommes d'avoir pris « *les armes avec l'intention d'enlever la vie, les biens ou l'honneur de personnes afin de susciter la peur ou créer un climat d'insécurité* ». Ce chef d'accusation, particulièrement vague, permet aux juges de prononcer des peines très lourdes. Lors des procès de Mohsen Shekari et de Majidreza Rahnavard, aucun élément n'a été dévoilé pour étayer cette accusation. Depuis leur pendaison, des avocats, des spécialistes du droit et des membres du clergé, y compris à l'intérieur du pays, émettent des doutes quant au caractère équitable du procès des deux Iraniens et de la sentence prononcée contre eux.

Emoi parmi la population

Ces exécutions ont suscité l'émoi parmi les Iraniens installés à l'étranger, mais aussi à l'intérieur du pays. Depuis, le nom et la photo d'autres manifestants risquant la pendaison circulent sur les réseaux sociaux. Selon des groupes de défense des droits humains, les tribunaux révolutionnaires de première instance ont d'ores et déjà prononcé au moins 11 autres condamnations à mort liées à des manifestations. Ceux qui attendent dans les couloirs de la mort s'appellent, entre autres, Mohammad Ghobadlou, Saman (Yasin) Seidi et Sahand Nour Mohammadzadeh.

Lire aussi la tribune : [Mort de Mahsa Amini en Iran : « Nous, Français d'origine iranienne, exhortons la France à se placer du bon côté de l'histoire »](#)

Ce dernier, âgé de 26 ans, a été arrêté lors d'une manifestation à Téhéran en octobre. Début décembre, il a été condamné à mort pour avoir incendié une poubelle et avoir déplacé une glissière de sécurité. Dans un enregistrement, sorti de la prison de Fashafouyeh – située dans le sud de Téhéran, où le jeune homme

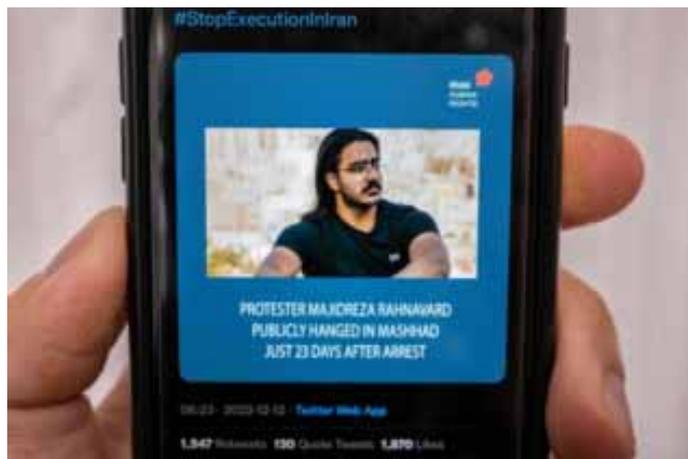


Mohsen Shekari, âgé de 23 ans, pendu le 8 décembre 2022, a été filmé en faisant des aveux contre lui-même. Sur l'une des scènes de cette vidéo, diffusée à la télévision nationale quelques heures après sa pendaison, sa joue droite porte les traces d'une blessure qui peut être due à des mauvais traitements pendant sa détention. TASNIM NEWS AGENCY

est détenu –, il rejette le chef d'accusation retenu contre lui, soit « inimitié à l'égard de Dieu ». Il explique avoir été obligé de se déclarer coupable, à cause des pressions qu'il subit depuis sa détention.

Sahand Nour Mohammadzadeh est loin d'être un cas isolé. Dans les prochains jours, et alors que les manifestations de rue se sont pour le moment arrêtées, les tribunaux révolutionnaires devraient juger au moins 37 personnes, dont quatre enfants, pour des accusations pouvant entraîner la peine de mort. Outre « l'inimitié à l'égard de Dieu », deux autres charges sont réguliè-

« *Ce qui est nouveau en Iran depuis le 16 septembre c'est l'utilisation très répandue des charges comme "inimitié à l'égard de Dieu" pour des actes comme celui de barrer les routes ou d'incendier les bâtiments, alors que, par le passé, elles ont été utilisées pour des crimes capitaux comme l'assassinat*, explique la chercheuse spécialiste de l'Iran à Human Rights Watch (HRW) [Tara Sepehri Far](#). *La précipitation systématique que nous observons dans le déroulement des procès et dans l'application des pendaisons ainsi que la sévérité des condamnations de manière générale révèlent la volonté de la justice*



Tweet sur l'exécution annoncée par les autorités iraniennes de Majidreza Rahnavard, diffusée par l'agence de presse judiciaire iranienne Mizan Online. Le 12 décembre 2022. - / AFP

ment retenues contre les manifestants : « la corruption sur terre » (« *Ifsad fil arz* ») et « la rébellion armée » (« *Baghi* ») contre la République islamique d'Iran.

iranienne de susciter la terreur dans le pays après les manifestations. »

Selon les informations avancées par la justice iranienne, à Téhé-

ran seulement, 160 citoyens ont été condamnés à de lourdes peines de prison, allant de cinq ans à dix ans, et 240 à une peine de prison de deux ans à cinq ans. Aucun chiffre n'a encore été donné pour tout le pays.

Cinq minutes de procès

Samira (un pseudonyme utilisé pour protéger l'intéressée des représailles), arrêtée en octobre pour avoir manifesté, a été condamnée en première instance à six ans d'emprisonnement, ainsi qu'à deux ans d'interdiction de quitter le territoire iranien et d'utiliser les réseaux sociaux. Les chefs d'accusation retenus contre cette Iranienne d'une trentaine d'années : « rassemblements en vue de déstabiliser le pays » et « propagande » contre le régime.

Son procès, qui s'est tenu début décembre à Téhéran, n'a duré que cinq minutes. « *Ils n'ont même pas laissé entrer mon avocat*, explique la jeune femme qui a passé presque deux mois en prison, avant d'être remise en liberté sous caution. *Je n'ai pas eu non plus la possibilité de me défendre devant le juge.* » Sa condamnation est tombée deux jours après sa première et unique comparution devant le juge. Samira envisage de faire appel, sans grand espoir. « *Je suis toujours sous le choc* », glisse-t-elle.

Lire la chronique : [« A chaque contestation, la République islamique d'Iran n'a qu'une réponse : elle tue »](#)

Les avocats indépendants qui acceptent de représenter les Iraniens accusés des charges politiques risquent, eux aussi, l'emprisonnement. Depuis le 16 septembre, au moins 39 d'entre eux ont été arrêtés. La dernière interpellation en date, le 14 décembre, concerne Mohammad Ali Kamfirouzi. L'homme représente de nombreux détenus politiques, notamment les deux journalistes iraniennes, Niloufar Hamedei et Elaheh Mohammadi, qui avaient joué un rôle important dans la médiatisation de la mort de Mahsa Amini.

Entretien :

Pour les Kurdes d'Iran, « le cri pour la démocratie est aussi un cri d'émancipation »

Asso Hassan Zadeh, figure politique du Kurdistan iranien, estime que la révolte de la société iranienne provoquée par le décès de Mahsa Amini est une lame de fond. Pour lui, non seulement la population kurde d'Iran rejette le régime mais aussi poursuit sa quête historique de liberté.

Le décès de Jina (Mahsa) Amini, jeune femme kurde de 22 ans, le 16 septembre 2022 dans les locaux de la police des mœurs à Téhéran a déclenché dans tout l'Iran des mouvements de protestation. Après avoir exprimé le refus des contraintes que font peser les mollahs sur la société iranienne et, singulièrement, sur les femmes, ces mouvements se sont transformés en une remise en cause du régime. Nous avons demandé à Asso Hassan Zadeh, ancien vice-secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), figure toujours active de ce parti, de nous exposer son point de vue sur la situation et, singulièrement sur le positionnement des Kurdes dans ce conflit, entre le pouvoir des ayatollahs et les peuples d'Iran.

Jean Michel Morel. — *Comment appréciez-vous l'éventuelle suppression de la police des mœurs? Est-ce une tentative pour le régime de fractionner le mouvement entre ceux qui pourraient se contenter de cette mesure et ceux pour qui l'objectif est la fin du pouvoir islamique?*

Asso Hassan Zadeh. — La suppression de la police des mœurs n'a jamais été en tant que telle une demande des manifestants. Il est vrai que la mort de Jina (Mahsa) Amini sous les coups de la « police de moralité » à Téhéran et, plus généralement, la situation des femmes ont constitué l'élément déclencheur du mouve-



Manifestation de Kurdes irakiens et iraniens à la suite de la mort de Mahsa Amin, devant les bureaux de l'ONU à Erbil, le 24 septembre 2022 / Safin Ahmed/AFP

ment. Mais ni au début ni surtout maintenant, l'enjeu principal n'a été uniquement les restrictions imposées aux femmes. Si l'on considère l'ampleur du mouvement, la diversité de sa base sociale et la virulence des slogans et des demandes exprimées, il s'agit là du combat de la population tout entière pour l'ensemble de ses droits humains et de ses libertés fondamentales. Ce qui après quasiment 44 ans de despotisme d'un régime répressif et corrompu ne peut passer que par la fin de celui-ci.

Pour autant, l'annonce d'une telle mesure est en soi une pe-

tite victoire pour le mouvement, car c'est la première fois que le pouvoir se dit prêt à reculer sur un point qui, symboliquement et idéologiquement, lui est cher. Mais cela ne changera rien à la détermination des peuples d'Iran, d'autant que des déclarations contradictoires ont été entendues de la part de responsables du régime quant à la portée réelle de cette même mesure. Les gens ne croient plus à ce genre de tactique, surtout que, dans le même temps, la répression s'intensifie.

J. M. M. — *L'appel à une grève générale — qui s'est conclue*

mercredi 7 décembre 2022 par la Journée nationale des étudiants — témoigne-t-elle d'un changement important dans le rapport de force entre le régime et le mouvement de protestation? Est-on en train de passer d'une révolte aux prémices d'une révolution?

A. H. Z. — Oui, tout à fait. Cette grève qui a eu lieu dans plus de cinquante villes en est la parfaite illustration. Il y a encore une dizaine de jours et malgré l'unité qui s'est déjà formée, un appel à la grève générale en Iran en solidarité avec le Kurdistan n'a pas reçu l'écho que nous espérions. Mais cette-

fois ci, la grève générale a été un succès. Pour la première fois, on a vu des manifestants s'emparer de la place de la Liberté (Maydan-e-Azadi) à Téhéran, lieu hautement symbolique des changements révolutionnaires. Les Iraniens continuent d'exprimer leur volonté de toutes les manières possibles. Il peut y avoir des hauts et des bas, le mouvement peut encore souffrir de certaines limites, en particulier le manque d'une plate-forme politique alternative qui, à l'intérieur de l'Iran comme dans l'opposition à l'étranger, pourrait rassembler l'ensemble des forces favorables au changement. Mais une chose est sûre : le mouvement continuera. Cela étant, le pouvoir théocratique n'a pas encore sorti tous les serpents de sa manche et il a toujours les moyens d'une répression encore plus sévère.

J. M. M. — *Dans ce contexte, quel poids ont les prises de position critiques de certains clercs du régime comme Ali Larijani, l'ancien président du parlement, le réformiste Assadollah Bayat-Zanjani ou l'ayatollah Javad Alavi-Boroujerdi rejoint plus récemment par des enfants de la nomenclature comme Fahezi Hashemi, la fille de Rafsandjani, ou Fariden Moradkhani, la nièce d'Ali Khamenei?*

A. H. Z. — Du point de vue des Iraniens épris de liberté et de changement, ces déclarations ne changeront rien. Tout au long du règne de ce régime, on a déjà vu et entendu des déclarations ou des manœuvres de ce type de la part de responsables (tous camps confondus). Ce qui a fait croire à d'aucuns, notamment dans les chancelleries occidentales, que le régime pourrait entendre la voix du peuple et se réformer. Rien de tel ne s'est jamais produit. Néanmoins de telles déclarations illustrent que les divergences internes au régime s'accroissent et qu'à terme, elles pourraient conduire à des déflections plus importantes. C'est évidemment une bonne chose, car cela permettrait de raccour-

cir d'autant le chemin qui mène au changement et d'en réduire le coût en vies humaines.

J. M. M. — *Le Kurdistan iranien (avec le Sistan et Baloutchistan) a fait l'objet d'une répression particulièrement violente de la part des Gardiens de la révolution islamique. Cette région, dont le développement a été délaissé par le pouvoir, s'est soulevée à plusieurs reprises, exigeant son autonomie. Pouvez-vous définir les grands principes et les contours de celle-ci? L'opportunité est-elle venue de remettre en avant cette revendication?*

A. H. Z. — Depuis la création du PDKI, au sortir de la première guerre mondiale, et la fondation par lui de la République à Mahabad, les principaux partis politiques kurdes, tout en considérant le Kurdistan iranien comme partie intégrante d'une seule et même nation kurde avec le droit de disposer d'elle-même, ont souhaité parvenir à une solution politique dans le cadre d'un Iran démocratique. Que la formule soit l'autonomie (comme ils le demandaient par le passé) ou le fédéralisme (comme ils le demandent aujourd'hui), l'essence de leurs revendications politiques reste identique : les Kurdes d'Iran, tout en participant à la gestion démocratique de l'ensemble du pays doivent pouvoir se gouverner eux-mêmes, en respectant les droits des minorités vivant sur leur territoire historique.

Le mouvement actuel est parti du Kurdistan. Les Kurdes d'Iran sont l'avant-garde du mouvement, inspirant par leurs objectifs (démocratie, égalité hommes-femmes, laïcité) et leur niveau d'organisation l'ensemble des Iraniens (même si la vision de la majorité de l'opposition iranienne quant à l'avenir de l'Iran est encore très loin de la nôtre). Mais l'heure n'est ni aux divisions ni aux polémiques. Notre priorité est de sauvegarder et d'approfondir l'unité sans précédent de l'ensemble des Iraniens. Mais l'unité ne signifie pas la sup-

pression de la diversité. Nous ne voulons plus d'une énième tentative de construction d'une identité « nationale » iranienne au détriment de l'identité distincte des différentes composantes de la société (où aucun groupe ethnique n'est majoritaire). Le pluralisme démocratique doit passer par la reconnaissance du pluralisme ethnico-culturel. Donc, effectivement, tout en s'inscrivant dans le mouvement général pour le changement, les Kurdes veulent utiliser cette occasion pour réaffirmer leur demande identitaire. Lors des manifestations et des funérailles de ses martyres, la population kurde ne réitère pas seulement son rejet du régime, mais met aussi en avant ses particularités et sa quête historique de liberté. Son cri pour la démocratie en Iran est d'abord un cri d'émancipation du peuple kurde. Et souvent, ce cri se formule de manière encore plus radicale que le discours politique des partis politiques kurdes puisqu'il est question d'en terminer avec l'occupation et le colonialisme.

J. M. M. — *Comment des partis kurdes comme le PDKI et le Komala (récemment unifiés) dont les cadres et bon nombre de militants sont réfugiés au Kurdistan irakien peuvent-ils contribuer à la lutte contre les mollahs? Malgré leur interdiction, ont-ils des adhérents en Iran?*

A. H. Z. — Afin de briser l'unité des Iraniens et de détourner l'attention de l'opinion publique, dans les dernières semaines, les Gardiens de la révolution islamique ont lancé plusieurs séries d'attaques avec des missiles et des drones sur des bases des partis politiques kurdes iraniens au Kurdistan irakien. Les *pasdaran*¹ envisagent même de faire des incursions militaires au Kurdistan irakien. Pourtant, les partis kurdes iraniens n'ont pas envoyé de *peshmergas*² à l'intérieur de l'Iran, ni fourni d'armes aux manifestants. Le fait que ceux-ci se fassent tuer sans pouvoir se défendre démontre bien que ces accusations ne sont pas fondées. La priorité

des partis kurdes iraniens est de permettre au mouvement de protestation de la population kurde de continuer tout en étant coordonné avec celle de tout l'Iran. Les attaques contre les bases des partis kurdes iraniens au Kurdistan irakien confirment leur ancrage et leur capacité de mobilisation au sein de la population. Bien qu'interdits en Iran, ces partis ont des centaines de milliers de membres et de sympathisants à l'intérieur du pays. À chaque fois que le Centre de coopération des partis politiques du Kurdistan d'Iran³ a demandé à la population d'observer une grève générale ; l'appel a été massivement suivi par la population.

J. M. M. — *Il semblerait que de jeunes Kurdes iraniens prennent le chemin du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) pour rejoindre les maquis du PDKI. Ce parti les encourage-t-il bien que des camps comme ceux de Jejnikan et Zarguiz ainsi que la ville de Koyseinjaq (Koya, en kurde) aient fait l'objet d'intenses et meurtriers bombardements par l'aviation iranienne? De plus, ne craignez-vous pas un retournement de situation de la part des autorités du GRK — ou du moins de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dont les liens avec l'Iran sont avérés — qui mettrait en grande difficulté les partis kurdes qui y sont exilés?*

A. H. Z. — Le droit, voire le devoir élémentaire d'un mouvement d'opposition est de sensibiliser la population — notamment les jeunes générations — à sa cause et de les mobiliser par des moyens légitimes autour de son projet politique. Pour les jeunes Kurdes iraniens, traverser la frontière pour rejoindre les partis politiques kurdes iraniens basés au Kurdistan d'Irak est un phénomène spontané qui n'est pas nouveau. Il est vrai le régime iranien a redoublé d'efforts auprès des autorités irakiennes, à Bagdad comme à Erbil et à Souleymanieh pour limiter encore plus la marge de manœuvre des partis kurdes iraniens. Pourtant, depuis deux décennies et demie,

l'opposition kurde iranienne s'est abstenue de conduire, depuis le territoire kurde irakien, une quelconque activité militaire contre le régime iranien et elle a toujours veillé à ne pas fournir de prétexte à celui-ci pour compromettre la souveraineté irakienne et la stabilité du GRK. Au fond, ce que redoute le régime iranien, ce n'est pas en premier lieu le potentiel armé de l'opposition kurde, mais tout simplement sa parole politique. Or, avec les moyens de communication d'aujourd'hui, ils ne parviendront jamais à la faire taire.

J. M. M.— *On a évoqué un renforcement de la présence militaire iranienne le long de la frontière irano-kurde irakienne.*

A. H. Z. — Le régime iranien est effectivement susceptible de déclencher une opération militaire au Kurdistan irakien à l'encontre des partis kurdes. Si cela se produisait, logiquement les peshmergas du GRK devraient défendre leur territoire contre toute agression extérieure. Mais ce que les autorités kurdes irakiennes pourraient et devraient d'abord faire, c'est utiliser des moyens politiques et diplomatiques afin d'empêcher le régime iranien de commettre l'irréparable. Quant aux partis kurdes iraniens, je ne suis pas en position de prédire ni de révéler leur réaction en cas d'attaque terrestre contre leurs bases au Kurdistan irakien. Tout ce que je peux dire, c'est que la position de principe du PDKI qui consiste à ne pas reprendre la lutte armée et d'aider le mouvement populaire à l'intérieur de l'Iran reste toujours valable.

J. M. M.— *Le mouvement commencé au cri de «Femme, Vie, Liberté» (Jin, Jiyan, Azadî en kurde) a rapidement débouché sur une remise en cause du régime, mais n'a pas de leader, pas de programme alternatif. Le PDKI envisage-t-il de proposer une plateforme programmatique qui participerait d'un processus de sortie politique du mouvement?*

A. H. Z. — Le temps où les peuples avaient besoin d'un leader charismatique pour mener à terme leur marche révolutionnaire est révolu. C'est d'ailleurs mieux ainsi quand on connaît l'usage qu'ont fait beaucoup de leaders charismatiques de notre région de leur capital politique prérévolutionnaire. En revanche, nous avons besoin d'un minimum de cadre politique et d'une feuille de route afin d'orienter toutes les forces du changement vers une issue commune. Mais les partis politiques kurdes d'Iran ne cautionneront pas un changement politique qui ne prendrait pas en compte l'existence, la vision et l'intérêt des nationalités opprimées, en particulier les Kurdes.

J. M. M.— *Que pensez-vous de la réaction internationale envers la situation en Iran?*

A. H. Z. — L'ingérence du régime iranien dans les autres pays et ses manœuvres déstabilisatrices dans la région et ailleurs ont toujours été perçues par ce régime comme un moyen d'assurer sa propre survie. Durant des décennies, la communauté internationale, notamment l'Occident, a ramené son appréhension de l'Iran aux seules questions sécuritaires,

notamment le dossier nucléaire, sans prendre en compte ce qui se passe à l'intérieur du pays et ce que veut la population iranienne. Aujourd'hui, on assiste à un élan de solidarité internationale jamais constaté auparavant. C'est la preuve que la République islamique pose problème à l'ensemble du monde et que les valeurs pour lesquelles Iraniennes et Iraniens se battent sont celles-là même qui comptent pour l'avenir de tous.

Cette solidarité internationale, jusqu'à maintenant, est le fait de la société civile ou des parlements. Les gouvernements étrangers, notamment en Europe et aux États-Unis, ont commencé à prendre des mesures concrètes contre le régime. Mais, tant sous l'angle des valeurs que de l'intérêt à long terme de ces pays, nous attendons bien plus de leurs gouvernements (notamment de celui de la France) pour isoler le régime et pour soutenir les peuples d'Iran. Au-delà des sanctions qui n'ont jamais fait tomber aucune dictature, il y a toute une panoplie de mesures à la disposition des États comme isoler complètement le régime des mollahs sur le plan diplomatique et commencer à traiter directement avec les vrais représentants des Iraniens, notamment les forces laïques et démocratiques, dont les partis kurdes. Pourquoi est-ce que pour l'Afghanistan des talibans ou la Syrie de Bachar Al-Assad la rupture des relations et l'acceptation des forces de l'opposition comme interlocuteurs ont été possibles, et que dans le cas de l'Iran cela ne le serait pas ? L'adoption de telles mesures n'est pas plus risquée

que de permettre au statu quo de continuer.

Les partis kurdes iraniens

— Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) créé en 1945 – Komala, organisation révolutionnaire des ouvriers du Kurdistan d'Iran, fondé en 1969 Le PDKI et le Komala ont tous deux connu des scissions aux début et milieu des années 2000. Depuis quelques mois, les factions respectives de chacun de ces deux partis se sont réunifiées : Komala ; organisation kurde du Parti communiste d'Iran, créé en 1983 ; Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), fondé en 2004, proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) turc ; Parti de la Liberté du Kurdistan (PAK), créé en 2003 ; Khabat (Organisation de la lutte du peuple du Kurdistan), fondé en 1981, parti islamique modéré proche des Moudjahidines du peuple.

¹*Abréviation pour Corps des Gardiens de la Révolution.*

²*Littéralement « ceux qui affrontent la mort », les combattants des forces armées du Kurdistan irakien.*

³*Structure de coordination et d'action commune de l'opposition kurde en Iran. Créé en 2017, il était composé à l'origine de cinq partis membres : les deux ailes du PDKI et du Komala ainsi que le Khabat. Celui-ci ayant quitté le Centre et avec les réunifications intervenues cette année, il ne compte plus que le PDKI et le Komala. Des discussions sont en cours pour l'élargir.*



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

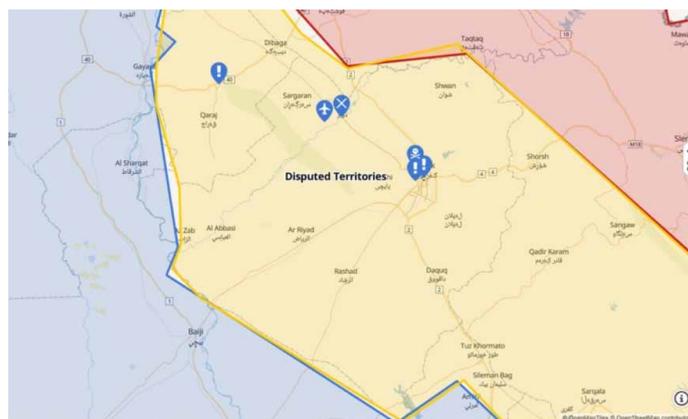
Kirkuk Minute December 16, 2022

Kirkuk

On December 14, the Iraqi National service raided the house of a Kurdish man named Abdul Qadir Sabah in the Shoraw neighborhood and arrested him. After hours of arrest, the security agency notified Sabah's family to take his corpse back from the hospital. His death sparked a strong public reaction. The Iraqi National Security Service claimed that after the arrest, Sabah's "health deteriorated on the way, and he was taken to hospital where he died." Sabah was arrested on a complaint by an unknown person for comments on social media. After pressure from the Kurdish parties, the Interior Ministry formed an inquiry committee into the incident. On December 11, the same security agency arrested a Kurdish reporter of Wesha News Agency named Mohammed Wahab. He was charged with "defamation," and after being in jail for three days, he was released on bail.

Last week, five protests took place in Kirkuk, primarily by contracted employees demanding permanent hiring by the federal government. On December 11 and 15, contracted teachers and education lecturers demonstrated against the decision to deprive them of permanent employment. According to the demonstrators, the Kirkuk administration denied them to get hired in permanent positions from the education ministry's new vacancies. Likewise, on December 13, contracted teachers and employees at Kirkuk University demonstrated, demanding permanent employment. According to the protesters, they have been deprived of all employee rights and privileges for eight years. On the second day of their demonstration, due to the lack of response from the university pre-

sidency, protestors set up tents and declared a general strike until their demands were implemented. Moreover, on December 14, contract employees of the Kirkuk municipality held a demonstration demanding the payment of their salaries, which have not been paid for six months. Lastly, On December 12, grocers in Khan Khurma market in Kirkuk demonstrated against an attempt by security forces to evacuate the market. The grocery stands' owners accused the security forces of preventing them from entry to the market, obligating them to



move to a new location which they have to pay to use the market.

On December 14, several Arab settlers attempted to occupy 750 dunams (185 acres) of Kurdish lands in Mama and Alagheri villages in the Dibis district. In response, Kurdish farmers confront them. According to Kurdish farmers, the settlers had a court document to occupy the land. A similar attack occurred two weeks ago in the Daquq district, leading to a Kurdish farmer's injury. Hundreds of thousands of agricultural lands owned by Kurds have been given to Arabs under the former Iraqi regime. The issue remains unresolved by the current Iraqi government despite constitutional articles calling for the normalization of the demo-

graphically changed areas.

On December 11, the Turkish-backed Turkmen Front issued a press release demanding the post of Kirkuk police commander. The Iraqi Interior Ministry has appointed two Arab officers as deputy and assistant police commanders in Kirkuk, while a Kurd is the commander of the police forces. The Turkmen Front has accused the Iraqi Interior Ministry of neglecting the Turkmen community, saying the appointments in Kirkuk are contrary to the national balance and the Iraqi constitution, which

specifies employment and positions only for the community. However, the Turkmen Front demanded to be given the only senior position Kurds have in the city—the police chief. The Kurds lost hundreds of senior security and administrative posts to Arabs and Turkmen since October 16, 2017.

On December 14, Iraqi warplanes struck areas behind the Tanak neighborhood in the Dibis district, which is considered a hideout of terrorists. According to the Security Media Cell, two terrorists were killed in the bombing. In the city, on December 13, the Drug Enforcement Police arrested a drug trafficking group consisting of five people. According to a police statement, the gang was responsible for trafficking crystal meth, one of

the most dangerous drugs poured into Iraq from Iran.

Khanaqin

Diyala's governor has reduced the electricity supply in Khanaqin to four hours a day. Meanwhile, 75 generators that supply electricity to neighborhoods were deprived of diesel because they did not have official licenses. In this context, the Khanaqin district administration called for urgent assistance from the Iraqi government to solve the electricity problem and also described the decisions of the governor of Diyala to punish the residents of the Khanaqin district.

On December 15, the Khanaqin branch of the Turkish-backed Turkmen Front issued a statement calling for withdrawing the Peshmerga forces from the town and handing the entire security authorities to the federal government forces. The Turkmen Front's request comes at a time of a dispute between the commander of Diyala operations and the Peshmerga forces over the number of Peshmerga forces in the region.

Makhmour

The director of the Makhmour Police, Hani Sochi, sent a memorandum to the commander of Nineveh police, accusing a Kurdish man, commander of an anti-ISIS volunteer force, Faisal Sadiq of ties with the terror group. Faisal, a resident of Mount Qara Chokh who has a volunteer force from local villagers to fight ISIS (Da'esh), was also accused of ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK). Though the memorandum by the police director is months old, it was revealed on social media last week, sparking tensions in the area.

En Iran, les étudiants de la prestigieuse université de Sharif aux avant-postes de la révolte

Enquête

Le 2 octobre, dans la foulée d'une manifestation durement réprimée, le campus, d'ordinaire peu politisé, s'est pourtant retrouvé en première ligne du soulèvement anti-régime.

De cet après-midi du dimanche 2 octobre, Sara garde un goût âcre. Celui du gaz lacrymogène. « *Après, j'étais effrayée, angoissée, raconte-t-elle. Je n'arrivais plus à manger ni à dormir. Le bruit des motos dans la rue me rendait nerveuse.* » La jeune femme, âgée de 22 ans, préfère utiliser un prénom d'emprunt. Elle passe par la messagerie sécurisée Signal d'un ami expatrié pour communiquer avec *M* Le magazine du Monde.

Ce jour-là, donc, Sara, étudiante en chimie, rejoint un rassemblement de centaines de camarades, étudiants comme elle à l'université technologique de Sharif, au cœur de Téhéran. En Iran, le dimanche est un jour travaillé comme un autre, mais pas question pour eux d'assister aux cours. Le pays est secoué par un soulèvement populaire depuis le décès, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une jeune iranienne de 22 ans morte après avoir été détenue par la police des mœurs pour « *port inapproprié de vêtements* ». Les manifestations se succèdent et sont souvent violemment réprimées.

Tirs de paintball et gaz lacrymogène

Le 25 septembre, quatre étudiants de Sharif ont été convoqués au ministère du renseignement et arrêtés. « *La direction de l'université avait dit à leur famille et aux amis : "Restez calmes, on vous promet qu'ils seront libres le 1^{er} octobre, au plus tard."* Mais on nous a menti ! », s'indigne Sara.

Au lendemain de cette date et de cette promesse non tenue, et alors que débute à peine le premier semestre à Sharif, les étudiants ont bravé leurs craintes. Rendez-vous a été fixé à 15 heures devant le département de génie informatique, un bâtiment massif de brique ocre. La manifestation commence par un chant : « *Pour la liberté de danser dans la rue/Pour la peur au moment de s'embrasser/Pour ma sœur, ta sœur, nos sœurs/Pour changer les mentalités arriérées* »... Les étudiants entonnent ainsi *Baraye* (« pour », en persan), l'un des hymnes contestataires les plus repris dans le pays depuis plusieurs semaines.



La mathématicienne iranienne Maryam Mirzakhani, passée sur les bancs de l'université de Sharif et première femme lauréate de la médaille Fields, le 13 août 2014, à Séoul. LEE YOUNG HO/POOL/SIPA USA

Sara se souvient de la marche vers le bâtiment Avicenne, avec sa haute tour, centre névralgique du campus. Des slogans scandés : « *Nous sommes tous Mahsa, continuons le combat !* » ; « *Mort au dictateur ! Mort à Khamenei !* » ; « *Si nous ne sommes pas unis, nous serons tués les uns après les autres !* » Elle se souvient aussi des insultes qui ont commencé à fuser en direction des étudiants *bassidji*, de jeunes hommes au service du pouvoir islamique, arrivés une heure et demie après le début du rassemblement. Et, soudain, tout bascule : « *J'ai vu l'un des bassidji passer un coup de téléphone et, au même moment, une dizaine de motos avec des forces de*

l'ordre en civil sont arrivées par l'entrée principale. »

La suite est confuse. La jeune femme raconte les policiers armés massés devant l'université. L'attente interminable des étudiants bloqués dans le campus, avec cette peur qui ronge le ventre. Les échauffourées devant l'établissement, les tirs de paintball, pour marquer certains manifestants, le gaz lacrymogène. « *On ne*

pouvait plus respirer. » Son appel téléphonique à sa famille, pour la rassurer tout de même. Ces professeurs qui tentent de créer une chaîne humaine afin de protéger les étudiants. Et ce traquenard, enfin, avec des jeunes réfugiés dans un parking de l'université puis piégés par les motards.

Quelques secondes de ces moments de panique ont été filmées et relayées sur les réseaux sociaux, mais le déroulé exact des événements de ce 2 octobre reste trouble. Au final, une quarantaine d'arrestations aurait eu lieu, des étudiants, vite relâchés pour la plupart. Une certitude : l'université Sharif est devenue, en quelques heures, l'un des emblèmes de la contestation en Iran. L'incarnation d'une jeune élite farouchement opposée au régime.

« *Les jeunes qui suivaient des études intensives étaient plutôt déconnectés du monde politique. Sharif, ce n'était pas l'université la plus politique.* » *Mazyar Mirrahimi, ancien étudiant*

L'établissement n'avait pas vraiment, jusqu'alors, une réputation rebelle. Il a été fondé au milieu des années 1960, sous le régime du dernier chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi. Ses bâtiments principaux, en brique et aux formes rectangulaires, ont été conçus par l'architecte irano-canadien Hossein Amanat, le même qui a imaginé la tour Azadi (« liberté »), l'un des symboles de la capitale iranienne, à deux kilomètres de là. Souvent décrite comme « le MIT d'Iran » – référence au

Massachusetts Institute of Technology, aux Etats-Unis – ou comparée à Polytechnique, en France, l'université compte quelque 12 000 étudiants, à la réputation de gros bosseurs surdoués.

« *Sharif est l'établissement le plus prestigieux d'Iran, en sciences, technologie, ingénierie et maths. Il représente l'excellence du pays dans les matières scientifiques* », resitue Mohammad Hafezi, un ancien, désormais professeur de physique quantique à l'université du Maryland, aux Etats-Unis. Chaque année, près d'un demi-million d'Iraniens passent un concours national pour espérer intégrer Sharif. Seulement 500 à 800 candidats sont reçus.

Mazyar Mirrahi, un autre ancien du début des années 2000, venu à Polytechnique et resté en France par la suite, estime que, à son époque, « *les jeunes qui suivaient des études intensives étaient plutôt déconnectés du monde politique. Sharif, ce n'était pas l'université la plus politique* ». Son campus est surtout connu pour ses étudiants partis à l'étranger, à l'image de la mathématicienne Maryam Mirzakhani (décédée en 2017), première femme lauréate de la médaille Fields, en 2014.

« *Beaucoup d'entre nous émigrent. C'est un crève-cœur d'imaginer que tu ne reverras peut-être jamais de ta vie tes amis.* » Sara, étudiante

Chaque année, des centaines d'ex-pensionnaires de Sharif posent leurs valises dans les meilleurs campus des Etats-Unis et d'Europe. « *Cette université est l'un des symboles de la fuite des cerveaux* », résume Mohammad Hafezi. « *Pour un Iranien moyen, impossible de quitter l'Iran avec ses ressources propres, poursuit Mazyar Mirrahi. Faire des bonnes études, c'est la possibilité de partir dans de bonnes conditions.* »

Il y a une vingtaine d'années, le département de génie élec-



Le président iranien, Ebrahim Raïssi, s'exprime depuis la tribune d'un amphithéâtre de l'université de Sharif, le 7 décembre 2021, à l'occasion de la Journée de l'étudiant. IRANIAN PRESIDENCY HANDOUT / ANADOLU AGENCY VIA AFP

trique comptait « *environ 120 élèves, se remémore-t-il. Parmi eux, entre trente et quarante ont terminé à Stanford et à Berkeley, et peut-être 80 ou 90 au total sont sortis d'Iran* ». Il n'existe pas de statistiques officielles, mais Mehrdad Shafaraz, président de la Sharif University of Technology Association, installée en Californie, estime que les anciens partis s'exiler à l'étranger représentent une diaspora comprise « *entre 20 000 et 30 000 personnes* ».

Sara le reconnaît : « *Beaucoup d'entre nous émigrent. C'est un crève-cœur d'imaginer que tu ne reverras peut-être jamais de ta vie tes amis. L'émigration n'est pas un choix, c'est souvent obligatoire...* » Mais l'étudiante en chimie voudrait dissiper les malentendus : ses camarades ne se désintéressent pas pour autant de la situation de leur pays. « *Certains pensent que nous ne faisons qu'étudier, que nous sommes unidimensionnels, mais c'est faux. Maintenant, on voit des étudiants qui pourraient émigrer se battre pour leurs droits et leur pays, même si cela a un coût pour eux. Aujourd'hui, les Iraniens montrent qu'ils sont courageux et les étudiants de Sharif ne font pas exception.* »

Après les heurts du 2 octobre, les cours ont cessé pendant plus de deux semaines. Depuis sa réouverture, le campus connaît des soubresauts régu-

liers, parfois filmés et diffusés sur les réseaux sociaux.

Le 23 octobre, des étudiantes ont défié les règles de ségrégation à la cantine, enlevé leur voile et commencé à manger avec des hommes. Les *bassidji* de l'université – ces jeunes soutiens du régime seraient une certaine environ à Sharif – ont tenté de rétablir la séparation dès le lendemain. Puis la cantine a été fermée. Des dizaines d'étudiants, femmes et hommes confondus, ont alors déployé des nappes par terre, et mangé assis sur le sol, dans un grand banquet sans table.

Etudiant en physique, Mohammed Reza (son prénom a été modifié à sa demande) faisait partie de ce pique-nique, comme il avait participé à la journée du 2 octobre. Ce jour-là, comme à presque chaque rassemblement, il a répété leurs slogans : « *Avec ou sans hidjab, nous sommes tous ensemble !* » « *Nous ne voulons pas d'une université militaire !* », « *Nous sommes tous Mahsa Amini, si vous voulez vous battre, battons-nous !* »

Une figure très populaire

Le 8 novembre, dans le gymnase du campus, lors d'un des rares rassemblements autorisés par la direction, des centaines de jeunes ont chanté, les mains levées, *L'Hymne des femmes* du chanteur et activiste Mehdi

Yarrah, critique du pouvoir iranien. Tous ont répété ces paroles : « *Pourquoi voyager ? Reste et reprends ta patrie.* » Ce jour-là, les revendications, plus mesurées, restent centrées autour de la libération des étudiants détenus. Sur l'estrade dressée dans le gymnase, quelques professeurs prennent la parole et apportent leur soutien aux élèves.

Puis vient le tour d'Adel Ferdosipour. Applaudissements nourris. A 48 ans, il est l'un des anciens les plus connus de Sharif et une figure très populaire en Iran, tout comme la légende du football Ali Daei, 109 buts en sélection nationale, aussi passé par l'université.

Adel Ferdosipour, lui, est un commentateur sportif et journaliste, producteur aussi, évincé de la télévision d'Etat en 2019, a priori après des pressions des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays. Prudent, il n'appelle pas ouvertement à la révolte. Mais il regrette que les prisons se remplissent d'étudiants et réclame « *leur libération inconditionnelle* ». « *Ils devraient pouvoir revenir à l'université, sans subir des répercussions à l'avenir. (...) Vous voir tous unis, ici, chanter ces hymnes, la larme à l'œil, c'est très émouvant... J'espère que tout le monde va respecter la femme, la vie, la liberté [trinité du soulèvement populaire].* » Un discours mesuré, trop selon certains étudiants présents, mais qui a beaucoup tourné sur les réseaux sociaux.

« *Les inégalités sociales, de sexe se sont accrues ces derniers temps. Les jeunes voient qu'ils ne peuvent pas avoir d'avenir radieux dans leur propre pays.* » Un ex-étudiant expatrié

Sur le campus de Sharif, les raisons de la colère ne datent pas d'hier. Certes, l'université compte plus d'un quart de femmes parmi ses étudiants et certains départements affichent même la parité – à côté, Polytechnique, en France, ferait presque pâle figure. Mais, une

fois leurs études terminées, les femmes ont très peu de perspectives sur le marché du travail.

Le mélange des étudiants, entre ceux issus des classes aisées et des meilleurs lycées de Téhéran et une minorité venue de régions reculées et plus conservatrices, permet a priori un brassage, en décalage avec la rigidité du régime. « Or les inégalités sociales, de sexe se sont accrues ces derniers temps, estime un ex-étudiant expatrié aux Etats-Unis. Les jeunes voient qu'ils ne peuvent pas avoir d'avenir radieux dans leur propre pays. »

Il y a treize ans, en 2009, la réélection du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadi-néjad avait déjà suscité un mécontentement massif, surnommé « le mouvement vert ». Des manifestations antigouvernementales avaient eu lieu à Sharif, où dix-huit « meneurs » étudiants avaient été arrêtés.

Plus récemment, le campus a connu de nouveaux soubresauts. En novembre 2019, d'abord, la hausse des prix des carburants entraîne une mobilisation nationale, suivie d'une répression violente. Mais c'est surtout un événement tragique, deux mois plus tard, qui va rendre furieux les étudiants. Le 8 janvier 2020, un Boeing 737 de la compagnie Ukraine International Airlines, en partance pour Kiev, s'écrase près de Téhéran, peu après son décollage. A bord, les 176 passagers et membres d'équipage meurent. Parmi les 82 Iraniens tués, une douzaine étaient des (ex-) étudiants de Sharif. Après trois jours de dénégation, les gardiens de la révolution reconnaissent être à l'origine de l'accident. « Une grande tragédie et une erreur impardonnable », regrette alors le président, Hassan Rohani.

Le 13 janvier, une manifestation est organisée à l'université Sharif. Parmi les slogans : « Nos élites quittent le pays, ils [les dirigeants iraniens] les ont fait

exploser. » La tension gagne le campus. « Avant, la plupart des étudiants de Sharif n'étaient pas très politisés, mais l'histoire de l'avion ukrainien a changé la donne, estime Mohamed Reza, qui suit des cours à Sharif depuis 2015. J'en connais beaucoup désormais qui, comme moi, s'intéressent à la politique. »

En avril 2020, c'est l'arrestation de deux jeunes étudiants brillants de Sharif, Ali Younessi et Amir Hossein Moradi, entre autres pour « conspiration et propagande contre le système », qui entraîne l'incompréhension et la colère d'une partie

tionner les « actes illégaux » des manifestants. Fin octobre, l'université a annoncé exclure une vingtaine d'étudiants qui auraient créé « un environnement instable ».

Le président de Sharif, Rasool Jalili, nommé à la tête de l'établissement à l'automne 2021, après y avoir été étudiant puis professeur, se retrouve au centre des critiques. Les étudiants lui reprochent sa proximité avec le pouvoir iranien. Membre depuis 2012 du Conseil suprême du cyberspace, une instance créée pour contenir les « méfaits d'Internet », Jalili a créé deux entreprises placées sous sanction depuis dix ans par le

gardiens de la révolution d'infiltrer les postes de gardiens du campus et de réduire les espaces de liberté au sein de la faculté.

« Il a évincé le rédacteur en chef du journal de l'université pour mettre à la place un bassidj, dénonce-t-elle. Notre journal est devenu leur journal, une tribune pour les bassidji. Ils mentent beaucoup et comme des amateurs. Dernièrement, ils ont écrit que des gardiens du campus avaient fouillé dans les sacs des étudiants et qu'ils avaient trouvé un couteau. Leur seule preuve était la photo d'un couteau ! Personne ne croit à ces articles, même les profs



Le 11 janvier 2020, à Téhéran, des étudiants se recueillent en mémoire des victimes du vol PS752, abattu par les gardiens de la révolution le 8 janvier 2020. MORTEZA NIKOUBAZL/NURPHOTO

du campus. Tous deux sont encore détenus, après leur condamnation définitive, à seize ans de prison, au printemps 2022.

Le président au centre des critiques

Face à la contestation à Sharif, les autorités ont tenté de reprendre la main. Le ministre des sciences, Mohammad Ali Zolfigol, s'est rendu sur le campus dès le soir du 2 octobre, après les heurts. S'il a appelé au calme, il a aussi suscité la colère en déclarant vouloir sanc-

tionner les « actes illégaux » des manifestants. Fin octobre, l'université a annoncé exclure une vingtaine d'étudiants qui auraient créé « un environnement instable ».

Surtout, Rasool Jalili n'a pas condamné l'intrusion de forces armées dans l'université lors de l'après-midi du 2 octobre. Certains étudiants le soupçonnent même d'avoir donné son feu vert à la répression. Sara, avec d'autres camarades de classe, a déjà demandé la démission de Rasool Jalili lors de rassemblements. Elle l'accuse, pêle-mêle, de n'avoir cessé de mentir sur la libération des étudiants, d'avoir permis à des

nous ont dit : « Quelles infos de merde ! » »

Des enseignants partagés

Dans cette ambiance tendue, les enseignants sont partagés. Certains se font discrets. D'autres, plus rares, moins d'une dizaine, affichent leur soutien aux élèves détenus. L'un d'entre eux, Ali Sharifzarchi, travaille à la section des sciences informatiques. Sur son compte Twitter, il rapporte les arrestations d'étudiants en réclamant leur libération immédiate. Le 22 novembre, il a critiqué un projet

de loi au Parlement iranien proposant de condamner les étudiants contestataires à dix ans d'interdiction de quitter leur pays.

« En termes simples, ce plan dit que rester en Iran est une sorte de punition, tout comme être en prison, a-t-il dénoncé. Ensuite, ils se demandent pourquoi l'Iran perd ses capitaux sociaux et humains. » Une prise de position qui n'est pas sans risque. « Après le 2 octobre, certains professeurs se sont mis en grève pendant une semaine, raconte Sara. Ils voulaient manifester le 9 octobre.

Ils ont finalement renoncé, devant la pression externe et, aussi, sûrement, interne. »

Aujourd'hui, Sara ne se préoccupe pas de possibles semestres perdus, brandis comme une menace par la direction de l'université. Elle se réjouit que de plus en plus d'étudiantes refusent désormais de porter le hijab. Mais difficile de prévoir la suite. « Nous vivons une révolution, alors la situation est compliquée et brumeuse, résume Sara. Mon cœur me dit que nous allons gagner, à la fin. Mais quand ? Et à quel prix ? Je n'en sais rien. J'ai

juste ce sentiment : on sait que l'avenir ne sera pas facile, même si on gagne la bataille. »

Le 29 novembre, alors que la Coupe du monde bat son plein au Qatar, une vingtaine d'étudiants a célébré dans les allées du campus la défaite face aux Etats-Unis de la sélection iranienne, ce qui a entraîné son élimination. Elle est perçue comme une « équipe criminelle », bien que ses joueurs ont refusé de chanter l'hymne national, en soutien aux manifestants lors de leur premier match.

Mohamed Reza, lui, admet être « effrayé par la situation » : « Il y a beaucoup de morts en Iran et on se sent en insécurité. » Si de nombreux Iraniens manifestent, il constate que « beaucoup d'autres ne font rien. La plupart des manifestants sont des jeunes, mais beaucoup parmi les plus de 40 ans restent chez eux ». Sur-tout, il craint que la situation actuelle ne renforce une constante de ces dernières décennies : l'exode des étudiants de Sharif vers l'étranger.



Kevin BERGI Corinne LITNY
16/12/2022

Les Exilées : au Kurdistan d'Irak, avec les Iraniennes qui prennent les armesA

Le Kurdistan est désormais le refuge de ces nouveaux exilés. Face à la brutalité du régime, des Iraniens de plus en plus nombreux passent la frontière pour rejoindre les commandos kurdes et faire tomber le régime des mollahs.

Parmi eux, il y a aussi des femmes, bien décidées à en découdre. Pour les rencontrer, il faut traverser les montagnes kurdes et rejoindre un lieu tenu secret à quelques kilomètres seulement de la frontière iranienne.

Au sein du commando expérimenté, Sadia, 18 ans, et Nour, 25 ans, sont nouvelles et se forment au maniement des armes. Toutes deux sont iraniennes. L'une est kurde, l'autre non. Elles sont arrivées il y a deux semaines et sont recherchées par les autorités pour avoir manifesté contre le régime après la mort de Mahsa Amini.

>> À lire aussi : manifestants exécutés en Iran : "Le régime est prêt à tuer et il veut le faire savoir"



Des armes et des poèmes contre la brutalité

En attendant de retourner en Iran, pour se battre pour leur liberté, elles adressent un poème à l'Iran, leur pays :

"Contre cet État tueur. Cet État tueur effrayé par de simples stylos. Cet État tueur qui tire sur notre peuple.

Il essaie de nous arrêter car il a peur que nos voix soient entendues au-delà de ces frontières.

Dans le froid et la pluie, sous le fracas des bombes et des missiles, le soleil s'est pourtant levé et avec lui l'espoir.

C'est pour cet espoir que pendant des années, notre peuple a donné son sang.

Liberté, indépendance, nous te reprendrons à cet État occupé."

D'autres exilés ne prennent pas les armes et résistent en silence pour la liberté...et aussi pour retrouver la paix. Au Kurdistan d'Irak, c'est ce que recherchent des familles iraniennes qui ont quitté leur pays à la hâte, désormais installées dans des habitations de fortune, isolées et au confort sommaire.

En Turquie, l'opposition contrainte à la riposte après la condamnation du maire d'Istanbul, potentiel rival d'Erdogan

Ekrem Imamoglu a été condamné, mercredi, à deux ans et sept mois de prison et inéligibilité pour « insulte » envers les membres du Haut Conseil électoral. Il a annoncé qu'il allait faire appel.

En Turquie l'histoire se répète, et ce n'est pas un hasard. Mercredi 14 décembre, un juge a condamné le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, figure charismatique de l'opposition et rival potentiel du président Recep Tayyip Erdogan, à deux ans et sept mois de prison et à l'inéligibilité à effet immédiat pour « insulte » envers des hauts fonctionnaires de l'Etat.

Un verdict brutal et sans nuances de la part des autorités qui, à moins de six mois d'élections cruciales, fait l'effet d'un tremblement de terre politique. Ses répliques et ses conséquences sont incalculables tant pour le pouvoir en place que pour les partis de l'opposition en quête d'un candidat unique.

Dès l'annonce du verdict, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées quasi spontanément dans le froid, sur le grand parvis de la mairie d'Istanbul, aux cris de « *Her sey çok güzel olacak !* » (« tout ira très bien »), le slogan de campagne d'Ekrem Imamoglu lors des élections municipales de 2019, devenu le cri de ralliement d'une opposition laminée qui, jusque-là, semblait avoir perdu tout espoir.

Surtout, ce rassemblement a permis de rappeler publiquement, par la voix impétueuse de Meral Akşener – l'égérie de la droite nationaliste qui dit d'elle-même « être la seule capable de faire peur à Erdogan » –, que le chef de l'Etat avait lui aussi été condamné « injustement », en 1998, à une peine de prison pour des propos qu'il avait tenus en tant que maire d'Istanbul avant d'accéder aux plus hautes marches du pouvoir. Une

façon de mettre en garde sur un éventuel et nouveau « effet boomerang ».

Course contre la montre

De son côté, Ekrem Imamoglu a lancé devant la foule que ce procès « résumait la situation de la Turquie » : « *Cela a commencé le jour où ils ont essayé de nous priver de notre victoire aux élections municipales d'Istanbul* [acquise en mars 2019, annulée en mai mais confirmée en juin par un nouveau scrutin], *mais ils ne réussiront pas* », a-t-il martelé, avec son ton habituel, calme et serein.

Lui a d'ores et déjà annoncé qu'il allait faire appel de sa condamnation. L'appel sera suspensif, a précisé un de ses avocats, ce qui signifie qu'il conservera son mandat pendant l'examen de son recours, qui pourrait prendre plusieurs mois.

La course contre la montre est donc engagée, entre une justice accusée par les défenseurs des droits de l'homme et organisations internationales d'être un instrument politique aux mains du président Erdogan et l'édile de 52 ans, donné vainqueur par tous les sondages en cas de duel entre les deux hommes.

Membre du Parti républicain du peuple (CHP, gauche nationaliste), Ekrem Imamoglu s'était retrouvé dans le viseur du régime d'Ankara après avoir infligé le 31 mars 2019 sa plus humiliante défaite à la formation de M. Erdogan en remportant la mairie d'Istanbul, qui était dirigée depuis vingt-cinq ans par le Parti de la justice et du développement (AKP).

Son élection a d'abord été annulée par le pouvoir, contraint de s'incliner trois mois plus tard face à la mobilisation de l'électorat qui a offert une plus large victoire à cet opposant encore inconnu du grand public quelques mois auparavant.

Le 30 octobre 2019, il est invité à Strasbourg, au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. Il y évoque les ressources publiques « utilisées par le pouvoir en place de façon démesurée pendant la campagne électorale » et souligne des manipulations exercées par l'Etat, qui a demandé au Haut Conseil électoral (YSK) d'annuler les élections.

Cinq jours plus tard, le ministre de l'intérieur, Süleyman Soylu, s'en prend directement au maire d'Istanbul : « *Je parle à l'idiot qui va en Europe pour se plaindre de la Turquie. Le peuple te le fera payer.* » Le soir même, interrogé par des journalistes au sujet de la sortie du ministre, Ekrem Imamoglu rétorque : « *Je n'ai pas envie de m'étendre là-dessus, mais je veux dire une chose : les idiots, aux yeux de l'Europe et du monde, ce sont ceux qui ont annulé les élections du 31 mars.* »

« C'est tragi-comique »

C'est cette phrase qui lui vaudra d'être poursuivi et aujourd'hui condamné. Un procureur ayant estimé que « les idiots » d'Ekrem Imamoglu s'adressaient non pas au ministre Soylu mais au YSK, ce qui serait alors une « insulte » envers des hauts fonctionnaires, un crime passible de un à quatre ans de prison. La procédure s'est tenue sans qu'aucune plainte n'ait été déposée par un membre du

Haut Conseil électoral.

Tout en professant sa « confiance en la justice turque », le maire d'Istanbul n'a eu de cesse de répéter devant le tribunal qu'il ne faisait « que répondre, en lui renvoyant ses propres termes », au ministre de l'intérieur. Le mois dernier, peu après le troisième report de l'audience, il avait dénoncé une affaire politique : « *Il ne peut y avoir un tel jugement. C'est tragi-comique.* »

Pour le journaliste Irfan Aktan, l'AKP, en difficulté dans les sondages et confronté une profonde crise financière qui touche l'ensemble du pays, « joue là son dernier atout ». Mais, ajoute-t-il sur Twitter, « *c'est à l'opposition, et plus encore à Kemal Kılıçdaroglu, le chef du CHP, de venir perturber ces tentatives.* »

En déplacement à Berlin, le chef de file du principal parti d'opposition a immédiatement avancé son retour en Turquie à mercredi soir. Avant de monter dans l'avion, il a dénoncé, dans un message vidéo, « un massacre de la loi » et « une justice pourrie ». Plusieurs réunions devaient avoir lieu jeudi.

A charge pour Kemal Kılıçdaroglu, habile et fin homme politique, qui n'a jamais vraiment caché ses ambitions présidentielles malgré un tassement dans les sondages, de trouver une sortie par le haut tout en établissant un ordre de bataille. Il y a quinze jours, il avait prévenu le gouvernement dans une formule aux airs prémonitoires : « *Imamoglu est un gros poisson, il vous restera coincé dans la gorge.* »

En condamnant un humanitaire belge à vingt-huit ans de prison, l'Iran accentue son chantage aux otages

La République islamique veut échanger le détenu contre l'iranien Assadollah Assadi, mais la ratification du traité d'extradition conclu entre Bruxelles et Téhéran a été suspendue par la Cour constitutionnelle belge.

Le chantage aux otages est à nouveau monté d'un cran entre Téhéran et Bruxelles. Deux semaines après que la Cour constitutionnelle belge a fait obstacle au transfèrement en Iran d'un agent iranien emprisonné en Belgique pour terrorisme, le régime iranien a riposté en condamnant à vingt-huit ans de prison Olivier Vandecasteele. Arrêté en février, ce travailleur humanitaire de 41 ans originaire d'Aalbeke, en Flandre occidentale, était retourné à Téhéran pour boucler ses affaires avant de quitter définitivement le pays, où il avait séjourné pendant six ans en tant que responsable de plusieurs ONG, présentes sur place pour aider les réfugiés afghans.

Sa famille a été informée, mardi 13 décembre, par le ministre de la justice Vincent Van Quickenborne, la ministre des affaires étrangères Hadja Lahbib et le premier ministre Alexander De Croo, de sa condamnation à vingt-huit ans de détention, sans que les éventuels motifs de cette condamnation soient connus. La diplomatie belge n'a apparemment pas pu lire le jugement. Joint par *Le Monde*, le ministère des affaires étrangères n'a pas fourni de détails. La justice iranienne n'a pas, elle, rendu public les charges retenues contre lui.

La condamnation a été annoncée moins de vingt-quatre heures après un échange téléphonique entre les ministres des affaires étrangères des deux pays. Téhéran a insisté,



Conférence de presse tenue à Bruxelles, le 9 décembre 2022, par la sœur d'Olivier Vandecasteele, Nathalie, entourée de trois avocats belges, pour dénoncer le traitement « inhumain » réservé à son frère, détenu en Iran depuis février. NICOLAS MAETERLINCK / AFP

dans le compte rendu qu'il a fait de cet échange, sur la nécessité de poursuivre « *un dialogue constructif* » avec la Belgique et de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays.

« Crimes inventés »

Le ministre de la justice belge, Vincent Van Quickenborne, a condamné une décision basée sur une « *série de crimes inventés* », soulignant que Bruxelles faisait tout son possible pour obtenir sa libération. Olivier Van Steirtegem, un ami de M. Vandecasteele, a évoqué « *le véritable scandale et le drame* » de cette condamnation pour la famille du travailleur, de plus en plus inquiète de son sort. Il est, semble-t-il, enfermé dans une cellule sans fenêtre, souffre de divers maux et a commencé une grève de la faim il y a une dizaine de jours.

La famille a été informée qu'il n'existait pas de « *plan B* », a confié M. Van Steirtegem : soit le détenu est échangé contre Assadollah Assadi – le « *diplomate* » iranien en poste à Vienne, principal organisateur du projet d'attentat de juin 2018 contre un meeting de l'opposition iranienne en région parisienne et condamné à deux ans de détention par le tribunal d'Anvers en 2021 –, soit il croupera en prison.

L'éventuel échange, envisagé par le gouvernement belge, qui a conclu un traité d'extradition avec Téhéran, est toutefois impossible à l'heure actuelle : la Cour constitutionnelle belge a suspendu sa ratification pour trois mois, en l'attente de sa probable « *censure* », son annulation. En juin, le gouvernement belge avait déposé en urgence un projet de loi visant à approuver la convention sur

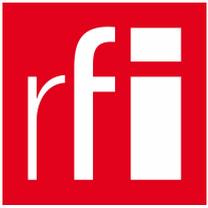
le transfèrement vers Téhéran de personnes condamnées sur son sol.

« Aucune solution en vue »

Un texte sur mesure, rédigé pour tenter d'obtenir, en échange de M. Assadi, la libération d'Olivier Vandecasteele, et peut-être aussi celle d'Ahmad Reza Jalali, 50 ans, un scientifique irano-suédois, professeur à l'université libre flamande de Bruxelles qui a été arrêté en 2016 et condamné à mort pour « *espionnage* ». « *Il n'y a donc pour l'instant aucune solution en vue ; c'est aussi ce que pensent les dirigeants belges, c'est cruel* », a conclu Olivier Van Steirtegem. Enfermé à l'isolement, Olivier Vandecasteele souffrirait de graves problèmes de santé, selon sa famille. Il n'a pas pu être assisté par un avocat de son choix.

Lire aussi : [La Cour constitutionnelle belge fait obstacle au transfèrement à Téhéran d'un agent iranien en prison](#)

Cinq ressortissants français sont également détenus en Iran, dont la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelhkhah, arrêtée en juin 2019 puis condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale ; Benjamin Brière, arrêté en mai 2020 et condamné à huit ans et huit mois d'emprisonnement pour espionnage, et deux syndicalistes de Force ouvrière, Cécile Kohler et Jacques Paris, arrêtés lors d'un séjour en mai, eux aussi accusés d'espionnage.



Anne Andlauer

Avec notre correspondante à Istanbul,
16/12/2022

Turquie: de nombreux blessés par une bombe contre un véhicule de police à Diyarbakir

La bombe était dissimulée dans une voiture garée sur le bas-côté de la route. Selon le ministre de l'Intérieur, les explosifs ont été déclenchés à distance, au moment du passage d'un fourgon de police. Il était 5h10 du matin et il faisait encore nuit sur cette route reliant Diyarbakir à Mardin, une localité située une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau de la frontière syrienne.

Les Kurdes responsables ?

L'attaque n'a pas fait de blessés grave, mais elle a marqué les esprits car c'est la première en cinq ans près de **Diyarbakir**. Elle intervient dans un contexte



Contrôle de sécurité sur la route de Silvan, non loin de Diyarbakir, (photo d'archives). REUTERS/Sertac Kayar

particulièrement tendu entre **la Turquie et les combattants kurdes** que le ministre de l'In-

térieur, Süleyman Soylu, a rapidement désignés comme principaux suspects. Selon le

ministre, l'une des personnes interpellées a reconnu avoir garé la voiture piégée. Un membre de sa fratrie qui avait rejoint le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, aurait été tué en 2004.

L'attentat intervient après une série de raids aériens de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak et contre son émanation syrienne, les YPG. Le président Erdogan a menacé ces dernières semaines de conduire une nouvelle opération militaire terrestre dans le nord de la Syrie.

► **À lire aussi : Syrie: des milliers de Kurdes manifestent contre les frappes turques**



Rûdaw
16/12/2022

Iran's UN representative blames US for removal from women's rights body

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's representative to the United Nations on Thursday criticized his country's removal from a UN women's rights body days prior, blaming Washington and its allies for the "illegal" termination.

The UN Economic and Social Council (ECOSOC) voted to expel Iran from the body's Commission on the Status of Women (UNCSW) for the remainder of the 2022-2026

term, over the country's violent crackdown of the anti-regime protests.

"Once again, the one-sided dictatorship, sheer arrogance, hypocrisy, abuse of political power, intimidation and coercion, and the use of double standards by America and its allies, have overcome pluralism, legal procedures and the rule of law," Iranian state media cited Amir Saeid Iravani, the country's permanent represen-

tative to the UN as saying on Thursday.

Iravani accused Washington of "weakening" the principles of the UN charter, adding that these "unilateral and illegal measures" must be confronted.

The US State Department on Wednesday praised the UN for removing Iran from the commission.

Iran has been engulfed in protests since the death of a young Kurdish woman, Zhina (Mahsa) Amini, while in police custody on September 16. Protests have also taken place outside of Iran, predominantly led by women.

At least 495 protesters have been killed since the protests began three months ago, according to US-based Human Rights Activists News Agency (HRANA).

Le soutien à l'unisson des Iraniens de Californie

A Los Angeles, la révolte en Iran fait palpiter le cœur des habitants du quartier de Westwood, alias « Tehrangeles », où vit la plus grande diaspora iranienne. Souvent malmenée par les relations conflictuelles entre leur pays d'origine et leur terre d'adoption, cette communauté diverse vit un sentiment d'union inédit.

Ce samedi de novembre, les rôles sont inversés sur Hollywood Boulevard. Un Spiderman et un Batman aux costumes élimés regardent, intrigués, des passants sortir du mall abritant le Dolby Theater, où se tient chaque année la cérémonie des Oscars. Cet après-midi-là, ni tapis rouge ni photocall, mais un même signe de ralliement : vert-blanc-rouge, les couleurs du drapeau iranien.

Au centre de la bannière, l'emblème du pays, un monogramme en forme de tulipe adopté en 1980 par l'ayatollah Khomeyni, a été remplacé par le lion solaire de la Perse qui figurait sur le drapeau avant la révolution. L'emblème maudit a parfois été tout simplement effacé par trois mots, « Woman. Life. Freedom », le cri de colère des manifestants iraniens depuis la mort de la jeune Mahsa Amini.

Devant La La Land, une boutique de souvenirs XXL, une famille pose au côté d'un portrait du chah, qui régnait sur l'Iran avant la révolution islamique de 1979. Juste en face, deux femmes ont installé un stand de drapeaux au pied d'une affiche « Captain America ». Un jeune homme passe devant sans s'arrêter, son tee-shirt tient lieu de pancarte : une batterie de portable presque épuisée y est dessinée, au-dessus de la



AMANDA HAKAN POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

quelle on peut lire : « Islamic Republic of Iran ». Sur un tronçon du boulevard encore ouvert à la circulation parade une Harley Davidson avec des drapeaux iraniens et américains entrelacés, tandis qu'un jeune manifestant rejoint la foule en brandissant côte à côte les drapeaux israélien et iranien.

« Je pense que ce qui se passe en Iran est une révolution, alors peu m'importe qui la conduit, si elle peut mettre à bas le régime, je fais tout ce que je peux pour la soutenir. » Roozbeh Farahanipour, restaurateur

Les lois de la géopolitique tangent sur le trottoir pavé d'étoiles où la communauté iranienne de Los Angeles s'est donné rendez-vous. Depuis que l'Iran est secoué par un soulèvement que beaucoup ici espèrent révolutionnaire, les *Iranian Americans* ont réglé leurs pas sur ceux des manifestants iraniens. Nés en Iran ou aux Etats-Unis, ils postent leurs messages de soutien sur Instagram, retweetent les images d'Iraniennes ôtant leur voile, organisent happenings et levées

de fonds. Et dans un pays où les manifestations sont rares, eux ont réuni des milliers de personnes à Downtown, le quartier d'affaires de Los Angeles, et à Beverly Hills, avant cette nouvelle mobilisation, le 19 novembre, sur Hollywood Boulevard.

« Je pense que ce qui se passe en Iran est une révolution, c'est le dernier chapitre de la République islamique, alors peu m'importe qui conduit cette révolution, si elle peut mettre à bas le régime, je fais tout ce que je peux pour la soutenir », affirme Roozbeh Farahanipour, ancien leader d'un parti d'opposition en Iran, devenu, en un peu plus de vingt ans, un restaurateur prospère et le président de la chambre de commerce de Westwood, terre d'élection des Irano-Américains de Los Angeles. Le quartier est d'ailleurs surnommé « Tehrangeles », mot-valise formé de « Tehran », la capitale iranienne en anglais, et « Los Angeles ».

N'en déplaise aux mollahs, qui n'ont eu de cesse, depuis la révolution de 1979, de camper

les Etats-Unis en « Grand Satan », c'est en Californie, et plus particulièrement à Los Angeles, que vit la plus importante communauté iranienne hors d'Iran. Difficile de savoir combien ils sont : 87 000, a comptabilisé le Census Bureau (bureau du recensement des Etats-Unis) en 2019, un nombre jugé bien en dessous de la réalité par la communauté, qui revendique, elle, 500 000 membres. Des dizaines d'associations leur permettent de continuer à faire vivre leur culture, et une trentaine de médias en farsi sont produits et diffusés depuis la mégapole californienne. C'est d'ailleurs à travers eux et les réseaux sociaux que nombre d'Iraniens des Etats-Unis suivent au jour le jour la situation dans leur pays d'origine, déplorant que la presse américaine s'en fasse trop peu l'écho.

« **Woman. Life. Freedom** » sur Persian Square

A l'angle de Westwood Boulevard et de Wilkins Avenue, une poignée d'épicerie, glaciers, pâtisseries, marchands de tapis

et librairies aux enseignes en farsi témoignent de la présence de cette communauté. Dans les vitrines, la lutte en cours est omniprésente : affichettes à l'effigie de Mahsa Amini, appels à manifester, hommages aux femmes iraniennes... « *Woman. Life. Freedom* », clame un panneau panoramique surplombant le carrefour baptisé « *Persian Square* » par la ville.

Le terme n'a pas été choisi par hasard. « *L'utilisation de l'appellation "persian" a commencé quand la République islamique a occupé l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran*, explique Roozbeh Farahanipour, qui vient d'ouvrir son troisième restaurant à Westwood, le Persian Gulf. *A ce moment-là, personne ici n'osait plus dire qu'il était iranien.* »

En novembre 1979, des étudiants proches de l'ayatollah Khomeyni forcent l'entrée de l'ambassade américaine et retiennent en otage une cinquantaine de diplomates. Ils ne seront libérés qu'en janvier 1981. Qu'importe si la plupart des Irano-Américains sont opposés au régime islamiste, l'épisode les poursuivra longtemps. « *La communauté vit dans l'ombre de l'hostilité qui existe entre l'Iran et les Etats-Unis* », relève Nasrin Rahimieh, ex-directrice du centre d'études persanes à l'université de Californie d'Irvine, au sud de Los Angeles.

Mais le mouvement en cours change la donne, veut croire Roozbeh : « *Désormais, l'Iran est enfin perçu comme une entité différente de la République islamique.* » En octobre, la mairie de Los Angeles a été illuminée aux couleurs de l'Iran, et le conseil municipal a émis une résolution condamnant la répression des manifestants par le régime. Roozbeh Farahanipour était aux premières loges, auditionné par les conseillers municipaux. Ce zoroastrien, une minorité religieuse persécutée en Iran, fut, en 1999, l'un des leaders de la révolution dite « des étudiants ». Lui était journaliste quand il a été arrêté. « *J'ai été torturé, mais comparé*

à ce qui se passe maintenant, j'ai eu beaucoup de chance, car ils m'ont relâché en attendant mon procès devant la cour révolutionnaire. » Un matin, un ami le prévient que son nom figure dans une liste de condamnés à morts. « *Cela a été ma dernière journée en Iran.* »

Sorti illégalement du pays par la Turquie, il obtient le statut de réfugié politique aux Etats-Unis et s'installe à Westwood. « *Beaucoup d'opposants au régime vivaient là, c'était l'endroit où il fallait être.* » De fait, lorsque le chah est renversé, en 1979, des milliers d'Iraniens convergent vers ce quartier. Le plus souvent diplômés, peu ou pas religieux, ils appartiennent à la classe moyenne aisée sur laquelle s'est appuyé le monarque pour tenter de bâtir un pays moderne.

« *A partir de 1979, ils sont arrivés avec des valises de cash et ont acheté des appartements et des maisons dans le quartier. Ils étaient très populaires auprès des agents immobiliers, un peu comme les Chinois aujourd'hui* », raconte Roozbeh Farahanipour. Le mouvement se poursuivra tout au long des années 1980, lorsque la guerre Iran-Irak rendra encore plus difficile la vie dans les grandes villes du pays, et que les Etats-Unis assoupliront leur législation, facilitant le rapprochement familial.

« Bullshit Muslim ! »

Malgré cet accueil, les relations tumultueuses entre leur pays d'origine et leur terre d'adoption affecteront longtemps l'image des Iraniens. L'universitaire Nasrin Rahimieh déplore « *la représentation stéréotypée qui est faite des Iraniens dans les médias et le cinéma américains, où ils sont fréquemment associés à des rôles de terroristes ou de personnes très religieuses* ».

Faramarz, qui préfère ne pas donner son nom parce qu'il a encore de la famille proche en Iran, se souvient des conseils de son patron lorsqu'il travaillait

comme représentant, dans les années 1980, sur la Côte est des Etats-Unis : « *Il m'a dit : "Faramarz, tu es un chic type, mais tu ne peux pas faire du porte-à-porte dans des foyers américains avec un nom pareil." Alors je me suis fait appeler Fred Pez et j'ai prétendu que j'étais sud-américain.* » Lorsqu'on lui demande sa religion, il répond en riant : « *Bullshit Muslim !* » (« connerie de musulman »). La manière dont les mollahs ont, selon lui, détourné l'islam, a fini par le fâcher avec sa confession.

« *J'ai demandé à mon père comment il s'était senti lorsqu'il avait décidé de quitter l'Iran, il m'a répondu : "C'est la meilleure chose que j'aie faite, c'est la pire chose que j'aie faite."* » Sheharazade, directrice artistique

Ce septuagénaire est l'archétype des Iraniens sécularisés qui se sont retrouvés sans avenir après la révolution. Dans le confortable salon de sa fille aînée de 44 ans, Sheharazade, une directrice artistique installée dans le quartier branché de Los Feliz, à Los Angeles, il raconte son exil. Son récit est parfois interrompu par des précisions apportées par sa femme, Shahnaz, ou des questions de ses filles, Sheharazade et Yasmine, la cadette de 35 ans, toutes deux très impliquées dans le soutien au soulèvement en Iran.

Scientifique, Faramarz travaille à l'organisation pour l'énergie atomique lorsque les islamistes s'emparent du pouvoir. Licencié sur-le-champ, il envoie en 1983 sa femme et Sheharazade, alors âgée de 5 ans, séjourner chez sa belle-famille aux Etats-Unis. Privé de passeport, lui ne peut les suivre. « *Le nucléaire était un sujet sensible. Le régime voulait savoir quel type d'informations j'étais susceptible de divulguer aux Etats-Unis.* » Faramarz parvient finalement à rejoindre sa famille, moins d'un an plus tard. « *Il y a peu, j'ai demandé à mon père comment il s'était senti lorsqu'il avait décidé de quitter l'Iran,*

confie avec émotion Sheharazade. *Il m'a répondu : "C'est la meilleure chose que j'aie faite, c'est la pire chose que j'aie faite."* »

La famille élit domicile dans la banlieue de Washington, où vivent la mère et les frères de Shahnaz. A la maison, Sheharazade et Yasmine, née aux Etats-Unis, parlent farsi avec leurs parents, qui écoutent la radio et regardent des chaînes de la diaspora. « *Mes parents n'ont jamais renoncé à leur culture, qu'ils ont continué de chérir. Nous étions iraniens, c'était notre identité* », souligne Sheharazade. A l'âge adulte, les deux sœurs décident de s'installer à Los Angeles, la ville où, enfants, elles passaient leurs vacances chez une tante. « *Je ne sais pas si c'est la topographie, mais il y a quelque chose dans cette ville qui me rappelle Téhéran* », assure Sheharazade.

« Angeleno » de fraîche date

Sa mère confirme : « *Los Angeles ressemble à Téhéran : la culture, l'architecture, les immeubles...* » « *Et il y a tellement d'Iraniens, ici !* », la coupe en riant Faramarz – le couple a emménagé à Westwood en 2016, pour se rapprocher de ses filles. « *Mes plus proches amis ici sont iraniens*, remarque Yasmine. *Ils ont grandi dans des foyers iraniens, leur famille est arrivée aux Etats-Unis au même moment que la mienne...* *Nous nous comprenons sans nous parler.* » Le soulèvement soude encore un peu plus leurs liens. Pour son anniversaire, une proche de Yasmine avait décidé de convier ses amis à la manifestation d'Hollywood Boulevard.

Comme les parents de Yasmine et de Sheharazade, la galeriste Narges Hamzianpour, qui a quitté l'Iran en 1988, à l'âge de 17 ans, est une « *angeleno* » de fraîche date. Elle a vécu en Europe, à Dubaï, au Canada et à New York, avant de s'installer à Los Angeles, en 2019. Une vie à faire connaître l'art iranien à travers le monde qui

l'a finalement menée à ouvrir sa propre galerie sur le « Miracle Mile », une avenue prisée de l'ouest de la mégapole californienne. Dans une magnifique tour Art déco, elle expose des artistes iraniens habitués à déjouer la censure. Par solidarité avec les manifestants, qu'elle soutient avec ferveur, elle a fermé sa galerie à chaque grand rassemblement organisé à Los Angeles, une manière pour elle de faire connaître le mouvement au-delà de sa communauté.

« Certains de mes artistes me l'ont déconseillé, mais c'est mon devoir. » Alors que beaucoup d'Irano-Américains expriment leur espoir face au soulèvement, Narges éprouve surtout de la colère face à la répression qui s'abat sur ses compatriotes. « J'ai une approche beaucoup plus émotionnelle de ce qui se passe là-bas car j'ai un sentiment de déjà-vu. J'ai moi-même été arrêtée par la police des mœurs quand j'étais jeune », se souvient-elle, à fleur de peau.

Réconfort et soutien

En 2014, une période de relative ouverture en Iran, Narges Hamzianpour a choisi de retourner vivre à Téhéran diriger une importante galerie. « Il a fallu que je m'adapte. Presque tous mes collègues étaient des hommes. C'était un vrai choc culturel pour moi : à 43 ans, je ne pouvais pas louer un appartement par moi-même parce que j'étais célibataire. » Elle se découvre étrangère dans son propre pays. « Jusque-là, je m'étais toujours senti très iranienne. Quand je parle anglais, les mots me viennent d'abord en farsi, et j'ai l'air tellement iranienne ! Mais là-bas, les gens m'ont dit : « Tu n'es pas iranienne du tout, on voit tout de suite que tu n'as pas été élevée ici. » »

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Le blues des Iraniens de l'étranger](#)

A Los Angeles, elle a trouvé réconfort et soutien dans la communauté iranienne. Elle y



Roozbeh Farahanipour, restaurateur à Westwood, devant le Persian Gulf, l'un de ses établissements. A Los Angeles, le 20 novembre 2022. AMANDA HAKAN POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

a aussi rencontré son associé, le peintre Farid Kia, arrivé avec sa famille à Westwood en 1979, à l'âge de 8 ans. Bien avant la mort de Mahsa Amini, il avait commencé une série de grands formats sur le nu féminin. « Je veux montrer la douleur de l'asservissement dans la culture religieuse. Pourquoi n'est-ce pas à l'homme de contrôler ses pulsions, pourquoi est-ce à la femme de porter la responsabilité de la mauvaise conduite des hommes ? » Un travail qui résonne avec les revendications des Iraniennes.

Lire aussi : [En Iran, les femmes à la reconquête de leurs droits](#)

Si ses racines nourrissent son travail, cela n'empêche pas Farid Kia de se sentir « totalement américain ». « Dans cette ville, les Iraniens font pleinement partie de la construction de la

société », constate-t-il. Si la greffe a si bien pris, c'est aussi parce que la communauté irano-américaine n'est pas née avec la révolution islamique. « Les Iraniens étaient présents en Californie bien avant 1979 », éclaire Persis Karim, poète et chercheuse au Center for Iranian Diaspora Studies à la San Francisco State University.

Certaines minorités iraniennes, comme les juifs et les Arméniens (chrétiens), ont émigré dès la fin du XIX^e siècle. Mais c'est surtout dans les années 1960 et 1970 que la communauté s'est élargie. « En 1964, la Californie a voté une loi rendant l'éducation à l'université beaucoup plus abordable », précise l'universitaire, née en Californie d'un père iranien et d'une mère française.

Berkeley, UCLA, Cal State LA voient affluer de jeunes Iraniens venus étudier les sciences. « Le chah les y encourageait, il avait besoin d'ingénieurs pour construire le pays. Or c'est à cette époque-là que la Silicon Valley a commencé à décoller, certains y ont fait carrière », explique Persis Karim. Certains sont devenus des stars de la tech, à l'image du patron d'Uber, Dara Khosrowshahi. Ce terreau fertile a facilité l'immigration de milliers d'Iraniens après la révolution.

Dans son petit bureau du campus d'UCLA, Kevan Harris constate que la nouvelle génération d'Irano-Américains reste plus encline à étudier les sciences dures qu'à embrasser la carrière de sociologue que ce spécialiste de l'Iran et de sa diaspora a choisie. Elevé dans l'est des Etats-Unis dans une

famille qui avait fui au moment de la révolution, c'est paradoxalement en Iran qu'il a pour la première fois entendu parler de « Tehrangeles ». A partir de 2006, il poursuit ses études de sociologie à Téhéran et découvre l'intérêt que portent les Iraniens à leurs cousins californiens. « *Les stations de radio, les journaux, toute la pop culture créée par les Iraniens de Los Angeles à partir des années 1980 et 1990 sont très suivies en Iran.* »

Arrivé à Los Angeles en 2015, il découvre une communauté diverse « *en termes de classes sociales, de religions, de générations* ». « *Los Angeles est perçue en Iran comme un hub culturel important, mais aussi comme un lieu relativement homogène. Ce que j'imaginai aussi jusqu'à ce que je m'installe ici* », s'amuse Kevan Harris. En réalité, comme dans l'Iran d'avant la révolution, cohabitent à Los Angeles juifs, musulmans, pratiquants ou non, zoroastriens, bahá'is, chrétiens, Kurdes...

Et si l'après-révolution a marqué un pic d'arrivées, d'autres vagues d'immigration sont venues agrandir la communauté, particulièrement après l'écrasement dans le sang des mouvements de 1999 et de 2009. Seul le « Muslim Ban » (un décret de Donald Trump, en 2017, interdisant l'accès aux Etats-Unis aux ressortissants de sept pays musulmans) a radicalement fait chuter les arrivées.

Au sein de cette communauté protéiforme, les divergences furent souvent d'autant plus palpables que les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis s'accroissaient. La question récurrente des sanctions comme les négociations sur le nucléaire iranien restent source de dissensions entre ceux qui désapprouvent tout relâchement susceptible de permettre au régime

de se perpétuer et ceux qui jugent que le peuple iranien est le premier à souffrir de cette mise au ban. Sans parler des tiraillements créés par ceux qui espèrent voir un jour Reza Pahlavi, héritier du chah, régner sur l'Iran, alors que d'autres, tel Roozbeh Farahanipour, aspirent à la création d'une république laïque. L'apparente communion qui règne depuis le début du soulèvement n'en est que plus frappante.

« *Cette fois, tout le monde est uni. De la gauche aux ultranarchistes, tout le monde a compris que nous ne pouvons pas prétendre commander les Iraniens sur place, ce sont eux qui mènent le combat* », relève Roozbeh Farahanipour, avant de raconter avec délice une anecdote : « *Une famille a souhaité réserver mon restaurant pour regarder les matchs de l'Iran pendant la Coupe du monde. J'ai accepté, même si je n'ai jamais soutenu cette équipe car, pour moi, c'est le symbole du régime.* »

Or, à l'approche du Mondial, alors que la répression s'intensifiait en Iran, la famille qui avait réservé le restaurant a annulé, souhaitant « *boycotter l'équipe* ». « *Je leur ai répondu qu'ils avaient pris la bonne décision. C'est très agréable pour moi de voir les gens se réveiller* », se réjouit le restaurateur. Que les joueurs n'aient pas chanté l'hymne de la République islamique lors de leur premier match au Qatar n'a pas fait de lui un supporteur : « *Ils sont les otages du régime* », regrette-t-il.

Caricature du rêve américain

En savourant un banana bread à la terrasse d'un café de West Hollywood, Sam Yebri considère, lui aussi, que la communauté vit un « *moment d'unité unique* ». « *Quelles que soient*

la religion, l'appartenance politique, j'ai vu les gens se rassembler comme jamais. Ce soulèvement n'est pas partisan, il s'agit des droits humains, de la liberté, des droits des femmes. » Ce jeune avocat démocrate était candidat en novembre pour un siège de conseiller municipal, un poste important à Los Angeles. Battu, ce fils de dentistes juifs, arrivé aux Etats-Unis à l'âge de 2 ans, ne sera pas – en tout cas pas cette fois – « *le premier Iranien élu dans la ville de Los Angeles* ». « *Nous sommes une communauté importante, mais nous devons encore trouver notre voix politiquement* », explique-t-il.

Sur le terrain économique, en revanche, les Irano-Américains n'ont plus rien à prouver. Chefs d'entreprise, avocats, médecins, scientifiques et même astronautes, à l'image de Jasmin Moghbeli, qui doit s'envoler en 2023 vers la Station spatiale internationale et peut-être ensuite vers la Lune, le parcours de nombre d'entre eux est une incarnation du rêve américain. Au point de prêter à la caricature, comme dans la série des années 2012-2015 Shahs of Sunset, qui mettait en scène de riches Iraniens vivant dans des villas de Beverly Hills. La ville, indépendante de Los Angeles, où plus de 20 % de la population serait d'origine iranienne, eut d'ailleurs pour maire un juif iranien, Jimmy Delshad.

Ce stéréotype du riche juif iranien, Sam Yebri en a fait les frais pendant sa campagne, visé par des tracts aux relents antisémites. « *A Los Angeles, la communauté iranienne a été victime de son succès, regrette-t-il. Certains perçoivent les Iraniens comme très agressifs en affaires. Il y a parfois cette suspicion que nous avons trop bien réussi.* »

C'est qu'afficher sa réussite a

longtemps été pour les Irano-Américains de toutes confessions une façon de donner des gages d'intégration. « *Par prudence et par stratégie, ils ont mis en avant leur contribution à la société américaine : "Regardez comme nous réussissons, regardez la richesse, l'éducation et l'expertise que nous apportons à cette nation"* », explique l'universitaire Nasrin Rahimieh.

La révolte en cours en Iran leur permet d'affirmer autrement l'appartenance à leur communauté. « *Le fait que ce soit des jeunes femmes qui mènent ce mouvement, qu'elles se montrent si courageuses, cela a donné aux Iraniens expatriés un énorme sentiment de fierté* », poursuit-elle. En seulement quelques semaines, les manifestants ont prouvé ce que, depuis les rives du Pacifique, les Irano-Américains tentent de démontrer depuis 1979 : que l'Iran ne se résume pas au régime des mollahs.

Par sa mobilisation, la communauté iranienne de Los Angeles prend aussi sa revanche. « *Cinq millions de personnes ont quitté l'Iran après la révolution, rappelle, ému, Faramarz. Le régime a dit à la population iranienne : "Ces gens sont des traîtres, ils boivent du whisky, font la fête, ils n'en ont rien à faire de nous." Et là, les Iraniens restés là-bas nous disent qu'ils sont stupéfaits de voir que leurs compatriotes partis depuis quarante ans n'ont pas perdu leurs racines et les soutiennent. Ça fait une grande différence.* » Selon Roozbeh Farahanipour, cela change aussi la façon dont les Iraniens des Etats-Unis se perçoivent : « *Aujourd'hui, grâce à cette révolution portée par des femmes, tout le monde ici se présente fièrement comme iranien, plus personne ne dit "persan", ce terme est de nouveau renvoyé à l'histoire.* »



Washington Kurdish Institute

December 17, 2022

Webinar: Threats Against Greater Kurdistan

In recent months the authoritarian regimes of Iran and Turkey escalated attacks on the Kurdish nation. Since the most recent uprisings in Iran, following the murder of a young Kurdish woman, Zhina Mahsa Amini, the regime has killed more than 130 civilian Kurds, wounded hundreds, and jailed thousands.

Turkey's authoritarian President, Recep Tayyip Erdogan is planning a new ground invasion into Syria's Kurdish Region (Rojava). Turkish drones and artillery killed dozens of civilians and members of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) two weeks ago. Erdogan plans to continue his ethnic cleansing campaign against the Kurds in Syria, as was done in Turkish-occupied Afrin in 2018 and Girê Spî (Tell Abyad) and Serêkaniyê (Ra's al-'Ayn) in 2019.

The Washington Kurdish Institute (WKI) and the Kurdish Institute of Paris (Institut kurde de Paris) jointly invite you to join a timely webinar featuring keynote speaker Elham Ahmad, the President of the Executive Committee of Syrian Democratic Council (SDC). Ms. Ahmad will discuss the current situation in Rojava, the Turkish aggression, the future of the Autonomous Administration of North and East of Syria (AANES), and more.

Speakers, Asso Hassanzadeh and Soma Rostami will discuss the current situation in Iranian Kurdistan (Rojhelat) in light of the intense crackdown by the Iranian regime, the future of the uprising, the Kurdish demands post the regime, and more.

Speakers:

- **Andrew Apostolou:** Historian, expert on Iranian affairs
- **Elham Ahmad** – President of the Executive Committee of Syrian Democratic Council
- **Asso Hassan Zadeh** – Kurdish academic specializing in international law
- **Soma Rostami** – The Hengaw Organization for Human Rights

Program

11:00 am-11:45 am

Q&A with Ilham Ahmed — **Fighting for Survival Under the Shadow of Turkish Attacks**

11:45 am-12:30 pm

Panel Discussion — **Rojhelat Raises Against the Regime**

About speakers:

Andrew Apostolou is a historian and a foreign policy expert based in Washington D.C. He has worked on human rights campaigns in the Middle East. He was previously the Director for Iran at Freedom House, America's leading human rights and democracy promotion

WEBINAR Threats Against Greater Kurdistan



Program

8:00 PM - 8:45 PM (CET) Q&A with Ilham Ahmed
11:00 AM - 11:45 AM (ET) Fighting for survival under the shadow of Turkish attacks

8:45 PM - 9:30 PM (CET) Panel Discussion
11:45 AM - 12:30 PM (ET) Rojhelat raises against the regime

Speakers


Andrew APOSTOLOU
Historian, expert on Iranian affairs


Elham AHMAD
President of the Executive Committee of Syrian Democratic Council


Asso HASSAN ZADEH
Kurdish academic specializing in international law


Soma ROSTAMI
The Hengaw Organization for Human Rights

Thursday, December 15
Time: 11:00am Eastern Time (ET) 05:00pm Paris




organization. He has testified to Congress about Iranian regime human rights abuses and has published widely on Iran and the Middle East. He has a D.Phil. in history from Oxford University.

Ilham Ahmad was born in the Kurdish city of Afrin in Rojava, Syria. Ahmed has been part of the Kurdish struggle for freedom and democracy since the 1990's, with a particular focus on women's rights. As an active member of the Syrian Women's Initiative for Peace and Democracy (SWIPD), a network of civil society organizations from inside and outside of Syria, Ahmed participated in a number of international conferences on women's issues. Ahmed currently serves as President of the Executive Committee of Syrian Democratic Council (SDC), a coalition of multiethnic organizations representing the peoples of the federal region of northern Syria. Ahmed is the most recognizable and central figure for the regional authority of the most stable, peaceful region of Syria. The SDC is the political arm of the Syrian Democratic Forces (SDF), which has been allied with the United States Armed Forces in the struggle against ISIS and global terrorism. Ahmed has appeared on many TV news programs, in publications such as The Washington Post and Foreign Policy Magazine and has authored op-eds in The New York Times and other publications.

Asso Hassan Zadeh is an academic and a political activist from the Iranian Kurdistan. He was born in Bagdad (1976) and returned to Iran with his family after the Iranian Revolution (1979). He accomplished his university studies in France and has a PhD in international law from the Graduate Institute of International Studies (University of Geneva). He is the former deputy-Secretary general and spokesperson of the Kurdistan Democratic Party (KDP Iran). He also served for many years as an advisor to the Iraqi Kurdistan Regional Government.

Soma Rostami works for the Hengaw Organization for Human Rights—the leading institution reporting about the anti-government protests in Iran. Rostami was born in Bokan, Rojhelat, and currently residing in Iraqi Kurdistan (Bashur). She joined the Hengaw Organization for Human Rights in 2021. She holds a bachelor's degree in Information Technology and Business from the American University of Iraq.

Iran : arrestation de l'avocat des journalistes ayant couvert la mort de Mahsa Amini

L'avocat de deux journalistes iraniennes, emprisonnées pour avoir contribué à rendre publique la mort en détention de la jeune kurde Mahsa Amini en septembre, a été arrêté, a annoncé samedi un média réformateur. « Mohammad Ali Kamfirouzi, l'avocat de plusieurs militants et journalistes, a été arrêté mercredi », a indiqué le quotidien Ham Mihan.

L'Iran fait face à une vague de protestations depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, 22 ans, après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant le port du voile aux femmes en public.

Me Kamfirouzi est l'avocat d'Elahé Mohammadi, 35 ans, reporter de Ham Mihan, et de Niloufar Hamed, 30 ans, photographe du journal Shargh, détenues depuis septembre. L'Autorité judiciaire les a inculpées en novembre de « propagande contre le système » et de « complot contre la sécurité nationale », pour avoir fait grand bruit sur l'affaire Mahsa Amini.

Leur avocat « n'a reçu aucune convocation, il est détenu sans aucune forme légale et la raison de son arrestation reste inconnue », a déclaré à Ham Mihan sa défense, Mohammad Ali Bagherpour.

Plus de 300 journalistes et photojournalistes iraniens ont criti-



L'Iran fait face à une vague de protestations depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini
DANIEL ROLAND / AFP

qué fin octobre dans une lettre ouverte les autorités pour avoir « arrêté [leurs] confrères et les avoir privés de leurs droits » notamment l'« accès à leurs avocats ».

Jeudi, Mohammad Kamfirouzi, le frère de l'avocat, a annoncé qu'il tenait désormais le pouvoir judiciaire pour « responsable » de sa « vie » et de sa « santé ». Selon Ham Mihan, 25 avocats iraniens ont été « interpellés à travers le pays » depuis le début des manifestations.

« Emeutes »
Mardi, le quotidien Shargh a

publié une liste de près de 40 journalistes et photojournalistes arrêtés en Iran en lien avec la contestation. Par ailleurs, les autorités ont relâché jeudi sous caution deux mineurs détenus pour leur implication présumée dans le mouvement de contestation, a annoncé samedi le journal réformateur Etemad.

L'agence de la justice, Mizan Online, a accusé Amir Hossein Rahimi, 15 ans, arrêté à Karaj près de Téhéran, et Sonia Sharifi, 17 ans, interpellée à Abadan (dans l'ouest iranien), d'avoir participé aux « émeutes ».

Mizan Online a affirmé que M. Rahimi avait « fabriqué des cocktails Molotov », alors que Sonia Sharifi était « la principale dirigeante des récentes émeutes ».

Depuis la mi-septembre, des milliers d'Iraniens et une quarantaine d'étrangers ont été arrêtés et plus de 2000 personnes inculpées en lien avec les manifestations, selon les autorités judiciaires.

Deux hommes de 23 ans ont en outre été pendus le 8 et le 12 décembre en lien avec les troubles.

Ebrahim Raïssi et les gardiens de la révolution, les deux implacables rouages de la répression iranienne

Récit

Surnommé « le bourreau », le président iranien, élu en 2021, doit sa fulgurante ascension à son effroyable talent pour endosser les pires exactions. Une personnalité sans pitié très appréciée des gardiens de la révolution, le bras armé du régime, qui n'a cessé d'expurger de ses rangs ses éléments un peu trop « modérés » à son goût.

Une histoire de sang. Retracer la vie d'Ebrahim Raïssi, le président de la République islamique d'Iran (élu le 19 juin 2021), c'est d'abord compter les morts qui jalonnent son impitoyable ascension. Dans les rangs des religieux qui fondent le nouveau pouvoir, Ebrahim Raïssi, 62 ans, n'a participé ni à la révolution islamique, à la différence de la plupart des caciques du régime, ni à la guerre Iran-Irak (1980-1988). Il est également totalement dépourvu de charisme et de sens politique. Dès lors, sa fulgurante carrière interroge.

Comment a-t-il pu être, si jeune, l'un des rouages de la machine répressive qui va devenir infernale ? Est-ce son radicalisme qui a séduit le pouvoir islamiste lorsqu'il a commencé à peser de tout son poids sur l'Iran, éliminant l'un après l'autre les partis de gauche qui ont lutté pour renverser le chah. Est-ce tout simplement parce qu'il a été le factotum de ses protecteurs, l'imam Khomeyni, puis de son successeur, le Guide suprême Ali Khameneï, un « pion » disent même certains chercheurs. Une certitude : Ebrahim Raïssi a toujours été un dur, qui a endossé les pires exactions du régime, avec le soutien indéfectible des gardiens de la révolution. Très tôt, il s'est mis au service

de l'institution judiciaire du pays. Le bras droit du régime. Celui qui condamne et punit. Parallèlement, la République islamique a eu besoin d'un bras gauche qui ne tremble pas, qui a la capacité d'arrêter, d'emprisonner, de torturer, voire de tuer. Ce seront les gardiens de la révolution, les pasdarans, et tous les miliciens sous leur contrôle, qui vont assumer ce rôle. Entre Raïssi et ces derniers, le renvoi d'ascenseur sera permanent et explique en grande partie la radicalisation progressive du régime.

Un Etat dans l'Etat



PHOTO : Atta Kenare/AFP

Aujourd'hui, dans l'effroyable répression menée depuis trois mois contre la jeunesse iranienne, l'actuel président sait qu'il peut compter sur ces gardiens devenus extrêmement puissants. Un pouvoir à la fois policier, militaire et économique. Un Etat dans l'Etat, voire plus puissant que l'Etat. « Mais, attention, les pasdarans ne forment pas pour autant un groupe homogène », nuance l'historien Jonathan Piron, coordinateur du pôle prospective d'Etopia, un centre de recherche basé à Bruxelles. On distingue une fracture entre les anciens, qui ont participé à la guerre Iran-Irak, et les plus jeunes, dont certains sont ultranationalistes, prêts à aller plus loin dans la

répression de leur propre population. »

Entre toutes les chapelles qui composent ce corps des gardiens de la révolution, il est difficile de faire le tri. Et de les classer par ordre de cruauté. Les Forces spontanées des terres islamiques sont sans doute les brigades que la jeunesse iranienne craint le plus lorsqu'elles surgissent dans les rues de Téhéran. Encore plus que les nombreuses autres polices et milices chargées de réprimer les manifestations provoquées par la mort de Mahsa

Amini, le 16 septembre, après avoir été arrêtée pour un voile mal ajusté.

Ces brigades ne sont enregistrées nulle part et personne ne sait de quel commandement elles relèvent. Même leur logo (un fusil à lunette traversant un globe terrestre sur fond jaune) ressemble comme deux gouttes d'eau à celui du Hezbollah libanais, suggérant qu'elles sont une émanation du corps des pasdarans – que l'on appelle aussi le Sepah (« l'armée », en persan). A peine moins redoutables sont les NOPO, acronyme des Forces spéciales de la garde provinciale, eux aussi rattachés aux pasdarans. On les reconnaît à la couleur noire de leurs vête-

ments, ce qui leur vaut d'être surnommés, dans un persan châtié, en rupture avec leur terrifiante brutalité, les « *siah djameghan* », les « noirs vêtus ».

Le corps d'élite des gardiens de la révolution a été créé en 1979, à partir d'un assemblage de milices, pour pallier les insuffisances de l'armée iranienne mal en point depuis la chute du chah et la purge ou l'exil de milliers de ses officiers. Le Kurdistan s'étant alors soulevé contre la jeune République islamique, les pasdarans se font connaître en intervenant dans cette province d'une façon particulièrement sanglante. Avec l'invasion de l'Iran par l'Irak, en septembre 1980, ils se précipitent pour repousser l'armée de Saddam Hussein et subissent de véritables hécatombes. Des dizaines de films, des centaines de récits célébreront leur geste « héroïque » tout au long de cette guerre interminable – près de neuf ans.

On retient peu, en revanche, qu'ils ont sacrifié des dizaines de milliers de gamins, âgés de 13 à 16 ans, des petits *mostazafin* (« déshérités », en persan et en arabe) venus des quartiers pauvres des villes, enfants de métayers issus de villages de misère envoyés à la mort lors d'immenses offensives mal préparées ou sur les champs de mines pour ouvrir des passages à l'infanterie. Abus de l'enfance, détournement criminel de l'innocence, les mollahs donnaient à ces enfants soldats une image de l'imam Khomeyni sous plastique pour qu'elle ne soit pas salie par la boue des tranchées, et une clé en plastique qu'ils portaient à leur cou et qui était censée leur ouvrir la porte du paradis. Plus tard, on découvrira

que les *kéleedé-behéchte*, les « clés du paradis », étaient fabriquées à la chaîne... en Chine, pays professant l'athéisme.

Mostafa Chamran, figure de l'islam politique

Mais, au début de la guerre, le Sepah, c'est d'abord une fraternité d'armes au point que les uniformes des combattants ne portent aucun grade. L'un de ses fondateurs est célébré sur les lignes de front pour son courage légendaire : Mostafa Chamran. Ses admirateurs l'ont même surnommé le « Che », bien sûr en référence à Guevara. Parce qu'il fut un grand professionnel du mouvement révolutionnaire, un internationaliste non pas marxiste mais islamiste.

Entraîné au maniement des armes à Cuba, à la guérilla dans l'Égypte de Nasser, il s'est ensuite trempé dans la lutte clandestine des années 1970, de l'Algérie à la Syrie et à la Libye. Pendant la guerre civile libanaise (1975-1990), on le retrouve à Beyrouth, où il joue un rôle politique et militaire important, participant à la fondation du mouvement armé chiite Amal. Figure de l'islam politique, qui commence à se développer, ce physicien, qui fut professeur à l'université de Berkeley, en Californie, puis vice-président du nouveau gouvernement iranien au lendemain de la chute du chah, conseiller militaire de l'imam Khomeyni, ministre de la défense de la toute jeune République islamique, avouait n'avoir pourtant qu'un seul horizon : la guerre sainte. Lors de l'invasion de l'Iran, il quitte son ministère pour redevenir un simple combattant. A 48 ans, il n'est pourtant plus très jeune pour monter en première ligne. Blessé à la jambe par un obus, il refuse de quitter son unité. Le 21 juin 1981, il est tué sur le front du Khouzistan (sud-ouest de l'Iran).

Avant sa mort, Chamran avait décrit le djihad comme un idéal de vie, qui permet à l'homme de se dépasser, un ascétisme

qui éloigne l'homme de l'égoïsme, une quête de la pureté qui ne se rencontre que dans les tranchées sous le feu ennemi. Dans la culture mystique persane, on rencontre le personnage mythique du *javānmard*. C'est à la fois un homme intègre et un chevalier, amené dans sa quête spirituelle à fréquenter la mort. À l'opposé, on trouve le *nāmard*, celui qui n'est pas « viril », n'a pas de parole, pas d'honneur (-autrement dit, le salaud). Ces mots sont encore utilisés dans le vocabulaire politique iranien.

L'image du *javānmard* a hanté Mostafa Chamran. Mais à cause du sang versé au Kurdistan, lorsqu'il a dirigé la répression, il n'a pu se prévaloir de cette caution. C'est à présent le temps du *nāmard* avec les commandants actuels des pasdarans, assimilés par une large partie de la population à des chefs de gang qui tuent des adolescents et même des enfants, à des parrains de clans mafieux, gavés de richesses mal acquises et corrompus au-delà de toute raison. Celui qui ne cherche pas la mort sur les champs de bataille mais s'applique à l'administrer.

Un cursus religieux à Qom

Ebrahim Raïssi n'est assurément pas un *javānmard*. Trop de sang a coulé entre ses mains. Dès ses 17 ans, il s'est engagé dans la répression des opposants. À 20 ans, il prononce déjà des condamnations à mort en sa qualité d'adjoint au procureur des tribunaux révolutionnaires des villes de Karaj, puis d'Hamadan, l'ancienne capitale du premier Empire perse. A 28 ans, il est l'un des quatre membres de la « *commission de la mort* », nommés en 1988 par l'ayatollah Khomeyni pour éliminer les dissidents détenus dans les prisons du pays. Selon Amnesty International, plus de 5 000 prisonniers politiques, dont la majorité est affiliée à l'organisation dissidente des Moudjahidin du peuple, seront exécutés dans 32 villes. Un véritable pacte de sang voulu par le fondateur de la Répub-

lique islamique dont le but est de lier par cette vague d'assassinats de masse tous les responsables du pays.

Fils d'*akhounds* (religieux) de Machhad, la grande ville sainte du Nord-Est, où repose Reza, le huitième des douze imams historiques du chiisme – le seul à avoir son caveau en Iran –, il n'appartient pas à ces riches familles de hauts dignitaires chiites qui accompagnent l'histoire de l'Iran. Il ne sera donc jamais un notable comme eux. Sa famille vit modestement, ce qui est souvent le cas pour le bas clergé iranien. Avec la mort de son père, quand il a 5 ans, la famille sombre dans la précarité, ce qui lui fera dire plus tard : « *J'ai goûté à la pauvreté plus que j'en ai entendu parler. Je n'ai pas souvenir d'avoir vu [ma famille] acheter un kilo de riz ou la moitié d'un kilo de viande.* »

A 15 ans, il poursuit son cursus religieux à Qom, dont les séminaires fourniront une partie importante des cadres politiques de la République islamique. Il obtiendra un doctorat en jurisprudence islamique et en droit privé. De la pauvreté, il n'est pas encore sorti. Aussi vend-il des chapelets pour pouvoir continuer ses études, qui lui permettront de devenir ayatollah. Un bon point pour sa carrière, il a été l'élève pendant plusieurs années d'Ali Khamenei, l'actuel Guide suprême. En 1985, il gagne Téhéran pour devenir adjoint du procureur général des tribunaux révolutionnaires, un poste déjà considérable. Interrogé sur l'exécution de tous les prisonniers politiques en 1988, Ebrahim Raïssi niera avoir joué le moindre rôle, tout en rendant « *hommage* » à l'« *ordre* » donné par Khomeyni. Lors du scrutin présidentiel de 2017, le candidat sortant, le « *pragmatique* » Hassan Rohani, lui rappellera ce passé sanglant en lui disant que son bilan n'était constitué « *de rien d'autre que des exécutions et des peines de prison* ».

Au « bourreau », la justice

Ces assassinats de masse ont eu deux conséquences : d'abord, ils ont permis d'éliminer celui que l'on surnommait alors « *l'espérance de l'imam* [Khomeyni] », c'est-à-dire son successeur, l'ayatollah Hossein-Ali Montazeri, haï par les durs du régime parce que plus tolérant que le père de la révolution islamique. Dans une lettre longtemps demeurée secrète, le haut prélat avait dénoncé ces exécutions, ce qui conduira irrémédiablement à sa chute. Il sera remplacé plus tard par Ali Khamenei, qui n'a pourtant pas les qualifications religieuses nécessaires pour devenir Guide suprême. La seconde conséquence, c'est que Raïssi a gagné à jamais ses galons auprès des factions les plus radicales et des pasdarans. Ils savent désormais qu'il n'est pas *chol* (« mou »), qu'ils peuvent donc compter sur lui.

Le « bourreau », fort du soutien des forces sécuritaires, de Khomeyni et de son futur successeur, Ali Khamenei, va poursuivre son ascension au sein de l'autorité judiciaire, le troisième pilier du régime, avec l'appareil sécuritaire et les institutions politico-religieuses. Il est nommé procureur général de Téhéran de 1989 à 1994, puis chef adjoint de l'autorité judiciaire de 2004 à 2014, année de sa nomination au poste de procureur général du pays.

« C'est un juge despote, mais avec une conception mécanique de la justice. » Un ancien ministre iranien réfugié à Paris

L'ayatollah Raïssi va aussi présider pendant vingt ans le tribunal spécial des religieux, un poste de premier plan puisqu'il supervise aussi bien les hauts dignitaires que les petits mollachs de village et prononce contre les uns et les autres d'innombrables sanctions. Ayant la capacité de nommer les juges, l'ayatollah Raïssi se constitue un réseau politique de premier plan. En même temps, il a été capable de moderniser la justice pour répondre aux attentes de la population. « *C'est un ex-*

cellent organisateur, analyse un ancien ministre iranien, réfugié à Paris. Avant lui, jamais le système judiciaire n'avait fonctionné comme l'ossature principale de la répression et du contrôle de la population. C'est un juge despote, mais avec une conception mécanique de la justice. »

Pendant que l'ayatollah Raïssi modèle tout ce qui relève du judiciaire, les pasdarans vont, eux, façonner à leur guise les services de sécurité. Dès la fin de la guerre contre l'Irak, les plus « durs » ont purgé le Sepah de ses éléments plus modérés. Non seulement ils règnent sur la sécurité, mais ils sont intouchables : leur jeune chef, Mohsen Rafigh Doust, a fait main basse, au moment de la chute du chah, sur les innombrables dossiers de la Savak, sa police politique. Or ils ne sont pas nombreux ceux qui, parmi les religieux et le nouveau personnel politique, n'ont pas collaboré à un moment ou à un autre avec elle. Surnommé « poche d'or » pour sa corruption, Rafigh Doust sait donc tout. Sur tous. Les pasdarans vont aussi bénéficier du soutien d'Ali Khamenei, comme président de la République islamique (1981-1989), puis comme Guide suprême.

« Les pasdarans sont dépendants de l'autorité religieuse, qui leur donne une légitimité sans laquelle leur rôle pourrait être remis en question. Sans le Guide suprême, ils ne sont rien. Mais, sans eux, le Guide n'est rien non plus. Ils assurent la protection du régime », déclare Stéphane Dudoignon, directeur de recherche au CNRS et auteur de l'ouvrage *Les Gardiens de la révolution islamique d'Iran* (CNRS Editions, 2022). C'est d'ailleurs le Sepah qui gère et assure la protection du Beit-e Rahbari, la Maison du Guide suprême. L'équivalent de son bureau. Du temps de Khomeyni, ce bureau n'était constitué que d'une quinzaine de cadres. Sous le magistère de l'ayatollah Khamenei, il en compte 1 700. Là est le cœur du pouvoir iranien.

« L'un des soucis principaux des pasdarans, c'est l'autofinancement. Cela remonte à la guerre contre l'Irak, où chaque brigade était rattachée aux mosquées et aux bazars de la région qui les finançaient. » Stéphane Dudoignon, directeur de recherche au CNRS

Après les purges, le premier souci du Sepah a été de mailler le pays en constituant 36 corps d'armée répartis sur l'ensemble du territoire, chacun bénéficiant d'une grande autonomie, tant au niveau du commandement que de ses ressources propres. « L'un des soucis principaux des pasdarans, c'est l'autofinancement, analyse Stéphane Dudoignon. Cela remonte à la guerre contre l'Irak, où chaque brigade était rattachée aux mosquées et aux bazars de la région qui les finançaient. Leur organisation se faisait donc sur une base régionale et c'est encore vrai aujourd'hui. Entre eux, ils ont une solidarité autrement plus forte que dans une armée conventionnelle. Ils sont du même coin et se connaissent depuis les bancs de l'école. Dès lors, quand leur chef leur dit "on y va", ils n'hésitent pas à le suivre, jusqu'à la mort s'il le faut. »

Le gros des troupes est formé des miliciens du *bassidj* (« mobilisation »), un corps créé lui aussi en 1979, qui compterait quelque 400 000 hommes, répartis en des milliers de centres sur tout le territoire. Depuis 2007, ils ont été intégrés au sein des gardiens de la révolution. Dans l'actuel soulèvement de la jeunesse iranienne, beaucoup portent des vêtements civils qui leur permettent de se mêler aux manifestants et de les arrêter.

Selon le chercheur Saeid Golkar, auteur d'une récente étude sur cette milice d'Etat, reprise par l'institut indépendant Carnegie Middle East Center, « le *bassidj* compte pas moins de 22 organisations différentes, dont celles des étudiants dans les universités, qui s'emploient à identifier et à éliminer les dis-

idents. A ce jour, sur les 56 membres des forces de l'ordre qui ont été tués, 31 étaient des *bassidji*, ce qui témoigne de leur forte présence dans la rue.

» Leur intervention a été décisive dans l'écrasement des révoltes qui secouent périodiquement l'Iran, au prix de centaines de morts – 1 500 pour le « novembre sanglant » de 2019, selon l'agence Reuters. « Ils ont sacrifié leur vie pour protéger le peuple des émeutiers. Leur présence montre que la révolution islamique est vivante », les a remerciés récemment le Guide suprême Ali Khamenei.

Le Sepah contrôle 33 % de l'économie

Pouvoir policier, donc, mais aussi extraordinaire puissance économique. Après la fin de la guerre contre l'Irak, la reconstruction du pays offre de belles opportunités. Les unités de génie militaire, équipées de bulldozers et de tractopelles, s'emparent alors des marchés du BTP, créant des entreprises géantes, comme la Mutuelle du Sepah. Anticipant la fin du conflit, les pasdarans ont aussi créé un gigantesque holding, le Khatam al-Anbiya, qui gèrera bientôt plus de 800 sociétés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran, embauchant des milliers d'officiers démobilisés pour en devenir les cadres.

Rares sont les domaines qui échappent à cette tentaculaire société de travaux publics et d'ingénierie qui investit d'abord l'armement et l'énergie, contrôlant l'extraction pétrolière et la pétrochimie, avant de se lancer dans tout ce qui peut lui rapporter : l'import-export, les techniques de communication, la construction, la médecine... Entre 2005 et 2013, sous la présidence de Mahmoud Ahmadijad, qui va privatiser largement l'économie, la Mutuelle du Sepah va acquérir des actifs dans les secteurs les plus divers, avec une prédilection pour l'automobile. Même l'industrie artistique, dont le cinéma et le théâtre, l'intéresse.

Aujourd'hui, selon le département d'Etat américain, le Sepah contrôle environ 33 % de l'économie iranienne – 50 %, selon d'autres experts. Sans parler de la contrebande, largement sous son emprise, avec la mise en place d'un véritable complexe industriel d'exportation clandestine d'hydrocarbures, et le contrôle du trafic d'héroïne, florissant à la frontière irano-afghane. Conséquence de cette confiscation de l'économie, des implications sans cesse plus nombreuses de hauts responsables des pasdarans dans les affaires de corruption.

Sauver le régime de Bachar Al-Assad

Ce qui est singulier, c'est que cette installation du Sepah dans le monde des affaires, et même l'affairisme, n'annihile pas forcément son zèle révolutionnaire, son esprit internationaliste et sa culture djihadiste. Les jeunes retraités de la guerre Iran-Irak vont ainsi constituer une part importante de l'état-major et de l'encadrement du corps expéditionnaire venu sauver le régime de Bachar Al-Assad de 2010 à 2018. « En Syrie, plus que l'armée russe, ce sont les pasdarans qui ont empêché le régime de s'effondrer », indique le juriste et politiste franco-syrien Firas Kontar. Assad a fait appel à eux très tôt parce qu'il les avait vus réprimer avec succès, en 2009, la « révolution verte » et qu'ils ne risquaient pas de faire défection, contrairement aux soldats de son armée. » Les pasdarans ne se privent pas de montrer qu'ils sont les maîtres des opérations. « Bachar Al-Assad fait la guerre en Syrie comme notre adjoint », dira même, en mai 2014, Hossein Hamadani, un général des pasdarans et vétéran de la guerre Iran-Irak.

Cette guerre, l'Iran l'a faite pour aider un allié – la Syrie a été le seul pays arabe à le soutenir durant son conflit avec Bagdad – et empêcher toute aspiration démocratique d'émerger au Proche-Orient, mais aussi pour permettre la « réidéologisation » du régime à l'heure où la

bureaucratie, la recherche du profit en même temps que l'aspiration de la société à sortir du religieux sapent ses fondements révolutionnaires. Tous les grands mythes de la guerre contre l'Irak, dont le culte des martyrs et la « *défense sacrée* » des grands lieux saints chiites (quasiment tous situés en Irak et en Syrie), sont convoqués pour édifier un ciment collectif.

Il faut bien des héros à la mesure de l'enjeu. Le général Qassem Soleimani, le chef de la force Al-Qods (appellation arabe de Jérusalem, ville vers laquelle, selon la hiérarchie militaire iranienne, les conquêtes doivent se diriger), va incarner cette remobilisation idéologique. Le dirigeant de la branche la plus puissante des pasdarans, chargée des opérations secrètes, du renseignement et des guerres sur les théâtres extérieurs, devient le stratège de l'Iran au Proche-Orient, où l'on suit son passage d'un conflit à un autre. En Syrie, il organise une sorte d'internationale révolutionnaire chiite, comprenant des conseillers militaires iraniens, des brigades irakiennes, afghanes, pakistanaïses et des unités du Hezbollah libanais pour sauver, avec l'aviation russe, le régime baasiste. Comme Mustafa Chamran, il aime les champs de bataille où, à ses yeux, se prolonge l'histoire sainte chiite. Mais il n'a rien d'un *javānmard*, même s'il joue lui aussi avec cette image.

En 2015, il dirige le siège d'Alep. Ce qui entraînera la destruction quasiment complète de l'une des plus vieilles et belles cités au monde. Plus tard, on le retrouvera en Irak, lors du siège de Mossoul, contre l'organisation État islamique (EI). Sa popularité est à son sommet. A la suite d'un sondage, le site iranien *Khabaronline* (proche des conservateurs pragmatiques) l'élit « *homme de l'année* » en 2015. Des rumeurs commencent à circuler : il sera

le candidat quasi officiel des pasdarans au scrutin de 2021.

Toujours davantage de pouvoir

Car ce que visent les gardiens de la révolution à présent, c'est toujours davantage de pouvoir. Ils ne veulent plus de président « *pragmatique* », comme le furent Mohammad Khatami (de 1997 à 2005) et Hassan Rohani (de 2013 à 2021), qui ont essayé de limiter leur influence et étaient partisans d'apaiser les relations de Téhéran avec les pays occidentaux. En mai 2017, ils ont clairement témoigné de leur volonté de peser sur le scrutin présidentiel en réunissant quelque 12 000 miliciens pour un meeting de soutien au candidat Raïssi sur la place du Majlis, à Téhéran. Sans succès puisque Hassan Rohani a été réélu. Ils ont aussi présenté un de leurs officiers, Mohammad Qalibaf, un ancien aviateur, qui fut le pilote personnel du Guide. Il a échoué, mais il est quand même devenu maire de Téhéran, entre 2005 et 2017.

Même si les gardiens de la révolution conservent un lien existentiel très solide avec le Guide, ils sont en passe de devenir une force politique indépendante, avec un bureau politique, un organe de propagande – *Sob-e Sadegh* (« *le matin de l'espoir* ») – pour lancer chaque semaine les nouveaux mots d'ordre, des agences de presse, des journaux, des magazines... Jusqu'à détenir un pouvoir bien supérieur à celui du président de la République. « *Officiellement, le président détient la seconde place après le Guide dans la prise de décision mais, dans les faits, son pouvoir est inférieur à celui des pasdarans*, confirme Mohammed Alsulami, président de l'Institut de recherches internationales des études iraniennes de Riyad. *On a pu le voir quand les pasdarans ont abattu l'avion ukrainien*

[le 8 janvier 2020, causant la mort de 176 personnes] *et qu'ils n'en ont pas informé le gouvernement pendant trois jours.* »

La grande ironie de l'histoire, c'est que Raïssi devra son destin présidentiel aux Etats-Unis. Dans la nuit du 2 janvier 2020, le mythique général Qassem Soleimani, le candidat des pasdarans, est tué par une frappe ordonnée par Donald Trump contre son convoi sur l'aéroport de Bagdad. Si bien que, pour les élections de 2021, la direction du Sepah se range sans surprise derrière Raïssi. Le Guide, qui ne peut se prononcer pour l'un ou l'autre des candidats, l'a favorisé en le nommant dès 2016 à la tête de la fondation religieuse Astan Quds Razavi, la plus riche du monde musulman, à Machhad, avec notamment dans son giron le sanctuaire de l'imam Reza, qui accueille chaque année entre 17 et 20 millions de pèlerins et bénéficie de revenus extraordinaires échappant à tout impôt. Raïssi est d'ailleurs marié avec la fille de l'imam de la prière de cette institution, lequel est aussi le représentant du Guide dans cette ville. La boucle est bouclée. La province du Khorasan Razavi, où est situé Machhad, apparaît dès lors comme un formidable bastion d'où il tire richesse, soutiens religieux et politique.

Sa victoire, avec 61,9 % des voix, ne sera cette fois qu'une simple formalité, ses concurrents les plus sérieux ayant vu leur candidature invalidée par le conseil des gardiens de la Constitution, organisme non élu et proche de l'aile dure du régime chargé de vérifier leur loyauté à l'égard de la République islamique. « *Une des idées émises pendant les débats présidentiels est que l'alignement entre le Guide suprême, le corps des pasdarans et le nouveau président issu des*

“durs” ouvrira la voie à plus de stabilité au sein du régime », souligne l'historien Jonathan Piron. Tous les pouvoirs étant détenus par les branches les plus conservatrices du système, il ne reste plus de la république que des trompe-l'œil.

Cette dernière élection présidentielle a aussi permis au régime de préparer la succession du Guide suprême, âgé de 83 ans, fatigué et malade. Avec son éclatante victoire, Raïssi a marqué des points précieux mais, depuis l'actuel soulèvement, il en a beaucoup perdu. Dorénavant, il lui faut compter avec Mojtaba Khomeini, le deuxième des quatre fils du Guide – tous des religieux –, qui dirige la « *Maison* ». Parfait homme de l'ombre, Mojtaba se prépare depuis des années à remplacer son père. Lui aussi a tissé des liens très étroits avec les pasdarans. A moins d'une entente entre eux, la bataille promet d'être sévère.

Sans compter qu'on prête aux pasdarans l'idée de transformer, à l'occasion de cette succession, la République islamique en Etat islamique, sans représentation populaire. « *Il ne faut jamais oublier*, souligne un intellectuel iranien qui, vivant à Téhéran, a demandé l'anonymat, *que le commandement des pasdarans est strictement engagé dans la défense de la République islamique et non de l'Iran. Et cela à l'heure où le soulèvement de la jeunesse porte précisément sur la nécessité de séparer ces deux concepts. C'est pourquoi ce commandement ne s'interdit aucune limite pour affronter le peuple iranien, y compris ses célébrités, ses champions sportifs, ses actrices...* » Une vision du monde totalement périmée, voire incompréhensible, pour la jeunesse. Ce qui fait dire à une Iranienne exilée à Paris : « *Tous sont des nāmard. Ce que l'Iran attend, c'est son javānmard. Quand viendra-t-il ?*



2022/12/18

Kurdistan Region President reiterates 'coexistence' on Minority Rights Day

"We work towards a Kurdistan that is inclusive and a safe sanctuary for all, regardless of any differences," the Kurdish president wrote.

On the International Day of Minority Rights, President Nechirvan Barzani reiterates coexistence in the Kurdistan region.

Marking Minority Rights Day, Barzani shared a tweet, in which he stressed that the Region would continue adhering to the principles of tolerance, coexistence, forgiveness, and diversity towards all religious and ethnic communities, including the protection of their rights.

"We work towards a Kurdistan that is inclusive and a safe sanctuary for all, regardless of any differences," the Kurdish president wrote.



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaking during a press conference. (Photo: Kurdistan Region Presidency)

Established on December 18, 1992, Minority Rights Day is celebrated annually to promote awareness about the importance of helping minorities over-

come challenges they face.

Dubbed a safe haven for those who sought refuge following Syria's civil war in 2011 and

the rise of the Islamic State in 2014, the Kurdish region hosted more than two million displaced Iraqis and Syrians from different ethnic and religious backgrounds.

Despite the financial, social and economic burden it caused, Erbil shouldered the cost of hosting these refugees in their time of need.

Kurdistan Regional Government (KRG) had previously announced that it would continue hosting nearly a million internally displaced people (IDPs) and refugees despite the mass closure of Iraqi federal government-run camps in other parts of Iraq.



19 décembre 2022

Iran : une attaque « terroriste » fait 4 morts parmi les forces de sécurité

L'attaque a eu lieu dans une région frontalière avec le Pakistan et l'Afghanistan, touchée par des épisodes de violence ces derniers mois.

L'attaque a eu lieu dans une région frontalière avec le Pakistan et l'Afghanistan, touchée par des épisodes de violence ces derniers mois.

Quatre membres des forces de sécurité ont été tués dans une attaque dans le sud-est de

l'Iran, a annoncé lundi l'agence officielle Irna. «*Lors d'un acte terroriste, quatre membres des forces de sécurité des Gardiens de la révolution*», l'armée idéologique de l'Iran, «*sont tombés en martyrs*» dans la région de Saravan, selon Irna.

Cette attaque s'est produite

dans la province du Sistan-Balouchistan, située à proximité de la frontière avec l'Afghanistan et le Pakistan et touchée par des épisodes de violence ces derniers mois. C'est l'une des plus pauvres d'Iran et abrite la minorité baloutche, qui adhère majoritairement à l'islam

sunnite et non au chiisme dominant dans le pays.

Le chef des gardes-frontières de Saravan, Hosseinali Farahi, cité dimanche soir par Irna, a fait état d'un conflit entre ses forces et «*des agresseurs armés membres d'un groupe ter-*

roriste». Les agresseurs, qui avaient «l'intention d'entrer sur le territoire iranien, en provenance du Pakistan, pour faire des opérations de sabotage», ont «fui vers le pays voisin», a-t-il ajouté.

Une région sous tension

Le 14 décembre, le ministère iranien du Renseignement avait annoncé l'arrestation de trois individus impliqués dans l'assassinat présumé d'un imam sunnite, tué le 8 décembre au Sistan-Balouchistan. Zahedan, le chef-lieu de la province, a

été touché par plusieurs jours de violences déclenchées le 30 septembre lors de manifestations contre le viol d'une adolescente imputé à un policier. Plusieurs membres des forces de sécurité figurent parmi les dizaines de personnes tuées dans ces violences.

Les autorités avaient limogé deux hauts responsables de la sécurité de la région, dont le chef de la police de Zahedan, après la publication d'une enquête, menée à la demande du président iranien Ebrahim Raïssi, faisant état de «négligences de la part de certains

officiers» ayant conduit à la mort de civils «innocents».

Ces incidents sont survenus alors que le pays est en proie à des manifestations depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs. Selon des experts, les Baloutches ont pris exemple sur les manifestations provoquées par la mort de Mahsa Amini, initialement pour défendre les droits des femmes et qui se sont élargies à d'autres revendications.

Des milliers d'Iraniens et une quarantaine d'étrangers ont été arrêtés et plus de 2000 personnes inculpées en lien avec ces manifestations, selon les autorités judiciaires. Deux hommes de 23 ans ont été pendus, accusés de faits en lien avec ces troubles.

A Qom, une ville sainte chiite du centre de l'Iran, quatre religieux ont par ailleurs été blessés dimanche lors d'une agression commise par «des inconnus» qui ont utilisé «un objet pointu», a annoncé Irna.



Avec AFP
mardi 20 décembre 2022

Iran: le réalisateur Asghar Farhadi appelle à libérer l'actrice Taraneh Alidoosti

A l'instar de nombreuses personnalités et défenseurs des droits humains depuis ce week-end, le réalisateur Asghar Farhadi a lui aussi demandé mardi la "libération" de l'actrice iranienne Taraneh Alidoosti, arrêtée samedi en Iran pour avoir soutenu la vague de protestation.

"Je suis aux côtés de Taraneh et je demande sa libération ainsi que celle de mes autres camarades cinéastes Jafar Panahi et Mohammad Rasoulof, et de tous les autres prisonniers moins connus dont le seul crime est d'avoir voulu une vie meilleure", a affirmé Asghar Farhadi mardi sur Instagram.

Figure du cinéma iranien ("Leïla et ses frères"), Taraneh Alidoosti, 38 ans, a été arrêtée samedi pour des publications sur les réseaux sociaux en soutien aux protestations dénonçant notamment l'exécution de manifestants, ou dans lesquelles on la voit enlever son voile.



L'actrice iranienne Taraneh Alidoosti au festival de Cannes, dans le sud de la France, le 26 mai 2022. AFP/Archives - LOIC VENANCE

"Si montrer un tel soutien est un crime, alors des dizaines de millions de personnes de ce pays sont des criminels", a également écrit le cinéaste iranien, deux fois oscarisé, qui fit notamment jouer l'actrice dans "Le client" (Oscar du meilleur film en langue étrangère en 2017).

Taraneh Alidoosti est la per-

sonnalité la plus renommée arrêtée en lien avec le mouvement de contestation agitant l'Iran depuis trois mois. Plusieurs personnalités du cinéma iranien ont aussi été inquiétées ou arrêtées par les autorités, avant même l'actuelle vague de contestation, comme les réalisateurs Mohammad Rasoulof et Jafar Panahi, toujours en détention.

Depuis ce week-end, les appels à la libération de l'actrice fusent, tant en Iran qu'à l'international.

"La courageuse actrice d'Iran a été arrêtée", a publié sur Instagram sa consœur Golshifteh Farahani, qui a débuté sa carrière en Iran avant de fuir le pays et de s'installer en France.

Le groupe pop britannique des Pet Shop Boys a lui dénoncé un "gouvernement fasciste" en Iran à la suite de cette arrestation, tandis que le festival de Cannes a demandé la "libération immédiate" de Taraneh Alidoosti.

La contestation en Iran a été déclenchée par la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans décédée après avoir été arrêtée à Téhéran par la police des mœurs. Depuis, des centaines de personnes ont été tuées, des milliers arrêtées et deux hommes de 23 ans ont été pendus.

Otan : la justice suédoise refuse l'extradition d'un journaliste exigée par la Turquie

Le ministre turc des affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a dénoncé mardi 20 décembre une « mesure très négative » prise par la Suède, après le refus de sa Cour suprême d'extrader le journaliste Bülent Kenes, réclamé personnellement par le président Recep Tayyip Erdogan. Ankara avait demandé un certain nombre d'expulsions d'opposants pour donner son feu vert à l'élargissement de l'Otan à la Suède et à la Finlande.

« Le rejet de notre demande d'extradition de Bülent Kenes est une mesure très négative. Les participants au putsch doivent être renvoyés en Turquie », a déclaré le ministre, en référence à la tentative de coup d'État de juillet 2016. « Nous ne voulons plus entendre de paroles de la part de la Suède ou de la Finlande, ce que nous voulons ce sont des mesures concrètes », a martelé le ministre turc devant la presse.

La Suède a expulsé début dé-

cembre un membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), que la Turquie et ses alliés occidentaux considèrent comme un mouvement « terroriste ». Une mesure qu'Ankara avait considérée comme un « début ». « S'ils pensaient qu'après (cette expulsion) nous allions renoncer à nos demandes, ce n'était pas réaliste », a insisté mardi Mevlüt Cavusoglu.

« Pas un terroriste »

Lundi, la Cour suprême suédoise, chargée des recours contre les extraditions, avait retenu « plusieurs obstacles » à la remise aux autorités turques de l'ex-rédacteur en chef de *Today's Zaman*, accusé par Ankara d'avoir été complice de la tentative de coup d'État de 2016 et d'être membre du mouvement güleniste.

La haute juridiction avait relevé son statut de réfugié en Suède, le fait que les accusations portées contre lui relèvent de « crimes politiques » ou ayant

trait à la sécurité de l'État turc. Elle avait aussi souligné qu'être membre du mouvement du prédicateur Fethullah Gülen n'est pas répréhensible en Suède. « Il y a aussi un risque de persécution sur la base de ses convictions politiques. Une extradition ne peut donc pas avoir lieu », avait déclaré le juge Petter Asp.

« Je suis un journaliste, pas un terroriste », avait affirmé l'ancien éditorialiste du quotidien en anglais *Today's Zaman*, en se disant « certain que le régime utilisera d'autres méthodes pour rendre ma vie ici aussi difficile que possible ».

Une ratification soumise à l'approbation de la Hongrie et la Turquie

En dehors de la Hongrie qui doit ratifier l'adhésion de la Suède et de la Finlande début 2023, la Turquie est le seul pays à menacer d'empêcher l'adhésion à l'Otan des deux pays nordiques, décidée dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. An-

kara, Stockholm et Helsinki avaient signé un mémorandum d'accord lors du dernier sommet de l'Otan en juin, mais Recep Tayyip Erdogan avait de nouveau menacé de bloquer la ratification indispensable dès le lendemain.

Lors d'une visite du premier ministre suédois Ulf Kristersson pour convaincre le chef de l'État turc, ce dernier avait été interrogé sur les dizaines d'extraditions réclamées par Ankara dans le cadre des discussions. Le chef de l'État turc n'avait alors cité qu'un seul nom à titre d'exemple : celui de Bülent Kenes, 53 ans, qu'il accuse d'être un « terroriste ».

Les extraditions de militants kurdes ou de personnalités hostiles au régime turc réfugiés en Suède sont le point le plus délicat des exigences formulées par Ankara. Le gouvernement suédois souligne que la justice du pays nordique est indépendante et que les décisions déjà prises ne peuvent être remises en cause.

Iran : cent parlementaires français parrainent des manifestants condamnés à mort

Chacun des parlementaires est appelé à médiatiser le sort du condamné à mort qu'il parraine.

Ils sont « de tous bords politiques » et se sont portés volontaires. Cent députés, sénateurs et députés européens français ont décidé de parrainer chacun un manifestant condamné à mort en Iran à la

suite des protestations qui secouent le pays depuis plusieurs semaines, ont annoncé mardi 20 décembre des collectifs français de défense des droits humains en Iran.

Avec ces parrainages, ces parlementaires veulent « visibiliser le sort macabre » des Iraniens condamnés à mort « pour avoir manifesté, chanté,

ou posté contre le régime », ont souligné dans un communiqué les collectifs, rappelant que les condamnés « sont susceptibles de voir leur peine exécutée à tout moment ».

Amnesty International a fait savoir vendredi qu'au moins vingt-six personnes risquaient l'exécution en lien avec les manifestations en Iran déclenchées

par l'assassinat, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans morte après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire imposant aux femmes le port du voile en public.

Médiatiser le sort des condamnés

L'objectif de ces parrainages est de faire « un maximum de bruit pour mettre une pression diplomatique » et espérer « un sursis de ces exécutions », a déclaré à l'Agence France-Presse l'avocate Chirinne Ardakani, membre du collectif Iran Justice.

Cent parlementaires ont déjà répondu à cette initiative transpartisanne lancée il y a deux jours. « Très rapidement beaucoup de députés se sont manifestés », note le député socialiste Jérôme Guedj. Concrètement, chacun des parlementaires est appelé à médiatiser le sort du condamné à mort

qu'il parraine « en entreprenant un travail de plaidoyer actif et constant auprès de toutes autorités utiles », a précisé le communiqué.

« Moi j'ai choisi de tweeter en français et en persan pour que ce soit lisible par le plus grand nombre », a expliqué le député d'origine iranienne Hadrien

Ghomi, de la majorité présidentielle, Renaissance. « C'est un soutien essentiellement symbolique », reconnaît le député de la gauche radicale LFI Arnaud Le Gall.

Ces types de parrainage ont aussi été mis en place auprès de parlementaires allemands, norvégiens et canadiens.

LE FIGARO

Georges Malbrunot
20 décembre 2022

Au sommet sur l'Irak, Macron s'en prend à l'Iran

Paris et Téhéran se sont affrontés verbalement devant des dirigeants arabes, réunis en Jordanie pour renforcer la stabilité de l'Irak.

MOYEN-ORIENT Pour la deuxième année consécutive, Emmanuel Macron s'est réuni en sommet mardi avec certains des principaux dirigeants du Moyen-Orient pour parler de l'Irak, pays démembré par les États-Unis en 2003, dont la stabilité est essentielle à la préservation des équilibres dans la région. Mais l'absence sur la rive jordanienne de la mer Morte du président turc, Recep Tayyip Erdogan, de l'émir du Qatar, Cheikh Tamim al-Thani, et surtout du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman ainsi que de son grand rival, Ebrahim Raïssi, le président de la République islamique d'Iran, a montré les limites de l'exercice.

À la décharge du chef de l'État français - à l'origine de ces réunions après en avoir proposé l'idée en 2019 au président la République irakienne de l'époque, Barham Saleh, - les conditions régionales ont changé depuis la première édition en août 2021 de ce format, appelé « Conférence de Bagdad ». À Moustapha al-Kazemi, acquis à l'idée de desserrer l'emprise iranienne sur l'Irak, a succédé en octobre au poste



Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, et le président français, Emmanuel Macron (de gauche à droite), lors de leur arrivée, mardi, au sommet Bagdad II, en Jordanie. KHALIL MAZRAAWI/AFP

de premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani, considéré comme proche des intérêts iraniens à Bagdad. D'autre part, le différend nucléaire entre Téhéran et les grandes puissances s'est aggravé. Enfin, depuis trois mois, le pouvoir iranien réprime dans le sang une révolte, qui dégrade encore plus ses relations avec les pays occidentaux.

Après avoir exercé de fortes pressions pour que l'événement ait lieu en cette fin d'année, Paris, coprésident de cette conférence avec l'Irak et l'hôte

jordanien, entend « soutenir avec les pays de la région la souveraineté, la sécurité et le bien-être de la population » irakienne. Devant la quinzaine de participants - parmi lesquels le roi Abdallah de Jordanie, le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, et les ministres des Affaires étrangères saoudien et iranien - Emmanuel Macron a détaillé une ambitieuse feuille de route en insistant sur la priorité que l'Irak recouvre sa souveraineté. Un mot que le chef de l'État répéta davantage que les responsables arabes, quitte à crispier le représentant iranien,

voire le premier ministre irakien.

« Je veux vous dire l'attachement de la France (...) pour qu'il y ait une voie qui ne soit pas celle d'une forme d'hégémonie, d'impérialisme, de modèle qui serait dicté de l'extérieur », a tonné Emmanuel Macron. Allusion claire à l'influence déstabilisatrice de l'Iran chez son voisin irakien. Après avoir insisté sur l'urgence à traiter en commun les conséquences du réchauffement climatique et les problèmes d'interconnexion énergétiques, le président français a appelé ses partenaires à « prendre cet agenda dans sa plénitude : politique, économique et énergétique ». Mais les discours des dirigeants arabes ont montré l'étendue de la tâche d'Emmanuel Macron pour leur faire endosser son « agenda sécuritaire » face à l'Iran, qui détient en otages sept ressortissants français.

Le président égyptien al-Sissi, qui « rejette toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak », et le ministre bahreïnien des Affaires étrangères Abdulatif al-Zayani, qui a dénoncé les « milices armées » (pro-

iraniennes d'Irak), ont été les seuls à reprendre la dialectique française. Tout en partageant sur le fond les critiques françaises envers l'Irak, les autres ont préféré ménager le nouveau chef du gouvernement irakien, attendu prochainement en visite officielle à Paris. Mohammed Chia al-Soudani s'est engagé à renforcer la coopération avec « les pays frères », affirmant son refus qu'« une menace » contre ses voisins « ne parte » d'Irak, en référence aux frappes des milices chiites irakiennes pro-Irak contre certaines cibles dans le Golfe. Mais isolé politiquement que peut-il faire face à ces puissantes formations paramilitaires ?

Rappelant son engagement à lutter contre la corruption abyssale, le premier ministre irakien en a profité pour demander aux pays arabes où des fonds irakiens sont encore cachés de les rapatrier et de livrer à Bagdad les responsables qui les ont dérobés. Sans jamais remercier la France coorganisatrice du sommet, et en prenant soin, au contraire, de rappeler la volonté iranienne de « coopérer avec une coalition de pays de la région », le ministre des Affaires étrangères irakien a répondu du tac au tac à Emmanuel Macron. « L'heure des fausses politiques est révolue, a affirmé Amir Hossein Abdollahian, la sécurité (de l'Irak, NDLR) ne peut pas se faire à

travers une politique qui marginalise d'autres pays ». Et pour que le message soit bien compris, il a rappelé la mémoire du général Qassem Soleimani, assassiné par les États-Unis en janvier 2020 à Bagdad, celui qui incarnait précisément la capacité de nuisance iranienne hors de ses frontières, dont les pays arabes ne veulent plus. Comme si ce sommet de la mer Morte avait marqué une nouvelle détérioration de la relation franco-iranienne.

Qu'en restera-t-il concrètement en matière de partenariats économiques ? La Jordanie s'est montrée discrète sur ce conclave, la presse ne l'annonçant que lundi soir dans ses

médias officiels. Dommage pour Emmanuel Macron que Mohammed Ben Salman ait finalement boudé la rencontre. Depuis la nomination de M. Soudani à Bagdad, Riyad ne croit plus guère au dialogue avec l'Irak. Le rapprochement saoudo-iranien, entamé à Bagdad grâce à l'entremise de l'ancien premier ministre Moustapha al-Kazemi, a été récemment stoppé. De son côté, Téhéran accuse Riyad de pousser les manifestants iraniens. Une 3e édition de la Conférence de Bagdad est programmée en 2023 en Égypte. Peu de chances que le fossé se réduise entre les uns et les autres.



Théo Renaudon
20 décembre 2022

Avec deux Iraniens exilés au Kurdistan irakien : « J'ai tellement peur que j'ai l'impression de mourir »

Salah (1) démonte une roue de voiture. Cet Irakien a les mains pleines de cambouis et porte fièrement son bleu de travail depuis qu'il est devenu mécanicien dans un garage à la périphérie de Souleymaniye, dans le Kurdistan irakien. Cette ville, la deuxième capitale de la région autonome située à seulement 40 kilomètres de la frontière iranienne, est devenue le refuge de tous ceux qui fuient la répression de la République islamique depuis le début de la contestation après la mort de la jeune Mahsa Amini, le 16 septembre. Salah est l'un d'entre eux.

Le 30 novembre, il était encore chez lui dans la ville de Sanaandaj, la capitale de la province kurde d'Irak. Il n'est ni militant kurde ni même opposant politique. Mais quand il a vu un cortège passer sous sa fenêtre ce mercredi-là, il l'a rejoint. C'était la première fois

de sa vie qu'il participait à une manifestation. Pour protester contre la vie chère mais aussi pour faire « un peu comme tout le monde ». Il décrit une marche pacifique, sans slogan. Pourtant, la nuit qui a suivi, les forces gouvernementales sont venues l'arrêter, chez lui, à 2 heures du matin. À l'aube, il était derrière les barreaux.

« Je n'avais rien fait d'illégal »

« Personne ne savait où j'étais passé. Ma famille me cherchait partout. » Dans la cellule, les gardes commencent à le frapper. « J'ai un énorme bleu à l'épaule droite encore aujourd'hui. Ils me demandaient pourquoi j'étais dans la manifestation. Je leur disais que je n'avais rien fait d'illégal, que j'étais simplement présent. » Au bout de huit jours, Salah est emmené par les gardes. « Ils m'ont présenté à un juge. Mais en réalité j'avais les yeux bandés, je ne suis même pas cer-

tain qu'il s'agissait d'un vrai juge. À cet instant-là je tremblais, j'avais vraiment très peur... » Finalement le juge le libère contre une caution que sa famille paye en mettant le titre de propriété de leur maison en jeu.

Salah est libre, mais avec cet avertissement : s'il est repris à manifester, ce sera la peine de mort. Affolé, il décide de quitter le pays et se rend dans une ville proche de la frontière irakienne pour traverser. « Je me suis rendu compte que j'avais été surveillé par les services secrets, raconte-t-il, alors que des hommes en civil l'ont suivi tout au long de son périple. J'ai passé une nuit là-bas et le lendemain je suis arrivé en Irak. » Une fois sur place, il loue une chambre dans un motel et commence à chercher du travail pour ne pas sombrer. « Ce garage cherchait un mécano, j'ai fait un essai et ils m'ont gardé. »

Le voilà donc propulsé comme tant d'autres dans une ville de 800 000 habitants qui s'étend au pied des montagnes qui séparent l'Irak de l'Irak. Du fait de cette proximité, il y a toujours eu une importante communauté de Kurdes d'Irak à Souleymaniye. Notamment des commerçants. Mais depuis le soulèvement déclenché par la mort de Mahsa Amini, le nombre d'exilés provenant de l'autre côté des montagnes ne cesse de croître. Sans que le gouvernement régional ne communique de chiffre exact. D'autant qu'ils se font discrets : les services de renseignement de Téhéran sont partout et surtout ici. Beaucoup, comme Salah, ne sont pas des militants revendiqués. Aucune organisation politique ou armée ne les protège. Ils sont seuls face au régime qu'ils ont fui.

« On a tous peur de ce régime »

Aujourd'hui le mécano a peu de visibilité sur son avenir. En

l'absence de statut officiel de réfugié pour les Kurdes iraniens en Irak, ceux-ci doivent régulièrement renouveler leur visa. Le sien expire dans un mois, ce qui l'obligera à retourner à la frontière, à deux heures de voiture à travers les routes sinueuses des montagnes verdoyantes. Il lui faudra aller jusqu'au poste-frontière des gardiens de la révolution pour faire tamponner son passeport s'il ne veut pas payer, chaque jour, une amende de 25 000 dinars irakiens (17 euros). Sauf que c'est aussi courir le risque d'une nouvelle arrestation. «Si je retourne en Iran, j'ai peur que les policiers n'acceptent pas le document attestant que j'ai purgé ma peine de prison, s'inquiète-t-il. Ici, je suis davantage en sécurité.» D'autant que Salah craint d'être surveillé de près, même en Irak. «Les

services secrets sont présents. Ils peuvent penser que je prépare quelque chose, je dois être vigilant.»

Erdelen (1), lui, est déjà retourné deux fois à la frontière pour obtenir ce fameux tampon. «A chaque fois que j'y retourne, j'ai tellement peur que j'ai l'impression de mourir avant de renaître quand je reviens côté irakien.» Ce chauffeur de camion vient lui aussi de Sanandaj. Il a participé aux premiers soulèvements après la mort de Mahsa Amini. Lui l'appelle Jina Amini, son nom kurde. «Il y a rapidement eu beaucoup de morts dans ces manifestations. Je me souviens de ce chauffeur de taxi qui s'est fait tirer dessus sous mes yeux. Tout ça parce qu'il avait décidé de fuir au moment où il a aperçu des policiers.»

Erdelen a fui l'Iran avec ses parents et une de ses deux sœurs. L'autre a décidé de rester sur place avec ses enfants. Il communique régulièrement avec sa famille au téléphone, en faisant très attention aux mots qu'il emploie. «Je ne peux pas leur parler librement. Je sais que le régime a des oreilles partout, impossible de savoir qui nous écoute vraiment.» Selon lui, les Iraniens n'ont plus que trois options depuis le début de la contestation : manifester en risquant d'être tué ou condamné à la peine de mort, quitter le pays ou travailler pour le gouvernement. «La plupart des Kurdes sont évidemment opposés à la République islamique. Mais la réalité, c'est qu'on a tous peur de ce régime. Ceux qui n'ont pas peur, ça veut dire qu'ils travaillent pour le gouvernement.»

Erdelen ne se voit pas rester à Souleymaniye éternellement. Il réfléchit à migrer en Europe. En tout cas, pas question de rentrer en Iran tant que le pouvoir de Téhéran restera aux mains de mollahs. Il reste persuadé que le régime finira par tomber. Que ce n'est qu'une question de temps. Salah est moins optimiste. «Evidemment que j'espère que ce régime meurtrier tombera. Mais les manifestations en cours ne sont réellement conséquentes que dans les villes kurdes, regrette-t-il. Il faudrait que les grandes cités perses comme Téhéran ou Ispahan se soulèvent bien plus ! A ce moment-là seulement, la République islamique pourrait tomber.»

(1) Les prénoms ont été modifiés.



ANTONY J. BLINKEN, Secretary of State
November 23, 2022

Designating Iranian Officials Connected to Serious Human Rights Abuses in Iran's Kurdistan and West Azerbaijan Provinces

The United States is gravely concerned by reports that Iranian authorities are escalating violence against peaceful protesters. Today, we are taking additional action as Iranian security forces, including Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) forces, reportedly are stepping up their violent crackdown on peaceful anti-government protests in

Iran's Kurdistan Province and surrounding areas.

Specifically, the Department of the Treasury is designating Mohammad Taghi Osanloo, the commander of the IRGC ground forces unit in West Azerbaijan Province in Iran. The Department of the Treasury is also designating Alireza Moradi, the commander of Iranian Law

Enforcement Forces (LEF) in the city of Sanandaj who reportedly ordered the mass arrest of protesters. During nationwide protests in November 2019, Moradi authorized the use of lethal weapons against unarmed protesters in Sanandaj. Lastly, the Department of the Treasury is designating Hasan Asgari, the administrator of Sanandaj and a

former IRGC commander. Today's designations were made pursuant to Executive Order 13553.

The United States continues to support the Iranian people as they protest nationwide. The human rights abuses inflicted by Iran's government on its people must not go without consequence.



Kirkuk Minute December 23, 2022

A weekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

The Iraqi Ministry of Health has [exempted journalists](#) from health fees, including treatments and surgeries for them and their families. The new law issued by the ministry also applies to private hospitals. However, the law is only for members of the Federation of Journalists of Iraq, depriving dozens of Kurdish journalists in Kirkuk who are part of Kurdistan's Kurdistan's journalism union.

On December 17, the Integrity Commission announced that their investigations revealed a case of kerosene distribution theft. According to the Commission, the distribution committee of the oil company distributed 2,610,410 liters of kerosene to displaced families between December 2021 and January 2022. However, after auditing the list, it turned out that most of the names were fake, leading the authorities to arrest the chairman and members of the oil distribution committee.

After weeks of relative calm, ISIS (De'ash) terrorists launched several attacks in Kirkuk. On December 18, six Da'esh terrorists in military uniforms entered the village of Daham in the Ha-

wija district and introduced themselves as the Iraqi army. According to the locals, they kidnapped a shepherd after searching the village. On December 18, a Da'esh IED hit a convoy of federal police near the Riyadh subdistrict. Following the IED explosion, several terrorists clashed with the federal police. As a result, [ten officers](#) were killed and a terrorist. The attack sparked a strong reaction across the country. A high-level security [delegation arrived](#) in Kirkuk the next day, including General Staff of the Iraqi Armed Forces Abdul Amir Yaralla and Deputy Commander of Joint Operations Qais Mohammed. Moreover, in his weekly press conference, prime minister Mohammed Shia' al [Sudani said](#): "There are fatal mistakes that are made by some security services," forming an "[inquiry committee](#)" to prepare a report about the incident. Furthermore, on December 21, Da'esh terrorists attacked the Iraqi army's 51st Brigade with an IED, followed by clashes with light and medium weapons near the Sargaran district. As a result, two soldiers were [killed, and three were injured](#). On December 22, a bomb was planted at the entrance of Sarkari Kurdish Primary School in Daquq district. Security forces defused the

bomb and said it was set to explode soon after the school doors would open. On December 22, unknown shooters opened fire in the city on a police checkpoint near the Kobani complex. As a result, two police officers were injured. Lieutenant Kawa Gharib, Kirkuk police commander, told the media that it wasn't clear whether the attack was a terrorist one or by criminals. [Since October 16, 2017](#), when Baghdad removed the Kurdish forces, the Iraqi forces have been unable to control the province's security. At the same time, it's unclear when the joint forces consisting of the Peshmergas and the federal troops will deploy to fill the security vacuum in Kirkuk and other disputed territories.

Khanaqin

The Iraqi army has deployed troops in the Khanaqin center and set up several new checkpoints in the past week. At the same time, the security file town is expected to be handed over to the local police early next year. The deployment of Iraqi forces is unknown, and security officials said it is just "a new security measure." Iraq's prime minister al Sudani vowed to hand over the security of all cities and

towns to the local police, starting in 2023, as part of his cabinet's agenda. However, observers doubt the implementation of the plans due to political motivations moved by certain parties in Baghdad.

Makhmour

On December 18 and 19, three new battalions of the Iraqi army were deployed to the plains of the Makhmur district. According to a statement issued by the security media cell, the deployment of the regiments was decided by the Mosul Operations Command and preparations for drafting a new security plan.

Shingal (Sinjar)

Four members of the Sinjar Resistance Units (YBS) have been missing for four days. According to media reports, the four members went missing while leaving the district of Snuny subdistrict, and the YBS has not provided any information about them. Earlier this year, tensions erupted between the Iraqi forces and the YBS in Sinjar after several YBS members went missing and were later found arrested by the Iraqi army.

Arts kurdes en exil : 19 artistes exposent à la Mairie du 10e arrondissement de Paris

Depuis près de 40 ans, l'Institut kurde de Paris organise des expositions de peintures, des concerts, des colloques, des conférences et des œuvres pour faire connaître la culture kurde au public français et européen.

Cette exposition rassemble les œuvres d'une vingtaine de peintres et sculpteurs, pour la plupart originaires du Rojava (Kurdistan syrien), mais aussi d'Iran et d'Irak. Plusieurs de ces artistes seront présents au vernissage de l'exposition.

Une invitation à découvrir un aperçu de la création artistique kurde, encore trop méconnue en Europe, et à promouvoir et apprécier la scène artistique kurde.

Abdin Mostafa, Avan, Eido Alhussein, Inayat Attar, Juhad Moussa (Genco), Joseph Bakir, Kaniwar Alan, Khalil Hemsork, Nesrin Mahmoud, Niaz Bayat, Nour Jaafar, Rodi Khalil, Saleh Nemr, Seywan Saedian, Srour Alwani, Taha Salih, Walid Ibrahim, Walid Agha, Yahia Alselo (Silo).

Alors que le Moyen-



Orient est devenu ces dernières années une région marquée par les guerres, les troubles socio-politiques et le flux incessant de migrants, une angoisse de l'exil s'est également créée parmi les populations de ces pays.

Mais être kurde, c'est, par nature, être perpétuellement en exil. L'art kurde est un espace discursif qui, en l'absence d'un État indépendant capable d'encadrer une scène artistique nationale et d'en favoriser la productivité, a toujours été transnational. Les artistes kurdes ont donc utilisé les moyens de production mondiaux pour s'en-

gager dans leurs pratiques créatives.

Pour comprendre les ressorts de ce climat d'exil à travers l'art, cette exposition examine les œuvres d'artistes qui ont émigré du Kurdistan et qui ont tenté de vivre et de travailler en Europe. Ces 19 artistes, qui ont quitté leur terre natale, réfléchissent aux notions d'appartenance, d'altérité et de déplacement avec différents styles, expériences et perspectives. Ils portent en eux les notions d'émigration et d'exil, qu'ils considèrent comme un cheminement personnel et psychologique avec des transferts autobiographiques, au-

delà des schémas connus.

Ces artistes, qui quittent leur patrie et continuent à vivre et à produire ailleurs, tantôt en voyageurs, tantôt en émigrés, mais toujours en exilés de la terre, ne s'abritent pourtant pas dans l'ombre de leur identité migrante. Eux et ils ont réfléchi et produit sur la mobilité toujours plus grande offerte par le monde globalisé et sur la réalité que le concept d'exil a rapidement remodelé.

Article original publié sur: [Source](#)



Juliette Delage, Antoine Gallenne
23 Décembre 2022

Rue d'Enghien, après l'attaque contre des Kurdes : « Je suis venu en France pour être en sécurité »

Il est 16h30, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, vient de terminer son point presse près de la rue d'Enghien et la situation s'embrase. «PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, ndlr], les martyrs ne meurent pas !» scandent les manifestants excédés. Ils se heurtent aux forces de l'ordre qui les empêchent d'accéder au Centre culturel kurde près duquel, quelques heures plus tôt, un homme de 69 ans, W. M., a tué trois personnes. C'en est trop, la foule craque et tente de forcer le cordon qui protège la scène de crime. Plusieurs tirs de lacrymogènes dispersent les manifestants. «Fais attention à toi ! Pourquoi tu es là ?» lance une vieille dame à sa voisine. «Je reste pour mon peuple», lui répond-elle en tenant sous le bras un homme blessé à la jambe. La situation reviendra au calme une trentaine de minutes plus tard, mais la colère, elle, demeure.

Midi, même lieu. Un petit groupe d'hommes, la cinquantaine, se précipite en direction des policiers postés derrière le cordon de sécurité. «Mais vous étiez où ? Vous étiez où pour nous protéger ?» Leur colère, vive, transperce le silence inhabituel de la rue du Faubourg-Saint-Denis, dans le Xe arrondissement de Paris. Une poignée de minutes plus tôt, W. M. a ouvert le feu devant le Centre culturel kurde Ahmet-Kaya, implanté à proximité immédiate. Très vite, les secours et les forces de l'ordre affluent. Les Kurdes du quartier et bientôt de Paris tout entier accourent, eux aussi. De chaque côté du faubourg bordé par les échoppes turques, des groupes se forment et enflent à



Rue du Faubourg Saint-Denis, des femmes kurdes pleurent les morts quelques heures après la fusillade. (Stéphane Lagoutte/Myop pour Libération)

mesure que le temps passe. Les yeux embués, plusieurs s'enlacent, se tiennent par les bras, échangent quelques nouvelles. Bientôt, ils crient ensemble, d'abord en kurde, puis en français, visant le président turc : «Assassin Erdogan, terroriste Erdogan».

«C'est une catastrophe pour notre peuple»

Akdogan, 53 ans, est venu dès qu'il a su. Sous ses épaisses lunettes noires, on aperçoit quelques larmes : «La Turquie nous assassine au Kurdistan et maintenant elle nous assassine en Europe.» Lui aussi dit sa «colère», immense. «Erdogan nous assassine pendant que le reste du monde nous ignore», affirme-t-il, même si le profil de l'assaillant ne montre pour l'heure aucun lien avec le régime turc. Un peu plus loin, un autre Kurde, plus jeune, fait part de sa stupeur : «J'ai fui la Turquie il y a dix ans, car j'y

étais en danger. Je suis venu en France pour être en sécurité. Mais même ici notre famille est assassinée.» «Ce qui vient de se passer dans la rue d'Enghien, c'est la réalité du peuple kurde», souffle Julied, 28 ans, réfugiée politique turque, venue «en soutien». «Je vis ici, je ne suis ni turc ni kurde, juste un citoyen qui aime son quartier et qui partage la souffrance et la colère de ceux qui ont été visés aujourd'hui. Ce n'est pas normal dans un pays comme la France, on devrait tous être en sécurité», complète James, 53 ans.

La maire du Xe arrondissement de Paris, Alexandra Cordebard, s'est dite «profondément choquée et meurtrie» par cette attaque. Tout comme le gérant du restaurant kurde Derya, rue du Faubourg Saint-Denis : «Je suis arrivé peu après l'attentat. C'est une catastrophe pour

notre peuple. Je suis là depuis vingt ans et rien n'a changé. Les Kurdes sont toujours opprimés», dit-il dépité. Un ressenti également partagé par Aria, 49 ans, qui se remémore le triple assassinat de militantes kurdes qui avait eu lieu dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013 non loin de là, rue La Fayette : «Si la France s'était occupée de la situation, il n'y aurait pas eu cet attentat aujourd'hui», déplore-t-elle les larmes aux yeux, avant qu'une amie la prenne dans ses bras. L'enquête judiciaire en France, toujours en cours, avait relevé «l'implication» de membres des services secrets turcs, sans désigner de commanditaires. De son côté, le Conseil démocratique kurde en France dénonce une «attaque terroriste infâme qui intervient suite à de multiples menaces proférées par la Turquie». L'organisation appelle à une grande manifestation samedi midi, place de la République.

« Il était comme un zombie ces derniers jours » : le tueur de la rue d'Enghien raconté par ses parents

Lorsqu'il est rentré chez lui vendredi 23 décembre en début de soirée, le temps de la perquisition de sa chambre cagibi, William Malet a revu ses parents qui habitent l'appartement contigu. Menotté et encadré par les policiers de la brigade criminelle, cet homme de 69 ans s'est arrêté un court moment sur le palier. « Adieu Maman, j'ai ce que je mérite », a-t-il d'abord murmuré à Camilla (le prénom a été changé), sa mère de 90 ans, qui l'enlaçait peut-être pour la dernière fois en caressant son visage tuméfié. Mâchoires serrées et traversé par une colère froide, Alain (le prénom a été changé), son père, s'est efforcé de l'embrasser en le grondant comme si son fils n'avait commis qu'une bêtise.

Quelques heures plus tôt, William Malet venait d'ôter la vie à trois Kurdes, deux hommes et une femme, et blessé trois autres personnes, rue d'Enghien, dans le Xe arrondissement de Paris. De son propre aveu, ce célibataire endurci, sans enfant, voulait assouvir une haine « pathologique » des étrangers « non européens ». Il comptait ensuite se suicider d'un ultime coup de pistolet mais n'en aurait pas eu le temps, neutralisé par l'une de ses victimes, touchée légèrement.

Depuis cette journée noire du 23 décembre, Camilla et Alain restent en robe de chambre. Cloîtrés dans le deux-pièces qu'ils occupent depuis cinquante ans, au dernier étage de leur immeuble situé quartier Montorgueil (Ile arrondissement de Paris). Bouleversés eux aussi par une tragédie que cette ex-coupeuse de vêtements et cet ancien dessinateur industriel dans l'aéronautique pensent aujourd'hui comprendre à défaut de l'avoir anticipée.

« Nous sentions bien qu'il avait changé en prison »

« Dire que la veille au soir, nous avons joué au Scrabble comme si de rien n'était », soupire la maman, chamboulée mais encore vive d'esprit. Retraité depuis deux décennies après une carrière à la SNCF couronnée, selon ses parents, par le poste de conducteur de TGV sur la ligne Paris-Marseille, William Malet venait de sortir de prison le 12 décembre après une année de détention provisoire à la Santé, consécutive à l'attaque au sabre d'un camp de migrants dans le parc de Bercy en décembre 2021. Se faisant passer pour un joggeur, il avait dégainé son arme puis visé un Érythréen et un Soudanais en hurlant « Mort aux migrants ! ».

« Nous sentions bien qu'il avait changé en prison, s'accordent à dire ses parents. Il avait le regard fixe et vide, ses gestes étaient tout en lenteur. Il était comme un zombie ces derniers jours. Mais comme il ne parlait que très peu, on ne se doutait de rien. » En parcourant sous nos yeux son agenda parsemé de notes, Camilla tente de débusquer un événement particulier qui pourrait éclairer le passage à l'acte criminel de son fils aîné.

« Le 17 décembre, Will est allé à son club de tir dans les Yvelines », lit-elle à voix haute. À son retour, ce passionné d'armes à feu (« vice-champion de Paris de tir à la carabine quand il avait 15 ans », précise son père), confie avoir appris le décès de quatre de ses camarades du club dans le courant de l'année écoulée.

« Cette nouvelle l'a anéanti », glisse sa vieille maman, sans croire un instant que cela puisse expliquer ses funestes desseins. Pour le consoler, elle lui prépare ce soir-là des tomates farcies. Le dîner se déroule sans un mot ou presque, comme d'habitude. « Depuis son plus jeune âge, il a toujours été renfermé, taiseux, alors qu'avec son frère cadet, c'est tout l'inverse

», regrette le paternel sans fournir d'explication.

« Une vengeance totalement disproportionnée qu'il mûrit depuis l'affaire du cambriolage de sa maison »

Au sujet de la fusillade de la rue d'Enghien pour laquelle son fils a été mis en examen lundi 26 décembre, il se montre beaucoup plus prolixe. Selon lui, elle n'aurait rien d'une attaque terroriste dirigée contre les Kurdes. « C'est un acte impardonnable et une vengeance totalement disproportionnée qu'il mûrit depuis l'affaire du cambriolage de sa maison, à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) », estime Alain, avec quelques jours de recul.

Dans la nuit du 26 au 27 février 2016, au retour d'une soirée passée chez ses parents, William Malet surprend chez lui trois jeunes hommes (dont deux mineurs de 17 ans). « Comme les volets étaient toujours fermés, ils devaient penser que la maison était abandonnée », devine sa mère. Karatéka confirmé ceinture marron et membre du régiment parachutiste de Carcassonne lors de son service militaire, le propriétaire des lieux ne semble pas impressionné par ce face-à-face inattendu.

Malet, alors âgé de 62 ans, décide d'en découdre au couteau avec les cambrioleurs. Les deux premiers sont grièvement blessés au cou et à la tête et le troisième réussit à s'esquiver. Sur place, dans cette maison meulière aux allures de capharnaüm à peine salubre, la police découvre une trentaine d'armes rangées dans des coffres. Un arsenal aussitôt saisi, qui comprend des fusils d'assaut et d'autres armes de guerre alors que son permis ne l'autorise qu'à détenir trois armes à feu.

« William n'a jamais supporté l'idée qu'il puisse être jugé pour violences

alors qu'il n'avait fait que réagir à l'intrusion de trois personnes dans son domicile », reprend Alain, oubliant la lourde infraction à la législation sur les armes. Placé en détention provisoire pendant quelques semaines, le sexagénaire est libéré dans l'attente de son jugement avec l'interdiction de se rendre en Seine-Saint-Denis.

Une vie ascétique et très solitaire, près de ses parents

Sa retraite d'ancien cheminot (environ 2 300 euros mensuels) et le prestige de son ancienne profession de conducteur de TGV lui auraient permis de louer sans difficultés un appartement correct. Pourtant, William Malet décide à partir de cette époque de revenir à Paris auprès de ses parents dans une chambre de 6 m² avec les commodités sur le palier. Il y rumine un ressentiment très fort à l'encontre de ses cambrioleurs, tous d'origine maghrébine, et développe les ferments de sa haine à l'égard des étrangers.

En plein cœur de la capitale, William Malet mène une vie ascétique — jamais d'alcool ou de tabac, pas de téléphone portable — centrée sur ses séances d'entraînement (karaté et tir sportif) et surtout très solitaire. « On ne lui a jamais connu de petit ami ou de petite amie, soupirent ses parents, pourtant épicuriens dans l'âme. Quand on le questionnait là-dessus, William nous répétait qu'il était asexuel. »

Ne restent alors comme moyens d'évasion et plaisirs revendiqués que l'apprentissage des langues et le développement de sa culture générale. « Il a appris en solitaire à lire et à parler le russe et l'hébreu, salue son père. Non pas par héritage familial, puisque nous sommes français de culture catholique, mais par goût. Il était aussi incollable en géographie et sur l'histoire des rois de France ».

« Cela a décuplé sa rage contre les étrangers »

Alain, qui se définit comme « un homme de gauche » ne parlait jamais politique avec son fils mais lui prête volontiers une affinité avec les partis d'extrême droite, dans le sillage de sa mère, fidèle éléctrice de la famille Le Pen, « père et fille », précise-t-elle. En revanche, ni Alain ni Camilla ne lui connaissent d'appartenance à un parti ou à un groupuscule politique. « Quand j'entends dire que William a pu être commandé par des Turcs ou je ne sais qui, cela m'énerve », glisse sa mère.

L'affaire du cambriolage, vieille de cinq ans, aurait donc nourri à elle seule une dérive psychologique

passée sous les radars de la justice et de la médecine en dépit des conseils de l'un de ses rares amis qui l'encourageait à consulter un spécialiste. Son premier passage à l'acte, en décembre 2021 dans le parc de Bercy, une tentative d'homicide volontaire (passible de trente ans de prison) requalifiée en violences volontaires aggravées (cinq ans de prison maximum), résonne pourtant comme une première alerte grave. Elle survient la veille de l'audience prévue au tribunal de Bobigny pour l'affaire de Livry-Gargan. Défendu à l'époque par Me Catherine Scotto, il est finalement jugé en juin dernier et condamné à un an de prison. Une peine dont il a fait appel.

« Récemment, deux de ses trois cambrioleurs, ceux qui ont été blessés, ont décidé de le poursuivre au civil et lui réclamaient 30 000 euros chacun de dommages et intérêts », renchérit Camilla, elle-même outrée par cette démarche. « Cela a décuplé sa rage contre les étrangers », interprète-t-elle, en tentant de donner du sens à un projet criminel qui dépasse l'entendement.

« C'était notre quartier avant »

Libéré sous contrôle judiciaire le 12 décembre, il avait interdiction de détenir et de porter une arme. Cette mesure coercitive très théorique ne l'a pas empêché, quelques jours plus tard, de rendre visite

aux membres de son club de tir dans les Yvelines, et de dissimuler au domicile de ses parents un Colt 45, l'arme qu'il a utilisée le 23 décembre pour tirer sur ses victimes de la rue d'Enghien.

Une rue qu'il connaissait depuis son enfance dans les années 1950. « C'était notre quartier avant, soufflent ses parents. William est né à Montreuil, mais il a été élevé par sa grand-mère qui habitait boulevard de Strasbourg, près du métro Château d'Eau. Puis nous les avons rejoints. » Voulait-il commettre un carnage et se suicider là où tout avait commencé ? Contacté, Me Clément Pialoux, l'avocat de William Malet, n'a pas souhaité s'exprimer.

The Guardian

Jon Henley
Decembre 23, 2022

Clashes in Paris after three people killed in shooting at Kurdish centre

Clashes have erupted in Paris after three people were killed in a shooting at a Kurdish cultural centre that the French government said appeared to have been racially motivated.

French media reported that a 69-year-old man opened fire on a group of people at the Ahmet-Kaya centre on Rue d'Enghien in the 10th arrondissement on Friday morning. Shots were also fired at a hairdresser's and a restaurant in the street. Three people have been wounded, one critically.

Prosecutors said police detained the alleged gunman, who had previous convictions for assault and possession of an illegal weapon, and seized a weapon within minutes of the shooting. He was wounded in the face and taken to hospital.

Laure Beccuau, the Paris prosecutor, said in a statement that

one woman and two men had died in the attack, and three men had been wounded. "There is no evidence at this stage to link [the suspect] to any extremist ideological movement," she said.

Emmanuel Macron said in a tweet that "the Kurds of France" had been "the target of a vile attack in the heart of Paris". The French president said his thoughts were with the victims, the wounded and their families, and thanked the police.

Le Monde said the victims were all members of the Kurdish community and had died inside and in front of the cultural centre. A centre spokesperson, Agit Polat, accused French authorities of "once more failing to protect us ... For us, this is a terrorist attack."

Several hundred Kurds gathered outside the centre and in

the streets nearby on Friday afternoon in protest at the shootings, clashing at times violently with security forces, throwing rocks and setting fire to rubbish bins. Police responded with teargas and 11 officers were wounded, police said.

A further demonstration by Kurdish organisations in France is planned, at the capital's Place de la République on Saturday.

In January 2013, three Kurdish female activists, including Sakine Cansız, a co-founder of the Kurdistan Workers' party (PKK), were shot dead at a Kurdish information centre near the cultural centre. Their suspected killer, Ömer Güney, a Turkish national, died of a brain tumour in a Paris hospital in 2016 before his trial.

The French interior minister, Gérald Darmanin, said at the scene of Friday's shooting that

it was "not certain ... the gunman was specifically targeting the Kurdish community", but more likely "foreigners in general". More should be known about his motives after he had been questioned by police, Darmanin said.

Beccuau said the man, reportedly a retired train conductor, had been released from jail on 12 December on strict conditions after serving a year's pre-trial detention, the maximum allowed by the law. French media said he was awaiting trial for a sword attack on migrants.

Two Sudanese men needed hospital treatment for their wounds after that December 2021 attack, on a camp in the 12th arrondissement, according to reports. The man slashed six tents with a sword before being overpowered, the NGO Utopia56 said.

The Paris prosecutor also said the man had been convicted twice previously: in 2016, for attempted manslaughter, and in 2017 for illegal possession of a weapon. Le Parisien cited an unnamed police source as saying he told officers during his arrest on Friday he "did not like Kurds".

An investigation had been opened for murder, voluntary manslaughter and aggravated

violence, Beccuau said, adding that a possible racist motive would "obviously be part of the investigation".

The Paris mayor, Anne Hidalgo, said psychological assistance would be made available to people affected by the incident.

One witness, a shopkeeper in the street, told Agence France-Presse that seven or eight

shots had been fired. "It was just complete panic – everyone locked themselves in," the woman said.

The owner of a restaurant in the street said they had seen "an old white man enter the cultural centre and open fire. Then he went into the hairdressing salon next door."

A Kurdish activist, Murat Roni, said the cultural centre was

"like a Kurdish embassy in Paris ... a meeting place for cultural events, political discussions, help with immigration procedures – a building where all Kurds could meet".

France experienced a string of deadly attacks by Islamic extremists in 2015 and 2016, and remains on alert for terrorism-related violence.



Murielle Kasprzak
26 décembre 2022

Kurdes tués à Paris: le suspect présenté à un juge d'instruction, marche blanche en hommage aux victimes

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies lundi à Paris pour une marche en hommage aux trois Kurdes tués par balles vendredi près d'un centre culturel kurde par un Français revendiquant son "racisme", qui a été présenté à un juge d'instruction en vue d'une éventuelle inculpation.

Ce retraité de 69 ans a tué dans le centre de Paris trois personnes: Emine Kara, une responsable du Mouvement des femmes kurdes en France, et deux hommes, dont l'artiste et réfugié politique Mir Perwer.

Trois hommes ont été blessés, dont un gravement, mais leurs jours ne sont plus en danger et l'un d'entre eux a quitté l'hôpital. Cinq des six victimes sont de nationalité turque, la dernière française.

L'attaque de vendredi a bouleversé la communauté kurde, qui a dénoncé un acte "terroriste" et mis en cause la Turquie.

Ce lundi, des petits autels ont été érigés sur le trottoir, à l'endroit où les trois victimes ont été abattues, sur lesquels ont été déposés leur photographie ainsi que des bougies et des bouquets de fleurs, a

constaté une journaliste de l'AFP.

Un cortège s'est dirigé vers une autre rue du même quartier où trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avaient été tuées le 9 janvier 2013 à Paris, une affaire à ce jour non résolue.

- "Vérité et justice" -

Les manifestants scandaient en kurde "Nos martyrs ne meurent pas" et en français "Femmes, vie, liberté", tout en réclamant "vérité et justice".

"Nous avons décidé de venir dès que nous avons entendu parler de cette attaque terroriste vendredi (...) Nous avons peur de la communauté turque et des services secrets", a déclaré en anglais à l'AFP une jeune Kurde venue manifester de Rotterdam aux Pays-Bas, qui n'a pas souhaité donner son nom par peur de représailles.

Le mobile raciste des meurtres semble avéré: l'ancien conducteur de train, décrit comme "dépressif" et "suicidaire", a confié aux enquêteurs avoir toujours "eu envie d'assassiner des migrants, des étrangers" depuis un cambriolage de son domicile en 2016, selon la procureure de Paris, Laure Beccau.

L'homme s'était dans un premier temps rendu, tôt le matin vendredi, à Saint-Denis, commune populaire au nord de Paris, avec son arme, "un pistolet automatique Colt 45 de calibre 11,43", pour "commettre des meurtres sur des personnes étrangères", selon la procureure.

Mais, il a finalement renoncé "à passer à l'acte, compte tenu du peu de monde présent et en raison de sa tenue vestimentaire l'empêchant de recharger son arme facilement", a-t-elle précisé.

Il est alors rentré chez ses parents, puis en est ressorti pour se rendre peu avant midi dans un quartier où il connaissait l'existence d'un centre culturel kurde, et a ouvert le feu.

- Déjà condamné -

"Indiquant en vouloir +à tous les migrants+, il affirme s'en être pris à des victimes qu'il ne connaissait pas, précisant en vouloir aux Kurdes" pour avoir fait "des prisonniers lors de leur combat contre Daech (acronyme en arabe de l'organisation jihadiste Etat islamique) au lieu de les tuer", a affirmé le ministère public.

Il avait "l'intention d'utiliser toutes les munitions et de se suicider

avec la dernière balle", mais a été stoppé par plusieurs personnes dans un salon de coiffure proche avant d'être arrêté par la police.

Les premiers éléments d'enquête n'ont pas permis d'établir "un quelconque lien avec une idéologie extrémiste".

Déjà condamné en 2017 pour port d'arme prohibée et en juin pour violences avec armes sur des cambrioleurs - les faits qu'il a évoqué en garde à vue -, il est inculpé depuis décembre 2021 pour violences avec armes, avec préméditation et à caractère raciste.

Il est soupçonné d'avoir blessé à l'arme blanche des migrants sur un campement à Paris le 8 décembre 2021. Après un an de détention provisoire, il avait été libéré le 12 décembre.

Que la piste de l'attentat terroriste n'ait pas été retenue d'emblée a suscité colère et incompréhension.

Des manifestations en hommage aux victimes, parfois émaillées de violences et de dégradations, ont été organisées samedi à Paris, Marseille et Bordeaux.

Kurdes tués à Paris : en France, la colère d'une communauté kurde hantée par la violence de la Turquie à l'égard des siens

L'attaque meurtrière de vendredi suscite la colère de la communauté kurde contre l'Etat français, accusé de ne pas l'avoir protégée. Plus qu'un crime raciste isolé, l'hypothèse d'une action de la Turquie lui apparaît comme la plus crédible.

La vérité judiciaire pourrait-elle jamais être conciliable avec l'intime conviction d'une communauté tout entière ? L'hypothèse d'une attaque raciste ne cadre en rien avec l'image que les Kurdes de France ont d'eux-mêmes. La violence raciste, jamais intégrée comme une menace potentielle, se serait donc abattue pour la première fois après quarante ans de présence kurde substantielle dans l'Hexagone. Cette éventualité suscite l'incrédulité, jusqu'au plus haut rang des représentants en France du mouvement kurde.

« Comment cela se fait ?, s'écriait, vendredi soir 23 décembre, Agit Polat, porte-parole du Centre démocratique kurde de France. *Quelqu'un s'est soudainement réveillé en se disant qu'il haïssait les Kurdes et débarque avec un pistolet au centre culturel kurde. Puis il pourchasse l'une de ses victimes dans un restaurant kurde. Puis il court 150 mètres dans une rue remplie de commerces de toutes les origines pour entrer chez un coiffeur kurde ? Comment croire au simple crime raciste ? ! »*

L'hypothèse de l'action d'un Etat turc qui, en parallèle des champs de bataille du Moyen-Orient, mène en Europe une guerre de l'ombre contre le mouvement kurde depuis des décennies, offre une explication bien plus crédible aux yeux des Kurdes de France. Seul ce dernier scénario fait sens, surtout parmi ceux qui sont proches

du mouvement national. Structuré autour du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), c'est bien son siège officiel à Paris, et non une simple association communautaire, qui a été visé, vendredi 23 décembre, rue d'Enghien (10^e arrondissement). En France et en Europe, la violence qui frappe les Kurdes n'avait jusque-là jamais été le fruit de tensions xénophobes locales. Elle s'est toujours abattue comme un écho sanglant des guerres sans fin du pays d'origine.

Lire aussi : [Coups de feu à Paris en direct : au moins trois militants kurdes tués par balles, Macron dénonce une « odieuse attaque » contre « les Kurdes de France »](#)

L'attaque meurtrière de vendredi est aussi intervenue dans un contexte particulier. Le monde militant qui gravite autour du centre Ahmet-Kaya préparait la commémoration des 10 ans du [triple assassinat commis le 9 janvier 2013](#) contre des responsables du mouvement kurde, dans un autre local de l'organisation, situé rue Lafayette, toujours dans le 10^e arrondissement de Paris. Or, l'attentat de 2013 reste dans les mémoires comme le premier acte d'une séquence marquée par la violence et l'incertitude en Turquie.

Années de plomb

Dans les mois et les années qui ont suivi, le processus de paix engagé entre le PKK et la

Turquie s'est effondré. Dans le même temps, une guérilla urbaine, miroir de la guerre menée par le mouvement kurde contre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, a embrasé les villes kurdes du Sud-Est turc à la suite d'une série d'attentats inexplicables à ce jour. La Turquie a alors plongé dans un climat de guerre civile dont le principal perdant sera la branche légale du mouvement kurde, criminalisée après les résultats historiques qu'elle avait remportés aux législatives de juin 2015. Le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan en est sorti renforcé et plus autoritaire que jamais, son armée, purgée après le coup d'Etat manqué de 2016, se lançant à l'assaut des zones kurdes syriennes après avoir triomphé militairement du mouvement kurde sur son propre territoire.

Dix ans après le triple assassinat de la rue Lafayette, le triple meurtre de la rue d'Enghien est intervenu alors que la Turquie menace d'une nouvelle attaque contre les régions kurdes de Syrie et que ses forces poursuivent leur guerre contre le PKK en Irak [après un attentat non revendiqué, survenu en novembre à Istanbul, et attribué par Ankara au mouvement kurde](#). Le souvenir de ces années de plomb turco-kurdes et de leur long cortège de cadavres et ses questions sans réponse reste vif et c'est à la lumière de ce contexte que doivent être comprises les réactions kurdes à Paris.

« Il faut les comprendre, disait samedi un notable kurde rencontré place de la République en parlant de la jeunesse promptement à s'enflammer et à affronter la police. *Beaucoup de ces jeunes militants viennent juste d'arriver. Ils parlent à peine français et ont vu leurs familles, leurs proches se faire arrêter et même tuer en Turquie. Pour eux, c'est insupportable que cela se reproduise dans le pays où ils sont venus trouver refuge. Ils ne peuvent pas imaginer qu'il y a une autre violence que celle de l'Etat turc qui les vise. »*

Autant que cette histoire, la géographie locale aide à comprendre la manière dont cette violence est vécue depuis vendredi par les militants kurdes. Le quartier où se trouve le centre Ahmet-Kaya s'organise le long de la rue du Faubourg-Saint-Denis et forme, avec les artères perpendiculaires, dont la rue d'Enghien, un univers politique à part.

Avant la vague de gentrification qui a commencé à le transformer depuis une quinzaine d'années, le quartier a servi de point de repère à toute une génération de Kurdes de Turquie venus y travailler, à partir de la fin des années 1970, dans les ateliers de confection situés dans le prolongement du quartier du Sentier.

Un monde militant de réfugiés, en exil ou en transit

Avant que n'ouvrent les bars à la mode, des salons de thé en-

fumés et des restaurants de grillades ont accueilli tout un peuple d'immigrés économiques et de réfugiés politiques kurdes chassés de Turquie par le coup d'Etat militaire de 1980. Les organisations politiques liées à l'extrême gauche turque et au mouvement kurde s'y sont implantées, recrutant et portant la bonne parole auprès d'une population prolétaire ex-patriée.

Les murs du quartier ont longtemps été recouverts d'affiches et de slogans révolutionnaires kurdes et turcs. Ils ont aussi enserré tout un univers en exil fait de dur labeur, de nostalgie, d'engagements politiques ouverts ou clandestins mais toujours connecté aux convulsions lointaines d'un monde kurde en guerre permanente. Dans cet univers à part pouvaient prospérer rumeurs d'infiltration, soupçons d'espionnage et règlements de comptes vio-

lents.

Depuis, les ateliers de confection ont fermé. Les ouvriers de la fin du XX^e siècle ont monté leurs affaires, ont déménagé et se sont mariés. Leurs enfants et leurs petits-enfants se sont fondus dans le reste de la population française.

Mais les locaux des organisations politiques, et ceux du PKK en particulier, sont toujours là. Avec quelques commerces communautaires, des restaurants qui sont adaptés aux goûts d'une nouvelle clientèle bourgeoise et quelques vétérans de l'ancienne époque, ils préservent le caractère d'un quartier où les Kurdes de France n'habitent plus depuis longtemps mais où gravite toujours un monde militant de réfugiés, en exil ou en transit.

En équilibre précaire

De Paris à Marseille en passant par Strasbourg, cette population militante se trouve au cœur du triangle constitué par les intérêts diplomatiques turcs, le mouvement kurde et l'Etat français, constamment en équilibre précaire.

La relation entre Paris et les militants kurdes est en effet ambivalente. D'une part, elle est déterminée par la nécessité de contrôler voire de réprimer l'action du mouvement kurde sur le territoire français dans le cadre de la coopération sécuritaire avec Ankara. Revers de cet aspect, la France est accusée par le mouvement kurde de masquer la vérité sur l'implication turque dans le triple assassinat de 2013. Des accusations qui redoublent d'intensité depuis vendredi.

D'autre part, cette relation est structurée par l'existence, depuis 2014, d'une alliance mili-

taire avec les forces kurdes liées au PKK et engagées en Syrie contre l'EI. Les accès qu'ont pu construire les militants kurdes dans un milieu politique français où ils peuvent jouir d'une certaine sympathie, notamment à gauche, entrent également dans cette équation délicate.

Or, l'attentat de la rue d'Enghien a déjà bouleversé cet édifice complexe. Les violences engagées dans son sillage contre les forces de l'ordre françaises et les destructions de biens commises vendredi et samedi ont empiré les choses. En attendant l'anniversaire du triple assassinat de la rue Lafayette, qui sera précédé d'une grande marche le 7 janvier.

Christophe Ayad et Allan Kaval(Rome, correspondant)

Le Monde

Soren Seelow et Christophe Ayad

27/12 /2022

Kurdes tués à Paris : le mobile raciste derrière l'attaque meurtrière de la rue d'Enghien

En garde à vue, le suspect, William M., a indiqué être mû par une « haine des étrangers devenue complètement pathologique depuis un cambriolage à son domicile en 2016.

Trois jours après, les circonstances de [la tuerie de la rue d'Enghien](#), qui a laissé la communauté kurde et le 10^e arrondissement de Paris en état de choc, s'éclaircissent. Un long communiqué du parquet, publié le dimanche 25 décembre, a permis d'en savoir plus sur le déroulement des faits et les motivations du tueur présumé, William M., un conducteur de train à la retraite âgé de 69 ans et mû, a-t-il dit en garde à vue, par une « haine des étrangers devenue complètement pathologique ».

Vendredi 23 décembre, tôt le matin, William M. s'est d'abord rendu à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), armé d'un pistolet automatique Colt 45 de calibre 11-43 et de munitions, dans le but d'y tuer le plus d'étrangers possible. « *Sur place, il renonce finalement à passer à l'acte, compte tenu du peu de monde présent et en raison de sa tenue vestimentaire l'empêchant de recharger son arme facilement* », écrit la procureure de la République, Laure Beccau.

Il retourne alors au domicile de ses parents, dans le 10^e arron-

dissement de Paris, près de la rue d'Enghien. Il se rend ensuite à pied au centre culturel Ahmet-Kaya, qui abrite le Centre démocratique kurde de France (CDKF), la principale instance représentative des Kurdes en France, proche du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre avec l'Etat turc. Il ouvre le feu successivement sur une femme et deux hommes devant le centre. Deux meurent sur le coup, une troisième victime se réfugie dans un restaurant kurde sur le trottoir en face. Elle décedera à l'hôpital.

Lire aussi : [Coups de feu à Paris en direct : au moins trois militants kurdes tués par balles, Macron dénonce une « odieuse attaque » contre « les Kurdes de France »](#)

Puis, le tueur se rend à pied à 150 mètres, chez un coiffeur kurde, où il blesse trois hommes. Maîtrisé et désarmé par l'une des victimes, il est interpellé par la police à 11 h 40 en possession de quatre chargeurs contenant quatorze munitions et d'une boîte de vingt-cinq balles. Il a déclaré en garde à vue avoir eu l'inten-

tion d'utiliser toutes ses munitions avant de se suicider afin d'« *emporter [s]es ennemis dans la tombe* », tous les « *étrangers non européens* » étant ses ennemis. C'est le seul regret qu'il a exprimé. Cinq des six victimes sont de nationalité turque, la sixième est française.

Un parcours judiciaire chargé

William M. a expliqué aux enquêteurs de la brigade criminelle en voulant « *à tous les migrants* », et plus particulièrement aux Kurdes pour avoir « *constitué des prisonniers lors de leur combat contre Daech* [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] *au lieu de les tuer* », indique le parquet.

La garde à vue de l'homme, qui se décrit comme « *dépressif* » et « *suicidaire* », a été levée samedi soir « *pour incompatibilité de son état de santé* ». William M. a été envoyé à l'infirmerie psychiatrique de la Préfecture de police de Paris avant de retourner en garde à vue dimanche soir. Il devait être présenté à un juge d'instruction, lundi, en vue de sa mise en examen.

Lire aussi : [La communauté kurde sous le choc et en colère après la tuerie de la rue d'Enghien](#)

Selon l'entourage de William M., il aurait radicalement changé après une tentative de cambriolage à son domicile en février 2016 par des immigrés, qu'il avait mis en fuite. William M. a un parcours judiciaire déjà chargé. Il avait été condamné une première fois en 2017 à six mois de prison avec sursis pour « *détention d'armes prohibées* ». En juin 2022, il a de nouveau été condamné, cette fois à douze mois de prison pour des « *faits de violence avec arme* » commis en 2016, condamnation dont il a fait appel.

William M. a surtout été mis en



Une femme regarde une photo d'Emine Kara, l'une des victimes de la fusillade du Centre culturel kurde de la rue d'Enghien. A Paris, le 24 décembre 2022. JULIE SEBADELHA / AFP

examen, il y a un an seulement, pour des « *faits de violence avec arme à caractère raciste* » qui font écho à la tuerie de vendredi. Le 8 décembre 2021, il est soupçonné de s'être rendu équipé d'un sabre dans un camp occupé par des migrants, essentiellement des Soudanais, situé dans le 12^e arrondissement de Paris. Le retraité de la SNCF, qui n'a pas encore été jugé pour ces faits, aurait alors blessé deux hommes à coups de sabre et dégradé six tentes avant d'être blessé et désarmé par les victimes.

Pas de lien « avec une idéologie extrémiste »

Dans le cadre de cette information judiciaire toujours en cours, il avait été placé en détention provisoire pendant un an, puis libéré sous contrôle judiciaire le 12 décembre 2022, onze jours avant la tuerie de la rue d'Enghien. Anticipant un début de polémique sur cette remise en liberté, le parquet a précisé qu'elle correspond « *au terme du délai maximal de détention provisoire d'un an prévu par la loi* ». Son contrôle judiciaire impliquait notamment une obligation de soins psychiatriques et une interdiction de porter une arme.

Selon le communiqué de dimanche, le Colt 45 avait été dissimulé au domicile de ses parents et à leur insu. Le téléphone et l'ordinateur saisis chez les parents du suspect n'ont « *rien révélé à ce stade* ». « *La documentation saisie à cette occasion n'est pas représentative d'un quelconque lien avec une idéologie extrémiste* », ajoute le parquet.

Une précision qui répond aux interrogations, vendredi et samedi, sur l'absence de saisine du Parquet national antiterroriste, qui s'est rendu sur les lieux de la tuerie. Le porte-parole du CDKF, Agit Polat, voit dans cette tuerie non seulement un « *attentat terroriste* » mais aussi une « *attaque politique* ».

Lire aussi : [La communauté kurde refuse de croire à la thèse de l'attaque raciste à Paris](#)

Si William M. ne semble pas affilié à un courant idéologique identifié, les idées dont il se revendique sont similaires au suprémacisme blanc. Le caractère « *raciste* » d'un crime, déjà prévu comme circonstance aggravante par le code pénal, ne suffit pas à ca-

ractériser une infraction terroriste.

Signe de la difficulté à caractériser les faits au tout début de l'enquête, les premières réactions ont été quelque peu dissonantes au sein de l'exécutif. Le président Emmanuel Macron avait dénoncé, vendredi, une « *odieuse attaque* » dont « *les Kurdes de France ont été la cible* ». Deux heures plus tôt, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, avait déclaré qu'il n'était « *pas sûr* » que le meurtrier ait visé « *spécifiquement* » les Kurdes ; il avait également expliqué ne pas disposer d'informations qui relierait le suspect à des faits antérieurs liés à « *l'ultradroite* ».

Des questions peuvent toutefois se poser sur l'absence de fichage de William M., par ailleurs tireur sportif, et de mesures plus contraignantes lors de son contrôle judiciaire après son attaque contre des migrants de décembre 2021. L'enquête devra aussi déterminer plus précisément les circonstances qui lui ont permis de s'armer alors qu'il avait été condamné pour « *détention d'armes prohibées* ».

Le Monde 27/12/2022

Kurdes tués à Paris : le spectre du triple assassinat de 2013

Avant la tuerie de la rue d'Enghien, trois militantes avaient été tués dans le 10^e arrondissement de la capitale, il y a près de dix ans.

Si les réactions sont aussi virulentes dans la communauté kurde, si ses dirigeants expriment leurs doutes quant à la transparence de la justice et des pouvoirs publics, c'est parce que sur la tuerie de la rue d'Enghien plane l'ombre de celle de la rue La Fayette, le 9 janvier 2013. Ce jour-là, toujours dans le 10^e arrondissement de Paris, trois femmes du mouvement kurde, dont la dirigeante et cofondatrice du PKK, Sakine Cansiz, 54 ans, ainsi que Fidan Dogan, 30 ans, surnommée « la Diplomate », et Leyla Saylemez, 25 ans, qui encadrait le mouvement de jeunesse du parti, étaient assassinées par balles dans un appartement.

Le meurtrier présumé, **Omer Güney**, un ressortissant turc in-

filtré dans les cercles dirigeants kurdes de Paris, a été mis en examen. Il est mort en détention en 2016 d'une tumeur cérébrale avant son procès et avant que l'enquête française ne puisse faire la lumière sur ses relations avec les services de renseignement turcs, connus sous l'acronyme de MIT.

Ainsi, l'enregistrement d'une conversation audio entre trois hommes, dont l'un a été identifié comme Güney, évoquant plusieurs projets d'assassinats en Europe, avait fait surface en janvier 2014 à la faveur de la « guerre de l'ombre » entre l'actuel président islamiste Erdogan et ses anciens alliés gülenistes, très introduits dans l'appareil d'Etat.

Refus réitérés

Normalement, la procédure judiciaire en France aurait dû s'éteindre avec Omer Güney mais, en l'absence d'un avis de non-lieu concernant les complices et commanditaires du triple assassinat, les avocats des parties civiles ont déposé, en mars 2018, une seconde plainte, avec constitution de partie civile, qui a donné lieu, le 14 mai 2019, à l'ouverture d'une information judiciaire. De nouveaux éléments, notamment en provenance d'une enquête en Belgique, laissent penser qu'Omer Güney n'était que le maillon d'une chaîne étatique et para-étatique.

Pour que l'enquête connaisse une avancée décisive, il faudrait que le juge d'instruction puisse accéder aux écoutes réalisées par les services secrets français

de diverses personnes impliquées de près ou de loin. Deux demandes de levée du secret-défense adressées aux ministères de la défense et de l'intérieur sur les personnes citées dans l'enquête belge ont été rejetées. Ces refus réitérés laissent penser aux responsables kurdes que la France cherche à protéger les secrets turcs. Ils ont aussi fragilisé la confiance des milieux kurdes dans la justice française.

Coïncidence aggravante : le matin où William M. est venu commettre sa tuerie au centre culturel Ahmet-Kaya, une réunion de haut niveau était prévue en vue de l'organisation des commémorations du 10^e anniversaire des assassinats politiques de la rue La Fayette. Elle avait été reportée au dernier moment à cause des grèves.

Le Monde 27/12/2022

Kurdes tués à Paris : la gauche souligne la responsabilité de l'extrême droite

Des élus Nupes ont ciblé le Rassemblement national, après la fusillade qui a causé la mort de trois personnes vendredi. Le RN blâme le laxisme judiciaire.

Alors que le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, dénonçait « une odieuse attaque » dont les « Kurdes de France ont été la cible », de nombreux responsables politiques ont exprimé leur « stupeur », leur « colère » et leur « tristesse », après la fu-

sillade qui a causé la mort de trois personnes, vendredi 23 décembre, devant le centre culturel kurde Ahmet-Kaya, à Paris.

Les élus de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), loquaces sur l'affaire, ont unanimement souligné la

responsabilité de l'extrême droite. L'assaillant présumé, William M., était déjà soupçonné d'avoir blessé, en 2021, deux personnes avec un sabre dans un camp occupé par des migrants. Des faits pour lesquels il n'a pas encore été jugé. En garde à vue, l'homme de 69 ans

a affirmé éprouver une « haine des étrangers devenue complètement pathologique », a rapporté le parquet de Paris dans un communiqué, dimanche 25 décembre. Le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a expliqué que le tireur n'était pas « fiché comme étant

quelqu'un d'ultradroite ». Il a toutefois confirmé qu'il avait « voulu manifestement s'en prendre à des étrangers ». « Il y a un an, il s'en était pris aux migrants. Aujourd'hui le criminel s'est attaqué aux Kurdes. Ce qui s'est passé à Paris doit réveiller chacun d'entre nous sur le danger que représente l'extrême droite », affirmait, samedi, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, dans un tweet. « Donner une légitimité au racisme, c'est armer les identitaires », poursuit-il. L'élus socialiste de l'Essonne Jérôme Guedj, lui, a affirmé que « l'extrême droite tue ».

« Pas de hasard »
Chez les Verts, le son de cloche n'est pas différent. La députée de Paris Sandrine Rousseau appelle, sur Twitter, à « ne plus minimiser et fermer les yeux face à la violence d'extrême droite ». « L'idéologie d'extrême droite est la haine de l'autre, son rejet. Il n'y a rien d'étonnant à ce que certains passent aux actes », a-t-elle ajouté. Plus prudente, la nouvelle secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Marine Tondelier, a plaidé pour que « toute la lumière [soit] faite sur le caractère raciste de cette attaque », avant de déplorer que « la haine tue ». Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français, a, lui aussi, directement souligné le mobile « raciste » de l'attaque.



Jean-Luc Mélenchon participe, à Paris, le 24 décembre 2022, avec d'autres élus de La France insoumise, à une manifestation en hommage aux trois victimes kurdes tuées la veille. JULIEN DE ROSA / AFP

Ainsi qu'« un possible attentat de la part d'un homme, abreuvé par les discours de haine, qui attaquait au sabre des réfugiés soudanais il y a onze mois ». Lire aussi : [La communauté kurde sous le choc et en colère après la tuerie de la rue d'Enghien](#)

Au Rassemblement national (RN), Julien Odoul conteste vivement les allégations de la gauche. Le député de l'Yonne dénonce « l'hypocrisie » de ses adversaires : « Les mêmes qui nous appellent en permanence à la retenue et à la décence se précipitent pour surfer sur ce drame : c'est honteux », déplore auprès du Monde le frontiste, qui maintient que l'attaque est le fait d'un « malade

psychiatrique ». Le nouveau président du Rassemblement national, Jordan Bardella, a, lui, vilipendé la libération de l'auteur présumé, sous contrôle judiciaire, « malgré de lourds antécédents ». Marine Le Pen est restée plus sobre. « Stupeur et émotion après la fusillade en plein cœur de Paris », a tweeté la cheffe de file des députés RN.

L'extrême droite n'a pas été la seule à mettre en cause le gouvernement. « Quand le sommet de l'Etat prendra-t-il au sérieux cette menace terroriste ? », a tweeté la députée La France insoumise de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain. Thomas Portes, son collègue élu dans le même département, interpelle

l'exécutif dans un entretien sur la chaîne LCI. « Comment se fait-il qu'un homme qui s'est attaqué à un camp de migrants et qui a été mis en examen pour violences à caractère raciste n'ait pas été fiché et suivi par les services de renseignement ? »

Jean-Luc Mélenchon a apporté sa propre lecture des événements, qui diverge de ses collègues de la Nupes. Lors du rassemblement en soutien au peuple kurde du 24 décembre, à Paris, l'ancien candidat à la présidentielle a établi un lien entre la fusillade du vendredi et le triple assassinat de militantes kurdes survenues dix ans plus tôt, le 9 janvier 2013, à Paris. « Nous pensons qu'il n'y a pas de hasard, et que ce qui s'est produit est un acte terroriste qui visait des militants politiques », a-t-il expliqué depuis l'estrade. A l'époque, l'implication des services secrets turcs (le MIT) avait été soupçonnée. « Vive les militants politiques kurdes ! Vive la lutte pour la liberté et la démocratie contre les tyrans et les théocrates absurdes qui gouvernent la Turquie ! », a conclu le chef de file des « insoumis », caressant la thèse de la communauté kurde, qui accuse les renseignements turcs d'être derrière l'attaque. Lire aussi : [La communauté kurde refuse de croire à la thèse de l'attaque raciste à Paris](#)



Avec AFP
28 décembre 2022

L'agresseur d'un coiffeur kurde de Roubaix mis en examen

Trois jours après l'attaque, l'agresseur d'un coiffeur de Roubaix va rester en prison. Le quadragénaire d'origine turque soupçonné d'avoir blessé dimanche à coups de ciseaux un coiffeur d'origine kurde a été mis en examen pour tentative d'homicide et écroué mardi. C'est ce qu'a annoncé ce mer-

credi le parquet de Lille, trois jours après l'agression survenue dimanche 25 décembre. Au surlendemain de la tuerie de la rue d'Enghien à Paris, où trois Kurdes ont été tués par William M., un multirécidiviste de 69 ans présentant une haine « pathologique » des étrangers. Pour l'affaire de Roubaix, « le

parquet a ouvert une information judiciaire du chef de tentative d'homicide volontaire avec la circonstance aggravante relative au caractère raciste des faits même si ce dernier point est contesté par l'intéressé », a indiqué ce mercredi la procureure de la République de Lille, Carole Etienne.

« La protection des Kurdes en France doit être une priorité absolue »

Comme souvent dans un salon de coiffure, tout a commencé par une coupe en ce jour de Noël. Un homme de 47 ans, d'origine turque, est venu pour se faire coiffer. Mais, selon une source

proche de l'enquête, ce client aurait été «agacé» par la musique kurde diffusée dans le salon. Débute alors une altercation, au cours de laquelle le client «aurait d'abord reçu un coup de sèche-cheveux puis se serait emparé d'une paire de ciseaux [...]», a précisé dimanche la procureure, sans donner plus de détails sur l'identité du mis en cause ni de la victime, indiquant que les deux hommes ont néanmoins reçu une «ITT fixée à 3 semaines».

Le coiffeur, un homme d'origine kurde de 27 ans, a été grièvement blessé au thorax et opéré. Un temps engagé, son pronostic vital est désormais stable, a précisé la procureure. Dans un message posté lundi dans l'après-midi sur les réseaux sociaux, David Guiraud, le député LFI de la circonscription de Roubaix-Wattrelos, a tenu à exprimer sa solidarité au peuple kurde.

J'apprends qu'un homme kurde se serait fait poignarder à Roubaix dans un salon de coiffure, pour avoir mis de la musique kurde. J'ai demandé confirmation au Préfet Solidarité. Face aux attaques, la protection des kurdes en France doit être une priorité absolue.— David Guiraud (@GuiraudInd) Décembre 26, 2022

«Face aux attaques, la protection des Kurdes en France doit

être une priorité absolue», a-t-il ajouté. A l'appel d'organisations kurdes, plus d'une centaine de personnes ont manifesté mardi après-midi dans le centre de la ville voisine de Lille, aux cris notamment de «Turquie terroriste». Présent lors de la manifestation de soutien, le député LFI a rappelé qu'il était «à sa place» : «Un homme de ma circonscription a été poignardé. [...] L'Etat doit se rendre compte que les Kurdes ne se sentent pas en sécurité en France.»

Le Monde

29/12/2022

Nous devons protection au peuple Kurde

« Sans garantie de justice, de vérité et de liberté, la communauté kurde ne se sentira jamais en sécurité en France et en Europe », estime, dans une tribune au « Monde », un collectif de personnalités politiques et associatives, dont Marine Tondelier et Agit Polat, après la tuerie survenue à Paris le 23 décembre.

Depuis l'attentat commis le 23 décembre à Paris contre le centre culturel du CDKF (Conseil démocratique kurde en France), un salon de coiffure et un restaurant kurdes, provoquant le décès de trois militants, Abdurrahman Kizil, Mir Perwer et la responsable du mouvement des femmes kurdes, Emine Kara, l'émotion est intense et la colère gronde au sein de la communauté kurde de France, comme partout ailleurs dans le monde.

Cet acte abject pose bien évidemment la question de la montée des idées d'extrême droite en France et de la responsabilité coupable des femmes et des hommes politiques qui accusent les étrangers de tous les maux.

Cependant, cet acte est bien plus qu'un crime raciste commis par un raciste. Ce serait détourner lâchement le regard si l'autre dimension du problème, sans doute la plus grande, était

occultée. Cette attaque est sans doute la souffrance de trop d'un peuple qui a déjà beaucoup trop souffert, risquant sans cesse la mort partout où il se trouve.

Le peuple kurde constitue la plus grande nation au monde sans Etat. Peuple millénaire de Mésopotamie, composé de plus de 40 millions d'individus, il s'est retrouvé colonisé au lendemain de la première guerre mondiale. Le Kurdistan, composante de l'Empire ottoman, était alors partagé par les puissances occidentales entre la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak, par le traité de Lausanne de 1923.

Dans chacun de ces pays, les Kurdes ont dès lors fait l'objet de persécutions, de crimes, de massacres et de politiques d'assimilation forcée destinées à anéantir leur culture et leur identité. Ces persécutions ont conduit des millions d'entre eux sur les chemins de l'exil, prin-

cipalement vers l'Europe.

Eradiquer les voix

La diaspora kurde est une cible prioritaire, car elle est libre. Elle est la voix des peuples qui ne le sont pas et fait échec aux propagandes des Etats totalitaires de la région. A l'heure des réseaux sociaux, cette diaspora est plus que jamais menacée, en particulier par le régime turc actuel.

C'est ainsi que les services de renseignement turcs (MIT), avec l'aide des Loups gris (le tristement célèbre mouvement ultranationaliste turc d'extrême droite), déploient des moyens puissants pour déstabiliser, traquer et tenter de faire taire tous leurs opposants politiques.

Lire aussi la tribune : « Il nous faut résister, coûte que coûte, à l'expansionnisme turc en pays kurde »

Celles et ceux qui souhaitent

retourner au pays pour voir leur famille arrêteront toute expression en lien avec leur kurdicité et cesseront toute activité militante. Les autres préféreront ne plus se rendre dans leur pays plutôt que d'abdiquer. Eradiquer ces dernières voix, tel est le projet de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan.

Il faut se rappeler que le 9 janvier 2013, déjà en plein cœur de Paris, trois militantes kurdes, Fidan Dogan, Sakine Cansız et Leyla Söylemez, étaient froidement exécutées par un agent des services secrets turcs. A ce jour, ce crime reste impuni sous le couvert de secret-défense.

Chantage d'Erdogan

Dans ces conditions, on aurait pu s'attendre à une indignation générale de la France et de l'ensemble des Etats européens, refusant que des services de renseignement étrangers puissent commettre des

crimes de personnes placées sous leur protection sur leur territoire. Il n'en fut rien.

On aurait pu penser qu'après avoir lâchement abandonné les Kurdes aux mains de la Turquie et de la Russie en Syrie, alors même qu'ils et elles venaient de livrer une bataille sans merci contre Daech, les Etats européens s'accorderaient à protéger les Kurdes sur leurs territoires. Là encore, il n'en fut rien.

Lire aussi la tribune : [Reviement américain sur les Kurdes syriens : « Un Munich des temps modernes »](#)

Bien au contraire, les Kurdes restent à ce jour une variable d'ajustement des relations diplomatiques avec la Turquie. Non seulement la coopération entre les services de renseignement européens et les services de renseignement turcs perdure, mais des opposants kurdes sont régulièrement livrés à la Turquie, soit pour en obtenir des faveurs, soit pour céder à un énième chantage d'Erdoğan.

Dans ce contexte, sans garantie de justice, de vérité et de liberté, la communauté kurde et au premier rang les femmes kurdes ne se sentiront jamais en sécurité en France et en Europe.

Rappelons, en effet, que partout les femmes sont au-devant de la résistance kurde, comme elles ont été au-devant du combat contre Daech et comme elles le sont en Iran, après l'assassinat de Jina [Mahsa] Amini. Ce sont elles les premières cibles de ces crimes odieux.

Cela suffit ! Il est urgent d'assurer enfin aux Kurdes la justice et la protection qu'elles et ils méritent.

Nous demandons ainsi aux autorités françaises et européennes :

- de cesser toute coopération avec les services de renseignement turcs en lien avec les opposants kurdes ;
- d'assurer une protection renforcée des lieux de militantisme du peuple kurde ;
- de créer une cellule spécifique destinée à signaler toute ten-

tative d'intimidation et toute menace à l'égard des opposants kurdes et à instruire toutes les plaintes liées à ces signalements ; - de sortir le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) de la liste des organisations terroristes (le 15 novembre 2018, la Cour européenne de justice rendait un avis favorable au retrait du PKK de la liste des organisations terroristes établie par l'Union européenne, décision sur laquelle elle est, depuis, de manière critiquable, partiellement revenue) ; - de lever le secret-défense s'agissant de l'assassinat des trois militantes kurdes à Paris en 2013.

« Les Kurdes (...) ne sont pas des Kurdes, ils sont l'humanité qui résiste aux ténèbres », disait Charb. Les Kurdes nous ont protégés. A notre tour, nous leur devons protection.

Premiers signataires :

Tuna Altinel, enseignant-chercheur en mathématiques, université Lyon 1; **Zerrin**

Bataray, avocate, conseillère régionale (EELV) ; **Damien Carême**, député européen (EELV) ; **Olivier Faure**, député, premier secrétaire du Parti socialiste (PS) ; **Eva Husson**, autrice réalisatrice ; **Sylvie Jan**, coprésidente de France-Kurdistan ; **Pierre Laurent**, sénateur de Paris, président du conseil national du Parti communiste français (PCF) ; **Fabien Roussel**, député du Nord et secrétaire national du PCF ; **Pinar Selek**, écrivaine, enseignante-chercheuse, université Côte d'Azur (UCA) ; **Jean-Christophe Sellin**, co-coordonateur national du Parti de gauche ; **Marine Tondelier**, secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) ; **Mathilde Panot**, présidente du groupe LFI-NUPES à l'Assemblée nationale, députée ; **Agit Polat**, porte-parole du Conseil démocratique Kurde de France ; **Philippe Poutou**, porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

[Liste complète des signataires](#)



30 décembre 2022

Tuerie à Paris : « Environ 250000 Kurdes en France »

Le politiste Olivier Grojean évoque l'histoire de cette communauté,

Maitre de conférences en science politique à l'Université de Paris 1, Olivier Grojean a publié « La Révolution kurde », aux Éditions La Découverte en 2017.

Près de 36 millions de personnes : 15 millions en Turquie, 10 en Iran, 7 en Irak, 2 en Syrie, et 1,5 million en Europe, dont environ 250000 en France.

D'abord, dans les années 1960, pour des raisons économiques, pour travailler, comme beaucoup d'autres immigrés. Puis à partir des années 1970, pour des raisons plus politiques. Il y a eu plusieurs vagues: le premier coup d'État en Turquie en 1971, le second coup d'État en 1980, puis les années 1990 au plus fort de la guerre entre le PKK, mouvement kurde, et le pouvoir turc, et une quatrième vague plus

récente de Kurdes arrivant de Syrie et d'Irak où ils étaient très engagés dans les combats contre Daesh.

Pendant des siècles, les territoires kurdes correspondaient à la zone tampon entre les empires ottoman et perse. Après la chute de l'empire ottoman, ils ont été laissés de côté par le traité de Lausanne qui fixe, en 1923, les frontières de la Turquie moderne.

En 1978. C'est un mouvement marxiste-léniniste, qui considère que le Kurdistan est une colonie occupée par les Perses, les Turcs, qu'il faut chasser pour créer un État socialiste indépendant. Sa doctrine s'est assouplie dans les années 1990: le PKK s'est prononcé en faveur d'un confédéralisme démocratique. Son leader, Abdullah Ocalan, 73ans, est en prison en Turquie depuis 1999.

Ce n'est pas le PKK qui a pignon sur rue mais des associations qui lui sont proches.

Oui, une majorité de Kurdes sont proches du PKK, il y a une forte identification. Il existe toutefois un deuxième mouvement kurde plus conservateur, le PDK.

Il y a déjà le traumatisme d'un précédent triple assassinat, survenu le 9 janvier 2013 en plein Paris: trois militantes kurdes avaient été tuées par balle dans leur appartement, la



Rassemblement de la communauté kurde lundi à Paris, trois jours après la tuerie de la rue d'Enghien © Crédit photo : JULIEN DE ROSA/AFP

lumière n'a jamais été faite sur les commanditaires. Il y a eu

d'autres meurtres non résolus en Europe. Les Kurdes s'interrogent sur le fait qu'un «fou» vienne au centre culturel kurde au moment même où doit s'y tenir une réunion majeure avec toutes les personnalités de la communauté, réunion finalement annulée à cause de problèmes de transport. Cette défiance est aussi le signe que beaucoup de Kurdes, celles et ceux qui ont combattu contre Daesh, ne se sentent pas soutenus ni reconnus par l'État français.

Le Monde

Laure Stephan (Beyrouth, correspondance)
Et Benoît Vitkine (Moscou, correspondant)
31/12/2022

Entre la Syrie et la Turquie, un premier pas officiel vers un rapprochement

Sous la houlette de la Russie, les ministres de la défense syrien et turc se sont rencontrés mercredi à Moscou.

Jusqu'où ira le dégel entre Damas et Ankara ? Un processus de rapprochement entre ces deux ennemis jurés sur le terrain syrien a été mis en évidence à Moscou, mercredi 28 décembre, lors d'une rencontre inattendue entre les ministres de la défense syrien et turc, Ali Mahmoud Abbas et Hulusi Akar, en présence de leur homologue russe, Sergueï Choïgou. Il s'agit de la première entrevue publique de ce niveau entre Turquie et Syrie depuis 2011, même si des contacts secrets entre les chefs des services de renseignement des deux pays ont repris il y a près de trois ans.

Lire aussi : [La Turquie lance des raids aériens contre des régions kurdes de Syrie et du nord de l'Irak](#)

Une étape emblématique, alors que la Turquie a été à la pointe du soutien de l'opposition armée et civile contre le régime de Bachar Al-Assad, et qu'elle est

décrite comme une puissance occupante par Damas, en raison de la présence de ses troupes dans le nord de la Syrie. La rencontre à Moscou a été l'occasion d'évoquer la gestion de la longue frontière en commun, des réfugiés syriens, et des « efforts conjoints pour combattre les groupes extrémistes » selon un communiqué du ministère de la défense russe.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a multiplié les signaux d'ouverture depuis l'été en faveur d'une normalisation avec Damas, sous l'égide de la Russie. A ses yeux, les rencontres ministérielles doivent être le préambule à un rendez-vous au sommet avec son homologue syrien Bachar Al-Assad. S'il a, à plusieurs reprises, traité ce dernier d'« assassin sanguinaire », M. Erdogan a affirmé en novembre qu'il n'y avait « pas de place pour le ressentiment en politique. » Le régime syrien se montrait

jusqu'ici réticent à un rapprochement, poussé par Moscou. Mais selon le quotidien pro-pouvoir *Al-Watan*, des discussions en amont de la rencontre de mercredi ont avancé « conformément à ce que Damas souhaitait. »

Position centrale de la Russie

La reprise de contacts officiels, dans un processus au délai incertain, « est liée, du côté d'Erdogan, au climat préélectoral en Turquie, estime Bassam Al-Ahmad, à la tête de l'organisation Syrians for Truth and Justice. Il s'agit de dire aux électeurs, "on va expulser d'autres réfugiés syriens [la présence de 3,7 millions de déplacés est l'objet d'un discours virulent, y compris par des partis d'opposition, favorables à une normalisation avec Damas], on va détruire les Kurdes en Syrie". »

Les forces kurdes, principale composante des Forces démo-

cratiques syriennes (FDS), qui contrôlent une partie du Nord-Est syrien, y compris les champs de pétrole, et ont combattu l'organisation Etat islamique, risquent de payer le prix d'un rapprochement entre Ankara et Damas. Ces groupes sont la bête noire de la Turquie, et Damas ne veut pas d'une autonomie kurde. Visés par trois offensives turques depuis 2016, ils sont menacés d'une opération terrestre par M. Erdogan depuis novembre.

« Sur le Nord-Ouest syrien [la province d'Idlib, territoire que l'armée syrienne veut reprendre et où la Turquie soutient les combattants antirégime], les intérêts d'Ankara et de Damas sont opposés. Sur la question kurde, il y a, à l'inverse, une convergence de fond : chacun veut obtenir le démantèlement ou la mise sous contrôle des FDS, décrypte l'expert Aron Lund, du cercle de réflexion Century Foundation. Ils ne sont pas d'accord sur la méthode.

Mais discuter va ouvrir la voie à une coopération. On peut s'attendre, sur le court ou moyen terme, à ce que le rapprochement en cours se traduise par une action conjointe contre les FDS. »

Lire aussi : « [Si les Turcs attaquent le nord-est de la Syrie, cela aura un impact sur la lutte contre l'Etat islamique](#) »

Selon le ministère de la défense russe, les participants à la rencontre de mercredi se sont accordés sur la nécessité de « *poursuivre les discussions dans ce format* ». Le choix de Moscou pour cette entrevue apparaît comme une confirmation de la position centrale de la Russie sur l'échiquier syrien, qui lui permet de jouer les médiateurs depuis

plusieurs années, même si son soutien à Bachar Al-Assad ne lui a jamais permis de forcer le président syrien à des compromis substantiels. Avec Recep Tayyip Erdogan, le dialogue n'a jamais été rompu, même au plus fort de l'engagement turc au côté des rebelles syriens. Si le sujet syrien était sorti de l'agenda public russe – bien avant la guerre en

Ukraine –, lors de sa présentation des objectifs de l'armée pour l'année 2023, le 21 décembre, le ministre de la défense, Sergueï Choïgou, en a toutefois fait une priorité, juste derrière les affaires ukrainiennes, signe que Moscou entend conserver son influence en Syrie. ■